



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2022

Volume III

**Informations
et analyses
supplémentaires**

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2022

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Erratum

Suite au dépôt des Comptes publics du Canada, des corrections ont été effectuées au Volume III, Créances, radiations ou renoncements, pages 139 et 141. Les informations sont surlignées.

Volume III

Comptes publics du Canada

2021-2022

Table des matières

Section

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Introduction		
1. États financiers des fonds renouvelables.....	7	7
2. Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la</i> <i>gestion des finances publiques</i>	131	131
3. Services professionnels et spéciaux	169	167
4. Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	181	177
5. Acquisition de machinerie et matériel.....	185	181
6. Paiements de transfert.....	195	191
7. Frais de la dette publique	203	199
8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	209	205
9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés	237	233
10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	261	255
11. Autres informations diverses	289	283
12. Index.....	323	317

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Introduction aux Comptes publics du Canada

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en trois volumes :

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 1

Comptes publics du Canada

2021-2022

États financiers des fonds renouvelables

Table des matières

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel.....	8
Bureau de la traduction	20
Commission canadienne des grains.....	32
CORCAN.....	45
Géomatique Canada	58
Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	68
Office national du film	79
Passeport Canada	96
Production de défense	108
Services immobiliers.....	110
Services optionnels.....	121

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation du Conseil du Trésor et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Directrice exécutive
Agence canadienne du pari mutuel
Lisa Foss

Directrice générale
Direction des services des finances et de la gestion des ressources
Adjointe à la dirigeante principale des finances
Angela Murphy

Sous-ministre adjointe
Gestion intégrée
Dirigeante principale des finances
Marie-Claude Guérard

Le 10 juin 2022
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(1 481)	(479)	(2 175)	(1 031)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	118	118	217	217
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(1 363)	(361)	(1 958)	(814)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(301)	(232)	(852)	(316)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	169	–	(239)
Autorisation fournie (employée)	(1 664)	(424)	(2 810)	(1 369)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde débiteur (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	8 488	8 825
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(658)	(525)
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice	54	9
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	7 884	8 309
Virement du Conseil du Trésor – Besoin en matière de rémunération (crédit 30).....	–	50
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	9 884	10 359

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe, Direction générale de la gestion intégrée (dirigeante principale des finances) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel au 31 mars 2022 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent:

- l'état de la situation financière au 31 mars 2022;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à cesser ses activités;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Ottawa, (Ontario)
Le 10 juin 2022

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de la situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	418	576
	418	576
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 4).....	2 574	2 459
	2 992	3 035
Passifs et actif net		
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	658	525
Indemnités de vacances.....	265	299
Obligation au titre des avantages futurs du personnel.....	37	37
	960	861
Actif net (note 6).....	2 032	2 174
	2 992	3 035

Engagements contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Dépendance économique (note 9)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Dirigeante principale des finances
Marie-Claude Guérard

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	8 132	7 366
Autres revenus.....	1	–
	8 133	7 366
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	3 193	3 577
Provision pour les avantages futurs du personnel	–	17
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants.....	3 921	3 273
Autres.....	729	579
Services publics, matériaux et fournitures	232	231
Locations.....	185	177
Transports et télécommunications	138	111
Amortissement des immobilisations corporelles	119	218
Réparation et entretien.....	95	186
Autres charges.....	–	28
	8 612	8 397
Résultats nets.....	(479)	(1 031)
Actif net à l'ouverture de l'exercice	2 174	1 631
Ressources financières nettes employés et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	337	1 574
Actif net à la clôture de l'exercice	2 032	2 174

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(479)	(1 031)
Éléments n'utilisant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	119	218
	(360)	(813)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des fonds en transit.....	–	25
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	158	(356)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer.....	133	(198)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances	(34)	100
Diminution de l'obligation au titre des avantages futurs du personnel.....	–	(16)
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(103)	(1 258)
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(234)	(316)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(234)	(316)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	(337)	(1 574)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à l'ouverture de l'exercice.....	8 825	10 399
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la clôture de l'exercice	8 488	8 825

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les conditions énoncées par le Conseil du Trésor du Canada (Conseil du Trésor) pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor du Gouvernement du Canada au titre du fonds de roulement, de l'achat d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel est de régler et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et de l'actif net et non par fonction ou par grands programmes;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et de l'actif net;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Des revenus sont tirés du pari mutuel, au moyen d'un prélèvement de 0,8 % sur chaque somme de un dollar mise dans les hippodromes au Canada, et ces revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les paris sont faits. Les autres revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils sont gagnés.

b) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent l'encaisse et les chèques reçus avant le 31 mars, mais non déposés avant l'exercice suivant.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement informatique et logiciel	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

e) Avantages futurs du personnel

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel participent au régime de pension de la fonction publique (le régime), un régime de pension multi-employeurs administré par l'État. Les cotisations du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à ce régime sont passées en charges dans l'exercice où elles sont versées et représentent l'obligation totale du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à l'égard du régime. La responsabilité du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou les déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés admissibles du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'elles sont indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux indemnités. Le passif lié à l'indemnité perçue par les employés du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

g) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers, et les indemnités payées au titre des congés de maladie sont incluses dans les activités d'exploitation à court terme, au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

h) Utilisation d'estimations

La préparation des présents états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges comptabilisés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités liées aux actifs et passifs à la date des états financiers ainsi que les revenus et charges comptabilisés pour les périodes couvertes par les états financiers. Les principales composantes des états financiers, sous réserve de l'incertitude de mesure, comprennent l'obligation au titre des avantages futurs du personnel, les charges à payer, la provision pour créances douteuses et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des ajustements sont nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

3. Débiteurs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	63	49
Tiers	355	527
Total	418	576

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Radiations	Solde de clôture
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 771	–	–	1 771
Équipement informatique et logiciel	2 987	208	–	3 195
Véhicules motorisés	136	12	(17)	131
Bâtiments	574	14	–	588
Terrains	98	–	–	98
Améliorations locatives	816	–	–	816
Total	6 382	234	(17)	6 599

Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Radiations	Solde de clôture
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 222	109	–	1 331
Équipement informatique et logiciel	1 259	–	–	1 259
Véhicules motorisés	100	7	(17)	90
Bâtiments	526	3	–	529
Améliorations locatives	816	–	–	816
Total	3 923	119	(17)	4 025

Valeur comptable nette	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Ameublement et équipement	440	549
Équipement informatique et logiciel	1 936	1 728
Véhicules motorisés	41	36
Bâtiments	59	48
Terrains	98	98
Améliorations locatives	–	–
Total	2 574	2 459

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	28	92
Tiers	630	433
Total	658	525

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

6. Actif net

L'excédent accumulé est une accumulation du montant net des surplus et des déficits de chacun des exercices, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les encaissements et les décaissements cumulatifs sur la durée de vie des Fonds.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Excédent accumulé à l'ouverture de l'exercice.....	10 999	12 030
Résultats nets	(479)	(1 031)
Excédent accumulé à la clôture de l'exercice.....	10 520	10 999
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à l'ouverture de l'exercice.....	(8 825)	(10 399)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	337	1 574
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la clôture de l'exercice	(8 488)	(8 825)
Actif net à la clôture de l'exercice	2 032	2 174

7. Engagements contractuels

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel a des engagements contractuels se rapportant à un contrat avec un fournisseur de services. Les versements futurs prévus par exercice pour les engagements contractuels se chiffrent comme suit :

	(en milliers de dollars)
Pour l'exercice se clôturant le 31 mars 2023.....	2 070

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel peut être impliqué dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Au 31 mars 2022, il n'y avait pas de charges à payer pour les passifs éventuels liés à diverses mesures juridiques et griefs ayant des implications financières dans les états financiers (néant au 31 mars 2021).

9. Dépendance économique

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel est financée uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine («Woodbine») de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, Woodbine a généré 5 542 972 \$ (5 090 868 \$ en 2021), ou 68 % (69 % en 2021) du montant total des prélèvements du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel sur les paris mutuels. Au 31 mars 2022, 153 086 \$ (413 352 \$ en 2021) ou 43 % (79% en 2021) des débiteurs – tiers du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel sont des montants dus de cette organisation.

10. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'état des résultats et de l'actif net de l'exercice précédent ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice courant.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – *fin*

11. COVID-19

À la suite de la COVID-19, les gouvernements provinciaux canadiens ont appliqué des règles strictes qui ont entraîné la fermeture d'hippodromes partout au Canada, ce qui a entraîné une réduction importante des paris mutuels et des revenus du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel. Comme les fermetures ont commencé à partir de la mi-mars 2020, il y a eu un impact sur les revenus provenant des prélèvements sur les paris mutuels pour les exercices financiers clos les 31 mars 2021 et 2022 en raison de la réduction des paris du public. Cependant, la pari mutuel s'est poursuivi, car certaines pistes de course étaient partiellement ouvertes ou acceptaient des paris virtuels ou ont été complètement rouvertes lorsque les restrictions ont été levées à travers le Canada. Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel a examiné l'impact de cet événement sur l'évaluation de ses actifs et a déterminé que les actifs sont évalués de manière appropriée et qu'aucune provision pour moins-value n'est nécessaire. Pour soutenir les activités courantes, le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel a la capacité de réduire les coûts d'exploitation liés à ses services professionnels et spéciaux. De plus, le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel peut accéder à son excédent accumulé au besoin.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances,
Services publics et Approvisionnement Canada
Wojo Zielonka, CPA, CA

Présidente-directrice générale,
Bureau de la traduction
Services publics et Approvisionnement Canada
Nathalie Laliberté pour
Lucie Séguin

Le 16 juin 2022
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(1 472)	(10 745)	(9 953)	(15 289)
Éléments n'affectant pas l'encaisse				
Amortissement	1 811	929	2 125	1 884
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	339	(9 816)	(7 828)	(13 405)
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(3 178)	(2 654)	(1 053)	(2 023)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	(70)	–	54
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(528)	1 405	(1 664)	(735)
	(3 706)	(1 319)	(2 717)	(2 704)
Autorisation fournie (employée)	(3 367)	(11 135)	(10 545)	(16 109)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde (crédeur) débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3 455)	11 646
Imputation des crédeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(10 135)	(11 642)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	4 192	3 576
Autres éléments.....	8 646	6 803
Autorisation nette fournie (employée), à la fin d'exercice	(752)	10 383
Limite de l'autorisation (note 1)	30 000	20 000
Autorisation non employée reportée.....	29 248	30 383

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2022, et l'état des résultats et du passif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, à la direction de Services publics et de l'Approvisionnement Canada, au Conseil du Trésor du Canada et au receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

16 juin 2022
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de la situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	6 977	6 421
Autres actifs (note 4).....	1 592	1 353
	8 569	7 774
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance.....	1	2
Immobilisations corporelles (note 5).....	8 864	7 139
	8 865	7 141
Total.....	17 434	14 915
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 6).....	10 865	11 895
Indemnités de vacances et congés compensatoires.....	5 127	5 291
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	2 610	3 183
	18 602	20 369
Passif net (note 8).....	(1 168)	(5 454)
Total.....	17 434	14 915

Obligations contractuelles (note 9)

Passifs éventuels (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Revenus		
Services de traduction.....	122 540	119 391
Services d'interprétation	19 339	16 763
Services de terminologie	13 758	14 301
Autres.....	8 905	8 951
Total des revenus	164 542	159 406
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	111 768	113 132
Services professionnels et spéciaux	35 043	31 107
Services généraux et administratifs.....	21 902	22 969
Coûts d'occupation	4 505	4 439
Amortissement (note 5)	929	1 884
Autres charges	594	745
Transports et télécommunications	401	181
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	384	477
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	(239)	(239)
Total des frais d'exploitation	175 287	174 695
Résultats nets.....	(10 745)	(15 289)
Passif net, au début de l'exercice	(5 454)	(3 912)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(70)	54
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8).....	15 101	13 693
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	(1 168)	(5 454)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(10 745)	(15 289)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5).....	929	1 884
Total des éléments n'affectant pas l'encaisse.....	929	1 884
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	–	1
Diminution (augmentation) des débiteurs.....	(556)	3 172
Diminution (augmentation) des autres actifs.....	(239)	(749)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance.....	1	(1)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer.....	(1 030)	(1 418)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires.....	(164)	1 217
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(573)	(541)
	(2 561)	1 681
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères.....	(70)	54
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	(12 447)	(11 670)
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5).....	(2 654)	(2 023)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations.....	(2 654)	(2 023)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8).....	(15 101)	(13 693)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	11 646	25 339
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	(3 455)	11 646

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le Fonds) est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de la traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1^{er} avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1^{er} avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue, conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 30 000 000 \$ en aucun temps. Auparavant à 20 000 000 \$, la limite de l'autorisation a été augmentée à 30 000 000 \$ en 2021-2022 par le biais de la *Loi de crédits n° 5 pour 2021-2022*.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et du passif net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds au titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de la clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux selon la proportion de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés par le programme de normalisation de la terminologie, des services d'interprétation et des autres services sont constatés lorsque les services ont été rendus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain. Les débiteurs incluent l'estimation des revenus gagnés pour les services rendus et non facturés à la fin de l'exercice.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties à partir de l'année d'acquisition selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Selon la catégorie d'actif lors de la mise en service

e) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

g) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, le montant de certaines charges à payer, la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

3. Débiteurs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	4 192	3 576
Parties externes	2 786	2 847
	6 978	6 423
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(1)	(2)
Débiteurs nets.....	6 977	6 421

4. Autres actifs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente.....	1 349	1 119
Autres avances.....	243	234
Total autres actifs.....	1 592	1 353

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations, radiations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	245	–	–	245
Logiciels informatiques.....	19 546	547	2 844	22 937
Améliorations locatives.....	7 175	941	879	8 995
Actifs en construction	3 837	1 166	(3 723)	1 280
Total.....	30 803	2 654	–	33 457
	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Aliénations, radiations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Matériel informatique	(133)	(46)	–	(179)
Logiciels informatiques.....	(18 822)	(506)	–	(19 328)
Améliorations locatives.....	(4 709)	(377)	–	(5 086)
Total.....	(23 664)	(929)	–	(24 593)
Valeur comptable nette			2022	2021
			(en milliers de dollars)	
Matériel informatique			66	112
Logiciels informatiques.....			3 609	724
Améliorations locatives.....			3 909	2 466
Actifs en construction			1 280	3 837
Total.....			8 864	7 139

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	8 500	9 151
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 635	2 491
	10 135	11 642
Charges à payer.....	730	253
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	10 865	11 895

7. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	3 183	3 724
Charge de l'exercice	(239)	(239)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(334)	(302)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	2 610	3 183

8. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	6 192	21 427
Résultats nets.....	(10 745)	(15 289)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(70)	54
(Déficit) surplus accumulé, fin de l'exercice	(4 623)	6 192
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(11 646)	(25 339)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	15 101	13 693
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	3 455	(11 646)
Passif net, à la fin de l'exercice	(1 168)	(5 454)

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – fin

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2023	11 019
2024	1 325
2025	1 122
2026	1 093
2027 et les exercices suivants	2 731
Total des obligations contractuelles	17 290

10. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses activités, le Fonds est impliqué dans une action en justice. Le montant n'est pas déterminable. Le règlement éventuel d'un litige sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices subséquents lorsque l'événement futur risque de se produire et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte.

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon les exigences du receveur général du Canada en matière de rapports. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, le Comité ministériel de vérification a examiné les données financières contenues dans les états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement éclairé de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport sur les résultats ministériel* du ministère concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, qui ont exprimé une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2022, ainsi que les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Patsy Armstrong

Pour :

Chef des finances
Cheryl Blahey

Le 13 juin 2022
Winnipeg, Canada

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(3 364)	(14 858)	(6 721)	22 139
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	2 960	4 050	2 859	3 123
Fonds provenant (utilisés) de l'exploitation.....	(404)	(10 808)	(3 862)	25 262
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(6 366)	(3 486)	(2 731)	(2 970)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(1 752)	–	(10 447)
Autorisation fournie.....	(6 770)	(16 046)	(6 593)	11 845
Autorisation annuelle votée et autres postes législatifs fournis (utilisés)	5 922	(6 492)	5 760	(6 841)
Autorisations législatives relatives au fonds renouvelable fournies (utilisées)	(848)	(9 554)	(833)	18 686

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	143 759	154 303
Comptes créditeurs imputé au crédit à la fin de l'exercice	(2 440)	(2 390)
	141 319	151 913
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice	148	146
Autre	2 963	1 925
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	144 430	153 984
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	146 430	155 984

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Commissaire en chef, aux commissaires et au Comité ministériel d'audit du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2022 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2022;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à répondre aux exigences de la section 1 du volume III des instructions du receveur général du Canada relatives aux *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, le Conseil du Trésor du Canada, et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément à la section 1 du volume III des instructions du receveur général du Canada relatives aux *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à cesser ses activités;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 10 juin 2022
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de la situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actif		
Actifs financiers		
Comptes débiteurs (note 3).....	3 728	9 087
Avances comptables.....	9	7
	3 737	9 094
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance.....	707	564
Immobilisations corporelles (note 4).....	11 667	12 209
	12 374	12 773
Total.....	16 111	21 867
Passif et actif net		
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5).....	2 841	3 718
Salaires à payer.....	3 579	3 547
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer.....	2 825	3 108
Revenus reportés.....	955	941
Passif lié aux indemnités de départ (note 6).....	1 109	1 437
	11 309	12 751
Actif net (note 8).....	4 802	9 116
Total.....	16 111	21 867

Obligations contractuelles (note 9)

Passifs éventuels (note 10)

Garantie de paiement pour les producteurs (note 11)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Commissaire en chef et administrateur général
Anthony ChorneyChef des finances
Cheryl Blahey

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022						2021
	Règlement sur les grains		Services internes		Total		Total
	Résultats prévus	Montant réel	Résultats prévus	Montant réel	Résultats prévus	Montant réel	Montant réel
Revenus							
Droits et services	52 865	41 771	–	–	52 865	41 771	76 851
Crédits parlementaires (note 7)	6 215	6 197	245	243	6 460	6 440	6 801
Licences et wagons de producteurs	2 210	1 896	–	–	2 210	1 896	2 119
Services facultatifs	2 369	1 715	25	27	2 394	1 742	2 207
Autres revenus	–	–	–	31	–	31	44
	63 659	51 579	270	301	63 929	51 880	88 022
Charges d'exploitation							
Personnel	35 319	32 431	16 373	15 679	51 692	48 110	47 890
Locations	4 179	4 114	1 684	2 035	5 863	6 149	5 854
Amortissement des immobilisations corporelles	–	2 846	–	883	–	3 729	2 962
Services professionnels	1 248	483	4 541	3 044	5 789	3 527	2 676
Transport et communications	1 063	884	1 112	711	2 175	1 595	1 871
Matériaux et fournitures	1 804	1 243	271	63	2 075	1 306	1 452
Machinerie et matériel	615	685	558	431	1 173	1 116	1 959
Réparations et entretien	1 117	622	382	75	1 499	697	679
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	–	195	–	104	–	299	170
Information	60	73	408	109	468	182	325
Autres charges	5	10	39	18	44	28	45
	45 410	43 586	25 368	23 152	70 778	66 738	65 883
Résultat net	18 249	7 993	(25 098)	(22 851)	(6 849)	(14 858)	22 139
Actif net à l'ouverture de l'exercice						9 116	7 517
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice						10 544	(20 540)
Actif net à la clôture de l'exercice						4 802	9 116

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

États des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités d'exploitation		
Résultats nets de l'exercice	(14 858)	22 139
Éléments n'utilisant pas des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 729	2 962
Provision pour indemnités de départ	22	(9)
Perte à la cession d'immobilisations corporelles.....	299	170
	(10 808)	25 262
Paiement des indemnités de départ	(350)	(135)
Variation de l'état de la situation financière		
Comptes débiteurs	5 359	(2 266)
Avances comptables	(2)	2
Charges payées d'avance.....	(143)	(208)
Comptes créditeurs et charges à payer	(877)	1 568
Salaires à payer.....	32	(1 332)
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer.....	(283)	751
Revenus reportés.....	14	(132)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	(7 058)	23 510
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 524)	(3 005)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles.....	38	35
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(3 486)	(2 970)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du		
Fonds au cours de l'exercice	(10 544)	20 540
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds à l'ouverture de l'exercice.....	154 303	133 763
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds à la clôture de l'exercice.....	143 759	154 303

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022

1. Pouvoirs et mandat

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le Fonds) détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la loi, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grains afin d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

Pour mener à bien son mandat, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a mis en œuvre le Cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes, comme l'exige la Politique sur les résultats du Conseil du Trésor, le 1^{er} avril 2018. La réglementation des grains est la responsabilité essentielle du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains : réglementer la manutention des grains au Canada et établir ainsi que maintenir des normes fondées sur la science pour le grain canadien. Les services internes soutiennent cette responsabilité essentielle.

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a été constituée en vertu de la *Loi de crédits n°6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés, et il est autorisé à effectuer des prélèvements de 2 000 000 \$.

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains n'a pas effectué de prélèvement sur son autorisation nette fournie par le Conseil du Trésor pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Pour l'exercice 2021-2022, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a reçu un montant total de 6 505 592 \$ en vertu de la Loi de crédits approuvée par le Parlement (6 825 227 \$ en 2020-2021).

De 2013 à 2018, l'excédent accumulé du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains était principalement attribuable à des volumes de grains manutentionnés plus élevés que prévu. En réponse à la Consultation sur les frais d'utilisation et avis de proposition préliminaire de 2017, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a réduit les droits pour les services officiels d'inspection et de pesée des grains de 24 % au 1^{er} août 2017. Les droits restants ont été mis à jour le 1^{er} avril 2018. Toutefois, les volumes de grains manutentionnés plus élevés que prévu et les coûts d'exploitation relativement stables se sont maintenus pour 2019-2021, ce qui a entraîné une nouvelle croissance des excédents. Ainsi, à compter du 1^{er} août 2021, les droits des quatre services d'inspection et de pesée officiels qui ont généré la majeure partie de l'excédent accumulé de 2018 à 2021 ont été réduits de 29 %.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto-assurance, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains ne détient pas de police d'assurance. Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état consolidé de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les présents états financiers;
- les passifs au titre des indemnités de fin de contrat de travail et des indemnités de départ sont fondés sur les meilleures estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges;
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des revenus et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la provision pour créances douteuses de tiers, la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles, et les passifs liés aux indemnités de départ. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

b) Résultats prévus

Les résultats prévus pour l'exercice clos le 31 mars 2022 présentés dans l'état des résultats et de l'actif net sont fondés sur les revenus et charges selon le Plan ministériel 2021-2022 du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et comprennent tout ajustement apporté après la préparation des états financiers.

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une réclamation. La majorité des droits de services, tels que ceux liés à l'inspection et aux activités de pesée, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus, mais qui ne sont pas encore gagnés, sont présentés à titre de revenus reportés. Les revenus reportés sont reçus essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont habituellement octroyées pour une période de 12 mois.

d) Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

e) Crédits parlementaires

Le financement des activités provient principalement d'une autorisation permanente du Parlement (fonds renouvelable) selon laquelle le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains est autorisée à dépenser les recettes. Certaines activités liées au programme de recherche sur les grains et aux audits internes sont financées par des crédits parlementaires continus par l'entremise des votes annuels. Ces crédits ont été constatés en tant que revenus du Fonds.

f) Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêt ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours et qui sont présumés irrécouvrables.

g) Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds le 1^{er} avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1^{er} avril 1995 ont été constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité prévue, à compter du mois suivant leur mise en service, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les coûts liés aux immobilisations en cours de construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement commence à compter du mois suivant leur mise en service.

h) Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

i) Indemnités de départ

Les employés accumulent des indemnités de départ au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains constate les indemnités de départ acquises par les employés. L'obligation liée aux indemnités acquises par les employés est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

j) Régime de retraite

Les employés du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du compte de pension de retraite de la fonction publique.

k) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers et les paiements au titre des prestations de maladie sont pris en compte dans les activités courantes lorsqu'ils sont engagés.

3. Comptes débiteurs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	651	146
Tiers.....	3 079	8 944
	3 730	9 090
Moins : la provision pour créances douteuses de tiers	(2)	(3)
Total.....	3 728	9 087

4. Immobilisations corporelles

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustement	Cessions et transferts	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions et transferts	Solde de clôture	2022	2021
	(en milliers de dollars)										
Matériel scientifique	20 541	2 628	–	(856)	22 313	15 968	1 524	(856)	16 636	5 677	4 573
Matériel et mobilier de bureau	243	–	–	–	243	222	11	–	233	10	21
Matériel opérationnel	3 052	78	–	(44)	3 086	2 099	259	(44)	2 314	772	953
Véhicules automobiles	457	–	–	–	457	300	43	–	343	114	157
Matériel informatique et logiciels	8 786	42	420	–	9 248	7 741	623	–	8 364	884	1 045
Améliorations locatives.....	10 207	–	–	–	10 207	6 174	1 269	–	7 443	2 764	4 033
Actifs en cours de construction ...	1 427	776	(420)	(337)	1 446	–	–	–	–	1 446	1 427
Total.....	44 713	3 524	–	(1 237)	47 000	32 504	3 729	(900)	35 333	11 667	12 209

Les actifs en cours de construction se composent des améliorations locatives et des logiciels conçus à l'interne.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

5. Comptes créditeurs et charges à payer

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	362	450
Tiers.....	2 479	3 268
Total.....	2 841	3 718

6. Passif lié aux indemnités de départ

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains offre à ses employés des indemnités de départ selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement calculées selon les indemnités de départ réelles par employé.

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son budget de 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les montants présentés sont liés aux employés qui n'ont pas touché leur indemnité de départ et qui en obtiendront le paiement au moment de leur départ de la fonction publique.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ à l'ouverture de l'exercice	1 437	1 581
Charge (recouvrement) de l'exercice	22	(9)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(350)	(135)
Passif lié aux indemnités de départ à la clôture de l'exercice	1 109	1 437

7. Crédits parlementaires

Le financement du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains provient d'une combinaison de crédits parlementaires continus, de l'autorisation de dépenser de nouveau les recettes, des excédents accumulés des exercices précédents et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$.

Le mode de financement public sert à comptabiliser les transactions qui touchent les crédits parlementaires. L'état des résultats et de l'actif net est établi selon la comptabilité d'exercice. En conséquence, les éléments présentés dans l'état des résultats et de l'actif net ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux que prévoient les crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et de l'actif net d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Le tableau qui suit détaille les crédits reçus et utilisés.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus.....	6 506	6 825
Crédits périmés.....	(66)	(24)
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice.....	6 440	6 801

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

8. Actif net

Le capital d'apport correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports de capital à la constitution du Fonds.

L'excédent accumulé s'entend du cumul de l'excédent de chacun des exercices, déduction faite des déficits, depuis la constitution du Fonds.

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente les recettes et débours cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	4 941	4 941
Excédent accumulé		
Solde d'ouverture.....	158 478	136 339
Résultats nets de l'exercice.....	(14 858)	22 139
Solde de clôture.....	143 620	158 478
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture.....	(154 303)	(133 763)
Variation des ressources nettes fournies (employés).....	10 544	(20 540)
Solde de clôture.....	(143 759)	(154 303)
Total de l'actif net	4 802	9 116

9. Obligations contractuelles

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains loue ses locaux principalement aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et Services publics et Approvisionnement Canada, qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a conclu 15 ententes d'occupation (17 en 2021) assorties d'échéances diverses allant jusqu'à 10 ans. En outre, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains détient un contrat de location directe avec l'Université du Manitoba pour la location de locaux de laboratoire et de bureau.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a engagé des coûts de 5 104 847 \$ en lien avec ses au titre de l'occupation (5 047 066 \$ en 2021). Les paiements futurs prévus par année financière sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
2023.....	4 520
2024.....	4 504
2025.....	4 360
2026.....	4 103
2027 et par la suite.....	2 883
Total.....	20 370

10. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains peut être impliquée dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Au 31 mars 2022, il n'y avait pas de charges à payer pour les passifs éventuels liés à diverses mesures légales et griefs ayant des implications financières dans les états financiers (néant au 31 mars 2021).

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – fin

11. Garantie de paiement pour les producteurs

Dans le cadre du Programme de mesures de protection des producteurs de grain du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, les sociétés céréalères autorisées doivent fournir une garantie de paiement au Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains pour couvrir les sommes dues aux producteurs pour les livraisons de céréales en cas de défaut de licence. Lorsqu'une entreprise agréée en vertu du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains ne paie pas les producteurs pour les livraisons de grains, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains utilise la garantie pour payer les producteurs pour les demandes admissibles. Au 31 mars 2022, aucune transaction de réclamation en attente ne restait.

12. Opérations entre parties liées

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains est liée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a payé des frais d'occupation et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats et de l'actif net du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, comme suit :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Revenus	(533)	(373)
Charges		
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux	8 979	9 130
Frais d'occupation	4 978	4 922
Améliorations locatives	94	35
Services professionnels et spéciaux	2 111	2 110
Transport et communications	320	351
Autres	334	295
Total	16 283	16 470

À la clôture de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et charges à payer et les salaires à payer :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs	651	146
Comptes créditeurs	362	450
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux à payer	778	1 286

13. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds se composent des comptes débiteurs, des comptes créditeurs et charges à payer, des salaires à payer, des congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer ainsi que du passif lié aux indemnités de départ. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, sauf pour le passif lié aux indemnités de départ, qui sont fondées sur les meilleures estimations de la direction. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à des concentrations du risque de crédit se composent principalement des comptes clients. Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, les six plus grandes entités intégrées représentent 2 150 238 \$ ou 70 % du solde des comptes débiteurs avec tiers du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (six entités représentaient 7 224 605 \$ ou 81 % en 2021).

Fonds renouvelable CORCAN

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a examiné ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Présidente-directrice générale,
CORCAN
Kelly Hartle

Directeur, Services financiers,
CORCAN
Chadi Haddad, MBA, CPA, CMA

Le 27 mai 2022
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(2 282)	1 343	–	(2 414)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	1 353	1 258	1 587	1 328
Fonds provenant de l'exploitation.....	(929)	2 601	1 587	(1 086)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	–	(58)	(1 300)	(1 405)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	700	(1 285)	(1 100)	5 578
Autorisation fournie (employée)	(229)	1 258	(813)	3 087

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde débiteur (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1 869	(2 499)
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(9 666)	(10 240)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice.....	1 022	4 706
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	(6 775)	(8 033)
Limite de l'autorisation	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée.....	13 225	11 967

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au commissaire du Service correctionnel Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2022, et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, au Conseil du Trésor du Canada, au receveur général du Canada et à Service correctionnel Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds, le Conseil du Trésor du Canada, le receveur général du Canada et Service correctionnel. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s r l / S E N C R L
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa (Canada)
Le 27 mai 2022

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de la situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4).....	5 941	9 105
Stocks (note 5)	14 637	14 034
Total des actifs financiers	20 578	23 139
Actifs non financiers		
Immobilisations nettes (note 6).....	7 143	8 348
Total des actifs	27 721	31 487
Passifs		
Créiteurs (note 7).....	7 059	7 684
Revenus reportés	801	181
Salaires et vacances à payer.....	5 556	6 058
Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	1 158	1 398
Total des passifs	14 574	15 321
Engagements et éventualités (notes 9 et 13)		
Actif net (note 10).....	13 147	16 166
Situation financière nette du Fonds	27 721	31 487

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Revenus (notes 3 et 11).....	60 979	61 932
Coût des marchandises vendues (note 11).....	73 498	81 636
Marge brute.....	(12 519)	(19 704)
Autres revenus		
Frais de formation, frais correctionnels et autres frais (note 3).....	35 383	41 648
Divers.....	248	163
	35 631	41 811
Charges (note 12)		
Administration centrale/régionale.....	8 674	10 138
Programmes d'emploi et d'employabilité.....	10 722	11 228
Vente et commercialisation.....	2 373	3 155
	21 769	24 521
Résultats nets.....	1 343	(2 414)
Actif net, au début de l'exercice.....	16 166	12 040
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(4 368)	6 519
Autres.....	6	21
Actif net, à la fin de l'exercice (note 10).....	13 147	16 166

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités d'exploitation		
Résultats nets pour l'exercice.....	1 343	(2 414)
Ajouter (déduire) les éléments sans effet de trésorerie		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	(11)	(22)
Amortissement (note 6).....	1 269	1 350
	2 601	(1 086)
Variations des éléments de la situation financière		
Débiteurs	3 164	(2 682)
Stocks	(603)	5 058
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	(229)	(53)
Créditeurs	(625)	(4 468)
Revenus reportés.....	620	(70)
Salaires et vacances à payer.....	(502)	(1 813)
Ressources financières nettes fournies (employées) dans les activités d'exploitation.....	4 426	(5 114)
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(58)	(1 405)
Ressources financières nettes employées dans les activités d'investissement.....	(58)	(1 405)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	4 368	(6 519)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(2 499)	4 020
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10).....	1 869	(2 499)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou le « Fonds ») est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1^{er} avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le « Conseil du Trésor »). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pendant de courtes périodes, après leur mise en liberté. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 20 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente l'actif net pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1^{er} avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Résumé des principales méthodes comptables

a) Règles comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Le référentiel comptable utilisé dans la préparation des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants:

- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Conseil du Trésor;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport; et
- les services obtenus sans frais d'autres ministères ne sont pas comptabilisés comme des charges.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

b) Constatation des revenus et des charges

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu et que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus, mais non réalisés sont inscrits comme revenus reportés.

Les revenus de construction sont comptabilisés selon le degré d'avancement des travaux du projet. Le degré d'avancement des travaux est déterminé en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues. Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

c) Indemnités de vacances et de congés compensatoires

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

d) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement fédéral.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

e) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

f) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds fait des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

g) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivantes :

Bâtiments	25 ans
Matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 à 10 ans
Autres	3 ans

h) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (le « Régime ») administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de pension totales du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour pallier les insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement aux paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

i) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN, tel qu'il est stipulé dans leur convention collective, ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont constatées lorsque les employés rendent les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

j) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

k) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs et des créditeurs. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit de façon importante.

l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux méthodes comptables du Conseil du Trésor du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations et la comptabilisation des revenus de construction en fonction du degré d'avancement des projets. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'exercice, le Service Correctionnel du Canada, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes financiers, les services de ressources humaines et les services financiers corporatifs. Le coût de ces services n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation fournis par le Service Correctionnel du Canada visent à compenser les coûts liés aux formations professionnelles, aux services d'emploi pour les délinquants dans les établissements et la collectivité, à la gestion de politiques et de programmes et au financement de nouvelles initiatives ainsi que les coûts des salaires et les frais d'exploitation que CORCAN ne peut pas recouvrer grâce à la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Services partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le Service Correctionnel du Canada et d'autres ministères fédéraux:

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation.....	22 549	21 783
Formation, services correctionnels et autres frais.....	35 383	41 648
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation.....	32 233	33 880
Total.....	90 165	97 311

Les débiteurs et créateurs des parties apparentées sont présentés dans les notes 4 et 7, respectivement.

4. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les éléments suivants :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	1 022	4 706
Tiers.....	4 919	4 399
Total.....	5 941	9 105

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Matières premières.....	9 435	8 832
Travaux en cours.....	246	347
Produits finis.....	8 270	7 286
Sous-total.....	17 951	16 465
Provision pour stocks périmés.....	(3 314)	(2 431)
Total.....	14 637	14 034

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de clôture
(en milliers de dollars)				
Bâtiments	397	–	–	397
Matériel	29 376	37	–	29 413
Améliorations locatives.....	1 343	–	–	1 343
Parc de véhicules	8 154	27	–	8 181
Autres	130	–	–	130
Total.....	39 400	64	–	39 464
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions et radiations	Solde de clôture
Bâtiments	5	13	–	18
Matériel	25 835	506	–	26 341
Améliorations locatives.....	1 342	–	–	1 342
Parc de véhicules	3 760	738	–	4 498
Autres	110	12	–	122
Total.....	31 052	1 269	–	32 321
Valeur comptable nette			2022	2021
(en milliers de dollars)				
Bâtiments			379	392
Matériel			3 072	3 541
Améliorations locatives.....			1	1
Parc de véhicules			3 683	4 394
Autres			8	20
Total.....			7 143	8 348

7. Crédoiteurs

Les crédoiteurs comprennent les éléments suivants :

	2022	2021
(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada	1 956	3 170
Tiers.....	5 103	4 514
Total.....	7 059	7 684

8. Avantages sociaux futurs des employés

Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique, dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. Depuis janvier 2013, l'âge auquel un nouvel employé qui a commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1^{er} janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

Indemnités de cessation d'emploi

À la suite de la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que les employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée. Les employés ont eu la possibilité d'être payés immédiatement pour la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à cette date ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	1 398	1 473
Indemnités de cessation d'emploi	(11)	(22)
Indemnités versées pendant l'exercice	(229)	(53)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	1 158	1 398

9. Engagements contractuels

CORCAN s'est engagé à verser en vertu des modalités de contrats de location un montant total de 2 355 616 \$. Ces engagements sont liés au bail du centre d'entreposage de Kingston, au bail des installations qui hébergent l'initiative d'emploi des détenus d'Edmonton et de Saskatoon et au bail de locaux à bureaux.

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sont estimés comme suit :

	(en milliers de dollars)
2023	3 733
2024	2 082
2025	1 667
2026	1 645
2027	1 645
2028 et exercices ultérieurs	5 499
Total	16 271

10. Actif net

L'actif net comprend les éléments suivants :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1 869)	2 499
Déficit accumulé	(15 532)	(16 896)
Autres	6	21
Actif net à la fin de l'exercice	13 147	16 166

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente affectée (fournie) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

Fonds renouvelable CORCAN – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – fin

11. Information sectorielle

L'information sectorielle comprend les éléments suivants :

Exercice clos le 31 mars 2022	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agro-industrie	Autres	Total
	(en milliers de dollars)						
Revenus	30 883	18 279	8 394	3 040	383	–	60 979
Coût des marchandises vendues	36 776	22 114	9 344	4 140	1 124	–	73 498
Marge brute.....	(5 893)	(3 835)	(950)	(1 100)	(741)	–	(12 519)
Actifs identifiables							
Débiteurs	1 219	2 699	628	538	30	827	5 941
Stocks	10 380	1 258	2 525	401	73	–	14 637
Immobilisations nettes	2 514	2 516	129	193	1 440	351	7 143
Amortissement des immobilisations	432	464	36	44	176	117	1 269
Exercice clos le 31 mars 2021	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agro-industrie	Autres	Total
	(en milliers de dollars)						
Revenus	29 065	17 040	11 273	4 261	293	–	61 932
Coût des marchandises vendues	37 850	23 925	13 172	5 501	1 188	–	81 636
Marge brute.....	(8 785)	(6 885)	(1 899)	(1 240)	(895)	–	(19 704)
Actifs identifiables							
Débiteurs	786	3 294	571	934	44	3 476	9 105
Stocks	9 919	766	2 988	309	52	–	14 034
Immobilisations nettes	2 790	3 089	164	257	1 572	476	8 348
Amortissement des immobilisations	516	445	49	46	167	127	1 350

12. Dépenses

Le tableau suivant fournit le détail des charges de l'administration centrale et des administrations régionales, des programmes d'emploi et d'employabilité et des ventes et commercialisation par catégorie :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Salaires	11 847	14 057
Services professionnels et spéciaux.....	4 151	4 291
Avantages sociaux	2 841	3 262
Locations	2 500	1 849
Services publics, fournitures et approvisionnement.....	278	179
Achat de services de réparation et d'entretien.....	165	220
Transport et télécommunications	60	66
Information	–	16
Autres dépenses	(73)	581
Total.....	21 769	24 521

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. La direction a déterminé qu'il n'existait aucune réclamation importante au 31 mars 2022.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par les *Directives du Trésor du Canada sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* de dépenser les recettes et les exigences de rapport et les normes du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base consistante avec ceux de l'exercice précédent.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Secteur de la gestion et des services intégrés développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvée par :

Directrice financière adjointe
Direction des finances et de l'approvisionnement
Grace Chennette, CPA, CMA

Sous-ministre adjointe et Dirigeante principale des finances
Secteur de la gestion et des services intégrés
Shirley Carruthers, CPA, CGA

Le 8 juin 2022
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	100	399	100	1 555
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	163	–	160
Fonds provenant de l'exploitation.....	100	562	100	1 715
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions d'immobilisations corporelles nettes	–	(689)	–	(18)
Autres éléments nets d'actifs (passifs)	–	(57)	–	(81)
Autorisation fournie (employée)	100	(184)	100	1 616

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde débiteur de la charge nette accumulée sur le compte d'autorité du Fonds	3 469	2 966
Imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars.....	(863)	(177)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	2 606	2 789
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	7 606	7 789

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe, Secteur de la gestion et des services intégrés, et dirigeante principale des finances, Ressources naturelles Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds ») au 31 mars 2022 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent :

- l'état de situation financière au 31 mars 2022;
- l'état des résultats et de l'actif (du passif) net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds, Ressources naturelles Canada, le Conseil du Trésor du Canada, et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser ses activités.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Pricewaterhouse Coopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Ottawa (Ontario)
Le 13 juin 2022

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	276	364
Stocks	48	48
	324	412
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	–	17
Immobilisations corporelles (note 4)	887	361
	1 211	790
Passifs et passif net		
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	913	392
Indemnités de vacances	152	148
	1 065	540
Actif (passif) net (note 6)	146	250
Total.....	1 211	790

Droits contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Frank DesRosiers
Sous-ministre adjoint
Secteur de la politique stratégique et innovation

Le 9 juin 2022

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État des résultats et de l'actif (passif) net pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Revenus		
Services	6 220	6 390
Produits	1 062	531
	7 282	6 921
Charges		
Services professionnels et spéciaux	3 953	2 843
Salaires et avantages sociaux	1 667	1 439
Services du ministère et du secteur	473	405
Location	386	293
Amortissement des immobilisations corporelles	163	160
Services publics, fournitures et approvisionnements	111	139
Réparations et entretien	100	57
Autres charges	30	25
Information	–	5
	6 883	5 366
Résultats nets	399	1 555
Passif net, au début de l'exercice	250	(31)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	(503)	(1 274)
Passif net à la fin de l'exercice	146	250

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités de fonctionnement		
Résultats nets	399	1 555
Éléments n'utilisant pas des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	163	160
	562	1 715
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	88	(303)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	17	2
Diminution des créiteurs et charges à payer	521	(105)
Augmentation des indemnités de vacances	4	17
Diminution des revenus reportés	–	(34)
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	1 192	1 292
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(689)	(18)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(689)	(18)
Ressources financières nettes fournies employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	503	1 274
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	2 966	1 692
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	3 469	2 966

Les notes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994* sous le nom de « Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du Fonds était de transférer les coûts liés à la production de biens et à l'offre de services des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue du Conseil du Trésor du Canada, le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, l'acquisition d'immobilisations corporelles et le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 \$.

Le mandat du Fonds est d'engendrer des produits, des services et de l'expertise en géomatique qui peuvent être exploités à des fins commerciales. Les activités génératrices de recettes se servent ensuite de ces travaux pour produire des services et des produits commercialisables pour des clients particuliers du gouvernement fédéral, de l'industrie canadienne, du public canadien, des provinces, des territoires et d'autres pays.

2. Principales méthodes comptables

a) Référentiel comptable

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

b) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les estimations les plus significatives utilisées dans la préparation des états financiers comprennent le montant de certaines charges à payer et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Les revenus de location sont comptabilisés sur la durée du bail ou de l'utilisation de la propriété.

d) Charges

À moins d'indication contraire, les charges sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont engagées. Les frais de services internes de Ressources naturelles Canada engagés au nom du Fonds sont constatés dans les présents états financiers en tant que coûts des services du ministère et du secteur.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

e) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

f) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré de chaque titre.

g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Machines et matériel	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 à 10 ans
Logiciels	4 ans
Autre équipement (incluant les meubles)	10 ans
Véhicules	5 à 7 ans

h) Régime de retraite

Les employés de Ressources naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

i) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

j) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est passé en charges à mesure qu'il est effectué et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers.

3. Débiteurs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	103	268
Tiers.....	177	100
	280	368
Provision pour créances douteuses pour les débiteurs avec des tierces parties.....	(4)	(4)
Total.....	276	364

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

4. Immobilisations corporelles

	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Coût			
Machines et matériel	97	423	520
Matériel informatique	403	266	669
Logiciels informatiques.....	144	–	144
Autre équipement.....	38	–	38
Véhicules	31	–	31
Total.....	713	689	1 402

	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Amortissement cumulé			
Machines et matériel	45	19	64
Matériel informatique	211	100	311
Logiciels informatiques.....	72	36	108
Autre équipement.....	12	4	16
Véhicules	12	4	16
Total.....	352	163	515

	2022	2021
(en milliers de dollars)		
Valeur comptable nette		
Machines et matériel	456	52
Matériel informatique	358	192
Logiciels informatiques.....	36	72
Autre équipement.....	22	26
Véhicules	15	19
Total.....	887	361

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2022	2021
(en milliers de dollars)		
Autres ministères et organismes gouvernementaux	328	289
Tiers.....	585	103
Total.....	913	392

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – fin

6. Actif (passif) net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

L'excédent accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Les apports de capital représentent la valeur des immobilisations corporelles financée par des contributions en capital lors de la création du Fonds.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(3 469)	(2 966)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés.....	(20)	(20)
Surplus cumulé.....	2 197	1 798
Passif net.....	146	250

7. Droits contractuels

Les activités du Fonds comprennent parfois la négociation de contrats ou d'ententes avec des parties externes résultant du droit à des actifs ainsi qu'à des revenus futurs pour le Fonds. Ils comprennent principalement des droits contractuels pour des services à rendre. Voici les droits contractuels significatifs qui généreront des revenus dans les années futures, pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2023.....	792
2024.....	796
2025.....	773
2026.....	112
2027 et pour les exercices ultérieurs.....	529
Total.....	3 002

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est inscrite dans les états financiers. Aucune réclamation à l'égard du Fonds n'était en cours au 31 mars 2022.

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre son mandat ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles par année pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2023.....	1 052
2024.....	239
Total.....	1 291

10. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le Fonds) conformément aux exigences des Procédures liées au Volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction compte tenu du principe d'importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection attentive, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des structures organisationnelles permettant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et les pouvoirs de la direction soient compris et appliqués dans l'ensemble de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par un auditeur externe, dont le rôle consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers donnent une image fidèle à la situation financière du Fonds au 31 mars 2022, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

Konstantinos Georgaras
Président (par intérim)
Office de la propriété intellectuelle du Canada

Douglas McConnachie
Dirigeant principal des finances
Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Gatineau, Canada
Le 27 mai 2022

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(31 387)	(39 470)	(35 099)	(41 891)
Éléments n'affectant pas l'encaisse	7 198	11 016	8 291	10 176
Fonds employés de l'exploitation	(24 189)	(28 454)	(26 808)	(31 715)
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(11 503)	(12 620)	(18 639)	(7 336)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	4 158	23 945	10 938	24 866
Autorisation employée	(31 534)	(17 129)	(34 509)	(14 185)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice courant et l'exercice précédent proviennent, lorsque disponibles, de la Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	95 215	111 759
Imputation des crédateurs sur le crédit à la clôture de l'exercice	(12 242)	(12 144)
Créances affectées au crédit à la clôture de l'exercice	1 698	1 626
Autres éléments	(6 219)	(5 661)
Autorisation nette fournie, à la clôture de l'exercice	78 452	95 580
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	83 452	100 580

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Rapport sur l'audit des états financiers

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2022 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2022;
- l'état des résultats et du passif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes annexes aux états financiers, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futures pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à cesser ses activités;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Ontario
Le 31 mai 2022

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	3 122	2 976
Revenus non facturés.....	1 650	1 836
	4 772	4 812
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance.....	1 167	674
Immobilisations corporelles (note 4).....	50 659	49 314
Total.....	56 598	54 800
Passifs et passif net		
Passifs		
Comptes de dépôts.....	3 859	3 714
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	13 962	13 562
Indemnités de congé.....	7 299	7 575
Obligation pour indemnités de départ (note 6).....	2 240	2 410
Revenus reportés.....	137 205	112 580
	164 565	139 841
Passif net (note 7).....	(107 967)	(85 041)
Total.....	56 598	54 800

Obligations contractuelles (note 8)
Opérations entre apparentés (note 9)
Passifs éventuel (note 10)

Les notes annexes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Résultats et passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Revenus	155 888	145 246
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	123 098	120 880
Provision pour indemnités de départ	160	50
Services professionnels	47 084	44 500
Amortissement des immobilisations corporelles	11 275	9 190
Logement	7 691	7 497
Information	3 265	3 122
Matériels et fournitures	1 010	368
Location	599	28
Formation	527	553
Fret et courrier	386	16
Entretien et réparations	106	719
Voyages	101	63
Communications	57	152
Gain sur la disposition des immobilisations corporelles	(1)	(1)
	195 358	187 137
Résultats nets	(39 470)	(41 891)
Passif net à l'ouverture de l'exercice	(85 041)	(56 237)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	16 544	13 087
Passif net à la clôture de l'exercice	(107 967)	(85 041)

Les notes annexes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(39 470)	(41 891)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	11 275	9 190
	(28 195)	(32 701)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution de la petite caisse	–	1
Diminution (augmentation) des débiteurs	(146)	839
Diminution des revenus non facturés	186	810
Augmentation des frais payés d'avance.....	(493)	(40)
Augmentation (diminution) des comptes de dépôt	145	(612)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	400	(139)
Augmentation (diminution) des indemnités de congé	(276)	1 158
Diminution de l'obligation pour indemnités de départ	(170)	(174)
Augmentation des revenus reportés	24 625	25 107
Total des variations de l'état de la situation financière.....	24 271	26 950
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation.....	(3 924)	(5 751)
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 620)	(7 336)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		
au cours de l'exercice.....	(16 544)	(13 087)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à l'ouverture de l'exercice.....	111 759	124 846
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la clôture de l'exercice (note 7).....	95 215	111 759

Les notes annexes aux états financiers font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour stimuler l'innovation.

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada est financé par un fonds renouvelable (le Fonds) qui a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été octroyée le 22 février 1994, pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et du passif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et du passif net;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi relève d'une estimation de la direction, et non d'une évaluation actuarielle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement des demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaire détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte du barème de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est terminé avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil. Les revenus sont reflétés dans l'état des résultats et du passif net, nets des remises de frais selon les termes de la *Loi sur les frais de service*.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie estimative, à compter du mois suivant leur acquisition, comme suit:

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	Durée du bail
Logiciels	3 à 10 ans
Matériel informatique	5 à 10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Ameublement	10 ans

Les coûts pour les actifs en construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés et l'amortissement débute à compter du mois suivant leur mise en service.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2022 – suite

c) Avantages sociaux futurs

Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi comme prévu dans leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont comptabilisées au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le budget de 2012, le gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans les cas de démission et de départ à la retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en œuvre de cette mesure, les conventions collectives avaient offert trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluaient :

1. un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) comme stipulé dans la convention collective, ou
2. un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou
3. une combinaison des options (1) et (2).

En rapport avec les options (1) et (3), le Fonds a dû puiser à même l'obligation pour indemnités de départ dès que les conventions collectives sont entrées en vigueur.

Prestations de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique (le Régime) administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

d) Utilisation d'estimations comptables

La préparation de ces états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et hypothèses comptables influant sur les montants de l'actif et du passif et la présentation des actifs ou passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses présentés pour la période. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, les revenus non facturés, les revenus reportés, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les obligations salariales à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

e) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est engagé.

f) Opération en devises

Les transactions en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des états financiers. Les gains et les pertes résultant des transactions en devises étrangères sont comptabilisés dans l'état des résultats et du passif net sous chaque poste des états financiers respectifs.

3. Débiteurs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	50	43
Parties externes	3 072	2 933
Total	3 122	2 976

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2022 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde			Solde	
	à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions	Transferts		à la clôture de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives.....	365	–	–	(40)	325
Logiciels.....	68 529	637	–	(829)	68 337
Matériel informatique.....	310	208	–	–	518
Équipement et outillage.....	158	–	–	–	158
Ameublement.....	116	–	–	–	116
Actifs en construction.....	11 969	11 775	–	–	23 744
Total.....	81 447	12 620	–	(869)	93 198

Amortissement cumulé	Solde à l'ouverture de l'exercice		Aliénations	Solde à la clôture de l'exercice
	Amortissement			
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives.....	365	–	(40)	325
Logiciels.....	31 353	11 214	(829)	41 738
Matériel informatique.....	229	43	–	272
Équipement et outillage.....	78	16	–	94
Ameublement.....	108	2	–	110
Total.....	32 133	11 275	(869)	42 539

Valeur comptable nette	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Améliorations locatives.....	–	–
Logiciels.....	26 599	37 176
Matériel informatique.....	246	81
Équipement et outillage.....	64	80
Ameublement.....	6	8
Actifs en construction.....	23 744	11 969
Total.....	50 659	49 314

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	2 292	3 537
Parties externes.....	11 670	10 025
Total.....	13 962	13 562

6. Obligation pour indemnités de départ

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Obligation pour indemnités de départ à l'ouverture de l'exercice.....	2 410	2 584
Prestations payées au cours de l'exercice pour retraite et départs de la fonction publique.....	(330)	(224)
Dépense de l'exercice.....	160	50
Obligation pour indemnités de départ à la clôture de l'exercice.....	2 240	2 410

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – fin

Notes annexes aux états financiers 31 mars 2022 – fin

7. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les débours cumulés au cours de la durée de vie du Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé correspond à la somme des résultats nets d'exploitation de chaque exercice, incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé à l'ouverture de l'exercice	26 718	68 609
Résultats net	(39 470)	(41 891)
Surplus (déficit) accumulé à la clôture de l'exercice	(12 752)	26 718
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à l'ouverture de l'exercice.....	(111 759)	(124 846)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	16 544	13 087
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la clôture de l'exercice	(95 215)	(111 759)
Passif net à la clôture de l'exercice.....	(107 967)	(85 041)

8. Obligations contractuelles

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus par année financière sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2023.....	7 188
2024.....	6 674
2025.....	5 992
2026.....	4 715
2027 et les exercices ultérieurs.....	23 576
Total.....	48 145

9. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés au logement, au contentieux, à la rémunération et aux avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties apparentées dans le cours normal des opérations.

10. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada peut être impliqué dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas, et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Au 31 mars 2022, il n'y avait pas de charges à payer pour les passifs éventuels liés à diverses mesures légales et griefs ayant des implications financières dans les états financiers.

Office national du film

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2022 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Office national du film (l'Office). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public. Ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de l'Office.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de contrôle interne en matière de rapports financiers.

Le système de contrôle interne en matière de rapports financiers est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

L'Office fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits dans le but d'adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2016-2017 par le Bureau du contrôleur général du Canada. Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère, à l'adresse suivante : www.canada.ca.

Le Bureau du vérificateur général, auditeur indépendant du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles internes de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
Claude Joli-Cœur

Directrice Finances
(Dirigeante principale des finances par intérim)
Joanne Heller, CPA, CA

Montréal, Canada
Le 8 juillet 2022

Office national du film – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(69 067)	(70 972)	(69 206)	(70 755)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	3 601	–	4 575
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(69 067)	(67 371)	(69 206)	(66 180)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	(984)	(1 876)	(571)	(5 287)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(90)	–	(283)
Autorisation fournie (employée)	(70 051)	(69 337)	(69 777)	(71 750)
Autorisation annuelle votée (employée).....	–	(69 247)	–	(71 467)
Autorisation législative du fonds renouvelable fournie (employée)	–	(90)	–	(283)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4 330)	(4 330)
Affectation bloquée.....	1 678	–
Autres éléments nets d'actifs et de passifs nécessitant l'utilisation du fonds renouvelable	(935)	(845)
Autorisation nette législative du fonds renouvelable employée, à la fin de l'exercice.....	(3 587)	(5 175)
Limite de l'autorisation législative du fonds renouvelable.....	15 000	15 000
Autorisation législative du fonds renouvelable non employée reportée.....	11 413	9 825

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Office national du film (l'Office), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2022, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Office conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Office ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Office.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Office;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Office à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à la conformité aux autorisations spécifiées

Opinion

Nous avons effectué l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l'égard desquelles l'audit de la conformité a été effectué sont les suivantes : la *Loi sur le cinéma* et les règlements administratifs de l'Office national du film.

À notre avis, les opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux autorisations spécifiées susmentionnées.

Responsabilités de la direction à l'égard de la conformité aux autorisations spécifiées

La direction est responsable de la conformité de l'Office national du film aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l'Office national du film à ces autorisations spécifiées.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées

Nos responsabilités d'audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d'une opinion d'audit et la délivrance d'un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

Pour la vérificatrice générale du Canada,
Tina Swiderski, CPA auditrice
Directrice principale

Montréal, Canada
Le 8 juillet 2022

Office national du film – suite

État de la situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	5 041	7 800
Salaires à payer	1 591	1 535
Indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	3 590	4 836
Revenus reportés	661	585
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 5)	222	335
Avantages sociaux futurs (note 6).....	3 715	3 957
Total des passifs nets.....	14 820	19 048
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	3 416	7 683
Débiteurs (note 7).....	2 278	1 963
Dépôts	101	99
Total des actifs financiers nets	5 795	9 745
Dette nette ministérielle	9 025	9 303
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	743	711
Stocks.....	166	91
Immobilisations corporelles (note 8)	23 974	26 083
Total des actifs non financiers.....	24 883	26 885
Situation financière nette ministérielle	15 858	17 582

Obligations contractuelles (note 9)

Passif éventuel (note 10)

Droits contractuels (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et
Président de l'Office National du Film du Canada
Claude Joli-Cœur

Présidente, Comité finances et audit
Hilary Rose, CPA, CA

Le 8 juillet 2022

Office national du film – suite

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2022	2021
	Résultats prévus		
Charges (note 11a)			
Productions audiovisuelles	38 044	40 561	38 240
Accessibilité et interaction avec l'auditoire	24 913	25 144	24 989
Services internes.....	9 860	11 341	11 321
Total des charges.....	72 817	77 046	74 550
Revenus (note 11b)			
Produits audiovisuels.....	2 225	2 584	2 313
Partenariats et préventes	1 425	3 394	1 410
Services techniques (note 15).....	25	52	23
Autres revenus.....	75	44	49
Total des revenus	3 750	6 074	3 795
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	69 067	70 972	70 755
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	66 032	73 515	71 788
Variations des montants à recevoir du Trésor	–	(4 267)	(321)
Coût (revenu) de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts.....	3 035	1 724	(712)
Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice	17 582	17 582	16 870
Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice	14 547	15 858	17 582

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2022	2021
	Résultats prévus		
Coût (revenu) de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	3 035	1 724	(712)
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	984	1 763	2 903
Acquisition d'immobilisations corporelles louées	–	–	128
Amortissement des immobilisations corporelles	(3 701)	(3 872)	(3 289)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(2 717)	(2 109)	(258)
Variation due aux stocks	–	75	41
Variation due aux charges payées d'avance	–	32	234
Variation nette de la dette nette ministérielle	318	(278)	(695)
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	9 303	9 303	9 998
Dette nette ministérielle – fin de l'exercice	9 621	9 025	9 303

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	70 972	70 755
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(3 872)	(3 289)
Variation des avantages sociaux futurs	143	38
Variation de la provision pour révisions salariales	165	(911)
Constatation des revenus reportés	585	614
Charge de provision pour créances douteuses	(32)	(62)
Utilisation des charges payées d'avance	(354)	(239)
Variations de l'état de la situation financière		
Variation des salaires à payer	(56)	1 182
Variation des indemnités de vacances et révisions salariales à payer	1 081	(59)
Entrées de fonds relatives aux revenus reportés	(661)	(585)
Sorties de fonds relatives aux avantages sociaux futurs	99	29
Variation des créditeurs et charges à payer	1 048	(234)
Variation des débiteurs	347	(887)
Variation des dépôts	3	(30)
Sorties de fonds relatives aux charges payées d'avance	385	473
Variation des stocks	75	41
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	69 928	66 836
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	3 474	2 568
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	3 474	2 568
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	113	2 384
Encaisse utilisée pour les activités de financement	113	2 384
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	73 515	71 788

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

Notes complémentaires aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

1. Statut et objectif

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant du ministre du Patrimoine canadien, l'Office national du film (l'Office) est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Conformément à une décision du Conseil du Trésor émise en 2001, le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars. Les montants utilisés pour des projets d'immobilisations sont inscrits dans les autorisations de l'exercice en cours utilisées à la note 3b. En 2022, l'Office n'a pas utilisé le Fonds renouvelable pour des projets (2021 – 0 \$). L'utilisation de l'année 2020 sera remboursée selon les directives et modalités du Secrétariat du Conseil du Trésor à partir de 2022. La somme remboursée en 2022 est de 1 678 \$.

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires votées annuellement. La présentation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Les montants des résultats prévus dans les sections «Charges» et «Revenus» de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectif intégré au *Plan ministériel 2021-2022*. Les montants des résultats prévus inclus dans la section «Financement du gouvernement et transferts» de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des affectations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

d) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges reliées aux Productions audiovisuelles comprennent les coûts des activités pour le développement et la production d'œuvres audiovisuelles de toute forme. Les charges reliées à l'Accessibilité et interaction avec l'auditoire incluent les activités nécessaires pour rendre les productions de l'Office accessibles, ce qui comprend la préservation et conservation de la collection ainsi que la promotion et la distribution des œuvres. Les Services internes sont les charges encourues de façon à répondre aux activités et autres obligations générales de l'Office.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

e) Revenus

Les Partenariats et préventes et les revenus de Produits audiovisuels autres que les revenus de redevances sont comptabilisés lorsque les montants sont exigibles.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Les Autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

f) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

g) Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations corporelles</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Équipement technique	4 à 20 ans
Logiciels et équipement informatique	3 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	5 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	durée des baux

Les sommes relatives aux travaux en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé et elles sont amorties conformément à la politique de l'Office.

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'État de la situation financière et à la note 8 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence. L'Office n'inscrit pas à l'actif d'autres biens incorporels ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

i) Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- Débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses);
- Dépôts liés aux productions à l'étranger.

Les passifs financiers sont constitués des créateurs et charges à payer et des salaires à payer.

j) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont des actifs qui sont destinés à être utilisés dans le cours normal des opérations. Ils sont convertis en charges dans des périodes futures et incluent les immobilisations corporelles, les stocks et les charges payées d'avance.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

k) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Absences rémunérées

Les employés ont droit à des congés de maladie et à des indemnités d'accident de travail prévus par leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Les jours de congé de maladie s'accumulent mais ne s'acquiescent pas, et permettent à l'employé d'être rémunéré pendant son absence pour raison de maladie en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés de maladie rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. L'Office comptabilise le coût des indemnités d'accident de travail à verser lorsque le fait à l'origine de l'obligation se produit. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre d'absences rémunérées. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

l) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

m) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

3. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	70 972	70 755
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Ajouter (déduire) :		
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales non imputées aux autorisations	303	(1 378)
Variation des charges à payer non imputées aux autorisations	(242)	87
Variation des créances douteuses non imputées aux autorisations	(32)	(62)
Variation nette pour avantages sociaux futurs.....	242	67
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(3 872)	(3 289)
	(3 601)	(4 575)
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Ajouter (déduire) :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 763	2 903
Païement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	113	2 384
	1 876	5 287
Autorisations de l'exercice en cours utilisées.....	69 247	71 467

b) Autorisations fournies et utilisées

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies :		
Budget principal des dépenses	65 582	64 891
Budget supplémentaire des dépenses	7 268	8 015
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(1 925)	(1 439)
Affectation bloquée	(1 678)	–
Autorisations de l'exercice en cours utilisées.....	69 247	71 467

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

4. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de l'Office.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs et charges à payer – autres ministères et organismes	576	1 021
Crédoiteurs et charges à payer – parties externes	4 109	6 467
Total des crédoiteurs et charges à payer	4 685	7 488
Charges à payer – réorganisation	356	312
Total des crédoiteurs et des charges à payer	5 041	7 800

Durant l'exercice 2021-2022, l'Office a dû poursuivre la réorganisation de ses opérations. En conséquence, l'Office a comptabilisé au 31 mars 2022 une obligation au titre des prestations de cessation d'emploi supplémentaire au montant de 356 \$ (2021 – 312 \$) dans ses charges à payer pour les coûts estimatifs du réaménagement des effectifs.

5. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

En fin d'exercice, l'Office a des ententes pour la location d'équipement technique en vertu de deux (2) contrats de location-acquisition (note 8). Les actifs ont été capitalisés en utilisant des taux d'intérêt implicites variant de 0.6% à 1.4%. L'obligation correspondante sera remboursée pendant les durées du bail de 3 ans. Les ententes comprennent des options de renouvellement à un loyer mensuel prévu aux contrats ainsi que des options de rachat évaluées au terme de la location en fonction de la juste valeur marchande des biens loués. Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 totalisent 113 \$ (2021 – 2 384 \$ et comportant un montant de 1 732 \$ déboursé pour racheter huit (8) contrats de location d'équipements). Des intérêts de 4 \$ (2021 – 33 \$) sont imputés aux résultats.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
2021-2022	–	117
2022-2023	92	92
2023-2024	92	92
2024-2025	42	42
Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition	226	343
Moins : intérêts théoriques	(4)	(8)
Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	222	335

6. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

En 2022, les charges pour les membres du groupe 1 et du groupe 2 s'élèvent à 3 375 \$ (2021 – 3 571 \$). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés. En 2021, pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ et absences rémunérées

Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique.

Au 31 mars 2022, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération estimé de 2,00 % (2021 – 1,50 %), un taux d'actualisation de 2,42 % (2021 – 1,76 %), un taux de contribution aux bénéfices marginaux de 24,0 % (2021 – 23,5 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ans.

Absences rémunérées

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquièrent pas. L'Office a également reconnu une obligation au titre d'indemnités d'accident de travail.

Pour calculer l'obligation au titre de congé de maladie, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 345 \$ (2021 – 339 \$), un taux d'augmentation des salaires de 3,37 % (2021 – 2,94 %), un taux d'utilisation annuel moyen de 2,37 % (2021 – 2,63 %), un taux d'actualisation de 2,42 % (2021 – 1,76 %), un taux de départ de 3,98 % (2021 – 3,95 %), un taux de contribution aux bénéfices marginaux de 24,0 % (2021 – 23,5 %), et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ou 65 ans selon la date de début d'emploi.

Pour calculer l'obligation au titre d'indemnités d'accidents du travail, l'Office utilise les dispositions du régime d'indemnités d'accident du travail applicable et un taux d'actualisation de 2,42 % (2021 – 1,76 %).

Au 31 mars 2022, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et des absences rémunérées sont les suivants :

	Indemnités de départ	Absences rémunérées	Total
(en milliers de dollars)			
Solde au 31 mars 2020	883	3 141	4 024
Charge pour l'exercice.....	15	(53)	(38)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(2)	(27)	(29)
Solde au 31 mars 2021	896	3 061	3 957
Charge pour l'exercice.....	(10)	(133)	(143)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(69)	(30)	(99)
Solde au 31 mars 2022	817	2 898	3 715

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

7. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs – autres ministères et organismes.....	461	1 089
Débiteurs – parties externes.....	2 155	1 212
Sous-total.....	2 616	2 301
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes.....	(338)	(338)
Total des débiteurs.....	2 278	1 963

8. Immobilisations corporelles

	31 mars 2021	Additions	Aliénations et radiations	Transferts	31 mars 2022
	(en milliers de dollars)				
Équipement technique					
Coût.....	16 127	786	(735)	–	16 178
Amortissement cumulé.....	(9 699)	(1 826)	735	–	(10 790)
	6 428	(1 040)	–	–	5 388
Logiciels et équipement informatique					
Coût.....	13 608	762	(1 417)	–	12 953
Amortissement cumulé.....	(11 692)	(865)	1 417	–	(11 140)
	1 916	(103)	–	–	1 813
Mobilier, équipement de bureau et autres					
Coût.....	1 527	13	–	–	1 540
Amortissement cumulé.....	(303)	(165)	–	–	(468)
	1 224	(152)	–	–	1 072
Matériel roulant					
Coût.....	25	–	–	–	25
Amortissement cumulé.....	(6)	(5)	–	–	(11)
	19	(5)	–	–	14
Améliorations locatives					
Coût.....	20 257	202	–	–	20 459
Amortissement cumulé.....	(3 761)	(1 011)	–	–	(4 772)
	16 496	(809)	–	–	15 687
Collection ¹	–	–	–	–	–
Travaux en cours.....	–	–	–	–	–
Total					
Coût.....	51 544	1 763	(2 152)	–	51 155
Amortissement cumulé.....	(25 461)	(3 872)	2 152	–	(27 181)
Valeur nette comptable.....	26 083	(2 109)	–	–	23 974

¹ La collection de l'Office a une valeur symbolique de 1 \$.

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition (note 5) d'une valeur brute de 521 \$ (2021 – 521 \$) moins l'amortissement cumulé de 261 \$ (2021 – 157 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 104 \$ (2021 – 104 \$).

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2023	2024	2025	2026	2027 +	Total
	(en milliers de dollars)					
Locaux.....	7 940	7 964	7 981	7 712	103 719	135 316
Autres biens et services.....	1 497	938	464	477	308	3 684
Total.....	9 437	8 902	8 445	8 189	104 027	139 000

Les ententes pour la location de locaux totalisent 135 316 \$ et ont été signées avec Services publics et Approvisionnement Canada. L'Office a engagé avec Services publics et Approvisionnement Canada une entente pour une période de 20 ans à partir de l'exercice 2020 pour la location des nouveaux locaux du siège social, ainsi qu'une entente pour une période de 20 ans pour la location des locaux de la salle de conservation.

10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujéti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction est d'avis que dans l'éventualité où l'Office serait tenu responsable, le montant global du passif qui en résulterait ne serait pas significatif.

11. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principaux articles de dépenses et type de revenus.

(a) Charges

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux.....	42 965	43 989
Services professionnels et spécialisés.....	13 617	11 002
Location.....	9 206	8 783
Amortissement des immobilisations corporelles.....	3 872	3 289
Matériel et fournitures.....	1 760	2 395
Transport et communication.....	1 528	833
Réparations et entretien.....	1 409	1 245
Participation en espèces dans les coproductions.....	820	1 108
Information.....	742	804
Redevances.....	725	612
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire.....	343	162
Divers.....	59	328
Total.....	77 046	74 550

(b) Revenus

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Partenariats et préventes.....	3 394	1 410
Redevances et abonnements.....	2 046	1 789
Plans d'archives.....	470	440
Copies de films et téléchargements.....	68	84
Services techniques.....	52	23
Divers.....	44	49
Total.....	6 074	3 795

Office national du film – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – *fin*

12. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada ainsi qu'avec ses principaux dirigeants, les proches parents de ceux-ci et les entités soumises au contrôle de ces personnes. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Ces transactions sont constatées à la valeur d'échange à l'exception des services non constatés à l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada, les services d'audit interne offerts par le Bureau du contrôleur général ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs.....	34	167
Créditeurs.....	577	1 022
Charges.....	17 595	17 543
Revenus.....	1 947	634

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2022, l'Office a loué des locaux de Services publics et Approvisionnement Canada pour un montant de 7 872 \$ (2021 – 7 734 \$). Ce montant est inclus dans les charges. Le montant des charges de 2022 inclut un montant capitalisé de 117 \$ (2021 – 0 \$) en lien avec les améliorations locatives des nouveaux locaux du siège social.

13. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a une participation permanente de 14 %, soit 14 unités de 1 \$ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle au montant de 0 \$ (0 \$ en 2021).

14. Droits contractuels

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des droits aux ressources économiques découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Au cours de l'exercice, l'Office a conclu quatre ententes avec des collaborateurs d'une valeur de 1 552 \$, dont 146 \$ reste à être encaissée au cours des exercices ultérieurs. Au cours de l'exercice 2021, l'Office a conclu quatre ententes avec des collaborateurs d'une valeur de 939 \$, dont une balance de 34 \$ reste à être encaissée au cours des prochains exercices. La valeur des huit ententes est de 2 491 \$, dont un solde de 180 \$ reste à être encaissé au cours des prochains exercices.

	2023	2024	2025	2026	2027 +	Total
	(en milliers de dollars)					
Droits contractuels.....	180	–	–	–	–	180

15. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers de l'exercice courant.

Fonds renouvelable de Passeport Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor énoncée dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques financières et comptables et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Approuvée par :

Directrice générale et Adjointe au dirigeant principal des finances
Direction générale des opérations financières et de l'approvisionnement
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Nathalie Proulx, CPA

Dirigeant principal des finances | Sous-ministre adjoint,
Finances, sécurité et administration
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Hughes St-Pierre, CPA

Le 17 juin 2022
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(146 602)	(241 298)	(119 696)	(300 897)
Éléments n'affectant pas l'encaisse	2 415	(1 432)	2 712	775
Fonds employés de l'exploitation	(144 187)	(242 730)	(116 984)	(300 122)
Éléments affectant l'encaisse :				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(23 198)	(677)	(20 000)	(1 429)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(8 050)	–	(5 528)
Autorisation employée	(167 385)	(251 457)	(136 984)	(307 079)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	669 575	909 586
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(66 930)	(46 336)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	10 571	1 423
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	613 216	864 673
Autorisation non employée reportée	613 216	864 673

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de la situation financière (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	11 319	1 851
Stocks destinés à la revente (note 4).....	16 917	14 846
	28 236	16 697
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance (note 5).....	34 808	31 102
Stocks destinés à la consommation (note 4).....	3 996	3 159
Immobilisations corporelles (note 6).....	5 319	3 687
	44 123	37 948
Total.....	72 359	54 645
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 7).....	66 976	46 719
Indemnités de vacances et congés compensatoires	5 846	6 625
Avantages sociaux futurs (note 8).....	2 016	2 493
	74 838	55 837
Passif net (note 9)	(2 479)	(1 192)
Situation financière nette du Fonds	72 359	54 645

Obligations contractuelles (note 10)

Passifs éventuels (note 11)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des résultats et du passif net (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Revenus		
Droits gagnés.....	179 466	52 703
Revenus divers	234	225
Total des revenus	179 700	52 928
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux	265 875	212 265
Salaires et avantages sociaux.....	94 511	101 421
Fret, messagerie et camionnage.....	15 703	5 389
Services de passeports dans les missions à l'étranger.....	12 137	12 374
Location	11 272	8 123
Matériel de passeport.....	9 796	3 156
Locaux	5 269	5 166
Imprimerie, papeterie et fournitures.....	2 675	2 067
Information	2 361	2 239
Amortissement des immobilisations corporelles.....	559	925
Entretien et réparation	376	481
Voyages et réinstallations.....	42	20
Autres.....	422	199
Total des frais d'exploitation	420 998	353 825
Résultats nets	(241 298)	(300 897)
Passif net, au début de l'exercice.....	(1 192)	(10 815)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	240 011	310 520
Passif net, à la fin de l'exercice (note 9)	(2 479)	(1 192)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(241 298)	(300 897)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	559	925
Ajustements d'immobilisations corporelles	(1 514)	–
Provision pour avantages sociaux futurs	(477)	(150)
	(242 730)	(300 122)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	(9 468)	1 152
Augmentation des charges payées d'avance.....	(3 706)	(2 554)
Augmentation des stocks destinés à la revente.....	(2 071)	(6 683)
Diminution (augmentation) des stocks destinés à la consommation.....	(837)	972
Augmentation (diminution) des créditeurs et des charges à payer.....	20 257	(3 882)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires.....	(779)	2 026
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(239 334)	(309 091)
Activité d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(677)	(1 429)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(240 011)	(310 520)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	909 586	1 220 106
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 9).....	669 575	909 586

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le « Fonds ») a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente du Parlement, au montant de 1 \$, autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour le fonds de roulement et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et du passif net et non par fonction ou par principaux programmes; et
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande, qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

b) Charges

Les charges sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

d) Stocks

Les stocks de matériel et de fournitures sont évalués au moindre du coût (selon la méthode du coût moyen) et de la valeur de réalisation nette.

e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules	8 ans
Matériel informatique	5 à 10 ans
Logiciels (achetés et développés)	3 à 10 ans
Machines et matériel	15 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile estimative de l'amélioration

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie d'actifs applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

f) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

Indemnités de départ

L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. L'obligation restante pour les employés du Fonds qui n'ont pas retiré leurs indemnités est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Passifs éventuels

Les passifs éventuels représentent des obligations potentielles qui peuvent devenir des obligations réelles advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est constituée et une charge est comptabilisée. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges qui sont présentés dans les états financiers et les notes afférentes au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique, la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la fin de l'exercice. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, les passifs éventuels et la provision pour créances douteuses. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que des ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

Le tableau ci-dessous présente le détail des débiteurs du Fonds :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs		
Débiteurs – Gouvernement du Canada.....	11 292	1 706
Débiteurs – Parties externes.....	31	147
Total partiel.....	11 323	1 853
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes.....	(4)	(2)
Débiteurs nets.....	11 319	1 851

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

4. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks du Fonds, évalués au moindre du coût (selon la méthode du coût moyen) et de la valeur de réalisation nette :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Stocks		
Stocks destinés à la revente	16 917	14 846
Stocks destinés à la consommation.....	3 996	3 159
Total.....	20 913	18 005

Les stocks destinés à la revente sont des livrets de passeports. Les stocks destinés à la consommation sont principalement composés d'enveloppes prépayées et de matériel informatique.

Le coût des stocks utilisés reconnu en tant que charges dans l'État des résultats et du passif net est 21 438 074 \$ pour 2021-2022 (7 515 707 \$ pour 2020-2021).

5. Charges payées d'avance

Le tableau ci-dessous présente le détail des charges payées d'avance :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Charges payées d'avance		
Charges payées d'avance – Initiative de la modernisation.....	33 273	30 062
Charges payées d'avance – Autres	1 535	1 040
Total.....	34 808	31 102

Dans le cadre de l'initiative de la modernisation, le programme de Passeport effectue une transition vers le système mondial de gestion des cas et le système intégré de gestion des paiements et des revenus d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour le traitement des demandes de passeports. Les coûts encourus pour cette initiative et financés par le Fonds sont enregistrés en tant que charges payées d'avance puisque ces systèmes appartiennent à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Les charges payées d'avance sont ensuite graduellement constatées comme charges afin de refléter l'utilisation des systèmes d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada par le Fonds.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

6. Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations corporelles du Fonds détenues au cours de l'année :

Coût	Solde au début de	Acquisitions	Ajustements ¹	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	82	27	–	109
Matériel informatique	5 147	–	1 567	6 714
Logiciels	26 930	–	–	26 930
Véhicules	21	–	–	21
Machines et matériel	666	–	–	666
Actifs en construction	2 511	650	–	3 161
Total.....	42 616	677	1 567	44 860
Amortissement cumulé	Solde au début de	Amortissement	Ajustements ¹	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	43	7	–	50
Matériel informatique	5 124	316	53	5 493
Logiciels	26 210	198	–	26 408
Véhicules	17	2	–	19
Machines et matériel	276	36	–	312
Total.....	38 929	559	53	39 541
Valeur comptable nette			2022	2021
			(en milliers de dollars)	
Plan de perfectionnement de la technologie			–	–
Améliorations locatives.....			–	–
Mobilier de bureau.....			59	39
Matériel informatique			1 221	23
Logiciels			522	720
Véhicules			2	4
Machines et matériel			354	390
Actifs en construction			3 161	2 511
Total.....			5 319	3 687

¹ Les ajustements sont pour des transactions de 2020-2021 capitalisées en 2021-2022.

7. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le détail des crédoiteurs et charges à payer du Fonds :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs et charges à payer		
Crédoiteurs – Gouvernement du Canada	48 662	31 041
Crédoiteurs – Parties externes.....	9 337	5 914
Charges à payer – Parties externes.....	7 614	8 856
Retenues sur paiements aux entrepreneurs.....	1 363	908
Total.....	66 976	46 719

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non audités) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

8. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans à un taux de deux pour cent par année de services ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime des rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que le Fonds versent des cotisations couvrant le coût du Régime de retraite de la fonction publique. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012 et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le Régime de retraite de la fonction publique depuis le 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2021-2022 s'élève à 7 583 millions de dollars (8 095 millions de dollars en 2020-2021). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1.01 fois (1.01 fois en 2020-2021) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1.00 fois (1.00 fois en 2020-2021) les cotisations des employés.

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou d'encaisser une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2022, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	2 493	2 643
Charge de l'exercice	(452)	(37)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(25)	(113)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	2 016	2 493

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – suite

9. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

L'apport en capital correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports en capital à la création du Fonds.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Passif net		
Surplus accumulé :		
Solde d'ouverture	827 920	1 128 817
Résultats nets	(241 298)	(300 897)
Solde de fin	586 622	827 920
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds :		
Solde d'ouverture	(909 586)	(1 220 106)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	240 011	310 520
Solde de fin	(669 575)	(909 586)
Apport en capital	80 474	80 474
Passif net, fin de l'exercice	(2 479)	(1 192)

10. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services de par la nature de ses activités.

Les versements futurs maximums prévus aux contrats pour l'approvisionnement de passeports vierges, la location de locaux et autres dépenses d'opération se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2023	121 677
2024	72 468
2025	60 401
2026	61 234
2027	48 829
2028 et années subséquentes	222 728
Total	587 337

11. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Les réclamations et litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élèvent à 1 250 \$ au 31 mars 2022 (500 000 \$ au 31 mars 2021).

Fonds renouvelable de Passeport Canada – fin

Notes aux états financiers (non auditées) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 – fin

12. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté à titre de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, à la location de locaux, aux services juridiques ainsi qu'aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Le coût présenté à titre de services professionnels et spéciaux à l'état des résultats et du passif net inclut les transactions suivantes avec Services partagés Canada et Emploi et Développement social Canada :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Opérations entre apparentés		
Prestation de services, opérations et services internes (Emploi et Développement social Canada).....	191 848	146 783
Services liés aux technologies de l'information (Services partagés Canada)	18 578	18 100
Agents réceptionnaires (Emploi et Développement social Canada)	6 745	5 849
Transition et modernisation (Emploi et Développement social Canada)	5 120	5 280
e-Passeport (Emploi et Développement social Canada)	2 721	1 817
3 ^e centre de traitement et d'impression (Emploi et Développement social Canada).....	3 169	855
Total	228 181	178 684

Le tableau suivant présente le total des autres transactions entre apparentés telles que les services de passeports dans les missions à l'étranger, la location de locaux, les services juridiques, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les revenus de passeport d'autres ministères et organismes gouvernementaux :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Charges – Autres ministères et organismes gouvernementaux	41 136	41 131
Revenus – Autres ministères et organismes gouvernementaux	(3 195)	(2 060)

Dans le cadre de ses opérations, le Fonds perçoit des frais consulaires au nom des Affaires mondiales Canada. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et du passif net.

Pour l'exercice 2021-2022, le Fonds a perçu et remis aux Affaires mondiales Canada des frais consulaires de 18 161 045 \$ (5 422 955 \$ en 2020-2021).

13. Information comparative

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de la production de défense

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») tels qu'exigés par la politique du Conseil du Trésor sur la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* selon les exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2022.

Approuvée par :

Sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Wojo Zielonka, CPA, CA

Sous-ministre adjoint
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada
Simon Page

Le 16 juin 2022
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds.....	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée.....	100 000	100 000

Compte de prêts de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense.....	(100 000)	(100 000)
Autorisation non employée reportée.....	-	-

Fonds renouvelable de la production de défense – fin

Note afférente aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions \$ en aucun temps.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances,
Services publics et Approvisionnement Canada
Wojo Zielonka, CPA, CA

Sous-ministre adjoint
Direction générale des services immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
Stéphan Déry, CPA, CMA, MPA

Le 16 juin 2022
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(4 300)	21 062	(9 764)	20 775
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(4 300)	21 062	(9 764)	20 775
Éléments affectant l'encaisse				
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	(134)	–	168
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	137	5 888	(9 145)	(4 707)
Autorisation fournie (employée)	(4 163)	26 816	(18 909)	16 236

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	172 334	143 637
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(305 335)	(316 341)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	213 428	231 894
Autres éléments	21 261	15 682
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	101 688	74 872
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée	251 688	224 872

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable des services biens immobiliers (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2022, et l'état des résultats et du passif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, à la direction des Services publics et de l'Approvisionnement Canada, au Conseil du Trésor du Canada et au receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

16 juin 2022
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de la situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	–	6
Débiteurs (note 3)	224 267	242 894
Autres actifs (note 4)	30 212	26 563
	254 479	269 463
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	28	32
Total	254 507	269 495
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	309 568	316 725
Indemnités de vacances et congés compensatoires	26 940	25 686
Dépôts de garantie des entrepreneurs	566	336
Indemnité de départ aux employés (note 6)	10 026	11 572
	347 100	354 319
Passif net (note 7)	(92 593)	(84 824)
Total	254 507	269 495

Obligations contractuelles (note 8)

Passifs éventuels (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Revenus		
Services de biens immobiliers – autres ministères	1 650 456	1 577 434
Services de biens immobiliers – portefeuille Services publics et Approvisionnement Canada.....	332 418	320 865
Autres revenus.....	2 734	3 187
	1 985 608	1 901 486
Coût des ventes.....	(1 443 318)	(1 389 583)
Bénéfice brut	542 290	511 903
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	393 469	374 373
Services généraux et administratifs.....	79 131	65 089
Coûts d'occupation	21 717	19 997
Services professionnels et spéciaux	20 912	23 342
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	3 038	3 963
Autres charges.....	2 443	2 900
Transports et télécommunications	869	979
Indemnités de départ aux employés (note 6).....	(351)	485
Total des frais d'exploitation	521 228	491 128
Résultats nets	21 062	20 775
Passif net, au début de l'exercice	(84 824)	(107 136)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(134)	168
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7).....	(28 697)	1 369
Passif net, à la fin de l'exercice (note 7)	(92 593)	(84 824)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	21 062	20 775
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	6	(5)
Diminution (augmentation) des débiteurs	18 627	12 776
Diminution (augmentation) des autres actifs	(3 649)	(716)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance.....	4	34
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(7 157)	(38 649)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	1 254	6 016
Augmentation (diminution) des dépôts de garantie des entrepreneurs	230	(482)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(1 546)	(1 286)
	7 769	(22 312)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(134)	168
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	28 697	(1 369)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	143 637	145 006
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	172 334	143 637

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le Fonds) est un mécanisme de financement pour le programme des Services des biens immobiliers. Ce programme fournit trois types de services immobiliers : la livraison de projets, la gestion des immeubles et des installations ainsi que des avis. Ces services sont rendus au portefeuille des biens immobiliers de Services publics et Approvisionnement Canada ainsi qu'aux autres ministères du gouvernement du Canada. Selon la *Loi sur les fonds renouvelables*, le programme peut dépenser les revenus provenant de ces services sans l'approbation du Conseil du Trésor. La somme des dépenses ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 150 000 000 \$ la somme des recettes perçues.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et du passif net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels, les actifs éventuels ainsi que les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques sont constatés lorsque les services sont rendus. Les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de parties de l'extérieur sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, le montant de certaines charges à payer, le passif lié aux indemnités de vacances et congés compensatoires et le passif lié aux indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	213 428	231 894
Parties externes	12 920	12 643
	226 348	244 537
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(2 081)	(1 643)
Débiteurs nets.....	224 267	242 894

4. Autres actifs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente.....	29 345	25 651
Autres avances.....	867	912
Total autres actifs.....	30 212	26 563

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	294 194	299 644
Autres ministères et organismes gouvernementaux	11 141	16 697
	305 335	316 341
Charges à payer.....	4 233	384
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	309 568	316 725

6. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de se faire payer immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	11 572	12 858
Charge de l'exercice	(351)	485
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(1 195)	(1 771)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	10 026	11 572

7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	58 813	37 870
Résultats nets.....	21 062	20 775
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	(134)	168
Surplus accumulé, fin de l'exercice	79 741	58 813
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(143 637)	(145 006)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	(28 697)	1 369
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(172 334)	(143 637)
Passif net, à la fin de l'exercice	(92 593)	(84 824)

Fonds renouvelable des Services immobiliers – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – fin

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs des principales obligations contractuelles sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2023	844 675
2024	152 804
2025	36 991
2026	96 462
2027 et les exercices suivants	62 075
Total des obligations contractuelles	1 193 007

9. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses opérations, le Fonds doit se défendre dans certains cas de litige. Les causes en instance sont évaluées à 4,8 millions \$ (5,7 millions \$ en 2020-2021). Le règlement éventuel de ces litiges sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices pertinents lorsque l'événement futur risque de se produire et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable des Services optionnels

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Wojo Zielonka, CPA, CA

Sous-ministre adjoint
Direction générale de l'approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Michael Mills

Le 16 juin 2022
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022		2021	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	71	608	–	374
Éléments n'affectant pas l'encaisse	50	–	50	–
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	121	608	50	374
Éléments affectant l'encaisse				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(50)	(2 718)	(50)	(19 011)
Autorisation fournie (employée)	71	(2 110)	–	(18 637)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(17 346)	(7 734)
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(1 327)	(8 099)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	1 810	997
Autres éléments.....	(1 712)	(1 629)
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	(18 575)	(16 465)
Limite de l'autorisation (note 1)	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée.....	16 425	18 535

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable des Services optionnels (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2022, et l'état des résultats et de l'actif (passif) net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds, à la direction de Services publics et Approvisionnement Canada, au Conseil du Trésor du Canada et au receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 16 juin 2022
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de la situation financière au 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	11	–
Débiteurs (note 3).....	30 793	27 385
Avances remboursables de la taxe de vente et autres avances.....	58	54
Total.....	30 862	27 439
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	1 327	8 099
Indemnités de vacances et congés compensatoires	114	121
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	54	72
	1 495	8 292
Actif net (note 6).....	29 367	19 147
Total.....	30 862	27 439

Obligations contractuelles (note 7)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des résultats et de l'actif (passif) net pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Revenus		
Vaccins et médicaments	246 496	199 419
Services liés aux voyages et aux réinstallations	9 950	8 744
Services d'approvisionnement en communication.....	2 683	2 394
	259 129	210 557
Coûts des ventes	(253 838)	(205 444)
Bénéfice brut	5 291	5 113
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	2 656	2 430
Services généraux et administratifs	1 248	1 318
Services professionnels et spéciaux	709	859
Coûts d'occupation	53	115
Autres charges.....	24	25
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	(7)	(8)
Total des frais d'exploitation.....	4 683	4 739
Résultats nets	608	374
Actif (passif) net, au début de l'exercice.....	19 147	(1 492)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice (note 6).....	9 612	20 265
Actif net, à la fin de l'exercice (note 6).....	29 367	19 147

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2022

(en milliers de dollars)

	2022	2021
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	608	374
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	(11)	167
Diminution (augmentation) des débiteurs	(3 408)	(18 231)
Diminution (augmentation) des avances remboursables de la taxe de vente et autres avances	(4)	(54)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(6 772)	(2 542)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(7)	29
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(18)	(8)
	(10 220)	(20 639)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6)	(9 612)	(20 265)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(7 734)	12 531
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(17 346)	(7 734)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services optionnels (le Fonds) fournit des services spécialisés aux ministères et organismes fédéraux, et aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds procure des vaccins et médicaments, fournit des services liés aux voyages et aux réinstallations, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*, qui a été annulée et remplacée en 1996 par l'article 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, dont le montant total ne devrait excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies dans la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats et de l'actif (passif) net;
- le passif au titre d'indemnités de départ aux employés est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- les droits contractuels et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus liés aux vaccins et aux médicaments sont constatés en fonction d'un taux pondéré établi par contrat à prix fixe selon la proportion des biens totaux livrés avant la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont subies.

Les revenus liés aux services de voyages et aux réinstallations comprennent des rabais, commissions et honoraires, et ils sont constatés lorsque les services sont rendus.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le régime), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	28 983	26 388
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 810	997
Débiteurs nets.....	30 793	27 385

4. Crédoeurs et charges à payer

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	1 274	7 627
Autres ministères et organismes gouvernementaux	53	472
Total des crédoeurs et charges à payer	1 327	8 099

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – suite

5. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	72	80
Charge pour l'exercice.....	(7)	(8)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(11)	–
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	54	72

6. Actif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2022	2021
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	11 413	11 039
Résultats nets.....	608	374
Surplus accumulé, fin de l'exercice	12 021	11 413
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	7 734	(12 531)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	9 612	20 265
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	17 346	7 734
Actif net, à la fin de l'exercice	29 367	19 147

7. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2023	1 482
2024	–
2025	–
2026	–
2027 et les exercices suivants	–
Total des obligations contractuelles	1 482

Fonds renouvelable des Services optionnels – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2022 – fin

8. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Section 2

Comptes publics du Canada

2021-2022

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Table des matières

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	132
Créances, radiations ou renonciations	137
Avances à justifier.....	142
Pertes de fonds et de biens publics	
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2021-2022.....	145
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2021-2022.....	146
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2021-2022.....	148
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022.....	152
Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	159

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24 (2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Sommaire sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description	Montant ¹
Loi sur la gestion des finances publiques (Article 23)	
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	499 527
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale.....	25 727
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	203 157 255
Environnement et Changement climatique	
Agence Parcs Canada.....	136 453
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	803 629
Innovation, Science and Industry	
Department of Industry.....	123 327
Justice	
Department of Justice.....	4 609 242
Revenu national	
Agence du revenu du Canada.....	2 937 876 878
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada.....	346 751 811
Tarif des douanes (Article 115)	
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada.....	457 255 968
Total.....	3 951 239 817

¹ Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
En vertu de l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques	
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
C.P. 2021-885, 11 août 2021, Décret de remise de certains remboursements non autorisés versés dans le cadre du Régime de soins de santé de la fonction publique permet de remettre des remboursements antérieurs versés en vertu du Régime de soins de santé de la fonction publique à d'anciens employés de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et de la Commission canadienne du blé, et aux personnes à leur charge, qui reçoivent ou qui ont reçu des prestations de retraite en vertu de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> , mais qui n'étaient pas admissibles à adhérer au Régime. La période applicable est la période qui commence le jour où la personne a été inscrite par erreur au Régime et qui prend fin à la date de prise du présent décret ou à la date du décès de cette personne s'il se produit avant la prise.....	499 527
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
C.P. 2021-1007 Le 9 décembre 2021, sur recommandation du Conseil du Trésor et en vertu du paragraphe 23(2.1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que leur recouvrement est injuste, fait remise de la somme de 22 031 \$, ainsi que des intérêts afférents, à payer par la succession de Cédric Gouillart pour le trop-payé au compte de paye de ce dernier.....	25 727
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
C.P. 2021-0363, le 30 avril 2021, pour permettre la remise de la dette à payer liée à certains trop-perçus ou de certaines prestations visant la prestation canadienne d'urgence et la prestation d'assurance-emploi d'urgence.....	203 157 255
Environnement et Changement climatique	
Agence Parcs Canada	
C.P. 2020-0414, 30 mai 2020, décret de remise visant des baux et des permis d'occupation non résidentiels sous la gestion de l'Agence Parcs Canada afin de fournir à tous ses locataires commerciaux l'opportunité de soumettre une demande d'allègement financier par une remise d'une portion du loyer annuel et des frais y afférents pendant la période d'éclosion de COVID-19 commençant le 1 ^{er} avril 2020 et se terminant le 30 juin 2020.....	47
C.P. 2020-0587, 23 août 2020, décret modifiant le décret de remise visant des baux et des permis d'occupation non résidentiels sous la gestion de l'Agence Parcs Canada afin de (1) prolonger jusqu'au 31 août 2020 l'allègement des loyers accordée aux locataires commerciaux, et (2) prolonger la période d'application jusqu'au 14 septembre 2020.....	125
C.P. 2020-1119, 18 décembre 2020, décret modifiant le décret de remise visant des baux et des permis d'occupation non résidentiels sous la gestion de l'Agence Parcs Canada afin de (1) prolonger jusqu'au 30 septembre 2020 l'allègement des loyers accordée aux locataires commerciaux, et (2) prolonger la période d'application jusqu'au 31 décembre 2020.....	136 281
	136 453
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
C.P. 2021-0396, 14 mai 2021, décret de remise de certains droits relatifs à la délivrance de passeports (feux de forêt en Colombie-Britannique en 2017) afin de payer les frais relatifs au remplacement pour les Canadiens des passeports perdus, endommagés, détruits ou rendus inaccessibles par les feux de forêt de 2017, en Colombie-Britannique.....	1 070
C.P. 2021-0397, 14 mai 2021, décret de remise visant les frais ou droits de délivrance ou de remplacement de documents d'identité ou de documents de voyage (écrasement du vol PS752 d'Ukraine International Airlines) afin d'accorder la remise des droits liés à la délivrance de documents de voyage canadiens, de cartes de résident permanent, de documents de voyage pour résident permanent, de certificats de citoyenneté et d'autorisations de voyage électroniques aux personnes touchées par l'écrasement, en janvier 2020 en Iran, de l'avion effectuant le vol PS752 d'Ukraine International Airlines.....	1 509
C.P. 2021-0398, 14 mai 2021, décret de remise visant certains droits relatifs à la délivrance de services de documents de voyage et de services consulaires (pandémie de COVID 19) afin d'accorder la remise des droits relatifs au traitement urgent ou accéléré de passeports et autres documents de voyage pour les personnes suivantes 1) Canadiens qui reviennent de l'étranger de toute urgence à cause de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID 19); et 2) personnes au Canada qui tentent de voyager de toute urgence pour des raisons liées à la pandémie, dont la maladie ou la mort d'un membre de la famille à l'étranger, pour prendre part aux opérations humanitaires d'un organisme d'aide ou pour d'autres besoins imminents (par exemple, pour fournir des services jugés essentiels).....	773 525

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 2021-0399, 14 mai 2021, décret de remise des frais ou des droits à l'égard de l'ajout d'une observation dans les titres de voyage, cartes de résident permanent et certificats de citoyenneté, ou de leur remplacement afin d'accorder la remise des droits relatifs 1) à l'ajout d'une observation dans un titre de voyage (c'est-à-dire, passeport, titre de voyage pour réfugié ou certificat d'identité canadien) indiquant que le sexe du titulaire doit être lu comme étant « X », pour les demandes présentées entre le 31 août 2017 et le 4 juin 2019; et 2) au remplacement des certificats d'identité, titres de voyage pour réfugié, cartes de résident permanent et certificats de citoyenneté aux titulaires de ces documents qui en ont fait la demande entre le 4 juin 2019 et le 4 juin 2020, afin d'obtenir des documents désignant leur sexe comme étant « X ».....	1 955
C.P. 2021-0400, 14 mai 2021, décret de remise visant les frais ou droits de remplacement de documents d'identité ou de documents de voyage (noms récupérés) afin d'accorder la remise des droits liés à la délivrance de certificats d'identité, de titres de voyage pour réfugié, de cartes de résident permanent et de certificats de citoyenneté aux personnes autochtones qui souhaitent remplacer les documents susmentionnés par des documents sur lesquels figure le nom qu'elles ont repris, conformément à l'appel à l'action 17 du rapport de la Commission de vérité et réconciliation du Canada de 2015	25 570
	<u>803 629</u>
Innovation, Sciences et Industrie	
Ministère de l'Industrie	
C.P. 2022-0103, 10 février 2022, fait remise de l'excédent lié au rajustement des frais visés aux alinéas a) à c) effectué en application de l'article 17 de la <i>Loi sur les frais de service</i> ; a) les prélèvements effectués en application du paragraphe 123; (3) des Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité durant la période commençant le 31 mars 2020 et se terminant le 31 août de la même année; b) les frais de dépôt payés en application du paragraphe 132; (1) des Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité durant la période commençant le 31 mars 2020 et se terminant le 31 août de la même année; c) les droits prévus à l'article 136 des Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité qui accompagnaient tout avis donné au surintendant durant la période commençant le 31 mars 2020 et se terminant le 31 août de la même année	123 327
Justice	
Ministère de la Justice	
C.P. 2019-0136, 28 février 2019, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires fait par le conseil C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables à la fin d'une année ou au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref	4 609 242
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
C.P. 1990-2850, 21 décembre 1990, Décret de remise de 1990 relatif aux bases américaines établies à Terre-Neuve, fait remise des taxes d'accise, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les produits importés au Canada, les produits ou services achetés au Canada, et les fournitures de produits, d'immeubles ou de services destinés à être utilisés par le personnel affecté sur les bases américaines établies à Terre-Neuve.....	21 581
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin	2 924 160 723
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu ou de la TPS/TVH payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves	5 173 030
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada.....	2 133 987
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada	51 665
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens (1997), fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS/TVH payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).....	3 861 657

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le Décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les Décrets C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du Décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996.....	2 593 887
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College.....	(27 457)
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, Décret modifiant le Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada.....	26 365
C.P. 2018-0345, 26 mars 2018, alléger la double imposition, dans la mesure où elle survient, relativement aux impôts à payer des citoyens canadiens recrutés sur place par l'ambassade du Canada à Washington, DC ou un consulat du Canada aux États-Unis compte tenu de l'impôt sur le revenu au niveau de l'État américain payé en plus de la taxe additionnelle qui est payable au Canada, à l'égard des années d'imposition qui commencent le 1 ^{er} janvier 2017 ou après.....	15 867
C.P. 2018-0610, 29 mai 2018, modifiant le Décret de remise visant l'échange de terrains de la moraine d'Oak Ridges, fait par le Décret C.P. 2010-0218 du 23 février 2010, afin de prolonger de 10 ans de plus l'allègement fiscal prévu par le Décret de remise original, qui prendrait autrement fin à la date d'échéance de production pour l'année d'imposition 2017.....	(134 427)
	<u>2 937 876 878</u>
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1964-5000, 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello.....	255
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.....	23 288 899
C.P. 1974-2522, 19 novembre 1974, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certains genres de matériel publicitaire.....	5 173
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada.....	94 362
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.....	48 040
C.P. 1978-3762, 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne et internationale.....	3 637
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.....	4 667
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger.....	285 087 620
C.P. 1984-867, 15 mars 1984, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.....	3 944
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messagerie.....	13 049 602
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.....	492 331
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis.....	195
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de la Pâque d'une catégorie non disponible au Canada.....	53 856
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.....	24 617 777
C.P. 1992-2397, 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers.....	542

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – fin

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1994-568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, accorde aux Bureaux et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leurs ménages au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ; la remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada	643
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas	268
	<u>346 751 811</u>
En vertu de l'article 115 du Tarif des douanes	
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratoires	309 472
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.....	17 478
C.P. 1998-1456 du 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis	2 143
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du Décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge	53 551 393
C.P. 2014-983, 25 septembre 2014, Décret de remise des droits de douane payés ou à payer aux taux du tarif de la nation la plus favorisée sur les vêtements et les tissus et articles confectionnés importés du Honduras à compter du 1 ^{er} octobre 2014	5 299
C.P. 2016-509, 14 juin 2016, Décret de remise des droits de douane payés ou à payer aux termes du Tarif des douanes à l'égard des transbordeurs classés sous la sous-position n° 8901.10 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du Tarif des douanes, à l'exception de ceux produits au Canada qui sont exportés et par la suite réimportés au pays	79 422 102
C.P. 2018-1272, 10 octobre 2018, remise des surtaxes imposées par le Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (acier et aluminium) DORS/2018-152 et le Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (autres marchandises) DORS/2018-153 entrés en vigueur le 1 ^{er} juillet 2018 (25 % pour certains produits d'acier, 10 % pour certains produits d'aluminium et 10 % pour d'autres marchandises précisées dans le décret)	17 542 293
C.P. 2020-304, 5 mai 2020, Décret de remise visant certaines marchandises. L'objectif de ce décret est de réduire le coût d'importation des fournitures médicales, notamment les EPI, en exonérant les droits de douane afin de soutenir les efforts de lutte contre la propagation de la COVID-19	272 816 179
C.P. 2020-1135, 20 décembre 2020, Décret de remise pour la continuité commerciale avec le Royaume-Uni (2021). Est accordée une remise des droits de douane payés ou à payer aux termes du <i>Tarif des douanes</i> à l'égard des marchandises importées du Royaume-Uni au cours de la période commençant le 1 ^{er} janvier 2021 et se terminant à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord de continuité commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'un montant correspondant à l'écart entre : d'une part, les droits de douane payés ou à payer à l'égard des marchandises selon le tarif de la nation la plus favorisée, aux termes du <i>Tarif des douanes</i> et de ses règlements; d'autre part, les droits de douane qui aurait été à payer à l'égard de ces marchandises si le taux prévu par le tarif de l'Accord s'appliquait à celles-ci aux termes du <i>Tarif des douanes</i> et de ses règlements.....	5 168 684
C.P. 2022-0182, 2 mars 2022, Décret de retrait du bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée. Décret retirant le status de Nation La Plus Favorisée de la Russie et du Bélarus, et augmentant les droits à l'importation sur les marchandises russes et bélarussiennes	28 420 925
	<u>457 255 968</u>

Créances, radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

i. Approbation ministérielle

Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou d'autres lois du Parlement comme suit :

- L'article 25(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- L'article 155.1 (4) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (par exemple, chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.
- Les autres lois du Parlement (par exemple, *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.

ii. Approbation du Conseil du Trésor

L'article 25(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute obligation, dette ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

iii. Autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire

- L'article 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule que le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
- L'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une Loi de crédits.
- L'article 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une Loi de crédits ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Codes

A	Radiation
B	Renonciation
C	Remise
D	Dispense

Créances, radiations ou renonciations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur la gestion des finances publiques										
Affaires mondiales										
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	A	26	253 922	66	135 331	–	–	–	92	389 253
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	A	1	193 410 472	–	–	–	–	–	1	193 410 472
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec										
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	A	2	1 211	–	–	–	–	–	2	1 211
Agriculture et Agroalimentaire										
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	A/D	191	20 428 222	–	–	–	–	–	191	20 428 222
Commission canadienne des grains	A	13	18 991	–	–	–	–	–	13	18 991
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	A	78	379 707	–	–	–	–	–	78	379 707
Conseil du Trésor										
Secrétariat du Conseil du Trésor	A/C	1	6 500	–	–	²	45	499 527	46	506 027
Défense nationale										
Ministère de la Défense nationale	A/C	217	388 721	–	–	²	1	25 727	218	414 448
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A/C/D	2 378	12 668 881	–	–	^{2/10c}	51 410	371 929 754	53 788	384 598 635
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement	A/D	83	2 006	–	–	–	–	–	83	2 006
Agence canadienne d'évaluation d'impact	A	2	2 524 061	–	–	–	–	–	2	2 524 061
Agence Parcs Canada	A/C	17	28 695	–	–	²	56	136 453	73	165 148
Finances										
Ministère des Finances	A	44	41 806	–	–	–	–	–	44	41 806
Agence de la consommation en matière financière du Canada	A	1	1 001	–	–	–	–	–	1	1 001
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	A	2	8 725	–	–	–	–	–	2	8 725
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	A/B/C	4 028	938 839	–	–	^{2/15c/20c}	10 925	977 932	14 953	1 916 771
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie	A/D	320	10 825 756	–	–	–	–	–	320	10 825 756
Agence de promotion économique du Canada atlantique	A/D	83	10 356 119	–	–	–	–	–	83	10 356 119
Conseil national de recherches du Canada	A	2	43 929	–	–	–	–	–	2	43 929
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	A/D	7	924 071	–	–	–	–	–	7	924 071
Statistique Canada	A/D	100	3 822	–	–	–	–	–	100	3 822
Justice										
Ministère de la Justice	A/C	8	8 798	–	–	²	58 387	4 609 242	58 395	4 618 040
Patrimoine canadien										
Ministère du Patrimoine canadien	A	6	205 343	–	–	–	–	–	6	205 343
Bibliothèque et Archives du Canada	A	2	2 260	–	–	–	–	–	2	2 260
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	A/D	55	757 017	–	–	–	–	–	55	757 017
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Ministère des Pêches et des Océans	D	7	90	–	–	–	–	–	7	90
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord										
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	B	–	–	–	–	^{25a}	1	505 411	1	505 411

Créances, radiations ou renoncations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Ressources naturelles										
Ministère des Ressources naturelles	D	3	19 046	–	–	–	–	–	3	19 046
Commission canadienne de sûreté nucléaire	A	11	55 817	–	–	–	–	–	11	55 817
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	837 603	2 263 334 668	–	–	–	–	–	837 603	2 263 334 668
Santé										
Ministère de la Santé	A/C	190	31 635	–	–	–	–	–	190	31 635
Agence canadienne d'inspection des aliments	A	135	14 539	–	–	–	–	–	135	14 539
Sécurité publique										
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	A	5	372 899	–	–	–	–	–	5	372 899
Agence des services frontaliers du Canada	A	2 953	19 037 071	–	–	–	–	–	2 953	19 037 071
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	A	1	4 950	–	–	–	–	–	1	4 950
Gendarmerie royale du Canada	A/D	4	25 022	–	–	–	–	–	4	25 022
Service canadien du renseignement de sécurité	D	1	20	–	–	–	–	–	1	20
Service correctionnel du Canada	A	55	898	–	–	–	–	–	55	898
Services aux Autochtones										
Ministère des Services aux Autochtones	A	33	4 372 672	–	–	–	–	–	33	4 372 672
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	A/D	6	514 705	–	–	–	–	–	6	514 705
Services publics et Approvisionnement										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	A/D	82	749 774	–	–	–	–	–	82	749 774
Transports										
Ministère des Transports	A	31	71 344	–	–	–	–	–	31	71 344
		848 787	2 542 834 025	66	135 331	–	120 825	378 684 046	969 678	2 921 653 402
Loi de l'impôt sur le revenu										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	B/D	247 071	416 646 252	–	–	–	–	–	247 071	416 646 252
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	105 750	207 740 608	–	–	–	–	–	105 750	207 740 608
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	142	562 219	–	–	–	–	–	142	562 219
Loi sur l'expansion des exportations										
Affaires mondiales										
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	B	53 258	822 161 848	–	–	–	–	–	53 258	822 161 848
Loi sur la faillite et l'insolvabilité										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	17 397	316 203 864	–	–	–	–	–	17 397	316 203 864
Loi sur la sécurité de la vieillesse										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	C	5 434	6 213 297	–	–	–	–	–	5 434	6 213 297

Créances, radiations ou renonciations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur la taxe d'accise										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	B	12 584	119 209 112	–	–	–	–	–	12 584	119 209 112
Loi sur l'agence canadienne d'inspection des aliments										
Santé										
Agence canadienne d'inspection des aliments	C	698 274	17 099 760	–	–	–	–	–	698 274	17 099 760
Loi sur l'assurance-emploi										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A	29 253	30 147 945	–	–	–	–	–	29 253	30 147 945
Loi sur le bien-être des vétérans										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	109	2 391 021	–	–	–	–	–	109	2 391 021
Loi sur le financement des petites entreprises du Canada										
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie	A	601	57 067 912	–	–	–	–	–	601	57 067 912
Loi sur le ministère des Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	4	25 747	–	–	–	–	–	4	25 747
Loi sur le Parlement du Canada										
Parlement										
Chambre des communes	A	452	150 253	–	–	–	–	–	452	150 253
Sénat	A	4	1 386	–	–	–	–	–	4	1 386
		456	151 639	–	–	–	–	–	456	151 639
Loi sur les douanes										
Sécurité publique										
Agence des services frontaliers du Canada ...	D	316	11 085 326	–	–	–	–	–	316	11 085 326
Loi sur les frais de service										
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement	C	40	4 813	–	–	–	–	–	40	4 813
Agence Parcs Canada	C	407	7 156	–	–	–	–	–	407	7 156
Innovation, Sciences et Industrie										
Ministère de l'Industrie	C	252	70 387	–	–	–	–	–	252	70 387
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	C	1	168	–	–	–	–	–	1	168
Sécurité publique										
Service correctionnel du Canada	C	18	90	–	–	–	–	–	18	90
Transports										
Ministère des Transports	C	45	2 618	–	–	–	–	–	45	2 618
		763	85 232	–	–	–	–	–	763	85 232
Loi sur les pensions										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	25	198 043	–	–	–	–	–	25	198 043
Loi sur les prêts aux apprentis										
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	187	367 072	–	–	–	–	–	187	367 072

Créances, radiations ou renoncations – fin

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés										
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration										
	D	31 493	4 027 200	–	–	–	–	–	31 493	4 027 200
		2 051 904	4 554 218 122	66	135 331	120 825	378 684 046	2 172 795	4 933 037 499	
Sommaire										
Radiations	A	896 176	2 946 195 797	66	135 331	26 708	168 944 037	922 950	3 115 275 165	
Renoncations	B	234 929	1 392 422 318	–	–	2	508 176	234 931	1 392 930 494	
Remises	C	704 473	23 398 387	–	–	94 115	209 231 833	798 588	232 630 220	
Dispenses	D	216 326	192 201 620	–	–	–	–	216 326	192 201 620	
		2 051 904	4 554 218 122	66	135 331	120 825	378 684 046	2 172 795	4 933 037 499	

¹ Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.

² Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 138 de cette section.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Avances à justifier

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2022		Avances réglées en avril 2022		Avances en circulation au 30 avril 2022	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	8	17 922	1	3 651	7	14 271
Bureau du directeur général des élections.....	45	47 977	1	1 097	44	46 880
Commissariat aux langues officielles.....	8	2 439	–	–	8	2 439
Commission des débats des chefs.....	1	4 762	–	–	1	4 762
	62	73 100	2	4 748	60	68 352
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	10 384	21 592 852	173	266 774	10 211	21 326 078
Commission mixte internationale (section canadienne).....	5	9 185	3	1 829	2	7 356
Investir au Canada.....	4	2 488	–	–	4	2 488
	10 393	21 604 525	176	268 603	10 217	21 335 922
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec						
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	6	21 460	–	–	6	21 460
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	35	26 625	35	26 625	–	–
Commission canadienne des grains.....	7	9 584	–	–	7	9 584
Commission canadienne du lait.....	1	400	–	–	1	400
	43	36 609	35	26 625	8	9 984
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants.....	228	318 744	3	7 121	225	311 623
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	4	5 771	–	282 ¹	4	5 489
	232	324 515	3	7 403	229	317 112
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	6	6 355	–	–	6	6 355
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	155	431 092	–	123 ¹	155	430 969
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	1	570	–	–	1	570
École de la fonction publique du Canada.....	83	198 886	2	7 385	81	191 501
	239	630 548	2	7 508	237	623 040
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé.....	109	216 938	–	–	109	216 938
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	12	7 168	–	–	12	7 168
Commission de la fonction publique.....	104	205 080	–	5 482 ¹	104	199 598
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement.....	6	30 839	6	30 839	–	–
	231	460 025	6	36 321	225	423 704
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale.....	9 892	46 773 711	200	2 160 398	9 692	44 613 313
Centre de la sécurité des télécommunications.....	67	276 541	39	163 049	28	113 492
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	1	1 936	–	–	1	1 936
	9 960	47 052 188	239	2 323 447	9 721	44 728 741
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	2 705	7 906 837	69	32 866	2 636	7 873 971
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement.....	256	492 200	2	500	254	491 700
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	17	21 061	–	–	17	21 061
Agence Parcs Canada.....	1 566	3 540 094	150	277 410	1 416	3 262 684
	1 839	4 053 355	152	277 910	1 687	3 775 445

Avances à justifier – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2022		Avances réglées en avril 2022		Avances en circulation au 30 avril 2022	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	11	31 793	–	–	11	31 793
Finances						
Ministère des Finances	103	24 832	2	527	101	24 305
Agence de la consommation en matière financière du Canada	1	1 488	–	629 ¹	1	859
Bureau du surintendant des institutions financières	3	4 400	–	–	3	4 400
Bureau du vérificateur général	5	1 700	5	1 700	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	3	3 662	–	–	3	3 662
	115	36 082	7	2 856	108	33 226
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	622	1 114 550	14	20 094	608	1 094 456
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	46	253 489	1	2 167	45	251 322
	668	1 368 039	15	22 261	653	1 345 778
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie.....	147	355 745	7	7 401	140	348 344
Agence canadienne de développement économique du Nord	2	936	–	–	2	936
Agence de promotion économique du Canada atlantique	8	1 715	–	–	8	1 715
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	42	110 965	–	3 522 ¹	42	107 443
Agence spatiale canadienne.....	13	22 640	2	918	11	21 722
Commission du droit d'auteur.....	2	1 595	–	–	2	1 595
Conseil de recherches en sciences humaines	2	2 954	–	–	2	2 954
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1	100	–	–	1	100
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien ...	1	200	–	–	1	200
Statistique Canada.....	92	316 880	4	3 506	88	313 374
	310	813 730	13	15 347	297	798 383
Justice						
Ministère de la Justice	135	8 236 872	7	11 418	128	8 225 454
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	32	370 814	1	1 654	31	369 160
Bureau du directeur des poursuites pénales	11	4 932	1	132	10	4 800
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	18	110 280	–	2 793 ¹	18	107 487
Commission canadienne des droits de la personne	16	14 937	–	–	16	14 937
Registraire de la Cour suprême du Canada	7	650	–	–	7	650
Service administratif des tribunaux judiciaires	45	46 652	2	5 911	43	40 741
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	7	15 403	1	334	6	15 069
	271	8 800 540	12	22 242	259	8 778 298
Parlement						
Chambre des communes.....	421	838 845	3	32 139	418	806 706
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	1	250	–	–	1	250
Bureau du directeur parlementaire du budget	1	200	–	–	1	200
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	1	200	–	–	1	200
Sénat.....	11	5 033	–	–	11	5 033
Service de protection parlementaire	9	8 019	–	–	9	8 019
	444	852 547	3	32 139	441	820 408
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	91	267 576	17	4 147	74	263 429
Bibliothèque et Archives du Canada	8	3 150	–	–	8	3 150
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	37	160 910	–	787 ¹	37	160 123
Office national du film	28	32 713	3	1 077	25	31 636
	164	464 349	20	6 011	144	458 338
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	319	301 263	145	103 383	174	197 880

Avances à justifier – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2022		Avances réglées en avril 2022		Avances en circulation au 30 avril 2022	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	266	395 080	4	9 838	262	385 242
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	5	9 113	–	–	5	9 113
	271	404 193	4	9 838	267	394 355
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles.....	147	340 948	5	15 278	142	325 670
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	21	16 767	8	5 105	13	11 662
Régie canadienne de l'énergie.....	1	1 112	–	–	1	1 112
	169	358 827	13	20 383	156	338 444
Revenu national						
Agence du revenu du Canada.....	1 044	688 332	1	700	1 043	687 632
Santé						
Ministère de la Santé.....	408	1 242 445	35	22 792	373	1 219 653
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	119	202 190	112	201 360	7	830
Agence de la santé publique du Canada.....	119	370 456	14	4 761	105	365 695
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	5	12 242	1	500	4	11 742
	651	1 827 333	162	229 413	489	1 597 920
Sécurité publique						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	168	310 943	–	–	168	310 943
Agence des services frontaliers du Canada.....	929	1 159 256	28	81 561	901	1 077 695
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	7	28 316	–	–	7	28 316
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	4	10 250	–	–	4	10 250
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	36	32 393	1	951	35	31 442
Gendarmerie royale du Canada.....	1 964	18 712 014	1 345	11 529 066	619	7 182 948
Service canadien du renseignement de sécurité.....	179	23 961 746	4	6 600 216	175	17 361 530
Service correctionnel du Canada.....	1 416	2 859 697	15	14 820	1 401	2 844 877
	4 703	47 074 615	1 393	18 226 614	3 310	28 848 001
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones.....	590	1 286 384	2	4 613	588	1 281 771
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	1	523	–	–	1	523
	591	1 286 907	2	4 613	589	1 282 294
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 423	17 319 278	22	13 448 888	1 401	3 870 390
Services partagés Canada.....	582	1 573 911	1	4 727	581	1 569 184
	2 005	18 893 189	23	13 453 615	1 982	5 439 574
Transports						
Ministère des Transports.....	86	209 175	6	11 294	80	197 881
Total.....	37 538	165 580 431	2 503	35 146 140	35 035	130 434 291

¹ Règlement partiel.

Pertes de fonds et de biens publics

Les états suivants présentent l'information sur les pertes de fonds et de biens publics tel qu'exigé en vertu de la *Directive sur la gestion des fonds publics et des comptes débiteurs* du Conseil du Trésor.

Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2021-2022

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Causes devant les tribunaux (estimation par l'Agence du revenu du Canada du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement) ¹					
Impôt sur le revenu	20	24 616 808	–	²	²
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	7	9 254 125	–	²	²
	27	33 870 933	–	–	–
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Impôt sur le revenu	13	3 574 618	111 269	366 719	3 096 630
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	29	1 583 590	24 558	322 046	1 236 986
Autres pertes administrées	5	275 579	67 832	451	207 296
	47	5 433 787	203 659	689 216	4 540 912
Sécurité publique					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>					
Fausse déclaration – Valeur	1	417 339	–	–	417 339
Total	75	39 722 059	203 659	689 216	4 958 251

¹ Une fois qu'un jugement est prononcé devant les tribunaux, ces cas seront ensuite présentés à la section des sentences légales dans les années futures.

² Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2021-2022

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2021-2022	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement						
Demande de prestation frauduleuse de subventions et de contributions	9	10	214 981	214 981	–	–
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur	1	1	82 902	–	82 902	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	3	1	909	–	909	–
Paieement mal dirigé après une tentative frauduleuse de modification du fournisseur	1	1	2 414 796	1 916 161	–	498 635
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	7	1	6 929	–	6 929	–
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor						
Demande frauduleuse par un fournisseur et/ou entrepreneur	1	1	5 339	–	–	5 339
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires	15	20	62 803	6 756	–	56 047
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale						
Paieement électronique mal dirigé en raison de modifications frauduleuses aux renseignements du fournisseur	2	5	157 360	157 360	–	–
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au régime de retraite des Forces canadiennes	6	(S)	392 226	–	–	392 226
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
Ministère de l'Emploi et du Développement social						
Demande de prestation frauduleuse à la Prestation canadienne d'urgence	12 507	(S)	7 562 568	–	–	7 562 568
Demande de prestation frauduleuse à la Sécurité de la vieillesse	8	(S)	381 500	10 799	14 029	356 672
Demande de prestation frauduleuse de Régime de pensions du Canada	7	(S)	165 956	3 853	26 846	135 257
Demande de prestation frauduleuse d'un prêt d'études canadien	111	(S)	1 723 979	726 587	632 592	364 800
Demande de prestation frauduleuse pour les prestations d'assurance-emploi	23 295	(S)	43 458 183	6 065 888	7 916	37 384 379
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	7	1	11 494	1 675	5 647	4 172
Réclamations frauduleuses de la prestation universelle pour la garde d'enfants	2	(S)	32 720	–	–	32 720
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement						
Trop payé à un fournisseur	11	10	5 489 197	–	–	5 489 197
Agence Parcs Canada						
Déficit de caisse (déficit de revenus seulement)	1	1	825	–	825	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	45	1	20 301	13 035	2 114	5 152
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	11	1	3 108	100	2 958	50
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration						
Endossement d'instrument de paiement falsifié ou frauduleux, ou autre	3	1	21 518	–	–	21 518
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	9 302		2 278 140	66 377	2 032 402	179 361
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires	54 924	1	4 227 063	1 599 265	210 836	2 416 962
Innovation, Sciences et Industrie						
Agence spatiale canadienne						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	3	1	150	150	–	–
Justice						
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs						
Perte de prime instantanée	1		100	–	100	–

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –
Survenues ou découvertes en 2021-2022 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2021-2022	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	87		102 813	58 971	–	43 842
Revenu national						
Agence du revenu du Canada						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre..						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	19	1	172 412	40 137	21 675	110 600
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	2 927	2 927	–	–
Santé						
Ministère de la Santé						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	3 500	3 500	–	–
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	6	1	1 459	1 459	–	–
Perte dû à de l'argent défectueux	1	1	10	–	10	–
Instituts de recherche en santé du Canada						
Trop payé à un fournisseur	1	1	10 254	–	–	10 254
Sécurité publique						
Agence des services frontaliers du Canada						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	3		298	–	298	–
Gendarmerie royale du Canada						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1	1	409	–	409	–
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	3	1	7 398	–	–	7 398
Paiement des annuités découlant de traités – déficit de trésorerie	3	(S)	415	–	415	–
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario						
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	1		475	–	475	–
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux						
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre..						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2	1	10 534	–	–	10 534
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2	1	2 828	–	–	2 828
Endossement d'instrument de paiement falsifié ou frauduleux, ou autre						
	12 099	1	45 085 339	44 670 952	414 387	–
Paiement électronique mal dirigé	7 998	1	9 170 377	5 313 775	2 165 313	1 691 289
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2	1	565	65	500	–
Trop payé à un fournisseur	2	1	117 329	–	–	117 329
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au Régime de retraite de la fonction publique						
	22	1	1 483 461	2 233	382 419	1 098 809
Transports						
Ministère des Transports						
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	1	1	4 000	–	–	4 000
Total	120 538		124 891 850	60 877 006	6 012 906	58 001 938

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2021-2022

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	7	2 500	–	2 500	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	6 300	–	6 300	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	4	7 053	–	7 053	–
Agence de développement économique du Canada les régions du Québec					
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 003	–	1 003	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	7	7 681	–	7 681	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	4	8 720	–	8 720	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 188	–	1 188	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	900	–	900	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	5	13 081	–	13 081	–
Commission canadienne des grains					
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	6 400	–	6 400	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	1	42	–	42	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	1 265	–	1 265	–
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	250	–	250	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	6	5 217	–	3 768	1 449
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	3 200	–	3 200	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	18	18 000	–	18 000	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	2 600	–	2 600	–
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	1	216	–	216	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	2 741	–	2 741	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	61	102 216	100	5 596	96 520
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	3	3 851	–	122	3 729
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	12	19 726	–	19 726	–
Vol ou vandalisme : tenue de combat	51	60 000	100	5 012	54 888
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	5	9 739	–	–	9 739
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	4	5 220	–	–	5 220
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	19	25 960	–	25 960	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	9	1 350	–	1 350	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	7	6 820	–	6 820	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2021-2022 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2	889	–	889	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	5 100	–	5 100	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	3	470	–	470	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 250	–	2 250	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	414	–	414	–
Agence Parcs Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	30	76 146	–	72 717	3 429
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	7	9 547	–	9 547	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	12	21 145	–	21 145	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	44	62 976	600	62 376	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	990	–	990	–
Vol ou vandalisme : uniforme	1	500	–	500	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	10	14 192	–	14 192	–
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	250	–	250	–
Finances					
Ministère des Finances					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 655	–	1 655	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité.....	2	7	–	7	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	1 200	–	1 200	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 109	–	2 109	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	2	1 475	–	1 475	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	2 500	–	2 500	–
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	4	1 250	–	1 250	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	5	2 779	–	2 779	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	1 627	–	1 627	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	1 050	–	1 050	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	7	19 909	–	19 909	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 334	–	1 334	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	350	–	350	–
Conseil national de recherches du Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	3	7 830	–	7 830	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	123	–	123	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	285	–	285	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	2 200	–	2 200	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	2	2 424	–	2 424	–
Statistique Canada					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	20	2 543	–	2 543	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	850	–	850	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	17	16 799	–	16 799	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	25	6 866	–	6 866	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2021-2022 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Justice					
Ministère de la Justice					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	1 700	–	1 700	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	3	1 200	–	1 200	–
Parlement					
Chambre des communes					
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	5	8 569	–	8 569	–
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Vol ou vandalisme : téléphone portable	1	1 200	–	1 200	–
Office national du film					
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	1	13 200	–	13 200	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	2 600	–	2 600	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	4	15 095	–	15 095	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	3	870	–	870	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement	5	11 550	–	11 550	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	7	30 674	–	30 224	450
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	2 800	–	–	2 800
Vol ou vandalisme : téléphone portable	5	4 649	1 000	3 649	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport ..	11	27 647	–	27 647	–
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	30	–	30	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	2 500	–	–	2 500
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	2	700 575	–	700 575	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	150 000	–	150 000	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	1 040	–	1 040	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport ..	2	3 548	–	3 548	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	4	1 120	–	1 120	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	7	10 757	–	10 757	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	11	2 464	–	2 464	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	1	900	–	900	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 500	2 500	–	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable	2	1 254	100	1 154	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	4	86	–	86	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures	1	355	–	355	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2021-2022 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	4 000	–	4 000	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	370	420 350	–	420 350	–
Vol ou vandalisme : uniforme	5	687	–	687	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	59	69 017	–	69 017	–
Agence de la santé publique du Canada					
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures.....	1	500 000	499 200	800	–
Sécurité publique					
Agence des services frontaliers du Canada					
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1	91	–	91	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives la Gendarmerie royale du Canada					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	1 050	–	1 050	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	13	11 100	–	11 100	–
Gendarmerie royale du Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	1	2 856	–	2 856	–
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	37	37	–	–
Vol ou vandalisme : armes et accessoires	1	950	–	950	–
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	3 395	–	3 395	–
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures.....	1	400	–	400	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	110	352 482	13 668	181 323	157 491
Service correctionnel du Canada					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	502	249 836	485	246 448	2 903
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	411	56 219	311	55 908	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.	1 401	111 870	351	108 998	2 521
Vol ou vandalisme : matériels, outils ou fournitures.....	85	7 655	–	7 655	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	8	4 504	–	4 504	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	1	912	–	912	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	28	10 099	–	10 099	–
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Vol de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	15	–	15	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	3	1 850	–	1 850	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	2	11 198	–	11 198	–
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	25	57 145	1 760	45 637	9 748
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	119	–	119	–
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture	3	10 732	–	10 732	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	8	9 883	–	8 686	1 197
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	7	2 873	–	2 679	194
Services partagés Canada					
Vol ou vandalisme : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	60	–	60	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	3 241	–	3 241	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	5	1 250	–	1 250	–
Transports					
Ministère des Transports					
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier	1	500	–	500	–
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 900	–	1 900	–
Vol ou vandalisme : téléphone portable.....	3	3 000	–	3 000	–
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	10	39 997	–	39 997	–
Total.....	3 627	3 545 429	520 212	2 670 439	354 778

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	6	–	6	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	9	19 881	–	19 881	–
Perte ou dommage : téléphone portable	9	4 595	–	4 595	–
Bureau du directeur général des élections					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	167	–	167	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	2 737	–	2 737	–
Commissariat aux langues officielles					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	479	–	479	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 920	–	1 920	–
Perte ou dommage : téléphone portable	3	375	–	375	–
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	6	4 218	–	4 218	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement	18	21 105	–	21 105	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1 201	7 747	–	7 747	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	11	19 600	–	19 600	–
Perte ou dommage : téléphone portable	70	69 491	–	69 491	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	2 368	–	2 368	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	6	13 935	–	13 935	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	3	859	–	859	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	3	2 509	–	2 509	–
Perte ou dommage : téléphone portable	13	10 950	–	10 950	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	10	12 590	–	11 090	1 500
Commission canadienne des grains					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	9	90	–	90	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	200	–	200	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	656	–	656	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport	1	1 000	–	1 000	–
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Perte ou dommage : téléphone portable	2	1 299	–	1 299	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	5	2 000	–	2 000	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	335	–	335	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	339	333 534	–	333 534	–
Perte ou dommage : téléphone portable	11	7 800	–	7 800	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public					
Perte ou dommage : téléphone portable	1	560	–	560	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	14	22 400	–	22 400	–
Perte ou dommage : téléphone cellulaire	27	27 000	–	27 000	–
Commission de la fonction publique					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	319	–	319	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1 110	–	1 110	–
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	142	1 067 192	17 278	1 032 021	17 893
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	4	1 645	–	116	1 529
Perte ou dommage : armes et accessoires	207	53 451	1 275	31 882	20 294
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	44	220 325	110	33 609	186 606
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	1 442	1 079 616	7 093	116 379	956 144
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	164	93 119	974	7 485	84 660
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	47	541 292	–	145 108	396 184
Perte ou dommage : téléphone portable	1	900	–	900	–
Perte ou dommage : tenue de combat	1 704	1 211 507	9 471	155 083	1 046 953
Perte ou dommage : uniforme	39	35 903	–	35 903	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	7	111 490	–	110 620	870
Comité externe d'examen des griefs militaires					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	5	75	–	75	–
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	5	150	–	–	150
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	43	8 550	–	8 550	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	71	63 610	–	63 610	–
Perte ou dommage : téléphone portable	638	187 050	–	187 050	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	2	1 648	–	1 648	–
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	1 142	–	1 142	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 271	–	2 271	–
Agence canadienne d'évaluation d'impact					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	6	59	–	59	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 261	–	2 261	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	904	–	904	–
Agence Parcs Canada					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	48	43 263 708	16 432	42 942 063	305 213
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	22	–	22	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	16	30 718	–	30 718	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	8	8 210	–	8 210	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	25	14 588	–	14 588	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	5	7 900	–	7 900	–
Perte ou dommage : téléphone portable	13	11 247	–	11 247	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	57	598 181	9 668	564 482	24 031

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	3	25	–	25	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1	60	–	60	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	2 000	–	2 000	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	1 600	–	1 600	–
Finances					
Ministère des Finances					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	135	16 060	–	16 060	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	20	32 448	–	32 448	–
Perte ou dommage : téléphone portable	40	33 995	–	33 995	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	6	3 900	–	3 900	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	8	7 800	–	7 800	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	450	–	450	–
Bureau du surintendant des institutions financières					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	13	6 770	–	6 770	–
Perte ou dommage : téléphone portable	9	3 475	–	3 475	–
Bureau du vérificateur général					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	210	–	210	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	4	4 129	–	4 129	–
Perte ou dommage : téléphone portable	4	1 756	–	1 756	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Perte ou dommage : téléphone portable	1	750	–	750	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	61	961	–	961	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1	1 317	–	1 317	–
Perte ou dommage : téléphone portable	13	6 990	–	6 990	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	600	–	600	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 000	–	1 000	–
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	10	250	–	250	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	300	–	300	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	3	24 050	–	24 050	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	29	7 329	–	7 329	–
Perte ou dommage : téléphone portable	19	17 646	–	17 646	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	2	1 800	–	1 800	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	800	–	800	–
Perte ou dommage : téléphone portable	3	2 450	–	2 450	–
Conseil national de recherches du Canada					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2	4 264	–	4 264	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	4	1 096	–	1 096	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	2	1 850	–	1 850	–
Perte ou dommage : téléphone portable	9	10 908	–	10 908	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	2	6 189	–	6 189	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	5	385	–	385	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	6	1 800	–	1 800	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	35	–	35	–
Statistique Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	23	4 861	–	4 861	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	22	21 033	–	21 033	–
Perte ou dommage : téléphone portable	59	21 460	–	21 460	–
Justice					
Ministère de la Justice					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	34	317	–	317	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	400	–	400	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	13	208	–	208	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	1 200	–	1 200	–
Perte ou dommage : téléphone portable	10	3 800	–	3 800	–
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	14	140	–	140	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1	10	–	10	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	2	2 944	–	2 944	–
Perte ou dommage : téléphone portable	8	5 740	–	5 740	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	3 807	–	3 807	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	983	–	983	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	800	–	800	–
Commission canadienne des droits de la personne					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	293	–	293	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	10	17 385	–	17 385	–
Registraire de la Cour suprême du Canada					
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 000	–	1 000	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	4	59	–	59	–
Parlement					
Chambre des communes					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	11	5 771	–	5 771	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	48	34 046	–	34 046	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	7	12 770	–	12 770	–
Bureau du directeur parlementaire du budget					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	1	35	–	35	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	271	–	271	–
Sénat					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	51	775	–	775	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	68	1 562	–	1 562	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	241	10 301	–	10 301	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	8	404	–	404	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	9	5 297	–	5 297	–
Perte ou dommage : téléphone portable	6	3 594	–	3 594	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Service de protection parlementaire					
Perte ou dommage : armes et accessoires	1	1 084	–	1 084	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	3	1 625	–	1 625	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	2 065	–	2 065	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	933	–	933	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	13	26 515	–	26 515	–
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	9	2 976	–	2 976	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	2 600	–	2 600	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	13	3 640	–	3 640	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	2	3 180	–	3 180	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	41	2 248 810	720	2 248 090	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	6	303 616	–	148 616	155 000
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	1	858	–	858	–
Perte ou dommage : téléphone portable	13	12 240	–	12 240	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	27	108 287	–	73 163	35 124
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	2	30	–	30	–
Perte ou dommage : téléphone portable	2	1 600	–	1 600	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique					
Perte ou dommage : téléphone portable	3	225	–	–	225
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	1	400	–	400	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	2	2	–	2	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	3	3	–	3	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	1	–	1	–
Perte ou dommage : téléphone portable	7	6 101	–	6 101	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	5	9 112	–	9 112	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	1	2 300	–	2 300	–
Perte ou dommage : téléphone portable	1	851	–	851	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	6 000	–	6 000	–
Régie canadienne de l'énergie					
Perte ou dommage : téléphone portable	4	3 600	–	3 600	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	670	24 396	–	24 396	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	8	2 718	–	2 718	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	6	495	–	495	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable	327	30 718	–	30 718	–
Perte ou dommage : téléphone portable	48	15 578	–	15 578	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	6	12 124	–	12 124	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Santé					
Ministère de la Santé					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	6	8 900	300	8 600	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	8	7 158	200	6 958	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	33	321	–	321	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	4	7 000	–	7 000	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	21	20 200	–	20 200	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	72	170 286	12 837	151 862	5 587
Agence de la santé publique du Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	900	–	900	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	4	7 200	–	7 200	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	5	3 554	–	3 554	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	230	–	230	–
Instituts de recherche en santé du Canada					
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	11	470	–	470	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	2	2 312	–	2 312	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	4	2 880	–	2 880	–
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	26	34 956	–	28 171	6 785
Perte ou dommage : téléphone cellulaire	13	11 968	–	9 060	2 908
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	152	605	75	530	–
Perte ou dommage : armes et accessoires	3 129	3 266	–	3 266	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	48	4 845	45	4 800	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	1	140 936	–	140 936	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures.....	60	2 488	70	2 418	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	1	1 500	–	1 500	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	15	8 285	725	7 560	–
Perte ou dommage : uniforme	8	843	–	843	–
Gendarmerie royale du Canada					
Domage à un édifice ou un autre bien immobilier	31	1 057 082	–	1 027 440	29 642
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	264	6 909	–	6 909	–
Perte ou dommage : armes et accessoires	1	550	–	550	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	170	255 775	–	255 775	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures.....	104	512	–	512	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	63	80 662	–	80 662	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	247	245 323	–	245 323	–
Perte ou dommage : uniforme	1	193	–	193	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	952	3 520 135	71 204	2 496 017	952 914
Service correctionnel du Canada					
Domage à un édifice ou un autre bien immobilier	3	5 872	–	5 872	–
Perte ou dommage : armes et accessoires	19	898	–	898	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	3	7 775	–	7 775	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement ..	19	128 636	–	128 636	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures.....	61	44 475	–	44 475	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou ordinateur portable.....	3	1 885	–	1 885	–
Perte ou dommage : téléphone portable.....	7	3 772	–	3 772	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	47	236 865	11 700	182 804	42 361

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	13	195	–	195	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	1	30	–	30	–
Perte ou dommage : matériels, outils ou fournitures	1	313	–	313	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	4	4 016	–	4 016	–
Perte ou dommage : téléphone portable	21	12 082	–	12 082	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	13	59 234	–	57 885	1 349
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario					
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	1	300	–	300	–
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Dompage à un édifice ou un autre bien immobilier	10	163 442	–	39 990	123 452
Perte de carte d'accès ou badge de sécurité	24	720	30	690	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	48	6 891	100	6 791	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	2	8 900	–	8 900	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	27	34 192	–	34 192	–
Perte ou dommage : téléphone portable	50	29 993	–	29 993	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	2	9 773	–	9 773	–
Services partagés Canada					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	13	78	–	78	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	13	1 428	–	1 428	–
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement...	1	2 000	–	2 000	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	11	18 503	–	18 503	–
Perte ou dommage : téléphone portable	17	4 250	–	4 250	–
Transports					
Ministère des Transports					
Perte de carte d'accès ou de badge de sécurité	26	810	–	810	–
Perte ou dommage : autre équipement de télécommunications, informatiques ou électroniques	10	1 230	–	1 230	–
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable	11	20 900	–	20 900	–
Perte ou dommage : téléphone portable	29	29 000	–	29 000	–
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport..	22	88 854	8 641	80 213	–
Office des transports du Canada					
Perte ou dommage : téléphone portable	1	1 100	–	1 100	–
Total.....	14 847	58 952 622	168 948	54 386 300	4 397 374

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales									
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Demande de prestation frauduleuse de subventions et de contributions	2020-2021	11	1 016 335	–	1 016 335	540 257	–	471 432	4 646
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre	2020-2021	2	71 852	–	71 852	–	25 046	–	46 806
Emploi non autorisé de carte de voyage	2018-2019	1	12 883	–	12 883	1 585	–	–	11 298
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2020-2021	5	40 984	–	40 984	13 684	18 853	–	8 447
Perte ou dommage : téléphone portable	2020-2021	62	46 556	–	46 556	–	126	46 430	–
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse	2020-2021	1	346	–	346	–	–	–	346
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires	2018-2019	2	26 160	–	26 160	540	16 939	8 681	–
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires	2003-2004	3	42 559	(410)	42 149	–	–	1 149	41 000
Utilisation frauduleuse de bons de taxi et de carte de voyage et d'achat	2015-2016	1	13 872	–	13 872	4 812	–	–	9 060
Vol de fonds de mission	2000-2001	3	935 794	–	935 794	373 945 ¹	31 002	–	530 847
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-1995		176 857	–	176 857	–	–	–	176 857
Agriculture et Agroalimentaire									
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
Emploi non autorisé de carte d'achat	2018-2019	1	420	10	430	210	220	–	–
Commission canadienne des grains									
Mauvais usage des droits relatifs au réaménagement de l'effectif	2014-2015	1	9 670	50	9 720	–	–	9 720	–
Mauvais usage de carte de voyage d'employé du gouvernement	2011-2012	2	12 274	–	12 274	10 317	–	1 957	–
Usage inapproprié de carte de voyage d'employé	2009-2010	4	13 472	–	13 472	12 588	–	884	–
Utilisation inappropriée de carte de voyage désignée	2012-2013	1	1 162	–	1 162	–	–	1 162	–
Anciens Combattants									
Ministère des Anciens Combattants									
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire :									
.....	2004-2005	1	30 108	(18 908)	11 200	6 606	–	4 594 ¹	–
.....	2008-2009	5	378 004	(1)	378 003	44 689	–	333 314 ¹	–
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1992-1993	2	97 219	(5 634)	91 585	58 000	4 800	18 584	10 201
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire :									
.....	2007-2008	3	51 893	(10 464)	41 429	15 412	3 493	10 192 ¹	12 332
.....	2008-2009	6	83 556	(14 175)	69 381	15 047	–	54 334 ¹	–
.....	2016-2017	1	26 817	–	26 817	3 600	–	–	23 217
Conseil du Trésor									
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Autre : Trop payé ou demande de prestation frauduleuse de soins de santé et dentaires.									
Demande de prestation falsifiée :	2020-2021	10	1 852 612	–	1 852 612	1 538	1 833 725	–	17 349
.....	2014-2015	5	70 725	(450) ¹	70 275	4 465	–	–	65 810

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
.....	2015-2016	4	320 150	(3 039)	317 111	176	–	–	316 935
.....	2016-2017	2	10 552	–	10 552	–	–	–	10 552
.....	2017-2018	5	37 840	217	38 057	8 076	–	–	29 981
.....	2018-2019	12	113 149	(2 723)	110 426	41 241	1 317	–	67 868
.....	2019-2020	14	129 320	864 ¹	130 184	75 689	18 186	–	36 309
Demande de prestation falsifiée (Régimes de soins de santé et de soins dentaires).....	2013-2014	5	189 739	–	189 739	40 431	–	–	149 308
Défense nationale									
Ministère de la Défense nationale									
Demande falsifiée par des fournisseurs et des entrepreneurs.....	2016-2017	1	1 300 000	–	1 300 000	–	–	–	1 300 000
Dommage à un édifice causé par un incendie.....	2017-2018	5	14 040	–	14 040	–	–	4 264	9 776
Dommages à l'équipement de télécommunication.....	2019-2020	1	12 433	–	12 433	–	–	12 197	236
Dommages aux équipements électriques.....	2019-2020	7	20 202	–	20 202	–	–	2 825	17 377
Dommage à l'équipement spécifique non militaire.....	2019-2020	45	122 127	–	122 127	–	–	1 670	120 457
Dommage d'équipement spécifique militaire.....	2019-2020	6	21 495	–	21 495	–	–	288	21 207
Dommages de tenue de combat.....	2019-2020	55	151 341	–	151 341	–	–	6 157	145 184
Emploi frauduleux de carte d'achat par une organisation / personne inconnue.....	2019-2020	1	57 101	–	57 101	15 430	–	–	41 671
Emploi frauduleux de carte d'achat désignée – Winnipeg.....	2015-2016	1	10 301	–	10 301	1 000	–	–	9 301
Erreur de virement direct de fonds.....	2016-2017	2	1 363	–	1 363	847	–	–	516
Perte d'armes et accessoires :									
.....	2018-2019	286	16 022	–	16 022	1 178	–	14 665	179
.....	2019-2020	165	63 286	–	63 286	380	–	10 896	52 010
Perte d'avance à justifier.....	2016-2017	1	1 879	–	1 879	–	–	638	1 241
Perte d'avance permanente Kandahar – vol suspecté.....	2008-2009	1	20 538	(1 879)	18 659	9 632	–	–	9 027
Perte d'équipement de télécommunication :									
.....	2018-2019	26	31 999	–	31 999	300	–	31 406	293
.....	2019-2020	29	106 944	–	106 944	–	–	37 159	69 785
Perte d'équipement électrique.....	2019-2020	7	101 921	–	101 921	–	–	6 417	95 504
Perte d'équipement informatique.....	2019-2020	10	106 892	–	106 892	–	–	34 220	72 672
Perte d'équipement militaire spécifique :									
.....	2018-2019	1 110	196 420	–	196 420	7 081	–	181 677	7 662
.....	2019-2020	1 048	8 554 903	–	8 554 903	69 952	–	1 567 304	6 917 647
Perte d'équipement spécifique non militaire :									
.....	2018-2019	1 158	95 716	–	95 716	3 631	–	89 344	2 741
.....	2019-2020	1 390	889 554	–	889 554	8 877	–	107 653	773 024
Perte d'outils.....	2018-2019	217	12 571	–	12 571	1 543	–	10 197	831
Perte de fonds publics – 8 Wing Trenton – vol.....	2009-2010	1	3 870	2 688	6 558	2 688	–	–	3 870
Perte de machinerie.....	2019-2020	1	15 415	–	15 415	–	–	5 000	10 415
Perte de matériel.....	2019-2020	72	529 864	–	529 864	246	–	486 632	42 986
Perte de tenue de combat:									
.....	2018-2019	3 033	254 051	–	254 051	15 297	–	236 019	2 735
.....	2019-2020	2 659	1 952 517	–	1 952 517	15 582	–	238 344	1 698 591
Perte ou dommage : autres équipements de télécommunications, informatiques ou électroniques.....	2020-2021	116	1 800 425	–	1 800 425	356	–	277 412	1 522 657
Perte ou dommage : armes et accessoires.....	2020-2021	318	157 328	–	157 328	1 032	–	26 569	129 727
Perte ou dommage : machinerie, équipement, meuble ou aménagement.....	2020-2021	1 604	2 844 938	–	2 844 938	19 829	–	575 775	2 249 334
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture.....	2020-2021	242	511 046	–	511 046	893	–	23 075	487 078
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	2020-2021	154	2 540 707	–	2 540 707	–	–	193 933	2 346 774

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte ou dommage : tenue de combat.....	2020-2021	2 138	2 430 911	–	2 430 911	21 542	–	271 609	2 137 760
Perte ou dommage : téléphone portable.....	2020-2021	2	95 357	–	95 357	–	–	1 299	94 058
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....	2020-2021	32	87 706 181	–	87 706 181	–	–	87 702 665	3 516
Réclamations frauduleuses – Bases des forces canadiennes Halifax.....	2010-2011	1	68 374	872	69 246	–	–	–	69 246
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçus de paye – Unité de soutien des Forces canadiennes – Ottawa.....	1999-2000	1	28 305	85 277	113 582	35 391	–	–	78 191
Vol d'armes et accessoires.....	2019-2020	1	2 328	–	2 328	–	–	58	2 270
Vol de matériel de télécommunication.....	2019-2020	5	9 362	–	9 362	1 039	–	2 000	6 323
Vol de matériel électrique.....	2019-2020	1	3 681	–	3 681	550	–	–	3 131
Vol de matériel technique.....	2019-2020	2	7 362	–	7 362	447	–	–	6 915
Vol de tenue de combat.....	2019-2020	31	36 136	–	36 136	1 027	–	3 025	32 084
Vol d'équipement non spécifique aux militaires.....	2019-2020	25	24 684	–	24 684	1 131	–	2 753	20 800
Vol d'équipement spécifique aux militaires.....	2019-2020	23	32 997	–	32 997	200	–	4 304	28 493
Vol ou vandalisme : armes et accessoires.....	2020-2021	3	1 793	–	1 793	–	–	278	1 515
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.....	2020-2021	40	37 151	–	37 151	146	–	4 138	32 867
Vol ou vandalisme : matériel, outil ou fourniture.....	2020-2021	6	3 763	–	3 763	132	–	248	3 383
Vol ou vandalisme : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	2020-2021	20	23 088	–	23 088	–	–	22 867	221
Vol ou vandalisme : tenue de combat.....	2020-2021	29	27 917	–	27 917	15	–	3 377	24 525
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap									
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants.....									
.....	2009-2010	19	137 572	(74)	137 498	13 217	1 599	84 740	¹ 37 942
Opération frauduleuse par un employé :									
Sécurité de la vieillesse :									
.....	2008-2009	3	115 669	(49 798)	65 871	18 393	–	673	46 805
.....	2016-2017	1	39 546	–	39 546	18 700	–	–	20 846
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse.....									
.....	2020-2021	2	280	–	280	–	–	160	120
Réclamations frauduleuses de prestations :									
Allocations familiales :									
.....	1991-1992		79 520	(5 817)	73 703	25 689	–	42 967	5 047
.....	1993-1994		113 772	42 974	156 746	45 431	–	111 252	63
Prestations d'assurance-emploi :									
.....	2014-2015	80 696	106 864 887	(7 913 847)	¹ 98 951 040	72 609 406	55 269	26 286 365	¹ –
.....	2015-2016	86 146	117 596 841	3 073 398	¹ 120 670 239	89 844 800	517 492	5 975 355	¹ 24 332 592
.....	2016-2017	103 342	163 978 027	(9 677 424)	¹ 154 300 603	109 521 784	1 957 680	3 168 641	¹ 39 652 498
.....	2017-2018	104 179	176 993 293	(11 616 142)	¹ 165 377 151	105 985 830	3 182 946	2 304 580	¹ 53 903 795
.....	2018-2019	93 659	168 605 168	(10 752 445)	¹ 157 852 723	84 031 075	5 276 354	1 327 095	¹ 67 218 199
.....	2019-2020	82 981	151 716 218	(8 323 148)	¹ 143 393 070	43 542 698	9 945 125	743 591	¹ 89 161 656
.....	2020-2021	6 925	14 737 747	(785 784)	¹ 13 951 963	1 086 247	1 754 015	38 536	¹ 11 073 165
Prestations universelle pour la garde d'enfants :									
.....	2011-2012	2	14 000	300	14 300	13 880	–	–	420
.....	2014-2015	3	40 000	–	40 000	3 360	–	–	36 640
Régime de pensions du Canada :									
.....	1990-1991		1 237 299	(1 025 188)	212 111	188 468	–	6 070	17 573
.....	1991-1992		400 740	89 095	489 835	421 183	900	34 993	32 759

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
.....	1992-1993		305 029	74 094	379 123	326 588	-	25 441	27 094
.....	1993-1994		244 571	(37 800)	206 771	181 981	1 014	8 562	15 214
.....	1994-1995		554 947	(190 296)	364 651	321 045	3 373	17 452	22 781
.....	1995-1996		724 248	413 861	1 138 109	955 224	1 689	72 169	109 027
.....	1996-1997		287 024	447 429 ¹	734 453	559 767	1 598	124 245	48 843
.....	1997-1998		1 862 075	(1 034 427)	827 648	618 833	3 147	49 997	155 671
.....	1998-1999		922 012	259 451	1 181 463	764 922	4 191	235 842	176 508
.....	1999-2000		1 166 820	178 427 ¹	1 345 247	1 048 949	10 352	114 359 ¹	171 587
.....	2000-2001		1 426 831	(381 721) ¹	1 045 110	707 823	7 483	133 451 ¹	196 353
.....	2001-2002		1 675 005	(717 506) ¹	957 499	722 196	7 029	167 629	60 645
.....	2002-2003		540 077	54 944	595 021	478 989	2 034	110 086	3 912
.....	2003-2004		331 076	454 297 ¹	785 373	525 538	3 460	195 811	60 564
.....	2004-2005		709 351	(107 220)	602 131	348 594	4 428	117 554 ¹	131 555
.....	2005-2006		392 020	47 072	439 092	323 142	2 140	72 144 ¹	41 666
.....	2006-2007		27 486	910 703	938 189	582 066	13 085	288 166	54 872
.....	2007-2008		852 364	63 306	915 670	497 960	4 675	200 441 ¹	212 594
.....	2008-2009		724 860	(427 348)	297 512	202 926	1 145	15 615	77 826
.....	2009-2010	292	606 033	346 932 ¹	952 965	591 317	9 971	106 089	245 588
.....	2010-2011	336	983 060	(624 713)	358 347	228 753	420	115 530	13 644
.....	2011-2012	36	319 457	(64 689) ¹	254 768	145 191	3 122	58 973	47 482
.....	2013-2014	35	963 674	(223 927)	739 747	146 704	8 418	209 722 ¹	374 903
.....	2014-2015	61	710 001	(77 210) ¹	632 791	332 338	15 312	31 262	253 879
.....	2015-2016	40	491 332	11 025 ¹	502 357	184 794	15 007	149 892	152 664
.....	2016-2017	12	339 359	(50 437) ¹	288 922	88 273	5 815	18 446	176 388
.....	2017-2018	5	92 010	3 974 ¹	95 984	34 687	3 600	-	57 697
.....	2019-2020	4	29 667	-	29 667	1 967	-	20 626 ¹	7 074
Sécurité de la vieillesse :									
.....	1985-1986		168 923	430 684	599 607	243 415	-	184 916	171 276
.....	1986-1987		173 459	68 877	242 336	98 124	135	143 876	201
.....	1987-1988		348 198	(104 333)	243 865	156 434	-	82 923	4 508
.....	1988-1989		1 149 776	(510 800)	638 976	236 695	-	271 880	130 401
.....	1989-1990		745 061	16 679	761 740	244 882	120	222 290	294 448
.....	1990-1991		450 788	32 696	483 484	120 607	-	192 431	170 446
.....	1991-1992		563 001	137 222	700 223	174 070	60	461 358	64 735
.....	1992-1993		541 650	565 793	1 107 443	179 545	-	821 811	106 087
.....	1993-1994		256 140	166 953	423 093	90 670	-	175 930	156 493
.....	1994-1995		1 076 882	23 800	1 100 682	209 131	-	775 160	116 391
.....	1995-1996		558 177	446 044	1 004 221	506 772	-	443 435	54 014
.....	1996-1997		556 744	1 014	557 758	54 182	325	419 849	83 402
.....	1997-1998		808 271	257 334	1 065 605	223 625	-	673 710	168 270
.....	1998-1999		955 473	158 659	1 114 132	341 668	-	422 651	349 813
.....	1999-2000		517 463	(71 548)	445 915	262 456	-	105 433	78 026
.....	2000-2001		985 419	(340 189)	645 230	240 937	940	121 595	281 758
.....	2001-2002		3 658 263	(3 176 809)	481 454	152 354	-	97 019	232 081
.....	2002-2003		843 538	(316 107)	527 431	177 197	-	344 524	5 710
.....	2003-2004		2 330 524	(1 430 544)	899 980	161 674	-	284 353	453 953
.....	2004-2005		1 013 070	(694 547)	318 523	149 695	-	-	168 828
.....	2005-2006		718 362	(280 805)	437 557	98 205	-	167 638	171 714
.....	2008-2009		134 360	(21 833)	112 527	111 558	-	-	969
.....	2009-2010	15	606 989	(33 029)	573 960	169 365	3 241	-	401 354
.....	2010-2011	2	95 829	-	95 829	17 555	640	-	77 634
.....	2011-2012	1	14 995	-	14 995	11 924	-	-	3 071
.....	2012-2013	15	659 405	(190 675)	468 730	215 035	-	-	253 695
.....	2013-2014	16	585 092	484	585 576	237 274	3 977	237 454 ¹	106 871
.....	2014-2015	41	2 055 396	(205 887)	1 849 509	662 816	10 886	360 347 ¹	815 460
.....	2015-2016	15	795 157	(104 226)	690 931	133 738 ¹	10 628	160 276 ¹	386 289
.....	2016-2017	16	1 174 919	(10 717)	1 164 202	174 382	23 837	67 259 ¹	898 724
.....	2017-2018	10	494 490	-	494 490	84 801 ¹	6 345	-	403 344
.....	2018-2019	15	235 653	(71 010)	164 643	139 921	-	-	24 722
.....	2019-2020	12	166 727	(103 635)	63 092	2 616	-	-	60 476
.....	2020-2021	10	576 497	-	576 497	21 987	-	-	554 510

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants :									
.....	2013-2014	75	696 810	(3 833)	692 977	371 911	–	173 679 ¹	147 387
.....	2014-2015	30	266 102	204	266 306	110 939	53	53 145 ¹	102 169
.....	2015-2016	25	267 856	11 357	279 213	63 029	–	39 362 ¹	176 822
.....	2016-2017	2	40 701	(26 713)	13 988	806	–	–	13 182
.....	2017-2018	20	361 592	–	361 592	24 687	1 826	–	335 079
.....	2018-2019	39	404 156	15 678	419 834	103 943	7 293	17 969	290 629
.....	2019-2020	37	418 983	–	418 983	13 466	8 803	99 802	296 912
.....	2020-2021	18	415 649	–	415 649	5 852	700	100 069	309 028
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions :									
.....	2011-2012	2	468 767	301 273	770 040	261 066	2 951	16 900	489 123
.....	2012-2013	3	620 814	(287 412)	333 402	104 106	1 396	100 193	127 707
.....	2014-2015	1	390 540	–	390 540	–	–	–	390 540
Réclamations frauduleuses ou non justifiées de subventions et de contributions :									
.....	2015-2016	2	2 756 135	661 751	3 417 886	400	–	3 388 059	29 427
.....	2019-2020	5	46 557	–	46 557	–	–	–	46 557
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....									
.....	2020-2021	4	6 785	–	6 785	–	–	6 785 ¹	–
Environnement et Changement climatique									
Ministère de l'Environnement									
Emploi frauduleux de carte de voyage.....	2014-2015	1	7 307	–	7 307	2 887	–	–	4 420
Emploi non autorisé d'une carte de voyage désignée.....	2019-2020	2	4 868	–	4 868	3 941	–	–	927
Perte de la petite caisse.....	2013-2014	5	7 894	(15)	7 879	–	–	–	7 879
Agence Parcs Canada									
Carte de voyage non payée :									
.....	2018-2019	3	1 543	152 ¹	1 695	–	47	1 648 ¹	–
.....	2019-2020	7	12 475	–	12 475	12 012	53	152	258
Déficit de caisse.....	2020-2021	1	15 541	(14 556) ¹	985	–	–	985 ¹	–
Dommage à l'équipement.....	2019-2020	17	30 009	–	30 009	600	307	28 421	681
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier.....									
.....	2020-2021	22	539 975	–	539 975	123 832	11 456	378 101 ¹	26 586
Dommage à un bien immobilier.....	2018-2019	24	244 960	–	244 960	77 759	28 401	138 800 ¹	–
Dommage à un véhicule de l'État.....	2018-2019	80	228 988	–	228 988	25 184	–	203 804 ¹	–
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage.....									
.....	2020-2021	26	24 507	–	24 507	19 851	2 710	1 946 ¹	–
Utilisation frauduleuse d'une carte d'acquisition.....									
.....	2019-2020	28	57 034	(1 392) ¹	55 642	50 925	–	3 779 ¹	938
Utilisation frauduleuse d'une carte voyage.....	2019-2020	2	6 589	–	6 589	5 477	–	1 112 ¹	–
Perte de petite caisse.....	2020-2021	4	780	–	780	–	500	280 ¹	–
Perte ou dommage : matériel, outil ou fourniture.....									
.....	2020-2021	26	33 630	2 198 ¹	35 828	19 937	4 198	2 779	8 914
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....									
.....	2020-2021	58	424 168	–	424 168	–	–	423 047	1 121
Perte de recette.....	2020-2021	2	160	–	160	–	112	48 ¹	–
Finances									
Ministère des Finances									
Perte ou dommage : ordinateur, tablette ou d'ordinateur portable.....	2020-2021	37	71 440	(2 020) ¹	69 420	–	–	67 400	2 020
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Emploi non autorisé de carte de voyage.....	2019-2020	3	8 491	–	8 491	5 909	–	–	2 582
Perte, vol ou détournement de recette et de fonds de petite caisse.....	2020-2021	5 434	1 226 903	–	1 226 903	33 768	50 261	1 142 874	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Innovation, Sciences et Industrie									
Conseil national de recherches du Canada									
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier	2020-2021	1	168	–	168	–	168	–	–
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.....	2020-2021	1	23 400	1 600 ¹	25 000	–	25 000	–	–
Justice									
Ministère de la Justice									
Vol ou vandalisme : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....	2020-2021	1	41 247	–	41 247	–	41 247	–	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
Ministère des Pêches et des Océans									
Dommage à un édifice ou un autre bien immobilier.....	2020-2021	13	786 801	–	786 801	–	–	250 557	536 244
Dommage à un édifice ou autre bien immobilier (inclus des ports pour petits bateaux).....	2016-2017	6	393 046	–	393 046	–	–	293 046	100 000
Emploi non autorisé de carte d'acquisition désignée :									
.....	2017-2018	3	1 286	–	1 286	1 188	–	–	98
.....	2018-2019	2	589	–	589	407	–	–	182
Emploi non autorisé de carte de voyage :									
.....	2013-2014	9	22 100	–	22 100	16 942	–	3 566	1 592
.....	2014-2015	17	27 758	(3 411)	24 347	20 547	–	3 690	110
.....	2015-2016	12	23 688	–	23 688	14 105	1 112	–	8 471
.....	2016-2017	24	51 028	–	51 028	6 977	2 754	–	41 297
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée :									
.....	2012-2013	5	9 582	2 546	12 128	9 239	–	–	2 889
.....	2017-2018	15	38 962	–	38 962	2 646	8 304	1 017	26 995
.....	2018-2019	16	46 147	–	46 147	21 617	1 060	23	23 447
.....	2019-2020	10	20 901	–	20 901	11 407	3 149	1 190	5 155
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage	2020-2021	136	93 053	–	93 053	79 818	–	12	13 223
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage désignée.....	2011-2012	258	63 046	196	63 242	62 675	567	–	–
Paiement non autorisé à des fournisseurs et des entrepreneurs.....	2012-2013	1	228 850	–	228 850	–	–	–	228 850
Perte de navire suite à un incendie.....	2010-2011	1	50 000	–	50 000	–	–	15 000	35 000
Vandalisme à un navire.....	2018-2019	1	11 000 000	3 000 000	14 000 000	–	–	–	14 000 000
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
Demande de contributions falsifiée.....	2015-2016	1	153 250	40 250	193 500	40 250	–	–	153 250
Dommage à un édifice de l'État	2016-2017	2	6 209	–	6 209	–	–	–	6 209
Emploi non autorisé de carte de voyage	2017-2018	1	1 100	–	1 100	–	–	–	1 100
Utilisation frauduleuse de carte d'achat.....	2010-2011	1	10 188	8 444	18 632	3 437	–	–	15 195
Utilisation frauduleuse de carte de voyage	2010-2011	1	19 784	–	19 784	–	–	–	19 784

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Ressources naturelles									
Ministère des Ressources naturelles									
Encaissement frauduleux de chèques de voyage	2007-2008	2	12 895	–	12 895	8 664	–	–	4 231
Vol et utilisation non autorisée de coupons de taxi	2010-2011	1	769	–	769	–	–	–	769
Revenu national									
Agence du revenu du Canada									
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés :									
.....	2013-2014	5	6 020	–	6 020	5 174	–	563	283
.....	2014-2015	4	2 839	–	2 839	1 973	–	–	866
.....	2015-2016	3	1 588	–	1 588	973	–	–	615
.....	2016-2017	5	21 605	–	21 605	17 172	–	–	4 433
.....	2020-2021	2	6 675	–	6 675	–	6 675	–	–
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées :									
.....	2013-2014	6	77 379	–	77 379	49 988	–	17 772	9 619
.....	2014-2015	4	52 768	–	52 768	49 145	–	–	3 623
.....	2015-2016	3	10 610	–	10 610	3 106	–	–	7 504
.....	2016-2017	4	25 002	–	25 002	237	52	–	24 713
.....	2017-2018	16	100 679	(7 268)	93 411	34 340	–	–	59 071
.....	2018-2019	12	143 083	–	143 083	68 901	–	57 817	16 365
.....	2019-2020	9	31 319	(7 879)	23 440	16 241	5 225	–	1 974
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour) :									
Autres pertes administrées :									
.....	2009-2010	31	111 065	–	111 065	58 665	–	30 700	21 700
.....	2011-2012	42	431 140	–	431 140	148 060	–	275 392	7 688
.....	2012-2013	8	47 923	–	47 923	26 134	–	–	21 789
.....	2013-2014	7	30 089	–	30 089	2 353	–	–	27 736
.....	2014-2015	22	209 003	–	209 003	21 022	–	176 767	11 214
.....	2020-2021	1	61 460	–	61 460	–	–	–	61 460
Impôt sur le revenu :									
.....	2003-2004	541	12 026 416	–	12 026 416	8 622 886	29 219	3 374 237	74
.....	2004-2005	916	7 922 895	–	7 922 895	5 582 532	–	2 332 987	7 376
.....	2005-2006	1 160	9 648 565	–	9 648 565	6 214 718	562	3 143 915	289 370
.....	2007-2008	2 020	13 004 212	–	13 004 212	4 065 482	–	8 894 899	43 831
.....	2008-2009	589	15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 449 306	–	6 599 088	13 371
.....	2009-2010	653	7 428 731	–	7 428 731	3 482 681	807	3 683 350 ¹	261 893
.....	2010-2011	389	22 442 722	(20 048)	22 422 674	10 082 253	–	12 005 215 ¹	335 206
.....	2011-2012	252	4 611 681	–	4 611 681	2 570 950	–	1 927 864 ¹	112 867
.....	2012-2013	298	11 841 323	(6 594)	11 834 729	6 019 286	175 923	4 816 423 ¹	823 097
.....	2013-2014	180	8 814 118	(11 126)	8 802 992	2 694 257	23 750	5 739 973 ¹	345 012
.....	2014-2015	237	3 508 671	–	3 508 671	1 832 141	564	915 026	760 940
.....	2015-2016	122	4 594 597	(79 287)	4 515 310	1 415 178	25 581	1 185 507 ¹	1 889 044
.....	2016-2017	79	3 700 231	154 470	3 854 701	917 012	143 803	1 863 889 ¹	929 997
.....	2017-2018	57	1 760 874	220 542	1 981 416	830 313	83 735	105 142	962 226
.....	2018-2019	41	2 187 366	–	2 187 366	1 371 982	–	347 449	467 935
.....	2019-2020	17	2 484 546	–	2 484 546	110 262	–	386 720 ¹	1 987 564
.....	2020-2021	20	7 950 148	–	7 950 148	607 683	11 962	–	7 330 503
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée :									
.....	2006-2007	550	8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 866 883	–	5 807 388	408
.....	2008-2009	600	13 735 115	–	13 735 115	5 420 564	–	8 314 551 ¹	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
.....	2009-2010	400	7 265 375	1 045 720	8 311 095	2 131 432	–	6 163 808 ¹	15 855
.....	2010-2011	380	4 445 660	–	4 445 660	1 997 153	–	2 300 882 ¹	147 625
.....	2011-2012	255	13 871 865	–	13 871 865	8 403 982	–	5 187 868	280 015
.....	2012-2013	598	21 919 300	–	21 919 300	1 568 316	–	20 256 687 ¹	94 297
.....	2013-2014	280	18 502 691	–	18 502 691	908 685	3 635	17 468 744	121 627
.....	2014-2015	217	8 703 643	–	8 703 643	1 450 548	–	6 804 159 ¹	448 936
.....	2015-2016	34	1 251 325	31 895	1 283 220	376 012	–	867 054	40 154
.....	2016-2017	60	1 188 685	–	1 188 685	517 182	–	472 720	198 783
.....	2017-2018	36	1 452 077	(220 542)	1 231 535	317 161	–	753 410 ¹	160 964
.....	2018-2019	68	618 440	10 357 104	10 975 544	875 871	–	8 091 135 ¹	2 008 538
.....	2019-2020	30	13 893 312	–	13 893 312	429 156	17 601	11 516 211 ¹	1 930 344
.....	2020-2021	36	3 986 809	–	3 986 809	658 107	9 281	1 679 577 ¹	1 639 844
Santé									
Ministère de la Santé									
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....									
.....	2020-2021	1	3 543	–	3 543	–	–	–	3 543
Emploi frauduleux de carte d'achat et de voyage.....									
.....	2014-2015	2	15 707	–	15 707	8 553	–	–	7 154
Emploi non autorisé de billets de taxi.....									
.....	2017-2018	2	13 936	–	13 936	6 872	–	–	7 064
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Dommage à un véhicule de l'État :									
.....	2018-2019	87	272 056	27 690	299 746	23 038	–	276 708 ¹	–
.....	2019-2020	66	240 320	19 552	259 872	32 249	–	227 623 ¹	–
Emploi frauduleux du système de paye.....									
.....	2019-2020	1	8 000	–	8 000	–	8 000	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage.....									
.....	2014-2015	6	26 698	–	26 698	26 420	–	19	259
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée.....									
.....	2012-2013	12	44 290	644	44 934	40 687	–	207	4 040
Perte ou dommage : véhicule de l'État ou autre équipement de transport.....									
.....	2020-2021	54	145 564	6 983 ¹	152 547	5 816	18 407	122 837 ¹	5 487
Agence de la santé publique du Canada									
Autre (Contrat non exécuté par un vendeur)....									
.....	2020-2021	3	105 119 965	–	105 119 965	–	–	5 000 000	100 119 965
Paiement de salaire et des frais d'études falsifié pour une formation non suivie.....									
.....	2017-2018	1	28 617	(4 757)	23 860	4 536	451	–	18 873
Instituts de recherche en santé du Canada									
Demande de subvention falsifiée.....									
.....	2017-2018	1	263 914	–	263 914	105 566	53 000	–	105 348
Sécurité publique									
Agence des services frontaliers du Canada									
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....									
.....	2020-2021	4	24 639	(15 449) ¹	9 190	–	7 583	–	1 607
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes									
Autres infractions.....									
.....	2013-2014	1	27 266	–	27 266	18 569	–	–	8 697
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes									
Non déclaration/Contrebande.....									
.....	2020-2021	1	1 555	–	1 555	–	–	–	1 555
Gendarmerie royale du Canada									
Autre (Perte, vol ou détournement d'avance temporaire).....									
.....	2020-2021	1	786	–	786	–	–	786 ¹	–
Dommage à des biens immobiliers.....									
.....	2018-2019	31	1 407 534	684 065	2 091 599	–	–	1 174 684	916 915
Dommage à un véhicule de l'État :									
.....	2018-2019	736	2 332 017	100 191	2 432 208	209 008	1 597	1 910 709	310 894
.....	2019-2020	1 079	4 209 269	6 843 ¹	4 216 112	759 889	62 914	2 796 093 ¹	597 216

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Service correctionnel du Canada									
Dommege à la suite d'une perturbation									
de détenus	2019-2020	307	69 504	298	69 802	319	–	69 483 ¹	–
Dommege d'équipement informatique.....									
2019-2020	19	16 964	–	16 964	379	–	16 585 ¹	–	
Vandalisme à des biens et de l'équipement.....									
2019-2020	2 345	156 273	–	156 273	1 295	831	152 004	2 143	
Vandalisme à un édifice ou un autre bien									
immobilier	2020-2021	403	154 022	–	154 022	1 229 ¹	629	151 757 ¹	407
Vol ou vandalisme : autres équipement									
de télécommunications, informatiques									
ou électroniques	2020-2021	8	3 993	–	3 993	327	509	2 864 ¹	293
Vol ou vandalisme : machinerie, équipement, meubles ou aménagement.....									
2020-2021	282	184 104	–	184 104	424	762	182 470 ¹	448	
Services aux Autochtones									
Ministère des Services aux Autochtones									
Demande de contributions falsifiées									
2017-2018	1	1 458 744	–	1 458 744	–	–	–	1 458 744	
Demande de contributions fausses									
ou falsifiées	2009-2010	2	3 699 000	(97 107)	3 601 893	947 307	–	–	2 654 586
Demande de prestations frauduleuses.....									
2007-2008	1	95 000	(438)	94 562	29 750	–	32 072	32 740	
Demande de subventions et de contributions									
falsifiée	2016-2017	1	1 200 000	–	1 200 000	–	–	543 843	656 157
Détournement de fonds gouvernementaux									
2016-2017	1	779 825	–	779 825	–	–	–	779 825	
Emploi non autorisé de carte d'achat									
2017-2018	3	9 553	–	9 553	6 842	–	–	2 711	
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte									
d'achat ou de voyage	2020-2021	3	23 635	–	23 635	–	–	22 833	802
Réclamations frauduleuses dans									
le Programme de soutien aux									
étudiants de niveau postsecondaire,									
région de Québec	2005-2006	1	60 000	–	60 000	14 514 ¹	4 248	9 000	32 238
Trop-payé – Fournisseur de services									
de santé non assuré.....	2009-2010	2	6 805 708	(6 388 074) ¹	417 634	5 680 ¹	240	404 494 ¹	7 220
Usage inapproprié de carte d'achat									
de l'État.....	2009-2010	1	19 222	–	19 222	10 355	–	–	8 867
Utilisation inappropriée des ressources									
du gouvernement.....	2015-2016	1	11 963	–	11 963	–	–	–	11 963
Utilisation inappropriée des ressources									
du gouvernement et salaire non									
gagné	2013-2014	1	141 423	–	141 423	22 365	–	119 058 ¹	–
Services publics et Approvisionnement									
Ministère des Travaux publics et des Services									
gouvernementaux									
Demande de remboursement de									
réinstallation non conforme	2019-2020	6	18 249	2 031 ¹	20 280	9 772 ¹	1 699	4 013 ¹	4 796
Dommege à un édifice ou un autre bien									
immobilier	2020-2021	11	521 088	63 500 ¹	584 588	–	219 602	364 986	–
Emploi non autorisé de carte de voyage :									
.....	2015-2016	4	8 697	–	8 697	7 265	1 432	–	–
.....	2017-2018	6	9 217	(657)	8 560	4 632	–	–	3 928
.....	2018-2019	15	20 523	(4 635)	15 888	15 816	–	–	72
.....	2019-2020	10	28 024	1 894 ¹	29 918	19 102	4 219	–	6 597

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2021-2022	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Emploi non autorisé de fonds du régime de pension de retraite de la fonction publique.....	2018-2019	5	434 911	449	435 360	–	–	–	435 360
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage.....	2020-2021	1	2 700	115 ¹	2 815	–	–	–	2 815
Fraude – Caisse de retraite de la fonction publique :									
.....	2006-2007	1	1 185 000	(912 069)	272 931	96 004	–	129 767	47 160
.....	2007-2008	1	87 464	(49 031)	38 433	11 959	–	26 474 ¹	–
.....	2011-2012	1	71 131	–	71 131	11 381	–	59 750 ¹	–
Fraude – Agent de la paie.....	2006-2007	1	250 000	–	250 000	115 116	7 959	–	126 925
Malfaisance par un employé.....	2007-2008	1	2 775 542	–	2 775 542	1 021 505	14 939	1 478 393 ¹	260 705
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées.....	2018-2019	1	33 628	–	33 628	–	–	–	33 628
Perte de fonds attribuable à un acte illégal.....	2004-2005	1	3 452 066	–	3 452 066	537 127 ¹	6 279	2 898 744	9 916
Receveur général – Paiement électronique mal dirigé.....	2010-2011		2 850 554	–	2 850 554	1 890 730	429	959 395	–
.....	2011-2012	6 783	2 869 554	–	2 869 554	2 144 630	528	724 396	–
.....	2013-2014	7 174	3 420 463	–	3 420 463	2 245 516	1 350	1 173 597	–
.....	2015-2016	11 723	8 332 870	–	8 332 870	7 067 876	1 395	1 263 599	–
.....	2016-2017	11 220	27 023 363	424 318	27 447 681	25 492 496	2 694	1 952 491	–
.....	2017-2018	10 860	8 345 320	(92 756)	8 252 564	6 991 857	7 738	1 252 969	–
.....	2018-2019	10 552	5 713 290	14 499	5 727 789	4 053 891	6 677	1 667 221	–
.....	2019-2020	9 619	6 573 662	(557 963)	6 015 699	2 865 352	769 197	2 186 069 ¹	195 081
.....	2020-2021	22 170	25 963 353	(10 939 618)	15 023 735	8 293 353	3 800 687	2 746 267 ¹	183 428
Trop payé à un fournisseur.....	2020-2021	2	13 197	–	13 197	515	12 682	–	–
Trop payé ou demande de prestation frauduleuse au Régime de retraite de la fonction publique.....	2020-2021	8	373 054	–	373 054	7 492	5 318	–	360 244
Trop-payé – Caisse de retraite de la fonction publique :									
.....	2007-2008	1	2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977	–	98 160	17 882
.....	2009-2010	1	211 459	–	211 459	124 044	2 761	52 245	32 409
.....	2010-2011	1	145 480	–	145 480	86 257	750	14 623	43 850
.....	2012-2013	1	174 014	–	174 014	127 510	6 495	–	40 009
.....	2013-2014	1	497 792	–	497 792	269 710	15 988	6 549	205 545
.....	2015-2016	9	169 594	–	169 594	15 575	1 817	121 882	30 320
.....	2016-2017	11	21 214	(3 375)	17 839	17 672	–	–	167
.....	2019-2020	1	19 378	–	19 378	–	–	–	19 378
Utilisation frauduleuse de carte d'achat :									
.....	2009-2010	1	4 087	–	4 087	2 099	–	–	1 988
.....	2018-2019	5	52 059	(1 900)	50 159	442	–	14 900 ¹	34 817
.....	2019-2020	1	1 180	–	1 180	–	–	–	1 180
Utilisation frauduleuse de coupons de taxi.....	2009-2010	2	21 156	–	21 156	2 646	240	17 070	1 200
Vandalisme à un édifice ou un autre bien immobilier.....	2020-2021	3	22 228	–	22 228	–	9 759	12 469	–
Transports									
Ministère des Transports									
Demande falsifiée par un employé de remboursement de frais de déplacement, réinstallation, heures supplémentaires ou autre.....	2020-2021	1	9 531	–	9 531	–	–	–	9 531
Perte ou dommage : téléphone portable.....	2020-2021	11	8 800	–	8 800	–	–	8 800	–
Total.....		689 863	1 585 611 607	(57 457 989)	1 528 153 618	687 503 718	30 736 139	338 362 170	471 551 591

¹ Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

Section 3

Comptes publics du Canada
2021-2022

Services professionnels et spéciaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux.....	170

Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Services professionnels et spéciaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	4 682 695	–	6 396 425	118 834	12 030 097	1 115 237
Bureau du directeur général des élections.....	6 037 093	–	–	79 828	27 261 325	946 468
Commissariat aux langues officielles	261 290	–	472 501	9 040	799 936	376 978
Commission des débats des chefs.....	326 000	–	–	–	174 303	27 137
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	386 663	–	–	2 208	413 906	495 659
	11 693 741	–	6 868 926	209 910	40 679 567	2 961 479
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	41 683 261	–	20 376 141	1 559 445	61 781 646	6 471 885
Agence de développement économique du Pacifique Canada	1 088 165	–	–	–	426 770	45 000
Commission mixte internationale (section canadienne).....	233 924	–	–	–	2 293	111 400
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	238 560 519	–	–	–	–	–
Investir au Canada.....	59 953	–	–	–	736 378	135 505
	281 625 822	–	20 376 141	1 559 445	62 947 087	6 763 790
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec						
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	40 562	–	14 076	–	844 750	255 777
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	14 702 069	–	5 172 408	447 446	42 709 500	4 060 018
Commission canadienne des grains	863 085	–	–	4 345	1 091 809	289 879
	15 565 154	–	5 172 408	451 791	43 801 309	4 349 897
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants.....	69 099 277	–	–	411 455 236	2 024 033	1 596 166
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)...	99 650	–	–	–	–	76 300
	69 198 927	–	–	411 455 236	2 024 033	1 672 466
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	186 250	–	–	41 537	718 299	435 396
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	1 306 854	–	–	193 160	28 598 853	3 886 745
Commissariat à l'intégrité du secteur public	389 117	–	–	2 710	402 110	17 448
Commissariat au lobbying	311 741	–	–	7 836	630 167	43 789
École de la fonction publique du Canada.....	276 099	–	–	46 264	5 334 147	1 267 036
	2 283 811	–	–	249 970	34 965 277	5 215 018

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2022/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé;
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 \$.

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
2 420 943	1 701 476	3 375 677	10 227 947	169 770	77 436	1 170 943	1 183 688	44 671 168
474 678	5 192 493	2 367 972	825 925	249 505	590 915	662 399	1 783 444	46 472 045
51 485	193 366	40 655	41 251	45 970	94 308	108 062	233 716	2 728 558
186 717	–	–	–	–	–	–	49 445	763 602
–	–	–	7 500	2 597	–	14 276	22 481	1 345 290
3 133 823	7 087 335	5 784 304	11 102 623	467 842	762 659	1 955 680	3 272 774	95 980 663
22 550 827	39 589 330	69 117 869	3 183 719	7 265 666	20 833 009	21 336 499	19 132 016	334 881 313
511	162 967	–	–	5 555	–	48 604	559 132	2 336 704
–	–	26 011	1 538 786	24 391	–	37 606	302 576	2 276 987
–	–	–	–	–	–	–	–	238 560 519
33 332	252 067	270	232 118	1 566 677	–	188 200	1 220 238	4 424 738
22 584 670	40 004 364	69 144 150	4 954 623	8 862 289	20 833 009	21 610 909	21 213 962	582 480 261
651 258	141 007	245 051	–	70 547	–	190 125	2 308 963	4 762 116
7 006 555	4 296 755	3 875 222	10 602 478	534 104	7 086	3 270 800	19 426 613	116 111 054
326 964	218 886	3 716	57 295	69 924	1 015	411 082	217 563	3 555 563
7 333 519	4 515 641	3 878 938	10 659 773	604 028	8 101	3 681 882	19 644 176	119 666 617
3 953 045	92 150	1 051 012	–	492 278	463 910	1 384 849	15 811 395	507 423 351
–	9 901	–	–	4 413	–	34 730	67 691	292 685
3 953 045	102 051	1 051 012	–	496 691	463 910	1 419 579	15 879 086	507 716 036
–	156 941	–	–	12 038	220 822	80 442	162 826	2 014 551
6 741 913	13 681 327	1 435 892	2 397 733	599 792	32 919	4 610 769	72 286 648	135 772 605
–	38 683	2 726	–	15 861	–	42 089	4 518	915 262
37 165	72 016	6 372	–	6 912	–	44 555	42 058	1 202 611
81 048	112 583	24 281	–	141 835	40 998	1 876 670	296 653	9 497 614
6 860 126	13 904 609	1 469 271	2 397 733	764 400	73 917	6 574 083	72 629 877	147 388 092

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	1 578 890	–	–	–	7 602 472	2 294 154
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	331 969	–	6 884	8 904	647 731	250 675
Bureau du commissaire au renseignement	123 310	–	–	710	315 127	4 631
Commission de la fonction publique	393 914	–	–	19 571	2 144 483	256 368
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	331 212	–	–	–	2 148 363	189 418
	2 759 295	–	6 884	29 185	12 858 176	2 995 246
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	581 891 760	–	2 322 463 154	247 196 907	313 793 726	21 840 597
Comité externe d'examen des griefs militaires	114 037	–	–	3 174	143 130	14 077
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	152 839	–	–	840	15 086	97 979
	582 158 636	–	2 322 463 154	247 200 921	313 951 942	21 952 653
Emploi, Développement de la main d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	427 869 000	–	–	7 243 852	274 167 921	7 845 335
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	453 364	–	–	–	–	227 433
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	515 336	–	–	2 231	64 550	194 857
	428 837 700	–	–	7 246 083	274 232 471	8 267 625
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	26 369 425	–	73 727 349	198 076	23 779 293	6 969 316
Agence canadienne d'évaluation d'impact	807 490	–	25 927	3 080	1 682 150	560 979
Agence Parcs Canada	6 023 822	–	55 407 189	1 350 517	4 961 246	4 906 725
	33 200 737	–	129 160 465	1 551 673	30 422 689	12 437 020
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	1 157 822	–	87 320	55 749	762 314	564 834
Finances						
Ministère des Finances	1 791 520	–	–	57 020	1 091 754	893 840
Agence de la consommation en matière financière du Canada	273 320	–	–	555	4 198 077	278 373
Bureau du surintendant des institutions financières	76 652	–	–	32 970	9 897 847	629 665
Bureau du vérificateur général	4 403 976	–	–	55 937	2 491 126	610 151
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	79 377	–	–	2 545	2 503 135	412 053
	6 624 845	–	–	149 027	20 181 939	2 824 082
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	319 740 629	–	4 504	284 215 664	110 174 624	4 426 889
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	5 340 580	–	–	116 780	7 628 582	13 285 100
	325 081 209	–	4 504	284 332 444	117 803 206	17 711 989

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
3 488 824	660 637	2 544 620	270 717	225 511	110 738	1 082 557	2 470 986	22 330 106
294 007	312 014	85 901	5 644	36 187	528 282	533 743	89 982	3 131 923
–	–	11 681	–	7 327	–	1 495	108 604	572 885
1 195 205	899 300	227 914	–	32 055	–	495 408	1 601 519	7 265 737
4 805	209 957	10 466	–	45 035	94 401	136 335	327 326	3 497 318
4 982 841	2 081 908	2 880 582	276 361	346 115	733 421	2 249 538	4 598 417	36 797 969
26 068 975	71 833 584	106 719 900	12 456 334	4 894 836	48 816 101	140 800 858	698 778 866	4 597 555 598
–	6 590	6 728	–	13 528	–	17 455	5 583	324 302
–	19 349	696	–	23 409	11 928	36 326	206 951	565 403
26 068 975	71 859 523	106 727 324	12 456 334	4 931 773	48 828 029	140 854 639	698 991 400	4 598 445 303
16 962 674	164 910 061	32 525 785	1 888 590	1 120 831	2 024 589	17 651 645	3 640 463	957 850 746
–	–	8 469	–	21 809	–	59 391	329 645	1 100 111
153 489	114 653	–	446 329	3 209	–	98 113	238 233	1 831 000
17 116 163	165 024 714	32 534 254	2 334 919	1 145 849	2 024 589	17 809 149	4 208 341	960 781 857
9 718 895	9 091 637	2 971 640	31 035 357	829 355	914 463	7 809 935	11 035 562	204 450 303
2 175 872	667 993	–	186 171	107 097	159 990	426 544	106 102	6 909 395
3 663 051	1 936 739	3 337 997	8 825 321	664 893	97 112	3 310 882	37 727 633	132 213 127
15 557 818	11 696 369	6 309 637	40 046 849	1 601 345	1 171 565	11 547 361	48 869 297	343 572 825
69 648	667 012	49 055	3 181 788	19 497	283 972	456 966	1 265 874	8 621 851
3 491 086	59 582	470 819	44 164	819 194	16 424	768 141	822 552	10 326 096
615 492	–	1 519	–	91 348	–	357 507	1 912 629	7 728 820
918 544	–	343 235	–	803 048	24 566	1 514 717	3 913 475	18 154 719
–	437 769	117 778	–	941 002	–	1 384 833	1 229 886	11 672 458
1 310 167	1 147 684	289 729	–	161 771	–	802 310	2 941 094	9 649 865
6 335 289	1 645 035	1 223 080	44 164	2 816 363	40 990	4 827 508	10 819 636	57 531 958
18 089 415	22 254 501	13 010 761	551 147	1 259 721	1 992 283	4 608 199	20 364 515	800 692 852
109 338	392 847	1 986 568	–	637 495	416 903	1 126 104	1 027 062	32 067 359
18 198 753	22 647 348	14 997 329	551 147	1 897 216	2 409 186	5 734 303	21 391 577	832 760 211

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie.....	32 616 217	–	1 684 507	402 509	75 047 182	4 445 038
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	844 136	–	–	–	282 997	158 226
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	197 286	–	45 840	1 192	464 561	295 267
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	805 072	–	–	9 863	2 496 051	118 081
Agence spatiale canadienne.....	5 319 603	–	99 656 889	83 316	4 123 794	720 214
Commission du droit d'auteur.....	38 250	–	–	4 850	153 950	18 896
Conseil de recherches en sciences humaines.....	89 047	–	–	14 605	2 088 716	220 162
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	166 280	–	–	2 969	2 720 171	165 423
Conseil national de recherches du Canada.....	18 372 010	–	13 871 502	2 024 376	13 953 154	1 089 190
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	735 037	–	–	–	345 987	46 598
Statistique Canada.....	4 317 265	–	–	1 216 839	16 212 848	1 697 655
	63 500 203	–	115 258 738	3 760 519	117 889 411	8 974 750
Justice						
Ministère de la Justice.....	1 916 796	–	–	392 974	7 173 666	2 856 870
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	315 505	–	–	–	531 374	127 444
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	893 883	–	–	97 645	1 439 346	588 708
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	607 790	–	–	61 861	1 698 815	327 878
Commission canadienne des droits de la personne.....	59 723	–	–	36 296	1 352 424	208 956
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	268 257	–	–	–	82 828	150 944
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	1 696 807	–	19 389	8 345	2 103 368	2 979 887
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	348 977	–	–	61 974	5 256 358	1 859 850
	6 107 738	–	19 389	659 095	19 638 179	9 100 537
Parlement						
Chambre des communes.....	1 445 080	–	120 656	236 141	11 410 191	218 495
Bibliothèque du Parlement.....	28 326	–	–	1 484	101 062	6 783
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	22 230	–	–	2 070	557 644	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	42 082	–	–	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget.....	1 750	–	–	–	169 700	3 005
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	326 397	–	–	–	564 058	92 885
Sénat.....	470 806	–	19 543	85 655	205 896	10 161
Service de protection parlementaire.....	1 740 842	–	–	109 400	1 449 799	–
	4 077 513	–	140 199	434 750	14 458 350	331 329

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
10 818 280	14 368 952	2 823 108	41 535 162	674 620	889 410	6 443 659	10 413 737	202 162 381
214 078	–	–	25 000	97 815	–	169 323	1 128 286	2 919 861
593 458	719 336	43 553	–	129 525	–	676 079	455 016	3 621 113
18 533	1 073 007	43 270	1 500	62 977	2 165	276 344	1 392	4 908 255
1 170 480	1 884 298	1 793 278	41 944 730	170 356	161 991	913 190	4 177 351	162 119 490
7 112	16 831	253	–	312	1 350	52 693	222 330	516 827
43 098	357 609	46 280	–	48 549	83 716	166 108	837 084	3 994 974
47 383	737 911	78 801	–	115 598	365 838	232 721	795 155	5 428 250
3 874 853	3 655 984	4 317 697	14 158 042	949 574	534 216	2 483 484	–	79 284 082
110 045	760 971	17 180	–	174 909	–	707 446	3 124 546	6 022 719
477 255	1 810 684	1 300 046	–	283 770	–	3 353 865	131 086 250	161 756 477
17 374 575	25 385 583	10 463 466	97 664 434	2 708 005	2 038 686	15 474 912	152 241 147	632 734 429
2 299 845	1 193 005	2 888 118	670 198	5 068 845	31 031	3 366 627	6 483 089	34 341 064
2 219 508	413 573	771	–	8 893 609	12 126	1 020 610	646 921	14 181 441
38 134 835	26 830	939 990	–	1 282 099	–	592 053	1 645 385	45 640 774
251 545	324 829	110 549	14 349	68 070	1 497 427	624 727	260 446	5 848 286
221 598	155 302	–	542 224	68 187	113 382	260 162	1 490 159	4 508 413
–	487	957 666	–	164 139	48 061	77 484	311 914	2 061 780
135 085	453 064	3 373 611	–	94 710	–	281 209	1 315 718	12 461 193
48 556	306 809	179 973	–	390 782	8 260	595 344	1 054 119	10 111 002
43 310 972	2 873 899	8 450 678	1 226 771	16 030 441	1 710 287	6 818 216	13 207 751	129 153 953
300 714	1 124 741	153 320	754 738	1 224 603	491 054	1 719 279	732 308	19 931 320
39 991	225 444	44 921	–	229 065	12 090	254 594	–	943 760
–	5 485	55 090	–	14 360	22 307	49 879	8 905	737 970
1 170	30 740	–	–	4 938	–	1 992	–	80 922
25 642	122 345	–	–	18 666	–	64 991	–	406 099
23 100	–	–	129 037	3 875	–	2 383	22 717	1 164 452
208 311	384 213	9 305	602 779	154 335	–	333 034	16 873	2 500 911
122 040	417 770	3 768 310	–	320 949	–	384 591	167 996	8 481 697
720 968	2 310 738	4 030 946	1 486 554	1 970 791	525 451	2 810 743	948 799	34 247 131

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	3 536 561	–	15 650	10 904	9 503 322	1 858 382
Bibliothèque et Archives du Canada.....	7 080 966	–	–	1 300	2 076 512	275 226
Commission des champs de bataille nationaux	40 111	–	728 555	–	40 245	21 270
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	226 045	–	–	–	1 910 219	564 007
Office national du film	1 173 155	–	341 785	–	77 702	229 339
	12 056 838	–	1 085 990	12 204	13 608 000	2 948 224
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	260 885 264	–	348 643 148	785 827	32 921 516	7 612 846
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	11 522 195	–	121 352 684	480 376	20 603 452	1 489 758
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	649 230	–	–	4 840	340 443	145 892
	12 171 425	–	121 352 684	485 216	20 943 895	1 635 650
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	41 793 218	–	2 771 734	476 167	30 845 358	2 766 027
Administration du pipe-line du Nord.....	141 728	–	–	–	9 390	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	717 160	–	218 453	69 669	8 939 786	1 329 214
Régie canadienne de l'énergie.....	703 735	–	94 161	–	5 493 806	123 810
	43 355 841	–	3 084 348	545 836	45 288 340	4 219 051
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	166 018 826	–	7 286	2 385 815	222 016 235	3 412 356
Santé						
Ministère de la Santé	17 242 574	–	924 929	67 373 643	57 339 011	6 588 769
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	7 051 500	–	4 189 419	1 594 869	18 763 217	2 054 536
Agence de la santé publique du Canada.....	120 128 699	–	480 508	629 213 615	79 305 059	3 645 011
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	8 469	–	–	1 200	261 489	72 872
Instituts de recherche en santé du Canada.....	83 515	–	–	3 570	409 566	332 780
	144 514 757	–	5 594 856	698 186 897	156 078 342	12 693 968
Sécurité publique						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	784 610	–	–	12 685	6 950 546	1 457 416
Agence des services frontaliers du Canada.....	60 032 418	–	923 555	28 913 592	234 992 912	7 069 927
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	25 925	–	–	–	69 052	16 769
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	39 185	–	–	–	51 830	146 484
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	8 574	–	–	–	90 618	136 881
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	180 095	–	302 594	5 763	4 297 724	345 294
Gendarmerie royale du Canada.....	136 842 601	–	58 338 432	132 974 333	83 380 614	–
Service correctionnel du Canada	31 214 627	–	1 101 112	188 949 345	22 964 425	3 514 188
	229 128 035	–	60 665 693	350 855 718	352 797 721	12 686 959

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
2 403 433	291 826	580 632	1 837 245	281 314	118 080	1 773 035	13 680 084	35 890 468
139 527	10 937	1 489 697	–	180 332	17 091	72 556	11 212 782	22 556 926
78 777	170 478	429 284	–	25 889	5 307	14 671	286 226	1 840 813
74 739	1 618 772	132 208	78 523	322 798	20 746	498 589	31 704	5 478 350
76 180	155 085	164	198 555	128 950	–	89 476	12 602 654	15 073 045
2 772 656	2 247 098	2 631 985	2 114 323	939 283	161 224	2 448 327	37 813 450	80 839 602
15 058 189	13 151 138	7 140 704	35 527 780	1 438 599	1 206 587	13 086 549	11 435 441	748 893 588
46 379 849	15 277 674	70 502	8 888 651	224 827	47 650	1 456 813	75 102 613	302 897 044
19 235	72 477	77 781	504 544	41 161	–	37 899	342 665	2 236 167
46 399 084	15 350 151	148 283	9 393 195	265 988	47 650	1 494 712	75 445 278	305 133 211
4 689 383	6 463 326	4 354 686	22 298 543	685 213	1 304 824	4 896 070	1 088 740	124 433 289
–	–	–	–	–	–	–	33 892	185 010
100 670	1 307 851	319 517	793 431	271 778	–	1 304 464	1 317 755	16 689 748
140 596	4 665 988	33 201	–	229 408	372 149	559 571	4 483 509	16 899 934
4 930 649	12 437 165	4 707 404	23 091 974	1 186 399	1 676 973	6 760 105	6 923 896	158 207 981
83 061 458	6 837 956	7 360 871	1 424 127	6 505 431	595	18 426 306	5 667 903	523 125 165
19 853 186	9 291 083	5 467 870	15 097 570	904 962	2 692 242	7 030 268	59 962 165	269 768 272
9 091 622	499 331	1 006 668	14 426 125	2 093 229	341 021	3 517 258	10 896 400	75 525 195
9 079 870	5 726 166	50 242 225	21 030 127	490 058	470 654	2 168 405	213 060 335	1 135 040 732
631 050	16 137	–	298 843	16 164	–	126 883	34 323	1 467 430
26 802	266 812	260 341	18 928	117 456	36 655	399 418	1 491 591	3 447 434
38 682 530	15 799 529	56 977 104	50 871 593	3 621 869	3 540 572	13 242 232	285 444 814	1 485 249 063
5 287 175	3 686 524	2 054 840	1 286 677	213 109	55 166	1 048 183	2 603 503	25 440 434
19 572 734	15 196 975	34 881 278	520 618	511 023	24 010	7 286 694	18 073 351	427 999 087
–	26 546	–	–	16 971	–	63 041	18 773	237 077
4 504	8 408	–	–	26 485	71 035	56 234	18	404 183
1 000	78 315	2 170	12 900	670	–	70 460	89 718	491 306
1 444 649	57 216	23 146	–	14 855	41 553	211 129	516 047	7 440 065
33 847 891	5 586 986	147 653 680	1 000 123	1 054 899	3 724 194	17 233 136	1 539 653	623 176 542
24 766 557	32 476 854	14 187 896	1 435 081	882 865	384 221	42 700 128	92 648 272	457 225 571
84 924 510	57 117 824	198 803 010	4 255 399	2 720 877	4 300 179	68 669 005	115 489 335	1 542 414 265

Services professionnels et spéciaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones.....	43 674 532	–	7 343 188	567 039 590	41 854 936	2 685 238
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	804 778	–	–	–	–	85 955
	44 479 310	–	7 343 188	567 039 590	41 854 936	2 771 193
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	483 731 619	392 753 970	422 433 366	359 956	223 857 038	50 087 040
Services partagés Canada	8 678 752	–	11 590 702	493 381	235 369 165	3 538 708
	492 410 371	392 753 970	434 024 068	853 337	459 226 203	53 625 748
Transports						
Ministère des Transports	16 736 207	–	45 132 972	999 835	38 065 844	3 485 067
Office des transports du Canada	122 101	–	–	320	508 019	360 442
	16 858 308	–	45 132 972	1 000 155	38 573 863	3 845 509
Total.....	3 255 978 940	392 753 970	3 626 506 437	2 581 537 930	2 491 488 050	212 265 392

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
29 127 878	8 232 695	2 067 893	2 708 626	1 016 774	46 582	5 541 029	24 781 047	736 120 008
–	51 113	395	–	1 124	–	34 845	53 017	1 031 227
29 127 878	8 283 808	2 068 288	2 708 626	1 017 898	46 582	5 575 874	24 834 064	737 151 235
25 022 205	136 934 244	33 824 903	2 999 537	1 415 327	2 075 585	9 869 553	421 589 616	2 206 953 959
1 330 400	151 000 530	5 123 403	54 250	703 646	69 058	15 682 827	66 611	433 701 433
26 352 605	287 934 774	38 948 306	3 053 787	2 118 973	2 144 643	25 552 380	421 656 227	2 640 655 392
20 563 160	19 677 969	3 662 489	25 236 205	1 879 119	785 896	8 427 082	5 589 437	190 241 282
7 929	316 279	48 862	100 000	54 578	122 518	294 699	2 575 394	4 511 141
20 571 089	19 994 248	3 711 351	25 336 205	1 933 697	908 414	8 721 781	8 164 831	194 752 423
546 133 091	811 257 768	591 736 383	346 161 082	66 494 244	96 162 013	408 073 306	2 084 529 142	17 511 077 748

This page has been intentionally left blank.

Section 4

Comptes publics du Canada
2021-2022

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	182

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2022/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 \$ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 \$) et le nombre total d'entrepreneurs.

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada	25 948	6 684 353	–	–	6 710 301
Bureau du directeur général des élections	–	–	47 231	–	47 231
	25 948	6 684 353	47 231	–	6 757 532
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	12 500 000	22 383	12 458 807	20 940 708	45 921 898
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	999 170	19 255 544	–	20 254 714
Conseil Privé					
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	5 262	–	5 262
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale	–	212 476 307	306 525 090	53 247 754	572 249 151
Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	12 429 275	–	12 429 275
	–	212 476 307	318 954 365	53 247 754	584 678 426
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	218 435	–	218 435
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement	–	738 316	935 862	–	1 674 178
Agence Parcs Canada	1 059 391	173 330 042	39 846 425	1 785 065	216 020 923
	1 059 391	174 068 358	40 782 287	1 785 065	217 695 101
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministères des Femmes et de l'Égalité des genres	–	–	158 033	–	158 033
Finance					
Ministère des Finances	–	–	48 808	–	48 808
Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	310 675	–	310 675
	–	–	359 483	–	359 483

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Innovation, Sciences et Industries					
Conseil national de recherches du Canada	–	10 087	52 615 819	–	52 625 906
Statistique Canada	–	–	579 163	–	579 163
	–	10 087	53 194 982	–	53 205 069
Justice					
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	282 034	–	282 034
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	11 587	–	11 587
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	1 320 137	–	1 320 137
	–	–	1 613 758	–	1 613 758
Patrimoine canadien					
Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	10 351 318	–	10 351 318
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans	–	82 205 732	8 712 234	–	90 917 966
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	–	–	724 350	–	724 350
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles	–	27 033	4 558 154	–	4 585 187
Régie canadienne de l'énergie	–	–	530 415	–	530 415
	–	27 033	5 088 569	–	5 115 602
Santé					
Ministère de la Santé	–	43 752	436 355	–	480 107
Agence de la santé publique du Canada	–	–	162 127	–	162 127
	–	43 752	598 482	–	642 234
Sécurité publique					
Agence des services frontaliers du Canada	–	1 339 481	48 545 282	–	49 884 763
Gendarmerie royale du Canada	1 974 661	3 345 966	69 285 148	2 925 998	77 531 773
Service correctionnel du Canada	–	440 865	68 465 900	–	68 906 765
	1 974 661	5 126 312	186 296 330	2 925 998	196 323 301
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones	20	–	21 864	–	21 884
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	15 152 121	306 893 281	369 035 376	4 237 482	695 318 260
Services partagés Canada	–	–	3 630 244	–	3 630 244
	15 152 121	306 893 281	372 665 620	4 237 482	698 948 504
Transports					
Ministère des Transports	–	80 484 533	4 771 420	–	85 255 953
Total	30 712 141	869 041 301	1 036 278 374	83 137 007	2 019 168 823

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 5

Comptes publics du Canada
2021-2022

Acquisition de machinerie et matériel

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de machinerie et matériel	186

Acquisition de machinerie et matériel

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de machinerie et matériel, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

Acquisition de machinerie et matériel

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada	34	–	437 473
Bureau du directeur général des élections	17 592	–	183 334
Commissariat aux langues officielles.....	–	–	73 207
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	6 131
	17 626	–	700 145
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 050 761	–	3 995 870
Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	–	203 834
Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	21 242
Investir au Canada	–	–	–
	3 050 761	–	4 220 946
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec			
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	2 561	–	339 034
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 191 559	–	372 659
Commission canadienne des grains	–	–	141 188
	3 191 559	–	513 847
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants.....	35 372	–	119 163
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	848	–	11 173
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	–	–	323 126
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	–	–
Commissariat au lobbying	–	–	49 272
École de la fonction publique du Canada.....	–	–	72 749
	–	–	445 147
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	13 411	–	1 769 369
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	2 422	–	114 344
Bureau du commissaire au renseignement	–	–	–
Commission de la fonction publique.....	–	–	95 216
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	–	7 847
	15 833	–	1 986 776

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie ³	Total
2 980 807	4 922	140 136	–	6 366	1 257	3 570 995
1 059 326	–	458 481	–	196 198	216 188	2 131 119
227 957	6 442	216 164	–	56	131	523 957
49 704	–	–	–	2 902	–	58 737
4 317 794	11 364	814 781	–	205 522	217 576	6 284 808
9 650 935	10 754 634	13 121 189	–	663 715	6 331 496	47 568 600
419 499	–	12 269	–	–	–	635 602
170 100	–	1 216	–	1 049	–	193 607
316 951	–	107 173	–	9 568	–	433 692
10 557 485	10 754 634	13 241 847	–	674 332	6 331 496	48 831 501
1 009 258	–	65 106	–	2 805	–	1 418 764
6 784 226	20 270 368	684 358	182 117	163 210	6 118 849	37 767 346
194 292	3 172 663	213 134	–	2 155	138 556	3 861 988
6 978 518	23 443 031	897 492	182 117	165 365	6 257 405	41 629 334
1 097 163	–	831 802	–	72 285	12 352	2 168 137
572 518	4 399	29 170	–	204	1 884	620 196
3 573 671	–	69 465	–	1 989	539 024	4 507 275
37 174	–	–	–	1 602	–	38 776
174 564	–	645	–	50	–	224 531
865 923	–	19 240	–	42 694	9 488	1 010 094
4 651 332	–	89 350	–	46 335	548 512	5 780 676
4 175 984	3 401 922	895 054	–	15 727	49 891	10 321 358
265 603	88 446	28 147	–	61 120	24 622	584 704
–	–	1 055	–	–	–	1 055
990 147	20 363	102 820	–	2 732	896	1 212 174
378 123	–	24 846	–	36 577	5 216	452 609
5 809 857	3 510 731	1 051 922	–	116 156	80 625	12 571 900

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale	1 900 219 315	478 237 643	128 206 558
Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	18 213
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	–	–	7 099
	1 900 219 315	478 237 643	128 231 870
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	76 237	–	3 763 007
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	–	–	–
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	2 520
	76 237	–	3 765 527
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement	4 432 728	16 227	1 826 751
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	–	–	2 815
Agence Parcs Canada	10 037 652	89 516	844 797
	14 470 380	105 743	2 674 363
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	3 025	–	295 690
Finances			
Ministère des Finances	47 647	–	26 057
Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	8 107
Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	17 582
Bureau du vérificateur général.....	–	–	205 059
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	43 913
	47 647	–	300 718
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	42 284	–	192 629
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	373 952
	42 284	–	566 581
Innovation, Sciences et Industrie			
Ministère de l'Industrie	491 011	–	1 147 041
Agence canadienne de développement économique du Nord	202	–	5 390
Agence de promotion économique du Canada atlantique	101 076	–	230 788
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	111 158
Agence spatiale canadienne	180 704	–	731 738
Commission du droit d'auteur	–	–	11 518
Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	5 108
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	8 697
Conseil national de recherches du Canada	1 039 760	–	912 075
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	12 238
Statistique Canada	–	–	1 462 658
	1 812 753	–	4 638 409

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie ³	Total
311 372 277	128 211 078	30 845 054	10 981 758	5 027 982	314 709 135	3 307 810 800
97 822	–	26 192	–	91	–	142 318
111 200	–	7 822	–	5 795	6 526	138 442
311 581 299	128 211 078	30 879 068	10 981 758	5 033 868	314 715 661	3 308 091 560
49 245 485	288 315	13 795 462	–	579 448	335 803	68 083 757
196 635	–	–	–	20 355	–	216 990
–	–	2 329	–	62 816	–	67 665
49 442 120	288 315	13 797 791	–	662 619	335 803	68 368 412
6 797 410	17 066 239	1 808 804	–	183 276	2 774 621	34 906 056
354 865	625	4 374	–	2 394	–	365 073
5 104 756	4 781 898	1 215 463	388 484	288 207	7 145 832	29 896 605
12 257 031	21 848 762	3 028 641	388 484	473 877	9 920 453	65 167 734
608 340	–	88 459	–	13 764	–	1 009 278
1 099 633	–	198 368	–	4 226	1 346	1 377 277
921 798	–	3 662	–	–	–	933 567
3 115 701	–	352 324	–	–	10 643	3 496 250
886 100	–	176 420	–	–	–	1 267 579
1 417 034	44	101 125	–	11 445	4 932	1 578 493
7 440 266	44	831 899	–	15 671	16 921	8 653 166
7 465 574	606 160	1 240 977	–	59 149	43 748	9 650 521
2 017 100	4 214	231 753	–	7 284	10 377	2 644 680
9 482 674	610 374	1 472 730	–	66 433	54 125	12 295 201
10 508 532	10 130 312	2 568 405	–	31 365	1 316 895	26 193 561
276 902	–	1 338	–	300	1 374	285 506
495 558	–	483 521	–	2 970	24 360	1 338 273
380 072	421	55 012	–	16 153	850	563 666
1 674 464	6 431 605	297 358	77 223	306 726	402 739	10 102 557
53 823	159	15 925	–	–	–	81 425
864 827	–	8 821	–	1 144 852	12 977	2 036 585
1 362 744	–	16 832	–	1 717 279	22 096	3 127 648
13 489 940	58 708 972	1 280 480	7 126 992	209 357	3 128 211	85 895 787
176 547	–	181 478	–	–	–	370 263
7 608 467	276 663	457 541	–	231 419	27 561	10 064 309
36 891 876	75 548 132	5 366 711	7 204 215	3 660 421	4 937 063	140 059 580

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Justice			
Ministère de la Justice	4 121	–	969 188
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	44 521
Bureau du directeur des poursuites pénales	38 589	–	261 897
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada ...	–	–	166 095
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	14 558
Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	84 233
Service administratif des tribunaux judiciaires	839	–	1 461 398
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	117 413
	43 549	–	3 119 303
Parlement			
Chambre des communes	35 261	–	2 455 189
Bibliothèque du Parlement	–	–	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	1 018
Service de protection parlementaire	394 582	90 397	71 468
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	–
Sénat	–	–	189 161
	429 843	90 397	2 716 836
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	30 147	–	900 950
Bibliothèque et Archives du Canada	5 385	–	41 881
Commission des champs de bataille nationaux	187 057	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	519	–	256 339
Office national du film	–	–	219 770
	223 108	–	1 418 940
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans	248 866 636	139 098	11 603 101
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord			
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	119 853	–	10 547
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	507 423	2 061	36 781
	627 276	2 061	47 328
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles	697 105	–	92 573
Commission canadienne de sûreté nucléaire	258	–	70 293
Régie canadienne de l'énergie	–	–	205 352
	697 363	–	368 218
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	115 813	–	59 204

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie ³	Total
1 928 509	16 265	627 773	–	85 807	43 401	3 675 064
123 086	–	35 360	–	4 032	–	206 999
958 538	1 358	165 027	–	24 855	32 892	1 483 156
417 346	–	161 788	–	10 669	–	755 898
416 998	–	95 087	–	941	–	527 584
261 994	23 841	68 535	–	43	78 160	516 806
2 800 171	60 891	614 775	–	28 138	165 724	5 131 936
214 446	1 912	89 839	–	16 254	1 395	441 259
7 121 088	104 267	1 858 184	–	170 739	321 572	12 738 702
12 229 983	–	1 383 041	–	142 427	3 206 510	19 452 411
709 347	–	67 936	–	–	–	777 283
318 104	–	1 418	–	1 207	–	320 729
536	–	233	–	–	–	769
46 606	–	–	–	–	–	47 624
619 934	911 387	76 895	–	3 341	422 553	2 590 557
2 233	–	12 753	–	–	–	14 986
1 281 805	3 491	82 356	–	32 260	68 152	1 657 225
15 208 548	914 878	1 624 632	–	179 235	3 697 215	24 861 584
1 500 338	569 485	174 669	–	8 494	107 954	3 292 037
606 380	77 385	31 625	–	9 657	56 342	828 655
109 074	24 544	–	481 683	448 662	36 893	1 287 913
222 107	49 854	20 650	–	764	–	550 233
1 641 773	–	27 080	–	–	730 364	2 618 987
4 079 672	721 268	254 024	481 683	467 577	931 553	8 577 825
20 575 537	31 515 532	4 842 835	5 909 303	650 053	47 437 804	371 539 899
186 677	–	82 003	–	4 904	162 574	566 558
133 277	27 025	5 848	26 713	5 010	134 393	878 531
319 954	27 025	87 851	26 713	9 914	296 967	1 445 089
6 710 524	15 472 826	784 774	–	161 922	3 384 705	27 304 429
854 557	641 853	231 159	–	–	34 010	1 832 130
1 354 812	–	71 514	–	–	340	1 632 018
8 919 893	16 114 679	1 087 447	–	161 922	3 419 055	30 768 577
73 520 311	–	6 612 509	–	381 273	697 079	81 386 189

Acquisition de machinerie et matériel – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Santé			
Ministère de la Santé	259 031	–	963 485
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	952 449	–	241 464
Agence de la santé publique du Canada.....	439 350	–	357 174
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	89 935
Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	–	15 725
	1 650 830	–	1 667 783
Sécurité publique			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	584 031
Agence des services frontaliers du Canada	6 241 496	763 574	13 378 274
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	–	44 336
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	4 240
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	18 548
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	205 171	–	81 613
Gendarmerie royale du Canada.....	104 874 820	5 571 153	36 313 496
Service correctionnel du Canada.....	10 296 786	779 384	173 188
	121 618 273	7 114 111	50 597 726
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones.....	661 301	–	276 248
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	56 244	–	6 393
	717 545	–	282 641
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 052 793	–	2 262 168
Services partagés Canada.....	298 305	–	45 972 714
	1 351 098	–	48 234 882
Transports			
Ministère des Transports.....	34 178 085	12 702	507 620
Office des transports du Canada	–	–	107 475
	34 178 085	12 702	615 095
Total.....	2 333 505 620	485 701 755	269 540 446

¹ Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 475 490 647 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 1 267 719 304 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 554 803 802 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 35 491 867 \$.

² Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation.

³ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/ matériel connexe et logiciels)	Autre matériel et machinerie ³	Total
16 917 911	12 120 945	3 607 826	1 828	123 490	2 309 248	36 303 764
6 401 034	11 160 551	532 488	–	223 080	1 127 393	20 638 459
10 230 103	11 535 772	2 484 526	142 070	25 857	2 186 337	27 401 189
95 888	–	–	–	127	–	185 950
541 122	–	25 119	–	–	–	581 966
34 186 058	34 817 268	6 649 959	143 898	372 554	5 622 978	85 111 328
1 925 032	–	918 285	–	17 936	28 189	3 473 473
32 260 917	2 960 925	3 205 831	–	45 444	1 135 961	59 992 422
69 803	–	2 410	–	–	–	116 549
8 877	–	21 854	–	1 621	–	36 592
145 149	–	–	–	–	–	163 697
554 322	–	63 751	–	3 025	–	907 882
75 276 242	12 155 642	5 950 057	199 681	6 183 364	11 103 446	257 627 901
15 584 721	5 647 868	5 392 123	30 100	–	15 344 613	53 248 783
125 825 063	20 764 435	15 554 311	229 781	6 251 390	27 612 209	375 567 299
5 404 891	42 681 474	1 406 394	–	1 380 212	1 097 743	52 908 263
32 048	–	5 758	–	–	–	100 443
5 436 939	42 681 474	1 412 152	–	1 380 212	1 097 743	53 008 706
56 564 148	1 393 744	23 963 206	3 537 271	35 992	28 443 959	117 253 281
294 450 290	–	912 087	265 822	19 151	1 557 160	343 475 529
351 014 438	1 393 744	24 875 293	3 803 093	55 143	30 001 119	460 728 810
9 632 009	219 785	1 686 008	162 529	27 100	11 763 213	58 189 051
804 718	–	52 856	–	211	775	966 035
10 436 727	219 785	1 738 864	162 529	27 311	11 763 988	59 155 086
1 119 341 759	413 505 219	139 084 830	29 513 574	21 316 980	476 329 158	5 287 839 341

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

Comptes publics du Canada
2021-2022

Paiements de transfert

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de transfert	196

Paiements de transfert

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice, par ministère et organisme, sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Paiements de transfert

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	–	–	5 622 504 397
Bureau du directeur général des élections.....	–	–	–
	–	–	5 622 504 397
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	795 791	560 525 620	–
Agence de développement économique du Pacifique Canada.....	–	69 189 084	–
	795 791	629 714 704	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec			
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	171 374 245	–
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	1 049 049 691	1 383 285 596
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants.....	4 159 066 020	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	924 909	–	–
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	262 373	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	29 649	–	–
	292 022	–	–
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé.....	1 396 927	–	–
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale.....	912 888	8 859 608	31 132 623
Emploi, Développement de la main d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	85 074 144 454	171 017 924	5 751 054 630
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité.....	6 210 003	–	–
	85 080 354 457	171 017 924	5 751 054 630
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement.....	320 710	28 988 707	232 342 827
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	314 819	–	345 500
Agence Parcs Canada.....	–	1 346 730	756 729
	635 529	30 335 437	233 445 056
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	–	–	29 129 158

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2022/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c'est-à-dire les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 \$.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
–	292 800 789	2 812 304 576	–	8 727 609 762
–	65 405 165	–	–	65 405 165
–	358 205 954	2 812 304 576	–	8 793 014 927
5 174 499 659	98 485 486	14 557 692	–	5 848 864 248
–	68 575 855	18 972 239	–	156 737 178
5 174 499 659	167 061 341	33 529 931	–	6 005 601 426
–	206 048 919	13 713 351	–	391 136 515
4 842 309	274 342 317	–	–	2 711 519 913
11 580 480	24 139 345	–	–	4 194 785 845
–	–	–	–	924 909
455 382	136 040	–	–	853 795
–	–	–	–	29 649
455 382	136 040	–	–	883 444
–	–	–	–	1 396 927
255 566 292	17 317 273	267 488	–	314 056 172
6 562 667	2 255 372 517	142 132 719	(94 724 299)	93 305 560 612
–	2 289 995	–	–	8 499 998
6 562 667	2 257 662 512	142 132 719	(94 724 299)	93 314 060 610
26 060 402	284 084 989	5 484 047	–	577 281 682
300 401	16 054 575	–	–	17 015 295
842 564	71 115 750	4 167 668	–	78 229 441
27 203 367	371 255 314	9 651 715	–	672 526 418
–	148 293 935	–	–	177 423 093

Paiement de transfert – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Finances			
Ministère des Finances	–	–	82 238 188 788
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	73 161 542	–	775 612 141
Innovation, Sciences et Industrie			
Ministère de l'Industrie	–	1 203 778 022	10 747 933
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	941 023	21 107 220	13 241 299
Agence spatiale canadienne.....	–	22 991 304	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique	16 685	133 726 870	832 623
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	123 409 179	–
Conseil de recherches en sciences humaines	970 617 959	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 341 785 484	–	–
Conseil national de recherches du Canada.....	–	445 084 589	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	178 352 652	–
	2 313 361 151	2 128 449 836	24 821 855
Justice			
Ministère de la Justice	451 009	–	461 446 061
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	–
	451 009	–	461 446 061
Parlement			
Chambre des communes.....	–	–	–
Sénat	25 977	–	–
	25 977	–	–
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	34 180 015	161 537 511	355 618 986
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	–
	34 180 015	161 537 511	355 618 986
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans.....	159 908 258	42 608 709	432 675
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord			
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	26 696 179	744 043 086	639 338 192
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	132 000	236 992	342 960
	26 828 179	744 280 078	639 681 152
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles	145 343 144	347 691 507	622 801 457
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	9 000	–	–
Régie canadienne de l'énergie.....	–	–	–
	145 352 144	347 691 507	622 801 457
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	4 134 358 244	–	52 422 246
Santé			
Ministère de la Santé	29 087	1 964 970	2 715 755 194
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	4 937 017	–	–
Agence de la santé publique du Canada.....	108 743	–	7 856 293
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1 251 556 143	–	–
	1 256 630 990	1 964 970	2 723 611 487

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
526 372 349	4 251 348	–	100 555 856	82 869 368 341
46 863 118	865 282 527	10 223 840	–	1 771 143 168
5 020 911	1 210 412 443	–	–	2 429 959 309
–	27 494 109	3 732 922	–	66 516 573
50 152 192	13 580 414	109 833	–	86 833 743
–	218 140 063	11 247 970	–	363 964 211
–	220 220 920	13 014 772	–	356 644 871
–	–	–	–	970 617 959
–	–	–	–	1 341 785 484
28 851 049	116 870 216	–	–	590 805 854
–	172 969 321	29 476 575	–	380 798 548
84 024 152	1 979 687 486	57 582 072	–	6 587 926 552
695 610	66 834 101	117 500	–	529 544 281
–	493 250	–	–	493 250
695 610	67 327 351	117 500	–	530 037 531
1 069 256	–	–	–	1 069 256
449 680	–	–	–	475 657
1 518 936	–	–	–	1 544 913
12 216 841	1 167 398 581	11 400 167	–	1 742 352 101
–	2 215 448	–	–	2 215 448
12 216 841	1 169 614 029	11 400 167	–	1 744 567 549
1 697 371	476 642 109	–	–	681 289 122
–	1 510 311 495	7 761 148	–	2 928 150 100
–	6 012 773	–	–	6 724 725
–	1 516 324 268	7 761 148	–	2 934 874 825
4 674 888	273 588 944	–	–	1 394 099 940
934 597	1 971 870	–	–	2 915 467
–	1 042 825	–	–	1 042 825
5 609 485	276 603 639	–	–	1 398 058 232
–	936 610	–	–	4 187 717 100
–	532 457 311	643 048	–	3 250 849 610
–	–	–	–	4 937 017
3 408 785	517 680 886	117 315	–	529 172 022
–	63 678 041	–	–	1 315 234 184
3 408 785	1 113 816 238	760 363	–	5 100 192 833

Paiement de transfert – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Sécurité publique			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	21 600 000	–	545 242 795
Gendarmerie royale du Canada.....	477 890 449	–	8 359 000
Service correctionnel du Canada	–	–	–
	499 490 449	–	553 601 795
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones.....	9 321 178	1 147 293 605	894 126 597
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.....	–	19 331 691	–
	9 321 178	1 166 625 296	894 126 597
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	–	–	–
Transports			
Ministère des Transports	120 904	430 874 192	243 108 262
Total.....	97 897 568 583	7 084 383 708	102 636 024 962

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
1 865 122	296 314 681	10 054 973	–	875 077 571
83 000	554 015	–	–	486 886 464
–	3 427 335	43 987	–	3 471 322
1 948 122	300 296 031	10 098 960	–	1 365 435 357
–	13 777 941 886	18 697 515	–	15 847 380 781
–	60 969 191	–	–	80 300 882
–	13 838 911 077	18 697 515	–	15 927 681 663
–	–	582 912 253	(580 524 221)	2 388 032
209 241	341 846 044	65 805 952	–	1 081 964 595
6 165 274 166	25 776 001 707	3 776 959 550	(574 692 664)	242 761 520 012

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada
2021-2022

Frais de la dette publique

Table des matières

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	204

Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent :

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes et escomptes à l'émission de la dette non échue;
- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

Frais de la dette publique

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2022
Dette non échue			
Intérêt sur les obligations négociables ¹			
À payer en monnaie canadienne			
CA135087A610—Juin 2023	1,50	14 200 000 000	213 000 000
CA135087B451—Juin 2024	2,50	13 700 000 000	342 500 000
CA135087B949—Déc 2047	1,25	9 071 986 000	112 104 144
CA135087C939—Déc 2064	2,75	8 750 000 000	179 848 468
CA135087D358—Déc 2048	2,75	14 900 000 000	409 750 000
CA135087D507—Juin 2025	2,25	13 100 000 000	294 750 000
CA135087E679—Juin 2026	1,50	13 472 000 000	202 080 000
CA135087F585—Sept 2021	0,75	—	59 447 083
CA135087F825—Juin 2027	1,00	14 740 000 000	147 400 000
CA135087G328—Mars 2022	0,50	—	86 997 283
CA135087G732—Sept 2022	1,00	25 200 000 000	252 000 000
CA135087G997—Déc 2050	0,50	8 494 216 000	41 985 647
CA135087H235—Juin 2028	2,00	13 500 000 000	270 000 000
CA135087H490—Mars 2023	1,75	24 600 000 000	430 500 000
CA135087H722—Déc 2051	2,00	51 816 529 000	1 007 809 580
CA135087H987—Sept 2023	2,00	40 500 000 000	810 000 000
CA135087J397—Juin 2029	2,25	12 300 000 000	276 750 000
CA135087J546—Mars 2024	2,25	11 907 680 000	267 922 800
CA135087J884—Mai 2021	1,75	—	15 614 488
CA135087J967—Sept 2024	1,50	16 065 381 000	240 980 715
CA135087K296—Août 2021	1,50	—	60 496 666
CA135087K379—Juin 2030	1,25	44 200 000 000	552 500 000
CA135087K452—Nov 2021	1,25	—	87 430 939
CA135087K528—Mars 2025	1,25	17 300 000 000	216 250 000
CA135087K601—Fév 2022	1,50	—	150 662 983
CA135087K866—Mai 2022	1,50	20 000 000 000	300 000 000
CA135087K940—Sept 2025	0,50	47 500 000 000	237 500 000
CA135087L286—Août 2022	0,25	30 000 000 000	75 000 000
CA135087L369—Nov 2022	0,25	37 000 000 000	92 500 000
CA135087L443—Déc 2030	0,50	40 000 000 000	200 000 000
CA135087L518—Mars 2026	0,25	34 000 000 000	84 883 487
CA135087L690—Avril 2024	0,25	37 000 000 000	90 619 863
CA135087L773—Fév 2023	0,25	32 000 000 000	80 000 000
CA135087L856—Mai 2023	0,25	30 000 000 000	74 209 188
CA135087L930—Sept 2026	1,00	23 000 000 000	177 375 000
CA135087M276—Juin 2031	1,50	42 000 000 000	455 998 419
CA135087M359—Août 2023	0,25	20 000 000 000	38 799 856
CA135087M433—Déc 2054	0,25	1 456 014 000	1 694 477
CA135087M508—Oct 2024	0,75	14 000 000 000	57 575 342
CA135087M680—Déc 2053	1,75	19 000 000 000	138 672 682
CA135087M763—Nov 2023	0,50	16 500 000 000	47 207 504
CA135087M847—Mars 2027	1,25	17 000 000 000	63 705 610
CA135087M920—Fév 2024	0,75	17 500 000 000	38 364 177
CA135087N266—Déc 2031	1,50	32 000 000 000	127 238 521
CA135087N340—Avril 2025	1,50	6 000 000 000	9 616 438
CA135087N423—Mai 2024	1,50	7 000 000 000	8 054 795
CA135087N597—Juin 2032	2,00	5 000 000 000	4 383 562
CA135087N670—Déc 2029	2,25	5 000 000 000	924 658
CA135087UE28—Juin 2021	9,75	—	4 676 108
CA135087UL60—Déc 2021	4,25	—	252 679 114
CA135087UM44—Juin 2022	9,25	206 022 000	19 057 035

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2022
CA135087UT96—Juin 2023.....	8,00	2 358 552 000	188 684 160
CA135087VH40—Juin 2025.....	9,00	2 133 858 000	192 047 220
CA135087VS05—Déc 2026.....	4,25	8 683 185 000	364 818 153
CA135087VW17—Juin 2027.....	8,00	3 620 841 000	289 667 280
CA135087WL43—Juin 2029.....	5,75	10 598 959 000	609 440 143
CA135087WV25—Déc 2031.....	4,00	9 219 448 000	364 564 431
CA135087XG49—Juin 2033.....	5,75	11 988 905 000	689 362 038
CA135087XQ21—Déc 2036.....	3,00	8 250 781 500	244 694 568
CA135087XW98—Juin 2037.....	5,00	11 730 774 000	586 538 700
CA135087YK42—Déc 2041.....	2,00	8 554 693 000	169 139 165
CA135087YQ12—Juin 2041.....	4,00	13 838 441 000	553 537 640
CA135087ZH04—Déc 2044.....	1,50	9 675 512 000	143 474 070
CA135087ZJ69—Juin 2021.....	3,25	—	60 863 839
CA135087ZS68—Déc 2045.....	3,50	16 300 000 000	570 500 000
CA135087ZU15—Juin 2022.....	2,75	12 700 000 000	349 250 000
		<i>1 030 633 777 500</i>	<i>14 786 098 039</i>
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation ...		(262 235 000)	—
		<i>1 030 896 012 500</i>	<i>14 786 098 039</i>
À payer en devises étrangères			
US135087H643—Nov 2022.....	2,00	3 750 450 000	74 063 075
US135087J706—Jan 2022.....	2,625	—	81 529 547
US135087K787—Jan 2025.....	1,625	3 750 450 000	61 347 623
US427028AB18—Mai 2026.....	0,75	4 375 525 000	28 494 787
		<i>11 876 425 000</i>	<i>245 435 032</i>
Moins : titres détenus par le gouvernement		—	—
		<i>11 876 425 000</i>	<i>245 435 032</i>
		<i>1 042 772 437 500</i>	<i>15 031 533 071</i>
Titres au détail			
Obligations d'épargne du Canada ²			
S128—Nov 2021.....	0,50	—	309 338
S129—Déc 2021.....	0,50	—	28 245
S500—Nov 2021.....	0,50	—	33 962
S501—Nov 2021.....	0,50	—	56 049
S502—Nov 2021.....	0,50	—	58 611
S503—Nov 2021.....	0,50	—	18 471
		—	<i>504 676</i>
Obligations à prime du Canada ²			
P78—Nov 2021.....	1,00	—	113 594
P79—Déc 2021.....	0,80	—	212 442
P550—Nov 2021.....	0,80	—	99 695
P551—Déc 2021.....	0,80	—	4 893
P552—Nov 2021.....	1,30	—	150 331
P553—Déc 2021.....	1,45	—	17 551
P554—Nov 2021.....	1,40	—	148 053
P555—Nov 2021.....	1,40	—	10 191
P556—Nov 2021.....	0,80	—	26 645
P557—Déc 2021.....	0,80	—	4 616
		—	<i>788 011</i>
		—	<i>1 292 687</i>

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2022
Billets à moyen terme			
À payer en devises étrangères			
US135087E83—Août 2021.....	variable	—	39 547
Total des intérêts sur la dette non échue.....		1 042 772 437 500	15 032 865 305
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2020-2021.....		—	111 104 072
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2021-2022.....		187 380 642 000	358 655 847
		187 380 642 000	469 759 919
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2020-2021.....		—	363 513
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2021-2022.....		2 574 723 930	2 178 248
		2 574 723 930	2 541 761
		189 955 365 930	472 301 680
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables.....		—	(280 262 699)
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations à rendement réel.....		—	(133 442 023)
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations en devises étrangères.....		—	8 780 626
Ajustement à l'indice des prix à la consommation des obligations à rendement réel.....		—	3 347 182 609
		—	2 942 258 513
Total de l'amortissement de primes et d'escomptes.....		189 955 365 930	3 414 560 193
Réévaluation des swaps de devises.....	divers	(2 246 686 203)	(601 204 263)
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.....	divers	—	19 438 298
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés.....	divers	7 443 393 814	—
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition.....	divers	2 785 411 036	163 518 817
Intérêts sur les obligations en vertu des partenariats public-privé.....	divers	2 581 276 890	123 794 371
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue.....		1 243 291 198 967	18 152 972 721
Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts)			
Régimes de retraite du secteur public			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes ³	divers	—	—
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes.....	divers	45 302 621 656	1 512 113 040
Compte de convention de retraite des parlementaires.....	divers	239 363 634	4 446 815
Compte d'allocations de retraite des parlementaires.....	divers	628 748 189	10 102 772
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique ³	divers	—	—
Compte de pension de retraite de la fonction publique.....	divers	94 112 622 979	2 895 436 635
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve ³	divers	—	—
Compte de convention de retraite			
CCR n° 1 – Forces canadiennes.....	divers	498 611 345	16 577 376
CCR n° 1 – Fonction publique.....	divers	1 349 219 396	44 233 230
CCR n° 1 – Gendarmerie royale du Canada.....	divers	35 361 112	1 166 955
CCR n° 2 – Fonction publique.....	divers	562 871 488	18 803 171
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	121 717 797	—
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	13 051 955 194	435 719 598
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges).....	divers	278 587 467	2 690 138
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres).....	divers	1 077 396	10 905
		156 182 757 653	4 941 300 635
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite ⁴	divers	11 370 000 000	(2 623 000 000)
Société d'État et autres entités consolidées ^{3,4}	divers	113 008 000	(208 095 000)
		167 665 765 653	2 110 205 635

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2022
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés		40 639 000 000	761 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la			
Gendarmerie royale du Canada		18 480 000 000	573 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres		1 752 000 000	34 000 000
Droits à des prestations de congés de maladie cumulés		2 120 000 000	28 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants		94 482 000 000	2 613 000 000
Indemnisation des accidents du travail		1 899 000 000	32 000 000
Sociétés d'État consolidées et autres entités		333 267 000	6 475 000
	divers	159 705 267 000	4 047 475 000
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs.....			
		327 371 032 653	6 157 680 635
Autres passifs			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)	divers	101 265 756	957 316
Compte des rentes sur l'État	divers	81 557 159	4 822 098
Comptes de dépôt			
Corporation de développement des investissements du Canada			
Retenues – Privatisation	divers	9 308 847	–
Société de gestion Canada Hibernia			
Fonds de réserve pour abandon	divers	102 254 908	–
Intérêts pour les accidents ferroviaires	divers	–	1 039 040
Code canadien du travail – Appels sur recouvrement de salaire	divers	1 056 926	1 446
Dépôt en garantie pour échanges de devises		1 771 409 427	–
Dépôts de garantie aux entrepreneurs	divers	315 300	15 512
Dépôts de garantie générale	divers	8 176 552	–
Comptes ne portant pas intérêt		459 642 208	–
		2 352 164 168	1 055 998
Comptes en fiducie			
Comptes en fiducie gérés	divers	102 348	170
Agri-Invest Kickstart		–	42 218
Service canadien du renseignement de sécurité			
Bourses scolaires	divers	26 077	44
Service correctionnel du Canada			
Fonds de fiducie des détenus	divers	23 943 098	1 560
Fonds des bandes indiennes	divers	505 509 196	10 132 067
Comptes de succession des Indiens	divers	37 271 650	462 131
Comptes d'épargne des Indiens	divers	23 906 298	415 659
Intérêts pour les résidences scolaires indiennes	divers	1 916 124	4 114
Gendarmerie royale du Canada – Caisse fiduciaire de bienfaisance	divers	2 724 336	4 603
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être – Anciens Combattants	divers	1 117 074	1 836
Comptes ne portant pas intérêt		527 132	–
		597 043 333	11 064 402
Total des comptes de dépôt et en fiducie.....			
		2 949 207 501	12 120 400
Autres comptes à fins déterminées			
Comptes d'assurance et de prestations de décès			
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	4 063 495 118	131 914 313
Compte de prestations de décès de la Force régulière	divers	169 611 141	5 590 743
Comptes ne portant pas intérêt		1 629 901	–
		4 234 736 160	137 505 056
Comptes de pension			
Compte de régimes contributif – Employés recrutés sur place.....			
Gendarmerie royale du Canada	divers	51 482	–
Caisse de pension des personnes à charge	divers	7 496 371	271 149
		7 547 853	271 149

Frais de la dette publique – fin

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2022
Autres comptes			
Programme Agri-investissement	divers	3 898 294	–
Programme Agri-stabilité	divers	56 942 713	–
Fonds des écoles publiques – Ontario et Québec	5,00	2 677 771	133 889 ⁵
Service administratif des tribunaux judiciaires			
Compte spécial	divers	6 966 450	14 137
Société de gestion Canada Hibernia – Fonds de réserve pour abandon		111 563 756	189 610
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	59 322 409	977 710
Comptes ne portant pas intérêt		91 776 131	–
		333 147 524	1 315 346
Revenus reportés – Comptes à fins déterminées ⁶			
Conseil de recherches en sciences humaines – Fonds de fiducie	divers	–	319
Total des autres comptes à fins déterminées		4 575 431 537	139 091 870
Autres passifs – Allocations de droits de tirage spéciaux	divers	– ⁷	19 378 515
Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs		7 707 461 953	176 370 199
Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts)			
Commission des champs de bataille nationaux – Fonds de fiducie	divers	1 464 597	3 754
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution			
par les hydrocarbures causée par les navires	divers	411 674 041	4 631 230
Compte de fiducie Mackenzie King	divers	225 000	3 780
Dons pour la recherche sur la santé	divers	75 000	3 891
Conseil de recherches en sciences humaines			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	250 000	565
Comptes ne portant pas intérêt		(23 853 780 802)	–
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés		(23 440 092 164)	4 643 220
Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation		1 554 929 601 409	24 491 666 775
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement)		23 440 092 164	(4 643 220)
Total des frais de la dette publique		1 578 369 693 573	24 487 023 555
Composé de :			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives			
avant provision et redressements de consolidation			22 987 973 587
Courus et autres redressements			1 503 693 188
Redressements de consolidation			(4 643 220)
Total des frais de la dette publique			24 487 023 555

¹ Les mois et années pour chaque série d'obligation négociable correspondent au mois et à l'année d'échange.² Les mois et années pour chaque série d'obligation correspondent au mois et à l'année d'échange.³ Ces régimes de retraite, ainsi que des régimes de retraite de certaines sociétés d'État et autres entités consolidées, se trouvaient dans une position d'actif net à la date de l'état de la situation financière.⁴ Le montant des frais comprend les frais de la dette publique sur les régimes de retraite qui se trouvaient dans une position d'actif net.⁵ Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.⁶ Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume I.⁷ Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de changes à la section 8 du volume I.

Section 8

Comptes publics du Canada

2021-2022

Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjudés par une cour

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État	210
Paiements à titre gracieux.....	226
Montants adjudés par une cour.....	228

Paiements de réclamations contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 1 000 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements de réclamations contre l'État

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	
Bureau du directeur général des élections	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	899
Commission des débats des chefs	
Règlement d'une réclamation liée à une poursuite en diffamation	
Rebel News Network LTD.	8 500
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu (1)	29 506
	<u>38 905</u>
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Indemnisation pour cessation d'emploi	
Gonçalves F.	10 500
Règlement hors cour lié à une cessation d'emploi	
Marchenoir D.	1 976
Règlement hors cour lié à la taxe sur la valeur ajoutée impayée	
Zard W.	86 664
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (5)	1 097
	100 237
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (8)	199 224
	<u>299 461</u>
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu (1)	45 294
	<u>45 294</u>
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Manitoba Public Insurance pour	
Cormack B.	1 487
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (5)	109 251
	<u>110 738</u>
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Règlement d'une réclamation liée au recours collectif – Solkin	
Mazars Conseils Inc en fiducie pour	
Membres du recours collectif des Solkin	13 000 000
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (6)	86 200
	<u>13 086 200</u>

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (4)	319 154
Conseil du Trésor	
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	69 657
Conseil privé	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 462
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (48)	25 052
	26 514
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Dommages au téléphone portable personnel	
Rousseau J.	1 329
Indemnisation pour des dommages environnementaux	
K&L Land Partnership.....	550 000
Paiement pour des dommages environnementaux en Allemagne	
Fichtner Water & Transportation	1 470
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, en Allemagne	
Bafu	39 359
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule ministériel	
Compagnie d'assurance CAA pour	
Dietrich J.	1 248
Compagnie d'assurance Intact pour	
Campbell R.	9 113
Deeley S.	2 022
Williams M.	12 892
Compagnie d'assurance la Personnelle pour	
Bullen T.	5 549
Shepherd M.	3 492
Skipton D.	3 891
Les sociétés Unifund, Compagnie d'Assurance pour	
Oleniuk J.	3 239
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Autoparts Central Inc	1 378
Debow D.	3 150
Groves Neil	1 627
Hertz Corporation	1 914
Losier G.	1 943
Power Equipment Centre Inc	1 785
Radovan M.	8 114
Aviva pour	
Finley M.	1 983
Robson D.	2 350
Compagnie d'assurance Economical pour	
Andrews N.	2 669
Blake S.	11 235
Corporation d'assurance de Colombie-Britannique	
Wilson C.	12 125
Roebothan McKay Marshall pour	
Gough T.	80 000
Assurances du gouvernement de la Saskatchewan pour	
Embree A.	2 523
Hrappstead T.	2 520
Compagnie d'assurance TD pour	
Deyoung M.	3 141

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
Budget Car Inc.....	3 023
Coach Atlantic Group.....	7 048
East Coast International Trucks, Inc.....	1 267
Enterprise Rent-A-Car.....	149 712
Penske Truck Leasing Co.....	3 327
TIP Fleet Services Canada Ltd.....	1 275
Canadian Direct Insurance pour Devon Transport Ltd.....	30 134
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux effets/biens personnels	
Apsaktaun C.....	3 245
Cameron M.....	4 359
Macisaac C.....	2 338
Walker D.....	20 000
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
Construction de Défense Canada Kamal M. Al Sultan Company.....	965 541
Règlement de réclamation suite à des blessures corporelles	
Beckett Personal Injury Lawyers en fiducie pour Walton T.....	175 000
Greenspon Granger Hill pour Stratiuk B.....	160 000
Jellinek Law Office en fiducie pour Scott S.....	5 000
Michel Drapeau Law Office en fiducie pour Rouleau M.....	80 000
Presse Mason pour Lively D.....	70 000
Règlement de réclamations pour dommage aux biens	
Compagnie d'assurance la Personnelle pour Martin S, Pelletier M.....	2 223
La ville de Medicine Hat.....	1 805
Le Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador.....	19 135
Protect All Shrink Wrapping Services.....	2 878
Tolton M.....	1 999
Christopher G Taskey pour Robinson A.....	1 875
Sami and Adib Habayeb Advocates and Legal Consulting pour Amman J.....	24 440
Règlement de réclamations pour dommage aux effets personnels	
Société d'assurance publique du Manitoba.....	33 285
Ministère des Transports du Québec.....	3 536
Rousseau A.....	3 709
Routhier R.....	1 028
Suurhoff P.....	1 198
Kelly & Kelly pour Deeger J.....	44 000
Règlement de réclamations pour perte des biens personnels	
Cochrane M.....	1 881
Otis J.....	3 149
Bayan Khalif Al-Dulaimi M pour Salum A.....	8 255
Règlement d'une réclamation liée à l'annulation d'un contrat	
MacPherson Walsh Consulting Inc.....	24 934
Pacific Northwest Raptors Ltd.....	73 518
Règlement pour réclamation de remboursement de frais de santé	
Quinn C.....	12 309
Remboursement des dépenses juridiques	
Cotey K.....	5 000
McLennan Ross SENCRL en fiducie pour Alberta Skydivers Ltd.....	2 700
Règlement pour déductible sur assurance pour location de voiture	
Enterprise Rent-A-Car.....	7 705
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux dû à une erreur administrative	
Blois, Nickerson & Bryson SENCRL en fiducie pour C&Q Resort s.r.l.....	113 043

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour perte d'opportunités financières, de paie, de bénéfices sociaux et de pension	
Deschenes S.....	4 977
Règlement de réclamations pour perte des biens	
Erickson K.....	2 050
Hydro Québec.....	2 244
M&E Fur Farm.....	118 728
Repka J&N.....	18 738
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (22).....	11 096
	<u>3 004 768</u>
Règlements de réclamations liées à un recours collectif – Heyder Beattie	
Noms retenus (6 896).....	34 345 000
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (38).....	<u>122 167 342</u>
	<u>159 517 110</u>
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2 463).....	66 741
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (21).....	<u>465 900</u>
	<u>532 641</u>
Environnement et Changement climatique	
Ministère de l'Environnement	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Services financiers ARI Inc pour	
The Manitoba Public Insurance Corporation.....	1 531
Powell, Gray & Kim LLP en fiducie pour	
Jung J.....	6 000
Kong Y R.....	48 112
Adjugé pour dommages et indemnité spéciale	
Hanna M.....	11 000
Adjugé pour des frais judiciaires et pour des frais engagés dans la préparation d'une soumission	
Inventa Sales & Promotions Inc.....	31 232
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Dooling P.....	25 000
Sverko E.....	51 956
Règlement d'une réclamation liée à trois griefs	
Landriault M.....	40 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2).....	900
	<u>215 731</u>
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour blessures corporelles	
Maltais J.....	7 500
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Assurance Economical pour	
Banks E.....	9 550
Kuhn M.....	3 793
Aviva Canada Inc pour	
Jones B.....	1 159
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Dolinsky J.....	9 877
Faris CEM, Grahn W D.....	14 013
IPS Engineering Ltd.....	14 076
Reddy M L.....	7 060
Schadinger S L.....	8 568
Schultz S.....	1 101
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Lesiuk C.....	2 246

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Arsenault R J	2 433
Hay R	16 574
Iovan S	1 251
Irwin K	1 642
MacPherson C	2 000
Pearson N	1 058
Radetzki T	4 239
Raycraft J	1 041
Rice L	6 154
Sagstuen S	7 516
The Driving Force Inc	1 665
Alberta Motor Association Insurance Company pour Mulammagari S K	6 460
Certas Home and Auto Insurance Company pour Moulton D	1 671
La Capitale Assurances Générales pour Dagenais V	6 101
Sécurité Nationale Compagnie d'Assurances pour Fedun J	6 616
Indemnisation pour dommages à une propriété	
Hester R A	1 000
Jacques A	1 119
Rossi Panini	10 000
Indemnisation pour dommages aux récoltes et aux labours	
Burkholder Farms Inc	1 500
L & J Farms Ltd	2 083
Tapscott H R	1 031
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule et pertes commerciales	
Rasul M	17 500
Indemnisation des dommages aux biens personnels	
Snezyk A	2 476
Indemnisation des dommages aux biens personnels et autres frais divers	
Man A	2 000
Indemnisation pour perte de revenus	
Silva K W	1 000
Indemnisation pour blessures corporelles, perte de revenus et autres frais divers	
Laurent D	7 550
Indemnisation pour vandalisme à un équipement en location	
9363-9888 Québec Inc	7 000
Indemnisation pour dommage à un bateau	
Moyle J, Moyle W	2 010
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (17)	6 334
	207 967
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (5)	202 552
	626 250
Finances	
Ministère des Finances	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	500
Agence de la consommation en matière financière du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (63)	20 750
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (11)	17 053
	38 303
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Règlement à l'amiable en raison de l'équité procédurale	
Lorne Waldman en fiducie pour Hashemizadeh F	2 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (9)	2 856
	4 856
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (12)	312 103
	316 959
Innovation, Sciences et Industrie	
Ministère de l'Industrie	
Accident impliquant un véhicule de l'État – Réparation de dommage fait à des fils et boîtes électriques et des fils de fibre optique internet	
Arnoldica	3 030
Gestion Benoit Théberge Inc	1 016
Hydro-Québec	7 092
Les Entreprises Abel et Fils Inc	2 319
Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	1 658
Règlement d'une réclamation pour la reprogrammation des équipements radio sur la bonne fréquence	
Hamel constructions Inc	6 712
Règlement d'une réclamation liée à la conformité de licences d'utilisation d'un logiciel	
Micro Focus (Canada) ULC	358 121
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 722
	381 670
Conseil national de recherches du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (914)	395 806
Statistique Canada	
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
Louchini N	14 938
Slivinski R	25 000
Règlement d'une réclamation pour des dommages à un véhicule de location	
Canada Damage Recovery	3 158
Mel's U-Drives (1978) LTD	2 025
Règlement d'une réclamation liée au dommage à la propriété	
Brown S	5 060
Chambers K	1 526
Cuvelier D	3 500
Parslow J	2 700
Reid M	1 094
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (54)	10 026
	69 027
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (7)	747 841
	1 594 344
Justice	
Ministère de la Justice	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (9)	2 364
Commission canadienne des droits de la personne	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	510
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	924
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (17)	1 359 020
	1 362 818
Parlement	
Chambre des communes	
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Gatineau Honda pour	
Duguay M	1 305

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Service de protection parlementaire	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Mann Lawyers LLP	1 770
Règlement d'une réclamation suite à un accident de véhicule à moteur	
Wills Transfer Limited.....	28 492
	30 262
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (8).....	274 944
	306 511
Patrimoine canadien	
Bibliothèque et Archives du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à un différend relatif à une offre à commandes	
Kaméléons & Cie Solutions design inc.	6 341
Commission des champs de bataille nationaux	
Réclamations pour dommages	
Trudel L.....	454
Office national du film	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	250
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2).....	30 000
	37 045
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Indemnisation pour dommage à des effets personnels	
Perry T.....	1 174
Sirois J R	1 369
Indemnisation suite à un accident impliquant un navire de l'État	
Lady Venus Fisheries Limited	2 424
McKinnon B.....	8 855
Stewart McKelvey en fiducie pour	
The Town of South Brook.....	15 531
Indemnisation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Intact Compagnie d'assurance.....	3 554
Pafco Insurance	3 876
National Car and Truck Rentals.....	3 677
Poole Althouse Barristers and Solicitors en fiducie pour	
Carter R.....	50 000
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Enterprise Rent a Car.....	13 645
Règlement pour frais légaux	
Raven, Cameron, B Allantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour	
McNeil Y	9 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (34)	7 149
	120 754
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (13).....	1 067 991
	1 188 745
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Règlement de réclamations liées au recours collectif des externats indiens fédéraux	
Deloitte LLP en fiducie pour	
Membres du recours collectif des externats indiens fédéraux	1 325 000 000
Règlement de réclamations liées au recours collectif concernant les anciens élèves externes des pensionnats indiens (Gottfriedson)	
Waddell Phillips Professional Corporation en fiducie pour	
Membres du recours collectif Gottfriedson.....	62 212 619
	1 387 212 619

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlements de réclamations liées à un recours collectif – Rafle des années 1960	
Noms retenus (2).....	42 000
Règlement de réclamations liées aux écoles indiennes	
Noms retenus (11).....	1 997 661
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu (1).....	21 465
	<u>1 389 273 745</u>
Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Paiement au Manitoba dans le cadre d'une entente incluant un règlement et une renonciation de réclamations relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats Province du Manitoba.....	29 547
Régie canadienne de l'énergie	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1).....	425
	<u>29 972</u>
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Remboursement de frais juridiques et comptables	
Hi-Time Services Ltd.....	4 017
Remboursement de frais juridiques liés à une erreur administrative	
Singh R.....	1 234
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (26).....	5 082
	10 333
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (22).....	2 964 956
	<u>2 975 289</u>
Santé	
Ministère de la Santé	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Evans T.....	3 185
Règlement d'une réclamation liée à une plainte devant le Tribunal canadien des droits de la personne	
Roble A.....	15 000
	18 185
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Risk and Recovery Inc pour	
Mckenzie C.....	1 260
Andrews W.....	1 017
Blackett J A.....	7 500
Saskpower.....	5 164
RSA assurance générale au Canada pour	
Blackett J A.....	4 615
	19 556
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (94).....	6 088 116
	<u>6 125 857</u>
Sécurité publique	
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour des frais d'entrepôt	
Reesink Canada Wholesale Inc.....	2 850
Indemnisation pour dommages à des biens personnels	
Jamaican Products.....	1 292

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Spénard M-M	29 904
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
Shreedhar N.....	5 000
Règlement de réclamation découlant des frais liés à l'examen douanier	
JCI Filtration & Separation Inc.	1 260
Règlement d'une réclamation liée à des frais de surestaries	
Esdale E.....	4 673
Règlement d'une réclamation liée à une demande de remboursement des frais juridiques en raison de l'annulation de l'adhésion à NEXUS	
Green and Spiegel LLP en fiducie pour	
Wachsberg C.....	50 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (44)	12 418
	107 397
Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Allstate du Canada, compagnie d'assurance pour	
Nguyen T	13 490
ARI Financial Services pour	
Chubb E	3 197
Assurance CAA pour	
Hall M.....	1 313
Hayward V.....	1 846
Parent P.....	10 580
Assurance Economical pour	
Bare Contractors Ltd.....	3 704
Thompson K	10 205
Aviva Canada Inc pour	
Button M.....	5 157
Scott J	5 097
Sveinson S	2 895
Compagnie d'assurance générale Co-operators pour	
Arsenault D.....	4 442
Beniuk B	11 238
Compagnie d'assurance Intact pour	
1134166 Alberta Ltd	9 801
Banick J	2 427
Hayward J.....	1 297
Holdis A.....	2 242
Lammie G.....	6 849
Little D.....	3 190
Maplethorpe J.....	11 884
Ogertschnig J	9 423
Toth K, Toth L	17 541
Compagnie d'assurance Primmum pour	
Yusuf G.....	5 050
Compagnie d'assurance Sécurité Nationale pour	
Drake N.....	3 484
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Allen K	1 729
Bahlak O	1 344
Campbell C	8 123
Cluney R.....	5 386
Fox P.....	1 329
Guyver J.....	1 477
Hamagishi A	1 851
Hooker B.....	2 721
Lannon D	3 245
Lorenz D.....	1 256
Meyerhoff R.....	6 097
Mitchell T	6 634
Murton B.....	4 124
One Plus One Construction	4 467
Segundo G	2 090
Sing E	1 220
Smoker W	2 421
Vecchio A	3 696

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Wang Y	32 089
Wheeler L	3 909
Wilson C	3 663
Wilson L	2 292
Zake A	1 546
Peace Hills Insurance pour	
Harvey E	1 079
Risk and Recovery Inc pour	
Province de l'Alberta (4).....	5 442
Saskatchewan Government Insurance pour	
Allen K.....	5 619
Campeau D	1 780
Catarat M	3 680
Cook P	4 524
Ebner C	6 060
Gullbeault J.....	1 255
Hamm J	11 570
Haugrud A.....	42 294
Howe D.....	2 410
Lypny N	10 068
Paskiw J	8 296
Pepple G.....	6 712
Perron D.....	5 615
Priest S	7 041
Sears S	2 918
Wappel G	1 296
SGI Canada Insurance Services Ltd pour	
Ottley P	5 985
Carstairs O	10 759
Wright H	10 630
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Anderson L	2 809
Abuda T	18 614
Barczask I.....	5 889
Charter J.....	6 768
Crawford S.....	1 146
Fenton J.....	1 122
Guiboche J	8 080
Harvey J.....	1 104
Hukaway D	6 833
Lafreniere E	6 278
Liu Y	1 725
Manitoba Hydro	10 901
Ritchie B.....	2 873
Stober J	1 816
Thompson J.....	8 056
TD Assurance pour	
Main C	3 334
Mehmeti A	4 096
Wawanesa Assurance pour	
Boudreau N.....	4 659
Lopez-Pascuas B.....	1 998
Peterson L	1 492
Workers' Compensation Board – Alberta pour	
Cartier L.....	6 622
Ahenakew V	1 044
Alberta Health Services	2 647
Atco Electric	4 513
Aubichon T.....	2 100
Basra N.....	5 565
Breitkreuz J.....	5 630
Bruins C.....	3 020
Budget Rent a Car (2).....	6 545
BC Hydro	15 496
Canton de Langley.....	1 596
Castronovo C	3 424
Chahal K.....	10 710
Chiola D	5 290

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Conrad C	3 000
Gates T	2 136
Gaudet K	2 000
Gaulder D	1 238
Gulevich K	1 050
Harris B	1 210
Hicks M	1 909
Hood M	1 372
Horvushko V	7 961
Jones R	1 091
LaRoche D	2 574
Liljedahl P	5 192
Manitoba Hydro	8 710
McPherson D	1 950
Morin A	3 544
Murarka M	25 000
New Westminster Police Department	4 136
Ottley P	4 850
Pascual M	20 000
Province du Manitoba	2 789
Powell C	1 260
Province de l'Alberta	7 568
Province de la Colombie-Britannique (2)	11 005
Roasting P	3 100
Schneidmiller R	2 195
Sethi A	2 092
Stemwheeler Hotel	32 186
Strathcona County	6 275
Struve R	1 030
Sulkers D, Berard P	2 847
The Driving Force Inc	6 315
Thompson H	16 183
Ville of Dawson Creek	1 235
Vujovic N	1 584
Allan Christies Body Shop Ltd pour Didychuk S	5 341
Arrow Professional Landscaping pour Association canadienne pour la santé mentale	1 575
Boyd Auto Body pour Stone S	5 393
Brij Mohan & Associates en fiducie pour Chahal A	20 000
Mann R	25 000
Brown's Chrysler Dodge Jeep Ram Ltd pour Morash W	2 604
Bud's Auto Body Ltd pour Wilton J	1 197
Cascade Law Corporation en fiducie pour Umali A	5 500
Compagnie d'assurances auto et habitation Certas pour Arok M	8 008
Bala J	8 001
Lucier D	1 389
Collette Parsons Corrin LLP en fiducie pour Howell B	22 500
Compagnie d'assurance Continental pour PM Electric Co	6 315
CSN L-Jay Autobody pour Moore D	1 883
Dentin Auto Body Ltd pour Boelsgaard J	1 319
Fireside Property Group Ltd pour Willowbrook Condos	1 625
Fix Auto Burnaby South pour Cheung O	1 914
Fix Auto Vermilion pour Wieser J	3 106

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Hughie Collision Centre pour	
Latty A	1 672
Integrated Claims Services Ltd pour	
Thompson H	1 038
La Compagnie d'assurance générale Dominion du Canada pour	
Chipaway J	28 017
La Personnelle compagnie d'assurances pour	
Holland R	4 636
McCuaig Desrochers LLP en fiducie pour	
Brooks T	56 000
Neil Curtis Auto Body pour	
Montgrand L	1 434
Northbridge Assurance pour	
Neil Fillmore Trucking Inc	1 468
Promutuel Assurance pour	
McManus F	2 162
RSA Insurance Group pour	
Pootoogook E	5 822
Schneider T	1 373
School District No 57 pour	
Harwin Elementary School	1 013
Shier Law en fiducie pour	
McCrea C	130 000
Stephens & Holman Personal Injury Lawyers en fiducie pour	
Williams T	5 500
Superior Auto Body pour	
Romie R	2 709
The Portage la Prairie Mutual Insurance Company pour	
Sadden A	5 670
United Farmers Association pour	
Leclaire C, Leclaire M	10 813
United General Insurance Corporation pour	
Leger J	2 506
Wessons Automotive Ltd pour	
Thompson H	1 339
2147622 Alberta Ltd pour	
Stark C	1 800
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Harvey J	2 729
Adetulubo W	1 817
Allan D	2 009
Anderson D	2 058
Badding C	2 625
Backman-Morton M	1 407
Banks M	1 828
Beaton H	2 000
Binkley C	1 696
Bishop T	1 103
Bodnarchuk K	2 101
Bouchard S	1 596
Bramble T	1 477
Brooks D	1 103
Busenius L	1 852
Byrne J	1 507
Casa St-Martin	2 500
Chamberlain R	1 733
Chiasson Y	1 700
Christian T	1 737
Clausen S	1 512
Cnossen H	1 609
Cook G	1 150
Cox B	1 942
Cross A	1 046
Dei T	1 544
Deschaine K	2 260
Desjardins C	1 819
Dixon A	1 708

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Doucette L	1 150
Dumont S.....	1 541
Eagar T	1 286
Eaton B.....	1 377
Erickson B.....	1 758
Evans L.....	1 835
Fancy P.....	4 407
Farion G.....	1 239
Foley M.....	3 112
Fuchs G	1 223
Gadwa K.....	1 838
Garand T.....	3 560
Giesbrecht B.....	1 024
Golightly K.....	1 520
Gour N.....	1 838
Gruszecki C.....	1 418
Haisla Nation Council.....	1 784
Hanlon C	2 551
Hanson J.....	1 702
Heath R.....	1 420
Hickman C.....	2 336
Hildebrand T.....	2 200
Hilderman R	1 346
Hill J.....	1 874
Hofer F	1 745
Hooper S.....	1 082
Hubens S	1 643
Jacobs D	2 156
Katerynych K.....	1 724
Kootenahayoo L	1 684
La Loche Housing Authority	1 200
Lambert R.....	1 265
Larocque M	1 000
Laronde S	2 317
Latta J.....	1 274
Lee R	1 612
Lever J.....	1 493
Lidstone G.....	1 968
Long M.....	1 115
Lotsberg C	1 887
Lowe J.....	1 210
Mabberley C	3 266
Mackenzie J.....	1 059
MacKinnon T.....	1 920
Madamombe A	1 754
Maron D	1 712
Maurice F	2 459
Mew H.....	1 170
Morinville Place	2 003
Morris J	1 500
Mosionier C.....	1 655
Mueller C.....	1 759
Mukengesa C.....	1 549
Newfield D	1 618
Osness B.....	2 222
Pand Enterprise Inc.....	3 743
Parker J.....	1 097
Peters A	1 949
Pitre L.....	1 140
Reiniger M.....	1 568
Rudyk C.....	2 150
Sanchez A.....	1 781
Schwartz J.....	2 883
Sharp-Kato T	5 513
Slater T.....	1 297
Smigelski R	1 437
Spaeth J	1 236
Stelmack D	2 930

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Stewart B.....	1 200
Swanson A.....	1 699
Szelei K.....	1 890
Teeter A.....	3 821
Therriault G.....	1 888
Thomson L.....	2 372
Turkey G.....	1 715
Van Dijk T.....	1 575
Varkey J.....	1 000
Wasylak Q.....	1 140
Werkman D.....	1 019
Whyte M.....	1 769
Williams T.....	1 222
Wilselka R.....	1 244
Wolfond L.....	1 838
Wood B.....	2 000
Woolsey K.....	1 322
Yakey K.....	1 385
Yurchak B.....	1 334
Zaichkaowski M.....	2 336
Allianz Global Corporate pour	
Casa St-Martin.....	6 905
Croft's Body Shop pour	
Baggs D.....	2 765
Dupuis Towing & Recovery pour	
Leblanc L.....	19 723
Jarvis Construction pour	
Waspolin J.....	1 892
Keizer's Collision CSN pour	
Gibson J.....	1 609
Kyan Contracting Ltd pour	
Megli K.....	3 920
Liberty Law LLP en fiducie pour	
Hartling S.....	2 100
Merchant Law Group LLP en fiducie pour	
Vargo B.....	5 000
Northcott Edgerton Barristers & Solicitors en fiducie pour	
Sillito M.....	2 500
OSIS Building Supplies pour	
Dyck A.....	1 048
Strataforce Management Solutions Inc pour	
Sethi A.....	2 513
383214 Alberta Ltd pour	
McWilliam R.....	1 759
Règlement de réclamation pour perte de biens personnels d'un fonctionnaire	
Law M.....	1 348
Lindal J.....	1 721
Règlement de réclamation pour préjudice personnel	
Cote & Evans Trial Lawyers en fiducie pour	
Jones L.....	1 471
Dhiona L.....	2 393
Gacer J.....	5 000
Grison M.....	5 000
Haluszka R.....	4 000
Ross S.....	1 000
Strawson R.....	5 000
Ace Inn pour	
Mohamed A.....	3 039
Yanko and Popovic en fiducie pour	
Stoinski J.....	15 000
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
The Good Samaritan Society pour	
Olfert G.....	39 323

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement pour perte de biens personnels sous garde	
Bloom J	1 890
Zabanah C	1 301
McKercher LLP en fiducie pour	
McDonal J	10 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (161)	70 388
	<u>1 592 747</u>
Service correctionnel du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Raven Roofing Ltd	3 815
Holliday J	1 228
Jean K	1 304
Pembroke Insurance pour	
Isenor P	5 237
Trudel Auto Body Collision Centre Ltd pour	
Harris T	1 021
Règlement d'accidents de véhicules motorisés	
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Kaushik N	2 685
Manitoba Public Insurance	1 677
Red Deer County	2 977
Trimac Transportation Services Inc	17 649
Trudel Auto Body Collision Centre Ltd pour	
Stephens M	2 412
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
Gill S	27 229
Règlement en raison du grief des employés	
McPhail C	9 786
Indemnisation pour perte ou dommage aux biens personnels	
Delparte J	1 050
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (475)	76 447
	<u>154 517</u>
Règlements de réclamations liées à un recours collectif – Tiller	
Noms retenus (416)	16 123 297
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (233)	20 529 340
	<u>38 507 298</u>
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (7)	2 586
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (49)	765 296
	<u>767 882</u>
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Règlement d'une réclamation liée à un processus d'approvisionnement	
Aqua Valley Water Company Limited	2 000
Règlement d'une réclamation pour frais de réinstallation	
El Sadawy R	1 895
Règlement d'une réclamation pour dommages causés à une propriété	
Melanson P	16 544
Règlement d'une réclamation pour des frais judiciaires	
Aqua Valley Water Company Limited	2 750
Construction Galipeau Inc	1 150
Falcon Environmental Inc	3 500
Rampart International	4 700
Metcalf & Company en fiducie pour	
Canadian Maritime Engineering Ltd	2 750

Paiements de réclamations contre l'État – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Tereposky & DeRose LLP en fiducie pour Marine Recycling Corporation	2 750
Règlement d'une réclamation pour opportunité d'affaire perdue et perte de profit Rockwell Collins Canada Inc.....	160 875
Règlement d'une réclamation pour perte de profit V Zero Corporation.....	100 083
Règlement d'une réclamation pour perte de profit et frais judiciaires Marine International Dragage Inc	38 150
Règlement d'une réclamation liée à la rupture de contrat Borden Ladner Gervais LLP en fiducie pour Lafarge Canada Inc	10 000
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	515
	<u>347 662</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication Noms retenus (18)	838 527
	<u>1 186 189</u>
Transports	
Ministère des Transports	
Paiement pour réparation de préjudice causé à une installation Croisières aux Sentinelles du St-Laurent Inc.....	2 277
Paiement pour dommages causés à la propriété Ministère des Transports du Québec	3 538
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 851
	<u>7 666</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication Noms retenus (7)	883 843
	<u>891 509</u>
Autres paiements de réclamations contre l'État	
Règlement des dommages reliés à Phénix Noms retenus (143 521)	124 892 882
Total	<u><u><u>1 744 167 272</u></u></u>

Paiements à titre gracieux

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire consenti à titre de don dans l'intérêt public, sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulcation, le nom du bénéficiaire peut ne pas être publié.

Paiements à titre gracieux

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Honoraire	
Chef Brown F	3 000
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Paiement pour soins médicaux	
Faradj M en fiducie pour Yazani O	942
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	47 910
	48 852
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Paiement de la succession AgriInvest en fiducie pour	
Zalinko S	2 774
Anciens Combattants	
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	16 792
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Versement à titre gratuit	
Bore A	750
Bore L	750
McMaster M	2 000
Pierce S	100
Sunstrum K	400
	4 000
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour dommage aux biens personnels	
Botrill R	1 689
Indemnisation pour dommages corporels	
Thomson R	44 970
Indemnisation pour pertes des biens personnels	
Praslica L	1 268
Singh M	720
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	10
	48 657
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	808 133
	856 790
Finances	
Bureau du surintendant des institutions financières	
Honoraire pour Aîné autochtone	
Lyndon L	250

Paiements à titre gracieux – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Innovation, Sciences et Industrie	
Statistique Canada	
Honoraire pour Aînés autochtones	
Awa S	500
Whonnock A-L	250
Indemnisation des frais funéraires	
Flockton P R	1 891
	<u>2 641</u>
Parlement	
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (3)	149 000
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
Don testamentaire pour rendre hommage à son altesse royale le duc D'Édimbourg	
Duke of Edinburgh's International Award	200 000
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	16 000
	<u>216 000</u>
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
Versement à titre gracieux	
GJOA Haven hunters & Trappers organization	1 208
Redfern M	300
	<u>1 508</u>
Ressources naturelles	
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (23)	69 160
Santé	
Instituts de recherche en santé du Canada	
Honoraire pour Aînés autochtones	
Horton M L	500
Wilson M H	1 500
Honoraire pour un membre de la communauté pour consultation sur le plan stratégique de l'Initiative de recherche sur les infections transmissibles sexuellement et par le sang	
Taylor C	1 000
	<u>3 000</u>
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (4)	1 000 000
	<u>1 003 000</u>
Sécurité publique	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Compensation pour dépenses engagées suite aux activités de migration irrégulière à proximité du rang Roxham	
Municipalité de Saint-Bernard-de-Lacolle	25 120
Gendarmerie royale du Canada	
Indemnisation pour dommage aux effets personnels	
Feyko M	300
	<u>25 420</u>
Total	<u>2 399 187</u>

Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Montants adjugés par une cour

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
<i>Autorisation – CÁMARA NACIONAL de APELACIONES del TRABAJO</i>	
48188 / 2016	
Adjugé des frais	
Banco Ciudad en fiducie pour	
Rojas C G.....	879
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	5 000
	<u>5 879</u>
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-1271-20	
Adjugé des frais	
Mac Berry Farms Limited.....	1 500
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-1220-20	
Règlement des frais judiciaires	
Mann Lawyers S E N C R L en fiducie pour	
Trachy P.....	5 467
T-1821-19	
Règlement des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Abdulle K.....	3 093
	<u>8 560</u>
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-603-20	
Adjugé pour des frais	
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Green K, Green K	2 500
<i>Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
PR-2020-088	
Adjugé pour des frais	
Cache Computer Consulting Corp	2 750
	<u>5 250</u>
Conseil privé	
Commission de la fonction publique	
<i>Autorisation – Cour d'appel fédérale</i>	
A-376-19	
Verreau Dufresne Avocats en fiducie pour	
Soucy, M	7 587
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-638-21	
Adjugé des frais judiciaires	
Sydney Pilek pour en fiducie pour	
Lafreniere A.....	50

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-919-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gordon Scott Campbell en fiducie pour	
Jaffray M.....	3 000
<i>T-662-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gagnon J P.....	600
	<u>3 650</u>
Règlement des demandes liées à une action collective – Spieser	
Noms retenus (1 438)	<u>125 000 000</u>
	<u>125 003 650</u>
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-320-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Faullem M	1 000
<i>A-117-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
McQuarrie Hunter LLP en fiducie pour	
Balkanyi E.....	5 603
<i>A-210-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Champ and Associates en fiducie pour	
Riccio D.....	3 780
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-826-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gregorio P	7 500
<i>T-1565-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Osman G.....	1 000
	<u>18 883</u>
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (3)	<u>114 593</u>
	<u>133 476</u>
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>IMM-2246-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
McCrea Immigration Law LLP en fiducie pour	
He Y.....	1 500
<i>IMM-6652-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dunton Rainville en fiducie pour	
Alfonzo Blanco Carrero D.....	62 040
<i>IMM-1383-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ronald Poulton en fiducie pour	
Ghufran A	1 500
	<u>65 040</u>
Innovation, Sciences et Industrie	
Conseil national de recherches du Canada	
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>6042021</i>	
Adjugé pour motion en autorisation d'appel	
Mann Lawyers LLP en fiducie pour	
Crozier P, Egan G, Kunka K, Petrie S	10 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>16-69664</i>	
Adjugé pour indemnité pour motion de certification et déboursés Mann Lawyers LLP en fiducie pour Crozier P, Egan G, Kunka K, Petrie S	207 500
	217 500
Justice	
Ministère de la Justice	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1499-16</i>	
Coûts des avis Koskie Minsky LLP.....	7 204
<i>IMM-1827-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires Richard Odeleye Law Firm en fiducie pour Obafemi C A.....	2 500 9 704
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-429-00</i>	
Adjugé des prestations de pension Corbett M C.....	62 370
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Autorisation – Cour d'appel de l'Ontario	
<i>CV-16-553694</i>	
Adjugé des frais judiciaires Friedman Law Professional Corporation en fiducie pour Fercan Developments Inc et GRVN Group Inc.....	23 315 95 389
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1032-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires Cox & Palmer en fiducie pour Don Publicover	2 800
<i>A-110-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires Nangis First Nation.....	14 505
<i>T-562-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires Cox & Palmer en fiducie pour Robinson D	9 147 26 452
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-2153-00, T-2155-00</i>	
Adjugé pour des frais liée à des violations d'un traité Owzw Lawyers LLP, Phillips & Co, Bourdreau Law en fiducie pour Allary F, Bear C, Bear M, Bear S, Bear W, Bear W, Flamont S, George R, Henry J, Issac A, Kenny M, Manhas K, Sparvier F, Watson P, Watson S.....	1 550 000
Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1222-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires Wright Henry LLP en fiducie pour Catahno P, Damant C, International Brotherhood of Electrical Workers Local 37, Lampman S, Maclead G, Power Workers' Union, Shields T, Society of United Professionals, Steward M, The Chalk River Nuclear Safety Officers Association.....	6 750

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-1147-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
DD West LLP en fiducie pour	
Peguis First Nation	20 000
	<u>26 750</u>
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Autorisation – Cour canadienne de l'impôt	
<i>2019-206(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Navigator Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Buchner D.....	435
<i>2018-3857(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Deloitte Legal en fiducie pour	
2305965 Ontario inc.....	5 000
<i>2018-203(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Stewart R.....	10 111
<i>2018-1327(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Feigenbaum Law en fiducie pour	
Nonis D.....	65 153
<i>2018-1216(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osborne Barnwell en fiducie pour	
Daville Transport Inc.	8 950
<i>2017-5027(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McKenzie Lake Lawyers S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Van Rassel B.....	3 000
<i>2017-5026(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McKenzie Lake Lawyers S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Callaghan M.....	3 000
<i>2016-552(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Signalisation Kalitec Inc.	10 500
<i>2016-4737(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Stamogiannos S.....	250
<i>2014-972(IT)G, 2015-148(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Araujo J.....	750
Baerbig N.....	150
Baerbig R.....	150
De Sousa D.....	450
Michaud-Brunette N.....	450
Pich A.....	450
Romyn R.....	300
Ross J.....	300
Sloan G.....	300
Succession Unrau J.....	300
Tétrault A.....	300
Taylor J.....	300
Weiler L.....	450
<i>2017-4472(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Richard Yasny en fiducie pour	
Tran T.....	33 127
<i>2013-3699(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Therrien Couture Joli-Cœur S E N C R L en fiducie pour	
Landry J.....	4 432

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>2013-3697(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Therrien Couture Joli-Cœur S E N C R L en fiducie pour	
9196-7448 Québec Inc.	4 432
Autorisation – Cour d'appel de la Colombie-Britannique	
<i>CA45191</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Kimberly S. Campbell en fiducie pour	
Perrier M.	10 800
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-137-08</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Brace D.	3 200
<i>A-447-16</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Nanda & Assoc. PC en fiducie pour	
Cheema M.	8 627
<i>A-224-19</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Hunter Litigation Chambers en fiducie pour	
Tomorrow's Champions Foundation.	3 560
<i>A-223-19</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Gib Van Ert Law Corp en fiducie pour	
Athletes 4 Athletes Foundation.	3 886
<i>A-315-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Alta Energy Luxembourg S E N C R L/s r l.	1 202 513
<i>A-349-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Cameco Corporation.	10 260 000
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1217-20</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Aquilini R fiducie.	2 500
<i>T-1175-19</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
EY Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Carlson T fiducie familiale.	7 500
<i>T-1174-19</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
EY Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Carlson B fiducie familiale.	7 500
Autorisation – Cour supérieure de Justice de l'Ontario	
<i>CV-18-593474</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
KPMG Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Stonehouse Group Inc.	620
Autorisation – Cour suprême du Canada	
<i>39368</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Cameco Corporation.	1 655
<i>38871</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Gowling WLG (Canada) S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Canada North Group Inc et al.	7 027
	11 672 428
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (15)	579 296
	<u>12 251 724</u>

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Santé	
Ministère de la Santé	
<i>Autorisation – Cour d'appel fédérale</i>	
A-468-19	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau Dumoulin LLP en fiducie pour	
Elanco Canada Limited	7 119
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-1499-16	
Adjugé des frais judiciaires	
Koskie Minsky LLP en fiducie pour	
Wenham B	10 000
T-1788-19	
Adjugé des frais judiciaires	
Kastner Lam LLP en fiducie pour	
Karas C	12 500
T-1176-21	
Adjugé des frais judiciaires	
Hameed Law en fiducie pour	
Kruljac N	2 500
	<u>32 119</u>
Sécurité publique	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-479-18	
Adjugé des frais judiciaires	
Nanda & Company en fiducie pour	
Jama A A	9 500
Agence des services frontaliers du Canada	
<i>Autorisation – Cour d'appel de l'Ontario</i>	
2021 ONCA 574	
Adjugé des frais judiciaires et déboursés	
Subodh S. Bharati - Barrister and Solicitor en fiducie pour	
Vu H	63 303
<i>Autorisation – Cour d'appel fédérale</i>	
A-339-19	
Adjugé des frais judiciaires	
Lapointe Rosenstein Marchand Melançon S E N C R L en fiducie pour	
Mattel Canada Inc.	2 250
A-348-19	
Adjugé des frais judiciaires et déboursés	
KPMG S E N C R L / s r l en fiducie pour	
Best Buy Canada Ltée.	5 239
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-783-20	
Adjugé des frais judiciaires et déboursés	
LexSage Professional Corporation en fiducie pour	
Nassar P A	7 614
T-786-19	
Adjugé des frais judiciaires	
Maurice C	12 647
<i>Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
CV-21-00657522-0000	
Adjugé des frais judiciaires	
Jared Will & Associates en fiducie pour	
Toure E	7 500
	98 553
Gendarmerie royale du Canada	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-1347-20	
Adjugé des frais judiciaires	
Champ & Associates en fiducie pour	
British Columbia Civil Liberties Association	30 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-760-20</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Podmoroff S	2 500
<i>T-464-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Carola M	2 100
<i>T-114-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Dhaliwal S	2 500
Autorisation – Cour provinciale de la Colombie-Britannique	
<i>C-86458</i>	
Adjugé pour dommages	
Kuang J	200
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>M151190</i>	
Adjugé pour dommages	
Collette Parsons Corrin LLP en fiducie pour	
Howell B	36 093
	73 393
Service correctionnel du Canada	
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-15-53262500-CP</i>	
Adjugé pour dommages	
Epiq Class Action Services Canada Inc en fiducie pour	
Membres des actions collectives concernant l'isolement préventif dans un pénitencier fédéral	28 000 000
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>S-150415CA4509</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Arvay Finlay LLP en fiducie pour	
British Columbia Civil Liberties Association, The John Howard Society of Canada	2 090 000
	30 090 000
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (12)	1 427 699
	31 699 145
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
Autorisation – Cour du Banc de la Reine de l'Alberta	
<i>9901-03798</i>	
Adjugé pour les frais de réclamation reliée à l'obligation fiduciaire	
Blakes, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour	
Stoney Tribal Council	7 150
Autorisation – Cour du Banc de la Reine du Manitoba	
<i>CI-19-01-24661</i>	
Adjugé pour les frais d'administration de recours collectif	
CA2 Inc.	19 195
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-102-21</i>	
Adjugé pour les frais de Cour d'appel en lien avec la décision de Acho Dene Koe Première Nation pour reporter leur élection	
Field LLP en fiducie pour	
Bertrand F	21 567
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-436-15</i>	
Adjugé pour les frais d'une plainte liée à des violations d'un traité	
DLA Piper LLP en fiducie pour	
Cree E, Powder A, Powder F, Powder F, Powder J, Powder M, enfants de Powder A et Powder F,	
ainsi que les enfants de Powder Lafontaine L et tous les membres vivants de la Bande de Paul Cree	13 720
<i>T-1673-19</i>	
Adjugé pour les frais d'administration de recours collectif	
CA2 Inc.	145 550

Montants adjugés par une cour – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-402-19, T-141-20</i>	
Adjugé pour les frais de médiation de recours collectif Stockwoods LLP Barristers	17 170
<i>T-402-19, T-141-20</i>	
Adjugé pour les frais de médiation de recours collectif Witten LLP	342 894
<i>T-681-20</i>	
Adjugé pour les frais d'une plainte liée à la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour Northcott T.	2 750
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-18-603836</i>	
Adjugé pour des frais légaux Lerners LLP en fiducie pour Bocchini S, Isbister S	15 000
	<u>584 996</u>
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-124-19</i>	
Adjugé des frais Conway Baxter Wilson s r l en fiducie pour Koul A, Koul A, Life Prediction Technologies Inc.	10 000
<i>T-921-20</i>	
Adjugé des frais Katie Black Professional Corporation o/a Black & Associates en fiducie pour Plummer-Grolway J	7 691
<i>T-1529-20</i>	
Adjugé des frais Champ & Associates en fiducie pour Ibrahim K.	3 000
<i>T-1124-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires Brownlee LLP en fiducie pour City of Cold Lake.	5 000
	<u>25 691</u>
Transports	
Ministère des Transports	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-376-21</i>	
Adjugé des frais judiciaires Fernandes Hearn LLP en fiducie pour McClintock's Water Ski School & Pro Shop Inc	5 000
Total	<u>171 745 708</u>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 9

Comptes publics du Canada

2021-2022

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités.....	238
Agriculture et Agroalimentaire.....	240
Conseil privé.....	244
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap.....	244
Environnement et Changement climatique.....	244
Innovation, Sciences et Industrie.....	246
Justice.....	248
Patrimoine canadien.....	248
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne.....	248
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	252
Ressources naturelles.....	252
Santé.....	254
Sécurité publique.....	254
Services aux Autochtones.....	254
Services publics et Approvisionnement.....	256
Transports.....	256

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	<i>104 550</i>	<i>30 006</i>	<i>105 500</i>	<i>378 600</i>	<i>895 232</i>
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités.....	–	–	–	–	1 161
	–	–	–	–	5 391
	<i>54 283</i>	<i>21 930</i>	<i>36 951</i>	<i>32 415</i>	<i>314 261</i>
Fonds Chantiers Canada – volet Grandes infrastructures.....	–	–	–	–	22 698
	–	–	44	–	55 303
	<i>71 383</i>	<i>13 250</i>	<i>186 683</i>	<i>15 990</i>	<i>1 217 770</i>
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe	–	–	–	2 484	–
	–	–	–	664	–
	–	–	–	<i>3 148</i>	–
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées.....	–	2 696	126	805	37 594
	1 716	4 045	2 263	9 055	98 826
	<i>66 250</i>	<i>44 224</i>	<i>82 800</i>	<i>77 008</i>	<i>302 239</i>
Fonds pour l'infrastructure verte.....	–	–	–	–	–
	–	157	–	–	12 260
	–	<i>64 653</i>	–	–	<i>36 614</i>
Fonds pour les infrastructures du transport en commun.....	–	–	–	–	74 530
	193	–	34	714	109 779
	<i>3 025</i>	<i>635</i>	<i>31 555</i>	<i>8 580</i>	<i>550 551</i>
Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	<i>30 000</i>	<i>133 876</i>
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet infrastructures nationales	–	–	–	19 992	60 418
	–	–	–	25 276	61 906
	–	–	–	<i>49 351</i>	<i>163 795</i>
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet infrastructures provinciales-territoriales – Fonds des petites collectivités.....	2 058	2 994	2 179	108	33 323
	3 781	1 236	8 725	2 779	48 616
	<i>29 427</i>	<i>7 023</i>	<i>33 952</i>	<i>34 666</i>	<i>114 768</i>
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures provinciales-territoriales – Projets nationaux et régionaux.....	33 430	18 251	39 636	21 453	153 911
	55 198	22 079	42 488	33 532	146 501
	<i>265 036</i>	<i>113 680</i>	<i>207 743</i>	<i>178 801</i>	<i>333 125</i>
Programme d'infrastructure investir dans le Canada.....	49 031	65 993	84 438	42 817	264 553
	22 101	37 478	24 966	6 314	125 661
	<i>78 224</i>	<i>115 084</i>	<i>123 378</i>	<i>61 369</i>	<i>396 898</i>
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>
Programme de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Réalisation de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	84 519	89 934	126 379	87 659	648 188
	82 989	64 995	78 520	78 334	664 243
	<i>847 178</i>	<i>585 485</i>	<i>983 562</i>	<i>1 044 928</i>	<i>4 634 129</i>

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
1 024	-	-	-	-	1 024	-	-	-	1 024
-	-	-	-	-	-	-	189	-	189
1 050 997	363 787	92 700	300 000	735 000	4 056 372	65 000	40 000	39 936	4 201 308
-	-	-	-	-	1 161	-	-	-	1 161
-	-	-	-	-	5 391	-	-	-	5 391
337 419	40 771	97 653	87 544	127 061	1 150 288	-	-	-	1 150 288
107 346	-	-	698	1 417	132 159	-	-	-	132 159
118 165	1 217	-	1 349	5 194	181 272	-	-	-	181 272
2 274 205	66 816	115 626	528 605	561 528	5 051 856	-	-	-	5 051 856
12 879	-	1 555	-	4 932	21 850	-	-	-	21 850
8 955	-	12	-	928	10 559	-	-	-	10 559
21 840	-	1 567	-	6 567	33 122	-	-	-	33 122
10 811	835	-	705	10 587	64 159	3 030	2 462	214	69 865
68 258	2 521	6 702	20 949	6 229	220 564	6 262	13 703	2 332	242 861
505 566	85 275	87 129	180 172	202 159	1 632 822	47 150	39 333	46 045	1 765 350
19 334	-	-	-	5 000	24 334	-	-	-	24 334
19 334	-	-	-	1 715	33 466	-	-	-	33 466
206 514	9 900	-	-	180 000	497 681	-	-	71 000	568 681
195 045	270	-	13 306	20 844	303 995	-	-	-	303 995
191 609	4 273	2 290	46 909	43 414	399 215	48	-	-	399 263 ^(a)
1 362 421	65 832	28 390	343 086	420 600	2 814 675	254	-	785	2 815 714
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
291 895	-	5 000	-	88 000	548 771	-	-	-	548 771
-	-	-	48 392	98 389	227 191	-	-	-	227 191
-	-	-	60 452	70 346	217 980	-	-	-	217 980 ^(a)
-	-	-	349 864	192 846	755 856	-	-	-	755 856
31 653	1 459	5 438	5 697	4 714	89 623	18 729	17 534	35 944	161 830
19 201	3 592	10 233	8 678	10 099	116 940	18 789	20 702	17 429	173 860 ^(a)
171 022	45 817	37 994	74 606	96 925	646 200	110 557	78 563	152 413	987 733
450 739	58 601	31 174	256 013	114 215	1 177 423	-	10 761	-	1 188 184
263 041	57 584	48 275	120 926	144 909	934 533	-	13 829	-	948 362 ^(a)
1 127 279	268 551	290 694	535 409	581 907	3 902 225	70 920	79 193	-	4 052 338 ^(a)
331 301	10 150	90 665	216 888	258 734	1 414 570	61 641	15 319	51 958	1 543 488
64 660	12 111	44 714	37 899	191 049	566 953	10 156	5 215	53 522	635 846 ^(a)
397 508	25 213	142 587	263 746	517 498	2 121 505	77 586	22 107	111 529	2 332 727
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4 409	-	-	12 500	-	16 909	3 358	-	-	20 267
175 000	175 000	175 000	175 000	175 000	1 750 000	185 311	182 680	182 910	2 300 901
-	-	-	-	-	-	1 000	-	-	1 000
-	-	-	-	-	-	5 000	-	-	5 000
-	-	-	-	-	-	200 000	-	-	200 000
50 440	-	-	-	-	50 440	-	-	-	50 440
60 000	-	-	-	-	60 000	-	-	-	60 000
214 018	-	-	-	-	214 018	-	-	-	214 018
1 210 572	71 315	128 832	541 699	518 832	3 507 929	84 400	46 076	88 116	3 726 521
817 632	81 298	112 226	309 662	473 883	2 763 782	43 613	53 638	73 283	2 934 316
8 135 684	1 146 962	1 074 340	2 838 032	3 885 091	25 175 391	756 778	441 876	604 618	26 978 663

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
2011 Canada – Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et au rétablissement des pâturages	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et au rétablissement de l'approvisionnement en fourrage	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2011 Canada – Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité	-	-	-	-	-
	-	-	-	4 906	-
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2012 Canada – Ontario Initiative d'aide au transport du fourrage et du bétail	-	-	-	-	52
	-	-	-	-	-
2012 Canada – Québec Initiative d'aide au transport des animaux et du fourrage	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2013 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative d'aide aux producteurs de fraises.....	-	-	-	-	113
	-	-	-	-	-
2014 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide contre l'influenza aviaire	-	-	750	-	-
	-	-	-	-	-
2014 Canada – Manitoba Initiative d'aide à l'approvisionnement en fourrage et au transport	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2016 Canada – Alberta Initiative d'aide aux éleveurs d'animaux atteints de tuberculose bovine	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative de l'éclosion de feu bactérien	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative secteur du sirop d'érable.....	-	-	783	-	-
	-	-	-	-	-
2016 Canada – Saskatchewan Initiative d'aide en tuberculose bovine	-	-	590	-	-
	-	-	-	-	-
2017 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1 176	-	1 176	-	-	-	1 176
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	793	793	-	-	-	793
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	105	105	-	-	-	105
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1 399	1 399	-	-	-	1 399
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	6 948	-	-	-	6 948	-	-	-	6 948
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	4 906	-	-	-	4 906
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	67 428	141 359	22 538	-	231 377	-	-	-	231 377
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	222	-	-	-	222
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	113	-	-	-	113
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	750	-	-	-	750
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2 340	-	-	-	2 340	-	-	-	2 340
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	8 211	-	8 211	-	-	-	8 211
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	783	-	-	-	783
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	590	-	-	-	590
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	63	-	-	63	-	-	-	63
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	(587)	(587)	-	-	-	(587)
-	-	-	-	5 782	5 782	-	-	-	5 782

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
2017 Canada – Québec Initiative d'aide aux entreprises agricoles affectées par des épisodes exceptionnels de grêle	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	6 487
2018 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Agri-protection – Contributions.....	177	16 528	1 838	2 129	40 652
	171	13 533	1 821	1 843	34 933
	5 367	186 211	31 652	81 859	963 011
Agri-stabilité – Contributions	–	3 955	–	–	10 961
	–	265	–	–	11 071
	1 653	87 375	25 870	63 263	1 067 922
Agri-stabilité – Subventions	775	–	1 210	1 874	–
	1 000	–	2 241	4 600	–
	10 086	–	77 092	45 261	–
Initiative Canada-Manitoba d'aide aux producteurs pour les coûts liés à l'alimentation du bétail et au transport.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative Colombie-Britannique tuberculose bovine en 2018	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative d'aide aux producteurs des Prairies (IAPP).....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative d'inondation du Cariboo en Colombie-Britannique.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative Récolte d'automne – L'Île-du-Prince-Édouard	–	–	–	–	–
	–	9 199	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiatives Agri-risques – Activités de renforcement des capacités administratives.....	–	–	80	–	642
	–	–	–	–	32
	–	45	173	38	3 556
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	10 745	15 015	13 004	5 626	518 004
Partenariat Canadien pour l'agriculture – Programmes à frais partagés.....	3 810	4 009	3 164	3 790	37 605
	3 932	3 788	3 945	3 989	30 162
	14 636	15 014	14 993	14 438	120 754
Programme Agri-investissement – Contributions	–	–	–	–	21 223
	–	–	–	–	26 338
	–	–	–	–	323 383
Programme Agri-investissement – Subventions.....	47	1 178	654	893	–
	50	1 125	639	932	–
	1 282	25 545	15 993	18 636	16 812
Programme d'aide pour l'isolement obligatoire des travailleurs étrangers temporaires..	–	800	–	–	–
	–	1 183	–	–	–
	–	1 983	–	–	–
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	150	–
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	387	4 509	3 991	3 675	4 000

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	6 487	-	-	-	6 487
-	-	-	-	(55)	(55)	-	-	-	(55)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	839	839	-	-	-	839
73 368	92 866	277 398	194 478	20 405	719 839	-	-	-	719 839
64 086	83 626	223 325	204 170	18 405	645 913	-	-	-	645 913
1 671 484	2 073 220	5 567 511	4 486 477	407 823	15 474 615	-	-	-	15 474 615
45 426	-	54 986	76 105	10 246	201 679	-	-	-	201 679
49 677	-	56 951	46 076	25 900	189 940	-	-	-	189 940
1 350 248	587 386	2 010 787	1 700 446	354 166	7 249 116	-	-	124	7 249 240
-	26 289	(63)	(1)	(12)	30 072	-	-	-	30 072
-	18 081	(51)	-	(6)	25 865	-	-	6	25 871
-	482 484	(29 196)	(1)	(2 166)	583 560	-	-	54	583 614
-	(10)	-	-	-	(10)	-	-	-	(10)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	6 102	-	-	-	6 102	-	-	-	6 102 ^(a)
-	-	-	-	(1)	(1)	-	-	-	(1)
-	-	-	-	51	51	-	-	-	51
-	-	-	-	274	274	-	-	-	274
-	(1)	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	- ^(a)
-	25 284	151 600	10 774	-	187 658	-	-	-	187 658
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	257	257	-	-	-	257
-	-	-	-	257	257	-	-	-	257
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	9 199	-	-	-	9 199
812	240	445	869	138	3 226	-	-	-	3 226
122	300	520	1 068	143	2 185	-	-	-	2 185
934	3 776	5 549	10 371	1 288	25 730	-	-	-	25 730
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
248 516	38 604	45 996	190 826	62 001	1 148 337	340	-	416	1 149 093
48 952	17 827	39 941	43 212	12 920	215 230	511	483	681	216 905
49 033	21 742	39 941	40 302	11 135	207 969	643	423	779	209 814
180 485	72 084	159 763	158 692	48 416	799 275	2 099	1 602	2 915	805 891
-	-	-	-	-	21 223	-	-	-	21 223
-	-	-	-	-	26 338	-	-	-	26 338
-	-	-	-	-	323 383	-	-	-	323 383
24 886	18 229	49 863	35 510	3 941	135 201	-	-	1	135 202
25 437	18 095	47 022	31 972	3 820	129 092	-	-	1	129 093
471 163	331 778	831 814	611 160	75 786	2 399 969	-	2	22	2 399 993
-	-	-	-	-	800	-	-	-	800
-	-	-	-	-	1 183	-	-	-	1 183
-	-	-	-	-	1 983	-	-	-	1 983 ^(f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
95 682	56 246	97 388	248 182	22 849	536 909	-	-	10	536 919

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Programme de démarrage d'Agri-investissement – Contributions.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	92 514
Programme de rétablissement Colombie-Britannique à la suite des inondations.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme de rétablissement des porcs	–	257	–	25	13 086
	–	–	–	–	–
Programme de retrait de bovins	–	257	–	25	13 086
	–	–	–	–	–
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Sécheresse et Feux Incontrôlés 2021	102	1 069	902	813	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	4 809	26 727	6 946	8 711	124 169
	5 153	19 894	8 646	11 364	102 536
	44 258	346 222	185 793	238 690	3 129 694
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Enquête publique conjointe sur la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse.....	–	–	11 002	–	–
	–	–	1 443	–	–
	–	–	12 446	–	–
Total du portefeuille ministériel	–	–	11 002	–	–
	–	–	1 443	–	–
	–	–	12 446	–	–
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Apprentissage et la garde des jeunes enfants	48 246	20 861	90 881	74 865	659 601
	7 129	3 568	11 621	9 677	86 233
	73 818	35 080	137 531	112 059	1 006 085
Ententes sur le développement de la main d'œuvre.....	12 478	3 939	23 780	18 918	206 252
	31 560	10 278	60 588	41 266	510 004
	71 850	22 460	133 502	99 019	992 026
Ententes sur le développement du marché du travail	151 041	29 804	103 840	113 385	716 667
	150 355	29 755	101 182	111 497	706 504
	1 840 764	387 687	1 252 785	1 354 704	8 953 576
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux.....	12	12	12	12	12
	19	19	19	19	19
	1 349	1 349	1 349	1 349	1 349
Total du portefeuille ministériel	211 777	54 616	218 513	207 180	1 582 532
	189 063	43 620	173 410	162 459	1 302 760
	1 987 781	446 576	1 525 167	1 567 131	10 953 036
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Accord Canada – Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec.....	–	–	–	–	241
	–	–	–	–	241
	–	–	–	–	10 365
Accord concernant la notification des événements environnementaux.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Accord concernant les relevés hydrométriques.....	1 035	52	164	323	1 201
	494	73	233	318	1 016
	10 099	994	3 504	6 429	32 848
Entente avec Conservation Officer Service de la Colombie-Britannique concernant le service de données pour l'investigation du mont Polley.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	92 514	-	-	-	92 514
-	-	-	-	9 468	9 468	-	-	-	9 468
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	9 468	9 468	-	-	-	9 468
(1)	-	-	436	-	13 803	-	-	-	13 803
784	-	-	-	-	784	-	-	-	784
783	-	-	436	-	14 587	-	-	-	14 587
(66)	14	(55)	2 845	-	2 738	-	-	-	2 738
1 966	840	3 820	14 138	-	20 764	-	-	-	20 764
1 900	854	3 765	16 983	-	23 502	-	-	-	23 502
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22 600	14 354	25 801	64 003	5 020	134 664	-	-	7	134 671
2 323	29 100	166 725	214 234	5 402	417 784	-	-	-	417 784
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 323	29 100	166 725	214 234	5 402	417 784	-	-	-	417 784
195 700	184 554	589 240	567 688	62 452	1 770 996	511	483	682	1 772 672
191 105	142 684	371 528	337 726	59 118	1 249 754	643	423	786	1 251 606
4 046 340	3 797 988	9 178 925	7 744 508	999 910	29 712 328	2 439	1 604	3 548	29 719 919
-	-	-	-	-	11 002	-	-	-	11 002
-	-	-	-	-	1 443	-	-	-	1 443
-	-	-	-	-	12 446	-	-	-	12 446
-	-	-	-	-	11 002	-	-	-	11 002
-	-	-	-	-	1 443	-	-	-	1 443
-	-	-	-	-	12 446	-	-	-	12 446
1 396 611	163 757	144 626	502 165	454 083	3 555 696	11 375	13 282	10 414	3 590 767
146 741	15 549	13 579	45 439	52 569	392 105	2 444	2 387	2 413	399 349
1 982 806	226 151	199 426	684 044	661 500	5 118 500	20 682	21 806	20 032	5 181 020
355 389	33 169	28 281	106 497	125 000	913 703	2 766	2 766	2 766	922 001
969 701	80 457	70 550	292 066	336 542	2 403 012	5 763	5 763	5 763	2 420 301
1 979 975	177 263	157 958	597 185	695 673	4 926 911	15 451	15 081	15 534	4 972 977
768 422	63 633	57 030	210 247	339 011	2 553 080	4 858	4 018	4 801	2 566 757
741 362	61 705	54 371	192 380	329 255	2 478 366	4 766	3 954	4 669	2 491 755
9 028 223	719 132	619 165	1 916 205	4 105 157	30 177 398	59 917	43 331	53 545	30 334 191
12	12	12	12	12	120	12	12	12	156
19	19	19	19	19	190	19	19	19	247
1 349	1 349	1 349	1 349	1 349	13 490	1 349	1 349	1 349	17 537
2 520 434	260 571	229 949	818 921	918 106	7 022 599	19 011	20 078	17 993	7 079 681
1 857 823	157 730	138 519	529 904	718 385	5 273 673	12 992	12 123	12 864	5 311 652
12 992 353	1 123 895	977 898	3 198 783	5 463 679	40 236 299	97 399	81 567	90 460	40 505 725
-	-	-	-	-	241	-	-	-	241
-	-	-	-	-	241	-	-	-	241
-	-	-	-	-	10 365	-	-	-	10 365
90	12	12	58	78	250	-	-	6	256
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
90	12	12	58	78	250	-	-	6	256 ⁽¹⁾
2 722	1 674	1 825	2 247	3 358	14 601	1 365	-	872	16 838
2 557	1 810	1 921	2 636	3 872	14 930	754	-	1 454	17 138
57 775	23 358	28 201	40 870	27 420	231 498	12 232	-	5 262	248 992
-	-	-	-	308	308	-	-	-	308
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	308	308	-	-	-	308

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Entente Canada avec les provinces et territoires concernant le suivi de la qualité de l'eau	61	232	–	29	155
	125	232	–	32	135
	491	1 793	–	233	1 503
Entente Canada concernant le suivi de la qualité de l'eau du bassin du Saint-Laurent – Atlantique	–	–	–	–	35
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	281
Entente Canada – Québec sur le plan d'action du Saint-Laurent	–	–	–	–	3 870
	–	–	–	–	3 490
	–	–	–	–	62 808
LEP – Loi sur les espèces en péril	–	–	–	–	523
	–	–	–	–	250
	–	–	–	–	5 342
Pâtes et papier	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	3 872
Programme national pancanadien de surveillance de la pollution atmosphérique	133	221	228	184	1 716
	135	224	232	187	1 742
	1 202	2 004	2 071	1 670	15 563
Régularisation de la rivière des Outaouais	–	–	–	–	101
	–	–	–	–	123
	–	–	–	–	3 153
Agence canadienne d'évaluation d'impact Convention de la Baie James et du Nord québécois	–	–	–	–	346
	–	–	–	–	296
	–	–	–	–	5 349
Total du portefeuille ministériel	1 229	505	392	536	8 238
	754	529	465	537	7 343
	11 792	4 791	5 575	8 332	141 084
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	–	–	–	–	–
	1 437	–	–	–	11 622
	32 840	10 491	61 321	48 536	389 046
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Accord sur la croissance du commerce et des investissements.....	584	351	1 286	1 286	–
	447	268	983	983	–
	2 024	1 214	4 452	4 452	–
Partenariat du tourisme du Canada atlantique.....	–	5 972	–	–	–
	–	207	–	–	–
	–	16 154	–	–	–
Agence spatiale canadienne					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	944
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Faire la promotion de l'accès au transport en commun pour les Canadiens vulnérables à la suite de la réduction des services de Greyhound Canada 2018	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	584	6 323	1 286	1 286	–
	1 884	475	983	983	11 622
	34 864	27 859	65 773	52 988	389 990

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	477	-	-	-	477
-	-	-	-	-	524	37	-	-	561
-	-	-	-	-	4 020	317	-	-	4 337
-	-	-	-	-	35	-	-	-	35
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	281	-	-	-	281
-	-	-	-	-	3 870	-	-	-	3 870
-	-	-	-	-	3 490	-	-	-	3 490
-	-	-	-	-	62 808	-	-	-	62 808
-	-	-	-	-	523	100	150	201	974
-	-	-	-	-	250	-	-	-	250
-	-	-	-	502	5 844	135	150	201	6 330
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	4 145	-	-	-	4 145
-	-	-	-	273	7 299	40	13	13	7 365
2 608	280	250	714	965	7 410	40	13	13	7 476
2 647	284	254	725	980	7 410	40	13	13	7 476
23 644	2 538	2 271	6 479	8 750	66 192	361	120	120	66 793
101	-	-	-	-	202	-	-	-	202
123	-	-	-	-	246	-	-	-	246
3 153	-	-	-	-	6 306	-	-	-	6 306
-	-	-	-	-	346	-	-	-	346
-	-	-	-	-	296	-	-	-	296
-	-	-	-	-	5 349	-	-	-	5 349
5 521	1 966	2 087	3 019	4 709	28 202	1 505	163	1 092	30 962
5 327	2 094	2 175	3 361	4 852	27 437	831	13	1 467	29 748
84 662	25 908	30 484	47 407	37 331	397 366	13 045	270	5 589	416 270
-	10 748	-	-	-	10 748	-	-	-	10 748
-	15 035	-	-	-	28 094	-	-	-	28 094
785 114	77 128	65 504	227 004	256 955	1 953 939	4 015	10 745	1 503	1 970 202 ⁽¹⁾
-	-	-	-	-	3 507	-	-	-	3 507
-	-	-	-	-	2 681	-	-	-	2 681
-	-	-	-	-	12 142	-	-	-	12 142
-	-	-	-	-	5 972	-	-	-	5 972
-	-	-	-	-	207	-	-	-	207
-	-	-	-	-	16 154	-	-	-	16 154
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	944	-	-	-	944
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1 234	-	-	-	1 234
-	-	-	-	1 619	1 619	-	-	-	1 619
-	10 748	-	-	-	20 227	-	-	-	20 227
-	15 035	-	-	1 234	32 216	-	-	-	32 216
785 114	77 128	65 504	227 004	258 574	1 984 798	4 015	10 745	1 503	2 001 061

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Justice					
Ministère de la Justice					
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	12	–	596	–	6 160
	11	–	–	–	9 395
	50	–	596	–	33 948
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique en matière pénale	2 657	490	4 526	2 879	28 896
	2 525	471	4 312	2 754	27 553
	73 922	13 630	133 475	77 586	871 130
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	–	60	361	–	1 217
	–	25	211	–	830
	2 936	187	3 600	–	21 497
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	4 886	1 833	5 831	4 549	34 879
	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	169 977	66 963	204 024	159 940	1 195 988
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinées aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	213	300	702	385	300
	234	331	774	461	460
	5 450	6 187	10 665	6 781	9 999
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridique)	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	7 768	2 683	12 016	7 813	71 452
	6 861	2 442	10 228	7 069	67 553
	252 335	86 967	352 360	244 307	2 132 562
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Fonds du Canada pour la présentation des arts	245	–	–	–	–
	150	–	–	–	–
	2 154	–	–	–	–
Langues officielles en éducation et services	5 908	5 158	15 019	37 991	68 862
	4 547	6 500	13 613	29 384	73 375
	162 475	133 846	354 041	1 085 944	3 560 526
Programme de soutien au sport	413	357	418	401	818
	3 136	2 978	4 169	3 567	7 401
	8 332	7 474	9 964	8 810	19 495
Total du portefeuille ministériel	6 566	5 515	15 437	38 392	69 680
	7 833	9 478	17 782	32 951	80 776
	172 961	141 320	364 005	1 094 754	3 580 021
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Données annuelles sur la production des pêches et renseignements supplémentaires sur les prix pour les pêches commerciales en Colombie-Britannique	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Données sur l'emploi dans la transformation des produits de la mer de diverses pêches en Colombie-Britannique	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Enquête sur la pêche récréative au Canada	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Entente Canada-Québec pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec	–	–	–	–	885
	–	–	–	–	704
	–	–	–	–	4 142

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
38 200	764	–	2 584	3 840	52 156	–	–	–	52 156
33 000	470	–	1 452	4 199	48 527	–	–	–	48 527
144 889	2 736	–	7 211	15 303	204 733	–	–	–	204 733
55 079	8 160	7 632	16 925	19 083	146 327	–	–	–	146 327
52 418	7 634	7 122	15 880	18 058	138 727	–	–	–	138 727
1 734 595	172 989	146 185	365 576	478 179	4 067 267	24 435	–	7 605	4 099 307
2 560	335	883	2 327	2 189	9 932	–	–	6	9 938
1 838	277	720	1 689	1 767	7 357	12	–	6	7 375
41 767	15 551	20 768	45 662	44 731	196 699	6 871	65	2 408	206 043
65 342	8 313	8 224	22 707	21 743	178 307	2 893	2 431	1 343	184 974
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
2 144 028	210 160	247 327	541 158	681 992	5 621 557	123 186	35 324	40 811	5 820 878
1 636	1 920	2 369	1 778	546	10 149	300	300	300	11 049
1 675	1 730	2 085	1 694	697	10 141	300	300	308	11 049
27 729	18 696	22 137	22 576	18 633	148 853	5 393	7 010	5 274	166 530
–	–	–	–	–	–	3 140	3 417	1 858	8 415
–	–	–	–	–	–	2 846	3 233	1 607	7 686
–	–	–	–	–	–	48 106	46 158	26 433	120 697
162 817	19 492	19 108	46 321	47 401	396 871	6 333	6 148	3 507	412 859
139 924	15 252	15 854	34 266	42 410	341 859	5 603	4 793	2 802	355 057
4 093 008	420 132	436 417	982 183	1 238 838	10 239 109	207 991	88 557	82 531	10 618 188
–	–	–	–	–	245	–	–	–	245
–	–	–	–	–	150	–	–	–	150
–	–	–	–	–	2 154	–	–	–	2 154
119 580	20 853	12 571	21 080	22 616	329 638	3 945	8 779	2 585	344 947
114 435	17 022	10 911	18 890	24 475	313 152	3 654	2 696	2 585	322 087
3 650 751	512 599	343 475	540 569	580 381	10 924 607	77 439	46 195	66 504	11 114 745
1 108	500	477	641	661	5 794	394	416	353	6 957
9 380	4 720	4 459	6 314	6 257	52 381	2 215	1 427	2 558	58 581
25 102	10 786	10 490	14 650	15 238	130 341	7 528	6 046	7 442	151 357 ^(a)
120 688	21 353	13 048	21 721	23 277	335 677	4 339	9 195	2 938	352 149
123 815	21 742	15 370	25 204	30 732	365 683	5 869	4 123	5 143	380 818
3 675 853	523 385	353 965	555 219	595 619	11 057 102	84 967	52 241	73 946	11 268 256
–	–	–	–	159	159	–	–	–	159
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	159	159	–	–	–	159
–	–	–	–	3	3	–	–	–	3
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	3	3	–	–	–	3
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
278	–	–	–	–	278	–	–	–	278
–	–	–	–	–	885	–	–	–	885
–	–	–	–	–	704	–	–	–	704
–	–	–	–	–	4 142	–	–	–	4 142

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	3 135
	-	-	-	-	1 669
Espèces en péril.....	-	-	-	-	15 301
	-	-	-	-	-
Exécution des programmes du MPO par le GN-DOE à l'intérieur et à proximité immédiate du Nunavut.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Exploitation de l'Alco Hatchery à Maple Ridge (Colombie-Britannique).....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds d'innovation et de restauration du saumon de la Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds des pêches de l'Atlantique (FPA)	11 812	3 448	16 197	7 846	-
	13 591	5 095	19 292	6 894	-
	42 382	14 308	46 044	27 559	-
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec	-	-	-	-	46
	-	-	-	-	42
	-	-	-	-	1 128
Groupe de travail sur les enquêtes intégrées de Mount Polley – Gestion des données divulguées.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Modèle de référence des services écosystémiques dans la biorégion du plateau nord ...	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Participation du gouvernement du Nunavut à la planification et à la conservation marines	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme d'adoption des technologies propres pour les pêches et l'aquaculture.....	138	73	402	238	197
	-	79	-	-	98
	138	390	402	238	554
Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard	-	155	-	-	-
	-	155	-	-	-
	-	3 652	-	-	-
Programme de surveillance de l'impact cumulatif.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Projet d'échantillonnage du RCBA de la rivière Nanaimo	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Projet d'interaction poisson-forêt de Carnation Creek.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Relevé des petits poissons du lac Winnipeg.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2020-2021) (#1).....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2021-2022) (#1).....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Services de diagnostic de la santé des poissons avec le Ministère de l'Aquaculture de la Colombie-Britannique.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Soutien des navires pour les relevés de base du biote dans les ports de l'Arctique canadien et à proximité des collectivités du Nunavut.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	3 135	-	-	-	3 135
-	-	-	-	-	1 669	-	-	-	1 669
-	-	-	-	-	15 301	-	-	-	15 301
45	-	-	-	-	45	-	-	-	45
74	-	-	-	-	74	-	-	-	74
310	-	-	-	-	310	-	-	-	310
-	-	-	-	-	-	-	125	-	125
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	125	-	125
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	150	150	-	-	-	150 ^(f)
-	-	-	-	24 226	24 226	-	-	-	24 226
-	-	-	-	13 902	13 902	-	-	-	13 902
-	-	-	-	45 798	45 798	-	-	-	45 798
-	-	-	-	52	39 355	11	-	-	39 366
-	-	-	-	38	44 910	6	-	-	44 916 ^(a)
-	-	-	-	133	130 426	19	-	-	130 445 ^(a)
-	-	-	-	-	46	-	-	-	46
-	-	-	-	-	42	-	-	-	42
-	-	-	-	-	1 128	-	-	-	1 128
-	-	-	-	300	300	-	-	-	300
-	-	-	-	30	30	-	-	-	30 ^(a)
-	-	-	-	330	330	-	-	-	330 ^(a)
-	-	-	-	13	13	-	-	-	13
-	-	-	-	103	103	-	-	-	103
-	-	-	-	116	116	-	-	-	116 ^(f)
-	-	-	-	-	-	-	245	-	245
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	245	-	245
290	-	121	76	786	2 321	-	-	-	2 321
3 953	-	-	-	106	4 236	-	-	-	4 236
15 769	-	121	76	1 227	18 915	-	-	-	18 915
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	3 652	-	-	-	3 652
-	-	-	-	-	-	711	-	-	711
-	-	-	-	-	-	393	-	-	393
-	-	-	-	-	-	2 577	-	-	2 577
-	-	-	-	4	4	-	-	-	4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	4	4	-	-	-	4
-	-	-	-	85	85	-	-	-	85
-	-	-	-	85	85	-	-	-	85
-	-	-	-	242	242	-	-	-	242
-	5	-	-	-	5	-	-	-	5
-	5	-	-	-	5	-	-	-	5 ^(a)
-	46	-	-	-	46	-	-	-	46 ^(a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	366	366	-	-	-	366
-	-	-	-	366	366	-	-	-	366
-	-	-	-	430	430	-	-	-	430
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	430	430	-	-	-	430
-	-	-	-	75	75	-	-	-	75
-	-	-	-	145	145	-	-	-	145
-	-	-	-	703	703	-	-	-	703
-	-	-	-	-	-	-	315	-	315
-	-	-	-	-	-	-	312	-	312
-	-	-	-	-	-	-	754	-	754

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Structure de la population et identification du stock de la rivière Skeena	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Système de gestion de l'habitat du poisson pour l'extraction des placers au Yukon	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	11 950	3 676	16 599	8 084	4 263
	13 591	5 329	19 292	6 894	2 513
	42 520	18 350	46 446	27 797	21 125
Relations Couronne-Autochtones et Affaire du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Canada/Colombie-Britannique Protocole d'échange de renseignements (Informations sur les terres et ressources en support des négociations de traité)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik	-	-	-	-	29 599
	-	-	-	-	28 679
	-	-	-	-	363 095
Entente fédérale-provinciale visant à présenter une offre de financement pour l'admissibilité et l'inscription à la Première Nation de Kitselas	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente fédérale-provinciale visant à présenter une offre de financement pour l'admissibilité et l'inscription à la Première nation de Kitsumkalum.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Facilitateur de Wet'suwet'en	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Négociations de traité trilatéral.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Procédés de vérification des réclamations finales sous le <i>Protocole d'entente concernant le programme d'assistance sociale pour les Indiens</i>	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	29 599
	-	-	-	-	28 679
	-	-	-	-	363 095
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers.....	-	-	1 290	-	-
	-	-	(46)	-	-
	-	-	44 356	-	-
Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers.....	149	-	-	-	-
	723	-	-	-	-
	85 628	-	-	-	-
Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation	-	-	-	-	588
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	588
Total du portefeuille ministériel	149	-	1 290	-	588
	723	-	(46)	-	-
	85 628	-	44 356	-	588

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	2	2	-	-	-	2
-	-	-	-	2	2	-	-	-	2
-	-	-	-	17	17	-	-	-	17
-	-	-	-	-	-	-	-	105	105
-	-	-	-	-	-	-	-	105	105
-	-	-	-	-	-	-	-	210	210 ⁽ⁱ⁾
335	5	121	76	26 160	71 269	722	685	105	72 781
4 027	5	-	-	14 802	66 453	399	312	105	67 269
16 357	46	121	76	49 678	222 516	2 596	1 124	210	226 446
-	-	-	-	300	300	-	-	-	300
-	-	-	-	300	300	-	-	-	300
-	-	-	-	7 824	7 824	-	-	-	7 824
-	-	-	-	-	-	-	25	-	25
-	-	-	-	-	-	-	70	-	70
-	-	-	-	-	-	191	918	-	1 109
-	-	-	-	-	29 599	-	-	-	29 599
-	-	-	-	-	28 679	-	-	-	28 679
-	-	-	-	-	363 095	-	-	-	363 095
-	-	-	-	280	280	-	-	-	280
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	280	280	-	-	-	280
-	-	-	-	315	315	-	-	-	315
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	315	315	-	-	-	315
-	-	-	-	159	159	-	-	-	159
-	-	-	-	200	200	-	-	-	200 ^(a)
-	-	-	-	391	391	-	-	-	391
-	-	-	-	1 829	1 829	-	-	-	1 829
-	-	-	-	1 829	1 829	-	-	-	1 829
-	-	-	-	177 555	177 555	-	-	-	177 555
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
174	-	-	-	-	174	-	-	-	174 ⁽ⁱ⁾
-	-	-	-	2 883	32 482	-	25	-	32 507
-	-	-	-	2 329	31 008	-	70	-	31 078
174	-	-	-	186 365	549 634	191	918	-	550 743
-	-	-	-	-	1 290	-	-	-	1 290
-	-	-	-	-	(46)	-	-	-	(46)
-	-	-	-	-	44 356	-	-	-	44 356
-	-	-	-	-	149	-	-	-	149
-	-	-	-	-	723	-	-	-	723
-	-	-	-	-	85 628	-	-	-	85 628
161	89	106	-	-	944	-	-	-	944
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
161	89	106	-	-	944	-	-	-	944
161	89	106	-	-	2 383	-	-	-	2 383
-	-	-	-	-	677	-	-	-	677
161	89	106	-	-	130 928	-	-	-	130 928

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Santé					
Ministère de la Santé					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	2
	-	-	-	-	2
	-	-	-	-	35
Agence de la santé publique du Canada					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	126
Programme de sites sécuritaires d'isolement volontaire	-	-	2 198	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	2 198	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	2 198	-	2
	-	-	-	-	2
	-	-	2 198	-	161
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC).....	-	-	-	2 972	14 526
	11 138	-	979	9 436	-
	190 751	22 484	78 781	209 634	1 424 895
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits.....					
	-	-	-	-	1 249
	-	-	34	-	7 121
	-	-	210	-	8 371
Programme de services de police des Premières nations.....	-	-	531	314	44 946
	-	-	517	305	45 327
	1 345	1 020	24 165	11 301	685 038
Subventions au Système national de repérage	57	52	63	61	167
	57	52	63	61	167
	574	520	632	607	1 641
Gendarmerie royale du Canada					
Programme canadien du contrôle des armes à feu	-	225	1 009	975	-
	-	225	1 009	975	5 871
	2 255	5 752	25 113	25 975	170 545
Service correctionnel du Canada					
Offre de formation générale des adultes dans les pénitenciers fédéraux.....	-	-	-	-	4 132
	-	-	-	-	3 087
	-	-	-	-	19 085
Total du portefeuille ministériel	57	277	1 603	4 322	65 020
	11 195	277	2 602	10 777	61 573
	194 925	29 776	128 901	247 517	2 309 575
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Aide à la gestion des urgences.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Association des trappeurs Cri.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	3 427
Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente sur les inondations du Nord	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Procédés de vérification des réclamations finales sous le <i>Protocole d'entente</i> concernant le programme d'assistance sociale pour les Indiens	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2 ^(a)
-	-	-	-	-	35	-	-	-	35 ^(a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	126	-	-	-	126
15 650	11 019	11 959	-	-	40 826	258	-	4 016	45 100
8 033	-	4 791	-	-	12 824	-	-	-	12 824
23 683	11 019	16 750	-	-	53 650	258	-	4 016	57 924
15 650	11 019	11 959	-	-	40 828	258	-	4 016	45 102
8 033	-	4 791	-	-	12 826	-	-	-	12 826
23 683	11 019	16 750	-	-	53 811	258	-	4 016	58 085
-	-	50 000	-	378 252	445 750	-	-	-	445 750
-	43 260	28 788	27 152	84 247	205 000	-	-	-	205 000
240 778	964 869	764 356	1 348 592	1 270 492	6 515 632	29 482	5 300	13 499	6 563 913
6 608	-	3 832	-	1 023	12 712	-	-	-	12 712
3 490	-	-	-	1 278	11 923	-	-	-	11 923
18 073	-	3 832	-	2 301	32 787	-	-	-	32 787
67 354	8 286	1 441	6 752	1 539	131 163	-	-	208	131 371
62 939	6 483	1 403	6 575	1 498	125 047	-	-	208	125 255
982 120	139 281	92 784	154 762	78 477	2 170 293	6 910	3 784	17 398	2 198 385
242	68	66	108	116	1 000	-	-	-	1 000
242	68	66	108	116	1 000	-	-	-	1 000
2 364	676	651	1 040	1 139	9 844	43	69	43	9 999
6 150	-	-	-	-	8 359	-	-	-	8 359
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
157 958	2 464	2 190	4 587	27 893	424 732	1 137	-	1 297	427 166
-	-	-	-	-	4 132	-	-	-	4 132
-	-	-	-	-	3 087	-	-	-	3 087
-	-	-	-	-	19 085	-	-	-	19 085
80 354	8 354	55 339	6 860	380 930	603 116	-	-	208	603 324
72 821	49 811	30 257	33 835	87 139	360 287	-	-	208	360 495
1 401 293	1 107 290	863 813	1 508 981	1 380 302	9 172 373	37 572	9 153	32 237	9 251 335
-	-	-	-	-	-	85	-	-	85
-	-	-	-	-	-	83	-	-	83
-	-	-	-	-	-	342	-	-	342
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	3 427	-	-	-	3 427 ^(f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	55	55 ^(f)
-	15	-	-	-	15	-	-	-	15
-	16	-	-	-	16	-	-	-	16
-	47	-	-	-	47	-	-	-	47
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
236	-	-	-	-	236	-	-	-	236 ^(f)

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Protection contre les inondations	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Protection des forêts	-	-	-	-	1 143
	-	-	-	-	1 068
	-	-	-	-	4 896
Routes des réserves	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Services sociaux	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	1 143
	-	-	-	-	1 068
	-	-	-	-	8 323
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Complexe des barrages Témiscamingue – Remplacement du barrage de l'Ontario					
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier	-	-	-	-	186
	-	-	-	-	255
	-	-	-	-	12 286
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	11
	-	-	-	-	9
	-	-	-	-	240
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	197
	-	-	-	-	264
	-	-	-	-	12 526
Transports					
Ministère des Transports					
Contributions visant à assurer le service de transport aérien aux collectivités éloignées					
	-	-	-	-	11 944
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	11 944
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	104
	-	-	-	-	190
	-	-	-	-	313
Fonds national des corridors commerciaux	-	-	1 994	1 463	-
	-	-	996	1 227	10 658
	-	-	2 991	4 986	18 910
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	8 000	9 153	110 521	-
Initiative d'adaptation des transports dans le Nord	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	62
Initiative des équipements de sécurité et des infrastructures portuaires de base pour les collectivités du Nord	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
40	-	-	-	-	40	-	-	-	40
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40	-	-	-	-	40	-	-	-	40
-	4 725	1 596	-	-	7 464	-	-	-	7 464
-	5 034	1 677	-	-	7 779	-	-	-	7 779
-	24 899	8 683	-	-	38 478	-	-	-	38 478
7 000	4 623	-	-	-	11 623	-	-	-	11 623
7 000	4 524	-	-	-	11 524	-	-	-	11 524
33 216	24 426	-	-	-	57 642	-	-	-	57 642
332 843	-	-	-	-	332 843	-	-	-	332 843
319 333	-	-	-	-	319 333	-	-	-	319 333
1 339 548	-	-	3 071	-	1 342 619	-	-	373	1 342 992
339 883	9 363	1 596	-	-	351 985	85	-	-	352 070
326 333	9 574	1 677	-	-	338 652	83	-	-	338 735
1 373 040	49 372	8 683	3 071	-	1 442 489	342	-	428	1 443 259
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
943	-	-	-	-	943	-	-	-	943
24 975	-	-	-	-	24 975	-	-	-	24 975
186	-	-	-	-	372	-	-	-	372
255	-	-	-	-	510	-	-	-	510
17 424	-	-	-	-	29 710	-	-	-	29 710
-	-	-	-	-	11	-	-	-	11
-	-	-	-	-	9	-	-	-	9
-	-	-	-	-	240	-	-	-	240
186	-	-	-	-	383	-	-	-	383
1 198	-	-	-	-	1 462	-	-	-	1 462
42 399	-	-	-	-	54 925	-	-	-	54 925
10 580	12 606	1 505	-	2 154	38 789	18 831	16 324	4 591	78 535
11 134	12 031	1 592	-	2 176	26 933	17 124	17 124	7 166	68 347 ^(a)
21 714	24 637	3 097	-	4 330	65 722	35 955	33 448	11 757	146 882 ^(a)
-	-	-	-	-	104	-	-	-	104
-	-	-	-	-	190	-	-	-	190
-	-	-	-	-	313	-	-	-	313
-	-	33 000	-	861	37 318	1 726	1 421	25 124	65 589
-	-	961	-	-	13 842	3 637	-	9 936	27 415 ^(a)
-	-	36 732	-	861	64 480	7 295	1 421	36 924	110 120 ^(a)
9 871	-	-	-	-	9 871	-	-	-	9 871
3 203	3 743	-	-	-	6 946	-	-	-	6 946
767 183	49 278	26 969	-	-	971 104	-	-	252	971 356
-	-	-	-	-	-	30	217	207	454
-	-	-	-	-	-	350	27	109	486
-	-	-	-	-	62	2 372	617	3 596	6 647
-	-	-	-	-	-	7 175	-	-	7 175
-	-	-	-	-	-	5 404	-	-	5 404
-	-	-	-	-	-	17 210	-	-	17 210

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – fin

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	25	353
	-	-	-	2 442	353
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière.....	189	161	220	207	5 239
	189	161	220	207	-
	4 941	4 173	7 064	5 716	19 662
Rénovation des routes en Outaouais.....	-	-	-	-	4 284
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	148 276
Total du portefeuille ministériel.....	189	161	2 214	1 670	21 571
	189	161	1 216	1 459	11 201
	4 941	12 173	19 208	123 665	199 520
Total global.....	329 597	190 417	415 875	365 653	2 626 642
	320 235	147 200	314 541	312 827	2 342 133
	3 679 183	1 699 519	3 735 790	4 650 109	27 875 429

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	15	-	-	15	-	-	-	15
-	-	301	-	450	1 129	-	-	-	1 129 ^(a)
30	384	1 005	40	532	4 786	-	-	-	4 786 ^(a)
1 482	241	228	2 170	856	10 993	153	-	153	11 299
2 677	241	228	426	591	4 940	306	-	153	5 399 ^(a)
31 597	6 870	6 872	14 035	11 962	112 892	3 595	250	3 792	120 529 ^(a)
-	-	-	-	-	4 284	-	-	-	4 284
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	148 276	-	-	-	148 276
21 933	12 847	34 748	2 170	3 871	101 374	27 915	17 962	30 075	177 326
17 014	16 015	3 082	426	3 217	53 980	26 821	17 151	17 364	115 316
820 524	81 169	74 675	14 075	17 685	1 367 635	66 427	35 736	56 321	1 526 119
4 674 234	611 676	1 086 133	2 008 475	1 988 621	14 297 323	145 079	100 815	148 732	14 691 949
3 565 052	511 240	695 479	1 274 384	1 438 101	10 921 192	96 854	92 646	114 022	11 224 714
37 490 645	8 364 383	13 081 681	17 119 339	14 113 072	131 809 150	1 274 020	723 791	955 407	134 762 368

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 10

Comptes publics du Canada

2021-2022

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Table des matières

	<i>Page</i>
Commissions.....	262
Frais de déplacement et de séjour par commission.....	263
Frais d'études.....	264
Revenus de placements	266
Dépenses des cabinets des ministres.....	270
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires.....	284
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres.....	287

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

Information générale par commission

(en dollars)

Ministère et organisme	Membres			Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour ¹	Autres salaires		
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités					
Bureau du directeur général des élections					
Commissions fédérales de délimitation des circonscriptions électorales	120 079	54 540	1 690 205	1 422 738	3 287 562
Ces Commissions indépendantes, une par province, ont été constituées par décret en conseil (Conseil privé (C.P.) 2021-0953 en date du 1 ^{er} novembre 2021) en conformité avec la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> . Les commissions sont chargées d'étudier les révisions à effectuer en matière de représentation des provinces à la Chambre des communes à l'issue de chaque recensement décennal, et de faire rapport à cet égard. La durée du mandat de chaque commission dépend de la date où son rapport final est complété.					
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Enquête publique conjointe sur la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse.....	645 814	47 283	3 542 755	6 766 585	11 002 437
Cette Commission a été créée par un décret (Conseil privé (C.P.) 2020-0822 en date du 21 octobre 2020) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i> . Lancée conjointement par le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, cette Commission enquête la plus grande perte massive de l'histoire du Canada afin de déterminer ce qui s'est produit et de formuler des recommandations qui pourraient contribuer à prévenir des événements similaires et à intervenir.					

¹ Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figurent au tableau suivant intitulé « Frais de déplacement et de séjour par commission ».

Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commission.

Frais de déplacement et de séjour par commission

(en dollars)

Nom des membres	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	
Bureau du directeur général des élections	
Commissions fédérales de délimitation des circonscriptions électorales	
Barry D.J (Commissaire)	865
Beatty B (Commissaire).....	6 148
Bird K (Commissaire).....	1 243
Bittner A (Commissaire).....	1 547
Blais A (Commissaire).....	320
Carbert L.I (Commissaire)	726
Carty K.R (Commissaire)	1 573
Eveleigh J.C (Commissaire)	3 633
Grondin C.R (Commissaire)	703
Johnson D (Commissaire).....	3 138
Ladyman S (Commissaire)	12 151
Loewen P.J (Commissaire)	1 773
Massicotte L (Commissaire)	6 027
Riordon T (Commissaire)	2 989
Saunders K (Commissaire)	2 261
Thomas P (Commissaire).....	826
Wilson D.R (Commissaire).....	8 617
	54 540
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Enquête publique conjointe sur la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse	
Fitch L (Commissaire)	25 173
Stanton K (Commissaire).....	22 110
	47 283
Total	101 823

Frais d'études

Cet état fournit le détail des frais d'études encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, les frais d'études représentent le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le salaire).

Frais d'études

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	2	23 843	–	36 000	–	59 843
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	2	19 011	–	30 000	–	49 011
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	3	28 484	–	36 000	–	64 484
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale.....	524	64 945 827	4 100 274	18 832 104	87 797	87 966 002
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	1	47 007	–	–	–	47 007
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap						
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	5	93 789	1 396	29 242	–	124 427
Environnement et Changement climatique						
Agence Parcs Canada.....	1	10 845	–	12 000	–	22 845
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.....	1	8 892	–	18 000	–	26 892
Finances						
Bureau du vérificateur général.....	2	29 204	–	13 261	–	42 465
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	4	31 600	–	21 788	–	53 388
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	1	–	–	29 568	–	29 568
Innovation, Sciences et Industrie						
Ministère de l'Industrie.....	8	83 405	–	31 982	1 431	116 818
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	10	309 904	43 504	8 958	–	362 366
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	3	4 470	–	20 105	828	25 403
Agence spatiale canadienne.....	1	19 491	–	5 276	–	24 767
Conseil national de recherches du Canada.....	4	108 456	–	44 789	204	153 449
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	1	–	–	47 289	–	47 289
Statistique Canada.....	4	51 524	–	43 800	–	95 324
Justice						
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	1	–	–	950	–	950
Commission canadienne des droits de la personne.....	1	–	–	10 018	–	10 018
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	12	297 208	–	58 705	1 043	356 956
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	4	67 323	–	4 350	2 856	74 529
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles.....	7	201 981	–	55 000	–	256 981
Régie canadienne de l'énergie.....	3	86 061	–	–	–	86 061

Frais d'études – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	3	626	–	3 212	–	3 838
Santé						
Ministère de la Santé	1	7 283	–	18 000	–	25 283
Agence canadienne d'inspection des aliments	3	37 468	–	46 000	–	83 468
Agence de la santé publique du Canada	2	76 663	–	27 202	–	103 865
Sécurité publique						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1	64 751	–	13 000	2 000	79 751
Agence des services frontaliers du Canada	5	–	–	46 185	–	46 185
Gendarmerie royale du Canada	2	44 882	–	11 675	500	57 057
Service correctionnel du Canada	1	–	–	12 552	–	12 552
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones	8	249 589	–	16 235	650	266 474
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	6	130 475	–	25 473	–	155 948
Services partagés Canada	1	23 524	–	28 000	–	51 524
Transports						
Ministère des Transports	15	167 413	103 046	521 737	–	792 196
Total	653	67 270 999	4 248 220	20 158 456	97 309	91 774 984

¹ Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.² Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

Revenus de placements

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2021-2022
Trésorerie et créances	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts des dépôts bancaires.....	53 297
Ministère des Finances	
Intérêts des dépôts bancaires.....	271 510 118
Total de la trésorerie et des créances.....	271 563 415
Comptes d'opérations de change	
Ministère des Finances	
Fonds monétaire international – virement des bénéfices	
Prêts.....	130 606
Souscriptions.....	3 856 771
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	
Virement des bénéfices.....	709 321 002
Total des comptes d'opérations de change.....	713 308 379
Prêts, placements et avances	
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	
Banque de développement du Canada	
Intérêts.....	91 820 057
Banque du Canada	
Dividendes.....	735 000 000
Virement des bénéfices.....	2 389 672 521
	3 124 672 521
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Intérêts.....	590 013 947
Financement agricole Canada	
Dividendes.....	560 100 000
Intérêts.....	207 084 888
	767 184 888
La Corporation de développement des investissements du Canada	
Dividendes.....	96 000 000
Monnaie royale canadienne	
Dividendes.....	78 900 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Dividendes.....	2 180 000 000
Intérêts.....	355 142 589
	2 535 142 589
Société immobilière du Canada limitée	
Dividendes.....	10 000 000

Revenus de placements – suite

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2021-2022
Autres entreprises publiques	
Autres que des intérêts	
Ministère des Transports	
Administration portuaire de Belledune	168 887
Administration portuaire de Halifax	2 187 806
Administration portuaire de Hamilton–Oshawa	1 643 645
Administration portuaire de Montréal	4 386 939
Administration portuaire de Nanaimo	178 274
Administration portuaire de Port Alberni	93 186
Administration portuaire de Prince Rupert	3 168 905
Administration portuaire de Québec	2 171 073
Administration portuaire du Saguenay	119 637
Administration portuaire de Saint John	760 986
Administration portuaire de Sept-Îles	886 193
Administration portuaire de St John's	151 975
Administration portuaire de Thunder Bay	74 212
Administration portuaire de Toronto	830 960
Administration portuaire de Trois-Rivières	287 731
Administration portuaire de Vancouver Fraser	7 515 838
Administration portuaire de Windsor	36 596
	24 662 843
Total des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	7 318 396 845
Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Aide au développement international	
Prêts aux pays en développement	(16 295 758)
Organisations internationales	
Ministères des Finances	
Fonds monétaire international	
Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance	1 129 883
Association internationale de développement	
Intérêts	910 000
Total des Organisations internationales	2 039 883
Autres prêts, placements et avances	
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Dividendes sur investissements	4 876
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Expansion du commerce d'exportation – intérêts	23 655 114
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Commission canadienne du lait – intérêts	111 539
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	576 930
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts sur les prêts canadiens aux apprentis	108
Intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants	12 228 409
Paiements reçus sur les prêts escomptés	1 154 435
Ministère de l'Industrie	
Intérêts sur les prêts à recevoir	8 323 671
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Employés affectés à l'étranger	93 087

Revenus de placements – fin

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2021-2022
Ministère des Finances	
Agence de la consommation en matière financière du Canada	19 481
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.....	58 944
Fonds renouvelable des Services optionnels.	29 446
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Les fonds de prêts aux Inuit	3 930
Ministère des Services aux Autochtones	
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens.....	10 787
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves.....	88 891
Total des autres prêts, placements et avances	46 359 648
Total des prêts, placements et avances	7 350 500 618
Autres comptes	
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger – intérêts	13 206
Ministère de la Défense nationale	
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	647
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	2 680 003
Intérêts sur les prêts aux employés affectés à l'étranger	159 728
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Intérêts sur les comptes de banque des missions	16 557
Ministère des Transports	
Ridley Terminals Inc – intérêts	57 367
Total des autres comptes	2 927 508
Total des revenus de placements	8 338 299 920
Sommaire	
Dividendes	3 660 004 876
Intérêts	1 549 496 866
Virement des bénéficiaires.....	3 102 980 900
Autres.....	25 817 278
Total.....	8 338 299 920

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006, la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* afin d'exiger que le chef du ministère ou qu'un ministre d'État du gouvernement du Canada publie un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 80 714 988 \$) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. Ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Pour de plus amples directives sur les dépenses incluses dans les budgets des cabinets des ministres, consultez l'annexe E des présentes politiques.

Dépenses des cabinets des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Affaires intergouvernementales, Infrastructures et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'honorable C McKenna	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	709 571	41 546	–	–
Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'honorable D LeBlanc	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	312 670	–	–	–
Ministre du Développement économique rural et des Femmes et de l'Égalité des genres					
L'honorable M Monsef	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	106 530	545	–	–
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion					
L'honorable A Hussen	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	118 630	37 543	120	–
		1 247 401	79 634	120	–
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Ministres des Affaires étrangères					
L'honorable M Joly	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	753 140	20 178	2 106	4 425
L'honorable M Garneau	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	1 131 375	5 620	581	–
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique					
L'honorable M Ng	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 329 877	46 381	4 762	14 563
Ministres du développement international					
L'honorable H S Sajjan	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	312 258	8 442	2 424	4 434
L'honorable K Gould	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	723 418	3 124	615	–
		4 250 068	83 745	10 488	23 422
Agence de développement économique du Pacifique Canada					
Ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada					
L'honorable H S Sajjan	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	129 900	–	–	21 700
		4 379 968	83 745	10 488	45 122

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	-	751 117
-	-	-	-	-	-	312 670
-	-	-	-	-	-	107 075
-	-	-	-	-	-	156 293
-	-	-	-	-	-	1 327 155
258	-	205	-	-	-	780 312
-	-	-	-	25	-	1 137 601
248	-	14	-	-	-	1 395 845
200	-	426	-	50	-	328 234
-	-	-	-	-	-	727 157
706	-	645	-	75	-	4 369 149
-	-	-	-	-	-	151 600
706	-	645	-	75	-	4 520 749

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Agence du développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Ministre du Développement économique et des Langues officielles					
L'honorable M Joly	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	95 941	4 884	–	–
Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
L'honorable P St-Onge	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	150 000	25 000	–	–
		245 941	29 884	–	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
L'honorable M-C Bibeau	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 035 717	51 098	200	7 152
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Ministre des Anciens Combattants					
L'honorable L MacAulay	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 253 234	38 234	–	6 824
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Président(e) du Conseil du Trésor					
L'honorable M Fortier	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	513 062	–	480	–
L'honorable J-Y Duclos	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	693 802	–	55	–
Ministre du Gouvernement numérique					
L'honorable J Murray	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	567 080	237	769	–
		1 773 944	237	1 304	–
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Premier ministre					
Le très honorable J Trudeau	1 avril 2021 au 31 mars 2022	9 383 328	214 476	793	71 596
Leaders du gouvernement à la Chambre des communes					
L'honorable M Holland	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	1 707 148	8 724	–	–
L'honorable P Rodriguez	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	977 915	737	427	–
Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'honorable D LeBlanc	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	628 227	19 373	–	–
Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile					
L'honorable B Blair	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	133 037	11 267	–	–
Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales					
L'honorable D LeBlanc	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	1 027 652	12 133	43	75
Représentant spécial pour les prairies					
L'honorable J Carr	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	518 208	4 560	–	–
Vice-première ministre et ministre des Finances					
L'honorable C Freeland	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 222 435	31 045	–	5 180

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	-	100 825
-	-	-	-	-	-	175 000
-	-	-	-	-	-	275 825
-	-	318	-	76	-	1 094 561
853	-	-	-	-	658	1 299 803
-	-	309	-	-	-	513 851
-	-	420	-	-	312	694 589
-	-	-	-	194	-	568 280
-	-	729	-	194	312	1 776 720
-	5 403	83 586	-	-	-	9 759 182
-	-	181	-	229	-	1 716 282
-	-	-	-	-	-	979 079
-	-	-	-	-	-	647 600
-	-	-	-	-	-	144 304
-	-	-	-	-	-	1 039 903
-	-	-	-	-	-	522 768
-	-	-	-	-	-	1 258 660

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Vice-première ministre et ministre des Finances – Personel exonéré travaillant dans les Bureaux régionaux des ministres ¹					
L'honorable C Freeland	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 010 981	11 165	–	–
		16 608 931	313 480	1 263	76 851
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Ministres de la Défense nationale					
L'honorable A Anand	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	831 186	649	–	–
L'honorable H S Sajjan	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	793 497	20 871	–	426
Ministre associé de la Défense nationale					
L'honorable L MacAulay	1 avril 2021 au 31 mars 2022	70 400	–	–	–
		1 695 083	21 520	–	426
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap					
L'honorable C Qualtrough	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	604 378	3 523	–	2 050
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap – Portfolio de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	785 414	9 765	–	–
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap – Portfolio des personnes en situation de handicap					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	115 058	–	–	586
Ministres de la Famille, des Enfants et du Développement social					
L'honorable K Gould	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	529 209	19 947	749	–
L'honorable A Hussen	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	830 016	69 655	327	–
Ministres des Aînés					
L'honorable K Khera	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	357 398	9 650	–	–
L'honorable D Schulte	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	766 112	3 785	–	–
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portfolio de la Jeunesse					
L'honorable M Ien	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	18 099	1 948	–	–
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portfolio de l'Égalité des genres					
L'honorable M Ien	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	247 833	2 057	514	995
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portfolio de la Diversité					
L'honorable A Hussen	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	141 973	3 314	20	–
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portfolio de l'Inclusion					
L'honorable A Hussen	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	37 170	3 314	20	–
Ministres du Travail					
L'honorable S O'Regan	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	565 893	77 856	1 042	–
L'honorable F Tassi	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	779 965	229	–	–
		5 778 518	205 043	2 672	3 631

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	-	1 022 146
-	5 403	83 767	-	229	-	17 089 924
-	-	-	-	9 700	-	841 535
-	-	209	-	526	-	815 529
-	-	-	-	-	-	70 400
-	-	209	-	10 226	-	1 727 464
-	-	760	-	-	29	610 740
-	-	305	-	-	-	795 484
-	-	-	-	-	-	115 644
-	-	188	-	871	-	550 964
-	-	324	-	-	-	900 322
-	-	1 202	-	162	-	368 412
200	-	1 493	-	-	12	771 602
-	-	-	-	-	-	20 047
-	-	239	-	273	-	251 911
-	-	-	-	-	-	145 307
-	-	-	-	-	-	40 504
-	-	557	-	215	-	645 563
-	-	61	-	-	7	780 262
200	-	5 129	-	1 521	48	5 996 762

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Ministres de l'Environnement et du Changement climatique					
L'honorable S Guilbeault.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	756 068	37 043	–	1 200
L'honorable J Wilkinson.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	1 245 608	13 990	118	11 450
		2 001 676	51 033	118	12 650
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse					
L'honorable M Ien.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	271 257	1 142	1 384	1 945
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural					
L'honorable M Monsef.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	720 926	269	–	–
Ministère du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion					
L'honorable A Hussen.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	37 170	3 314	20	–
		1 029 353	4 725	1 404	1 945
Finances					
Ministère des Finances					
Ministre des Finances					
L'honorable C Freeland.....	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 761 312	27 421	1 009	382
Ministère associé des Finances					
L'honorable R Boissonnault.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	13 137	–	–	–
Ministère de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances					
L'honorable M Fortier.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	513 659	–	206	5 325
		2 288 108	27 421	1 215	5 707
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté					
L'honorable S Fraser.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	502 032	23 288	438	7 375
L'honorable M Mendicino.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	907 877	36 983	195	2 975
		1 409 909	60 271	633	10 350
Innovation, Sciences et Industrie					
Ministère de l'Industrie					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie					
L'honorable F-P Champagne.....	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 899 142	83 062	553	6 682
Ministère de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international					
L'honorable M Ng.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	190 000	–	–	–
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural					
L'honorable M Monsef.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	106 530	545	–	–
Ministère du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique					
L'honorable M Ng.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	190 000	–	–	–

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	669	-	-	-	794 980
-	-	149	-	-	-	1 271 315
-	-	818	-	-	-	2 066 295
-	-	310	-	273	-	276 311
-	-	132	-	941	-	722 268
-	-	-	-	-	-	40 504
-	-	442	-	1 214	-	1 039 083
581	-	1 954	-	-	-	1 792 659
-	-	2 341	-	-	-	15 478
-	-	305	-	-	-	519 495
581	-	4 600	-	-	-	2 327 632
132	-	-	-	423	-	533 688
99	-	178	-	-	-	948 307
231	-	178	-	423	-	1 481 995
204	-	199	-	-	737	1 990 579
-	-	-	-	-	-	190 000
-	-	-	-	-	-	107 075
-	-	-	-	-	-	190 000

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Ministre du Développement économique et des Langues officielles					
L'honorable M Joly	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	696 665	18 736	–	480
Ministre du Développement économique rural					
L'honorable G Hutchings	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	364 294	40 047	1 340	–
Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances					
L'honorable R Boissonnault	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	404 696	10 554	194	40
		3 851 327	152 944	2 087	7 202
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Ministre du Développement économique					
L'honorable M Joly	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	136 570	64	–	–
Ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord					
L'honorable D Vandal	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	–	–	–	22 500
		136 570	64	–	22 500
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique					
L'honorable G Petitpas Taylor	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	87 817	21 053	–	–
Ministre du Développement économique et des Langues officielles					
L'honorable M Joly	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	104 393	–	–	–
		192 210	21 053	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Ministre de l'Agence fédérale de développement économique du Sud de l'Ontario					
L'honorable H Jaczek	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	338 787	3 617	–	258
Ministre du Développement économique et des Langues officielles					
L'honorable M Joly	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	102 467	–	–	–
		441 254	3 617	–	258
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ministre du Développement économique					
L'honorable M Joly	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	99 025	137	–	–
Ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies					
L'honorable D Vandal	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	22 500	6 765	–	–
		121 525	6 902	–	–
		4 742 886	184 580	2 087	29 960
Justice					
Ministère de la Justice					
Ministre de la Justice et procureur général du Canada					
L'honorable D Lametti	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 775 152	24 230	263	10 729

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	691	-	-	2 690	719 262
-	475	1 279	-	3 636	(879)	410 192
-	-	21	-	-	-	415 505
204	475	2 190	-	3 636	2 548	4 022 613
-	-	-	-	-	-	136 634
-	-	-	-	-	-	22 500
-	-	-	-	-	-	159 134
608	-	-	-	-	-	109 478
-	-	-	-	-	-	104 393
608	-	-	-	-	-	213 871
-	-	3 630	-	2 867	-	349 159
-	-	-	-	-	-	102 467
-	-	3 630	-	2 867	-	451 626
-	-	-	-	-	-	99 162
-	-	-	-	-	-	29 265
-	-	-	-	-	-	128 427
812	475	5 820	-	6 503	2 548	4 975 671
7 715	-	2 015	-	1 134	-	1 821 238

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Ministres du Patrimoine canadien					
L'honorable P Rodriguez	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	765 418	27 079	2 217	–
L'honorable S Guilbeault	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	1 312 362	14 869	499	26 465
Ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse					
L'honorable B Chagger	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	671 906	2 740	–	–
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse					
L'honorable M Ien	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	18 099	1 948	–	–
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique					
L'honorable G Petitpas Taylor	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	278 087	19 932	–	–
Ministre des Sports					
L'honorable P St-Onge	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	357 768	30 619	2 264	87
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion					
L'honorable A Hussen	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	141 973	3 314	20	–
		3 545 613	100 501	5 000	26 552
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne					
L'honorable J Murray	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	561 167	17 553	–	–
L'honorable B Jordan	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	790 802	9 319	–	178
		1 351 969	26 872	–	178
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Ministres des Relations Couronne- Autochtones					
L'honorable M Miller	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	845 987	20 070	–	–
L'honorable C Bennett	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	585 593	1 424	–	–
Ministre des Affaires du Nord					
L'honorable D Vandal	1 avril 2021 au 31 mars 2022	832 972	16 632	–	–
		2 264 552	38 126	–	–
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Ministres des Ressources naturelles					
L'honorable J Wilkinson	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	601 317	54 194	–	235
L'honorable S O'Regan	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	870 159	5 330	278	–
		1 471 476	59 524	278	235
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Ministre du Revenu national					
L'honorable D Lebouthillier	1 avril 2021 au 31 mars 2022	850 512	20 163	9	2 845

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	329	-	2 240	(810)	796 473
7 440	-	38	-	-	4 980	1 366 653
-	-	-	-	-	-	674 646
-	-	-	-	-	-	20 047
-	-	-	-	-	-	298 019
-	-	287	-	-	517	391 542
-	-	-	-	-	-	145 307
7 440	-	654	-	2 240	4 687	3 692 687
-	-	-	-	-	-	578 720
-	64	170	-	-	109	800 642
-	64	170	-	-	109	1 379 362
-	-	367	-	-	-	866 424
-	-	18	-	-	163	587 198
-	-	53	-	-	-	849 657
-	-	438	-	-	163	2 303 279
-	-	-	-	2 950	-	658 696
-	-	-	-	2 840	-	878 607
-	-	-	-	5 790	-	1 537 303
-	-	1 230	-	-	-	874 759

Dépenses des cabinets des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Santé					
Ministère de la Santé					
Ministres de la Santé					
L'honorable J-Y Duclos.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	626 442	15 000	986	500
L'honorable P Hajdu.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	1 037 530	25 655	–	264
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé					
L'honorable C Bennett.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	467 099	10 339	690	–
		2 131 071	50 994	1 676	764
Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Ministre de la Protection civile					
L'honorable B Blair.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	217 573	15 450	–	–
Ministre de la Sécurité publique					
L'honorable Marco Mendicino.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	659 412	23 853	40	1 554
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile					
L'honorable B Blair.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	1 040 945	10 227	36	1 614
		1 917 930	49 530	76	3 168
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Ministres des Services aux Autochtones					
L'honorable P Hajdu.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	722 544	20 152	–	205
L'honorable M Miller.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	762 384	37 314	–	521
		1 484 928	57 466	–	726
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Ministres des Services publics et de l'Approvisionnement					
L'honorable F Tassi.....	26 octobre 2021 au 31 mars 2022	636 363	1 481	–	–
L'honorable A Anand.....	1 avril 2021 au 26 octobre 2021	1 109 409	5 686	–	–
		1 745 772	7 167	–	–
Transports					
Ministère des Transports					
Ministre des Transports					
L'honorable O Alghabra.....	1 avril 2021 au 31 mars 2022	1 510 537	97 877	1 380	4 255
Autre ²	Sans objet	1 030	–	–	–
Total		65 541 211	1 683 355	30 186	250 070

¹ La responsabilité de tous les Bureaux régionaux de ministres tombe sous le Bureau du Conseil Privé. Par conséquent, toutes les dépenses relatives sont présentées sous le portefeuille du Bureau du Conseil Privé.

² Ces dépenses, qui ont été versées au cours de l'exercice financier 2021-2022, sont reliées aux bureaux des ministres précédents.

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	1 849	-	32	-	644 809
-	-	173	-	140	6 049	1 069 811
-	-	1 119	-	-	-	479 247
-	-	3 141	-	172	6 049	2 193 867
-	-	-	-	-	-	233 023
-	-	201	-	1 341	-	686 401
-	-	484	-	-	-	1 053 306
-	-	685	-	1 341	-	1 972 730
-	-	-	-	-	-	742 901
-	-	-	-	-	-	800 219
-	-	-	-	-	-	1 543 120
-	-	-	-	-	-	637 844
-	-	17	-	-	-	1 115 112
-	-	17	-	-	-	1 752 956
-	42	2 883	-	3 424	-	1 620 398
-	-	-	-	-	-	1 030
18 538	5 984	113 888	-	34 562	14 574	67 692 368

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationaux ou internationaux, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou à n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes – État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 »;
- les frais d'utilisation des avions de propriété de l'État par le ministère de la Défense nationale;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités		
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'honorable C McKenna	1	12 211
Secrétaire parlementaire de la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités		
A Fillmore	1	1 605
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion		
L'honorable A Hussien	1	14 540
Affaires mondiales		
Ministres des Affaires étrangères		
L'honorable M Garneau	1	4 396
L'honorable M Joly	1	38 923
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique		
L'honorable M Ng	1	54 817
Ministres du Développement international		
L'honorable K Gould	1	2 537
L'honorable H S Sajjan	1	32 594
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
L'honorable P St-Onge	1	25 000
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
L'honorable M-C Bibeau	1	12 688
Secrétaire parlementaire de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
N Ellis	1	306
Anciens Combattants		
Ministre des Anciens Combattants		
L'honorable L MacAulay	1	9 786
Conseil privé		
Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'honorable D Leblanc	1	304
Vice-première ministre et ministre des Finances		
L'honorable C Freeland	1	10 906
Leader du gouvernement à la Chambre des communes		
L'honorable P Rodriguez	1	487

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Défense nationale		
Ministres de la Défense nationale		
L'honorable A Anand	1	4 630
L'honorable H S Sajjan	1	1 072
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap		
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap – Portefeuille de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre		
L'honorable C Qualtrough	1	6 999
Ministres de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'honorable K Gould	1	6 655
L'honorable A Hussien	1	24 966
Secrétaire parlementaire du Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
A Vaughan	1	5 577
Ministre des Aînés		
L'honorable K Khera	1	2 646
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de la Jeunesse		
L'honorable M Ien	1	314
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portefeuille de l'Égalité des genres		
L'honorable M Ien	1	1 739
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de la Diversité		
L'honorable A Hussien	1	2 424
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion – Portefeuille de l'Inclusion		
L'honorable A Hussien	1	2 424
Ministre du Travail		
L'honorable S O'Regan	1	30 392
Environnement et Changement climatique		
Ministres de l'Environnement et du Changement climatique		
L'honorable S Guilbeault	1	30 871
L'honorable J Wilkinson	1	17 385
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse		
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse		
L'honorable M Ien	1	1 739
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion		
L'honorable A Hussien	1	2 423
Finances		
Ministre des Finances		
L'honorable C Freeland	1	45 366
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
L'honorable S Fraser	1	17 709
L'honorable M Mendicino	1	11 849
Innovation, Sciences et Industrie		
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie		
L'honorable F-P Champagne	1	40 430
Secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie		
A Ehsassi	1	2 898
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique		
L'honorable G Petitpas Taylor	1	5 987
Ministre du Développement économique		
L'honorable M Joly	1	201
Ministre du Développement économique et des Langues officielles		
L'honorable M Joly	1	6 604
Secrétaires parlementaires de la ministre du Développement économique et des Langues officielles		
É Brière	1	540
T Sheehan	1	605
Ministre du Développement économique rural		
L'honorable G Hutchings	1	11 082
Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances		
L'honorable R Boissonnault	1	2 301
Ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies		
L'honorable D Vandal	1	6 765
Justice		
Ministre de la Justice et procureur général du Canada		
L'honorable D Lametti	1	7 113

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Patrimoine canadien		
Ministres du Patrimoine Canadien		
L'honorable S Guilbeault	1	2 194
L'honorable P Rodriguez	1	2 837
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse		
L'honorable M Ien	1	314
Ministre des Langues officielles et Ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique		
L'honorable G Petitpas Taylor	1	2 135
Ministre des sports		
L'honorable P St-Onge	1	5 746
Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion		
L'honorable A Hussen	1	2 423
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
L'honorable B Jordan	1	2 927
L'honorable J Murray	1	12 078
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
Ministre des Affaires du Nord		
L'honorable D Vandal	1	7 805
Ministres des Relations Couronne-Autochtones		
L'honorable C Bennett	1	302
L'honorable M Miller	1	6 430
Ressources naturelles		
Ministres des Ressources naturelles		
L'honorable S O'Regan	1	49
L'honorable J Wilkinson	1	60 782
Secrétaires parlementaires du ministre des Ressources naturelles		
J Dabrusin	1	592
M Serre	1	1 225
Revenu national		
Ministre du Revenu national		
L'honorable D Lebovillier	1	6 692
Santé		
Ministres de la Santé		
L'honorable J-Y Duclos	1	9 625
L'honorable P Hajdu	1	9 795
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé		
L'honorable C Bennett	1	4 117
Sécurité publique		
Ministre de la Sécurité publique		
L'honorable M Mendicino	1	23 853
Ministre de la Protection civile		
L'honorable B Blair	1	15 450
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile		
L'honorable B Blair	1	10 227
Services aux Autochtones		
Ministres des Services aux Autochtones		
L'honorable P Hajdu	1	3 272
L'honorable M Miller	1	7 788
Secrétaire parlementaire du ministre des Services aux Autochtones		
P Damoff	1	68
Transports		
Ministre des Transports		
L'honorable O Alghabra	1	16 313
Total		737 845

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Affaires mondiales	
Ministres des Affaires étrangères	
L'honorable M Garneau	7 675
L'honorable M Joly	119 809
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique	
L'honorable M Ng	98 380
Ministre du Développement international	
L'honorable H S Sajjan	91 897
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
L'honorable M-C Bibeau	6 970
Défense nationale	
Ministres de la Défense nationale	
L'honorable A Anand	33 221
L'honorable H S Sajjan	1 072
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap – Portfolio de l'Emploi et du Développement de la main-d'œuvre	
L'honorable C Qualtrough	14 928
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse – Portfolio de l'Égalité des genres	
L'honorable M Ien	4 815
Ministre du Travail	
L'honorable S O'Regan	715
Environnement et Changement climatique	
Ministres de l'Environnement et du Changement climatique	
L'honorable S Guilbeault	62 241
L'honorable J Wilkinson	17 828
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse	
L'honorable M Ien	4 815
Finances	
Ministre des Finances	
L'honorable C Freeland	92 124
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
L'honorable S Fraser	17 213
L'honorable M Mendicino	2 080
Innovation, Sciences et Industrie	
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	
L'honorable F-P Champagne	59 177
Ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	
L'honorable G Petitpas Taylor	10 489
Justice	
Ministre de la Justice et procureur général du Canada	
L'honorable D Lametti	5 104
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	
L'honorable J Murray	9 473

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Ressources naturelles	
Ministre des Ressources naturelles	
L'honorable J Wilkinson.....	81 593
Sécurité publique	
Ministre de la Sécurité publique	
L'honorable M Mendicino	16 196
Ministre de la Protection civile	
L'honorable B Blair	244
Transports	
Ministre des Transports	
L'honorable O Alghabra	23 696
Total	781 755

Section 11

Comptes publics du Canada

2021-2022

Autres informations diverses

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités	
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du directeur général des élections).....	290
Détails des dépenses – 44 ^e élection générale (septembre 2021) (Bureau du directeur général des élections).....	290
Affaires mondiales	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	291
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	293
Conseil du Trésor	
Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	298
Conseil privé	
Traitements et indemnités aux ministres d'État (Bureau du Conseil privé).....	304
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap	
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	305
Parlement	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2021-2022 (Sénat).....	306
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 (Chambre des communes).....	310
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2021-2022 (Chambre des communes).....	320
Sécurité publique	
État des dépenses par établissement (Service correctionnel du Canada).....	322

Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités Bureau du directeur général des élections

Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

(en dollars)

Autorisation de financement	Administration et surveillance des activités électorales	Observation et contrôle d'application	Services internes	Total
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Salaires des postes indéterminés.....	29 342 150	3 573 521	18 261 318	51 176 989
Dépenses législatives				
44 ^e élection générale ^{1,2}	471 999 730	(316)	14 977 205	486 976 619
Autres élections.....	2 256 293	–	362 535	2 618 828
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription.....	870 364	–	–	870 364
Autres dépenses conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	28 551 773	3 057 153	26 329 526	57 938 452
	503 678 160	3 056 837	41 669 266	548 404 263
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliés aux travailleurs d'élections.....	13 105 998	–	13 802	13 119 800
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	9 864 595	636 927	4 085 274	14 586 796
Total.....	555 990 903	7 267 285	64 029 660	627 287 848

¹ Ce sont les dépenses pour la préparation et la conduite de la 44^e élection générale encourues en 2021-2022, toutefois les déboursés liés à une élection générale se font sur plusieurs exercices financiers.

² Observation et contrôle d'application comprend un crédit enregistré dans la mauvaise responsabilité essentielle.

Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses – 44^e élection générale (septembre 2021)

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Administration et surveillance des activités électorales	Observation et contrôle d'application	Services internes	Total
Terre-Neuve-et-Labrador.....	6 732 479	–	–	6 732 479
Île-du-Prince-Édward.....	2 248 037	–	–	2 248 037
Nouvelle-Écosse.....	10 553 335	–	–	10 553 335
Nouveau-Brunswick.....	8 571 089	–	–	8 571 089
Québec.....	65 146 670	–	–	65 146 670
Ontario.....	108 711 439	–	–	108 711 439
Manitoba.....	11 942 071	–	–	11 942 071
Saskatchewan.....	11 263 339	–	–	11 263 339
Alberta.....	29 051 037	–	–	29 051 037
Colombie-Britannique.....	36 617 567	–	–	36 617 567
Territoire du Yukon.....	725 749	–	–	725 749
Territoires du Nord-Ouest.....	601 113	–	–	601 113
Nunavut.....	763 393	–	–	763 393
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés reliés aux travailleurs d'élections.....	12 993 299	–	–	12 993 299
Remboursement des dépenses d'élection aux partis politiques.....	37 525 451	–	–	37 525 451
	343 446 068	–	–	343 446 068
Bureau chef d'Élections Canada ¹	141 546 961	(316)	14 977 205	156 523 850
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 187 402	–	643 779	4 831 181
Total ².....	489 180 431	(316)	15 620 984	504 801 099
Total sans les Contributions aux régimes d'avantages sociaux employés.....	471 999 730	(316)	14 977 205	486 976 619

¹ Observation et contrôle d'application comprend un crédit enregistré dans la mauvaise responsabilité essentielle.

² Ce sont les dépenses pour la préparation et la conduite de la 44^e élection générale encourues en 2021-2022, toutefois les déboursés liés à une élection générale se font sur plusieurs exercices financiers.

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'Affectation au titre des conférences internationales est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du premier ministre à Addis Abeba (Éthiopie) - Sommet de l'Union africaine, Ville de Koweït (Koweït), Dakar (Sénégal), Munich (Allemagne) Conférence de Munich sur la sécurité, 6-15 février 2020.....	879
Visite du Premier ministre à Carbis Bay (Royaume-Uni) – Sommet des dirigeants du G7, 11-13 juin 2021	432 197
Visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Sommet des dirigeants de l'OTAN, 14 juin 2021	208 130
Visite du Premier ministre à La Haye (Pays-Bas), 28-29 octobre 2021	198 502
Visite du Premier ministre à Rome (Italie) – Sommet des dirigeants du G20, 30-31 octobre 2021	351 322
Visite du Premier ministre à Glasgow (Royaume-Uni) – Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, COP26, 1-2 novembre 2021.....	432 891
Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis) – Sommet des leaders nord-américains (SLNA), 16-18 novembre 2021.....	163 573
Visite reportée du Premier ministre à Paris (France), 5-7 décembre 2021	41 194
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni), Riga (Lettonie), Berlin (Allemagne), Varsovie (Pologne), 6-10 mars 2022.....	389 836
Visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Sommet extraordinaire de l'OTAN , 23-25 mars 2022.....	124 614
Planification et pré-visite pour la visite du Premier ministre à Kigali (Rwanda) – Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC), juin 2022	12 756
Planification pour la délégation canadienne à Berne (Suisse) – Forum économique mondial (FEM), mai 2022.....	47 892
Planification et pré-visite pour la visite reportée du Premier ministre à Djerba (Tunisie) – Sommet de la Francophonie, 19-20 novembre 2022.....	793
Visite de la gouverneure générale en Allemagne, 17-21 octobre 2021	450 342
Visite de la gouverneure générale à Dubaï, Abou Dabi (Émirats arabes unis), Doha (Qatar), Ville de Koweït (Koweït), 16-23 mars 2022	486 604
Vice-première ministre – Visites bilatérales (agent de visites).....	46 969
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)	94 864
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites).....	46 702
Ministre du Développement international – Visites bilatérales (agent de visites)	44 584
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (jumelage de députés).....	108 299
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Londres (Royaume-Uni) – Réunion des ministres des Affaires étrangères et du développement du G7, 2-6 mai 2021	54 498
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Reykjavik (Islande) – La 12e réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique, 19-20 mai 2021	11 144
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Rome (Italie) – Réunion ministérielle de la Coalition internationale contre Daech, 28 juin 2021	14 990

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Matera (Italie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 29 juin 2021.....	22 007
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Vilnius (Lituanie) – Conférence sur les réformes en Ukraine, 7-8 juillet 2021	18 405
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – 76e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU), 21-27 septembre 2021	368 214
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Sorrento (Italie) – Réunion ministérielle du G20 sur le commerce et l'investissement, 11-12 octobre 2021	25 284
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Paris (France) – Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), 5-6 octobre 2021	44 240
Délégation ministérielle à Rome (Italie) – Sommet des dirigeants du G20, 30-31 octobre 2021	31 834
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Londres (Royaume-Uni) – Réunion ministérielle du G7 sur le commerce et l'investissement 21-22 octobre 2021	54 303
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Riga (Lettonie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 30 novembre au 1 décembre 2021	44 652
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Stockholm (Suède) – Réunion du conseil ministériel de l'OCDE, 2-3 décembre 2021	45 278
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Genève (Suisse) – Réunion reportée de la 12e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), 12-15 juin 2022	2 747
Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Liverpool (Royaume-Uni) – Réunion des ministres des Affaires étrangères et du développement du G7, 10-12 décembre 2021	87 015
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – Réunion reportée de la 10e Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, août 2022	2 916
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Munich (Allemagne) – Conférence de Munich sur la sécurité, 18-20 février 2022.....	88 886
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Paris (France) – Conférence ministérielle de la Francophonie, 16 mars 2022	18 516
Délégation canadienne aux funérailles nationales du président d'Haïti (Jovenel Moïse) à Cap-Haïtien (Haïti), 22-24 juillet 2021	4 746
Délégation canadienne à la cérémonie d'investiture présidentielle à Lima (Pérou), 27-29 juillet 2021	10 496
Total.....	4 633 113

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales. Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'Affectation au titre des conférences internationales ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées et ne sont pas imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'Affectation au titre des conférences internationales font partie du budget de fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, par conséquent, ils ne sont pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulés « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre à Addis Abeba (Éthiopie) – Sommet de l'Union africaine, Ville de Koweït (Koweït), Dakar (Sénégal), Munich (Allemagne) – Conférence de Munich sur la sécurité, 6-15 février 2020.....</i>	879
Cabinet du premier ministre Ahmad, C.	
<i>Visite du Premier ministre à Carbis Bay (Royaume-Uni) – Sommet des dirigeants du G7, 11-13 juin 2021</i>	419 463
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Clow, B., Gagnon, C., Guillon, T., Menzies, G., Proulx, P., Scotti, A., Telford, K., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé Grecco, B., Lanbro, J., Lévêque, A., Madore, J., Morrison, D., Moss, N.	
Affaires mondiales Canada Bonser, M., Huot-Bolduc, F., Thériault, M-C.	
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M.	
<i>Visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Sommet des dirigeants de l'OTAN, 14 juin 2021</i>	194 125
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Clow, B., Gagnon, C., Guillon, T., Menzies, G., Proulx, P., Scotti, A., Telford, K., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé Cloutier, B., DeBelle, J-M., Lanbro, J., Lévêque, A., Madore, J., McNicoll, B., Morrison, D., Moss, N., Robert, A., Wilson, I., Wittmann, P.	
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc, F., Labrosse, J.	
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M.	
<i>Visite du Premier ministre à La Haye (Pays-Bas), 28-29 octobre 2021</i>	119 287
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Chin, B., Davis, K., Gagnon, C., Goodman, S., Grech, A., Grover, A., Guillon, T., Johnson, C., Krizus, A., Malinoski, B., Menzies, G., Proulx, P., Robinson, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C., Wagner, E.	
Bureau du Conseil privé Cloutier, B., Cotten, B., Doggart, C., Dompierre, G., Gascon, A., Gracey, S., Lévêque, A., Lynch, C., Mackey, T., Madore, J., Morgan, J., Morrison D., Moss, N., O'Nions, C., Robert, A., Spencer, B., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Huot-Bolduc, F., Lambert, D., Loudon, L., Wheeler, S.	
Ministère de la Défense nationale Rainbow, Dr. S.	
<i>Visite du Premier ministre à Rome (Italie) – Sommet des dirigeants du G20, 30-31 octobre 2021.....</i>	281 623
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Freeland, l'honorable C.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Chin, B., Davis, K., Gagnon, C., Goodman, S., Grech, A., Grover, A., Guillon, T., Johnson, C., Krizus, A., Malinoski, B., Proulx, P., Robinson, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C., Wagner, E.	
Bureau du Conseil privé Bonneville-Mainville, R., Calvert, M., Cotten, B., Doggart, C., Dompierre, G., Gascon, A., Gracey, S., Lemire, M., Lévêque, A., Lynch, C., Mackey, T., Madore, J., Maloley, J., Morrison, D., Moss, N., O'Nions, C., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Anstead, V., Huot-Bolduc, F., Thériault, M-C.	
Ministère de la Défense nationale Rainbow, Dr. S.	
Ministère des Finances Canada Lawrence, A., Nathoo, F.	
<i>Visite du Premier ministre à Glasgow (Royaume-Uni) – Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, COP26, 1-2 novembre 2021</i>	413 963
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Chin, B., Davis, K., Gagnon, C., Goodman, S., Grover, A., Guillon, T., Johnson, C., Krizus, A., Malinoski, B., Menzies, G., Proulx, P., Robinson, J., Scotti, A., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C., Wagner, E.	
Bureau du Conseil privé Cotten, B., Doggart, C., Dompierre, G., Gascon, A., Gracey, S., Grecco, B., Lévêque, A., Lynch, C., Madore, J., Mackey, T., McNicoll, B., Morrison, D., Moss, N., O'Nions, C., Powell, D., Tremblay, É., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Huot-Bolduc, F., Labrosse, J.	
Ministère de la Défense nationale Rainbow, Dr. S.	
<i>Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis) – Sommet des leaders nord-américains (SLNA), 16-18 novembre 2021</i>	137 786
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Freeland, l'honorable C., Joly, l'honorable M., Mendicino, l'honorable M., Ng, l'honorable M.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Broadhurst, J., Clow, B., Esposito, V., Grech, A., Grover, A., Guillon, T., Lange, R., Malinowski, B., Proulx, P., Scotti, A., Telford, K., Tetrault, A., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Cotten, B., Khoury, C., Lemire, M., Lévêque, A., Mackey, T., Madore, J., Martin, J., Morrison, D., Moss, N., Robert, A., O'Nions, C., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Anstead, V., Aubé, S., Boulé, A., Currie, J., Easton, J., Huot-Bolduc, F., Knox, B., Loudon, L., Roy, S., Thériault, M-C., Wheeler, S.	
Ministère des Finances Canada Lawrence, A., Zimmerman, S.	
Sécurité publique Canada Astravas, Z.	
<i>Visite reportée du Premier ministre à Paris (France), 5-7 décembre 2021</i>	41 194
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Esposito, V., Guillon, T., Hallé, A-L.	
Bureau du Conseil privé Cloutier, B.	
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc, F., Labrosse, J.	
<i>Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni), Riga (Lettonie), Berlin (Allemagne), Varsovie (Pologne), 6-10 mars 2022</i>	310 309
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Freeland, l'honorable C., Sajjan, l'honorable H.S., Joly, l'honorable M., Baker, Y. (député)	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Archambault, A., Broadhurst, J., Clow, B., Esposito, V., Gravel, A., Grech, A., Grover, A., Guillon, T., Hallé, A-L., Jackson, S., Lange, R., Proulx, P., Scotti, A., Sparkes, B., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A-C.	
Bureau du Conseil privé Ammerman, R., Bonneville-Mainville, R., Brazeau, D., Charette, J., Chart, E., Cloutier, B., Conley, D., Costello, D., Cotten, B., Gagnon, C., Golbeck, B., Grecco, B., Hage, M., Hamilton, D., Lanbro, J., Lemire, M., Lussier, V., Madore, J., McCallum, P., McNicoll, B., Moss, N., O'Nions, C., Powell, D., Robert, A., Russell, Y., Thompson, G., Tremblay, É., Wagner, R., Wilson, I.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Beliard-Joseph, Y., Anstead, V., Benson, I., Dionne-Petit, M., Huot-Bolduc, F., Labrosse, J., Loudon, L., Roy, S., Thériault, M-C., Wheeler, S., Wright, A.	
Ministère de la Défense nationale Jackson, Dr. T.	
Ministère des Finances Canada Hall, M., Nathoo, F.	
<i>Visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Sommet extraordinaire de l'OTAN, 23-25 mars 2022</i>	123 454
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du premier ministre Archambault, A., Armbruster, J., Chin, B., Clow, B., Esposito, V., Grover, A., Hage-Moussa, V., Halle, A-L., Jackson, S., Jervis, B., Jungic, O., Proulx, P., Scotti, A., Telford, K., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé Brazeau, D., Calvert, M., Cloutier, B., Costello, D., Cotten, B., Gascon, A., Golbeck, B., Gorman, L., Gracey, S., Khoury, C., Madore, J., Maloley, J., Marinescu, R., Moss, N., Robert, A., Tesselaar, R., Thomas, J., Wilson, I.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Loudon, L., Morrison, D., Snider, C.	
Ministère de la Défense nationale Rainbow, Dr. S.	
<i>Planification pour la délégation canadienne à Berne (Suisse) – Forum économique mondial (FEM), mai 2022</i>	47 892
<i>Planification et pré-visite pour la visite du Premier ministre à Kigali (Rwanda) – Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC), juin 2022</i>	12 756
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc, F.	
<i>Planification et pré-visite pour la visite reportée du Premier ministre à Djerba (Tunisie) – Sommet de la Francophonie, 19-20 novembre 2022</i>	793
<i>Visite de la gouverneure générale en Allemagne, 17-21 octobre 2021</i>	267 108
Résidence du Gouverneur général Simon, Son Excellence la très honorable M., Fraser, Son Excellence W., Bell, P., Hamer, A., Hurtubise, J., Laframboise, J., McCowan, I., Mousseau, D., Munro, H., Rocheleau, J.	
Affaires mondiales Canada Barrette, J., Boucher, C., Fry, R., Guérin, M., Snider, C., Wheeler, S.	
Ministère de la Défense nationale Assari, A. (cplc), Billy, C. (cpl), Frenette, S. (sgt), Hastings, S. (cpl), Kassissia, S. (capt), Lavoie, M-A. (maj), Mathers, K. (avr), Philipson, J. (adj), Rousseau, V. (capt), St-Amour, M. (sgt), Trudel, B. (capt)	
Délégation d'accompagnement Halfé, L. B., Koperqualuk, L., Nanos, N., Thuy, K.	
<i>Visite de la gouverneure générale à Dubaï, Abou Dabi (Émirats arabes unis), Doha (Qatar), Ville de Koweït (Koweït), 16-23 mars 2022</i>	393 190
Résidence du Gouverneur général Simon, Son Excellence la très honorable M., Fraser, Son Excellence W., Anido, C., Brambley, K., Hamer, A., Hurtubise, J., Jaskula, B., Lafleur, S., MacIntyre, C., Mousseau, D., Rocheleau, J.	
Affaires mondiales Canada Anstead, V., Barrette, J., Cruz, A., de Leeuw, L., Dutton, J., Labrosse, J., Thériault, M-C., Wheeler, S.	
Ministère de la Défense nationale Assari, A. (cplc), Bouchard, S. (cplc), Chen, R. (sdt), Crowley, S. (cpl), Dionne, A. (ltv), Lazsadi, T. (sdt), LeBlanc, S. (maj), Mercer, C. (clp), Ross, A. (maj), St-Amour, M. (sgt), Thompson, J. (capt)	
Services publics et Approvisionnement Canada Ghabrial, H.	
<i>Vice-première ministre – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	46 325
Affaires mondiales Canada Anstead, V.	
Ministère des Finances Canada Porter, S.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)..... Affaires mondiales Canada Roy, S.	89 046
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)..... Affaires mondiales Canada Currie, J.	43 538
Ministre du Développement international – Visites bilatérales (agent de visites)..... Affaires mondiales Canada Benson, I.	31 245
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (jumelage de députés)..... Chambre des communes Aboultaif, Z. (député), Bergeron, S. (député), Blaikie, D. (député), Genuis, G. (député), Hoback, R. (député), Lemire, S. (député)	108 299
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Londres (Royaume-Uni) – Réunion des ministres des Affaires étrangères et du développement du G7, 2-6 mai 2021 Chambre des communes Garneau, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Costello, D., Landry, R., Marchuk, L., Roy, S.	53 780
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Reykjavik (Islande) – La 12e réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique, 19-20 mai 2021 Chambre des communes Garneau, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Graham, M., Lauzon, D., Menzies, J., Roy, S., Sproule, D.	9 395
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Rome (Italie) – Réunion ministérielle de la Coalition internationale contre Daech, 28 juin 2021 Chambre des communes Garneau, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Landry, R., McCardell, S., Roy, S.	14 990
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Matera (Italie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 29 juin 2021..... Chambre des communes Garneau, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Landry, R., McCardell, S., Roy, S.	21 516
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Vilnius (Lituanie) – Conférence sur les réformes en Ukraine, 7-8 juillet 2021 Chambre des communes Garneau, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Galadza, L., Landry, R., McCardell, S., Nadler, S., Roy, S.	17 163
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – 76e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU), 21-27 septembre 2021..... Chambre des communes Garneau, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Al-Ayad, M., Daiñi, K., Landry, R., Murphy, L., Hussain, N., Hutchison, J., Kilgallen-Asencio, C., Roberge, L., Roy, S., Roth, T., Tomlinson, B., Tudor-Bezies, E., Van de Maele, S.	366 979
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Paris (France) – Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), 5-6 octobre 2021 Chambre des communes Ng, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Currie, J., Easton, J., Harvey, L.	43 907

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Sorrento (Italie) – Réunion ministérielle du G20 sur le commerce et l'investissement, 11-12 octobre 2021</i>	22 902
Chambre des communes Ng, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Bird, C., Currie, J., Knox, B., White, J.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Londres (Royaume-Uni) – Réunion ministérielle du G7 sur le commerce et l'investissement, 21-22 octobre 2021</i>	52 319
Chambre des communes Ng, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Bird, C., Currie, J., Easton, J., Hansen, A., Niarchos, J.	
<i>Délégation ministérielle à Rome (Italie) – Sommet des dirigeants du G20, 30-31 octobre 2021</i>	24 507
Affaires mondiales Canada Bonser, M., Davis, B., MacLennan, C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Riga (Lettonie) – Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, 30 novembre au 1 décembre 2021</i>	44 384
Chambre des communes Joly, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Aubé, S., Costello, D., Jungic, O., Payne, N., Pepin-Hallé, V., Poulin, O., Roy, S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Stockholm (Suède) – Réunion du conseil ministériel de l'OCDE, 2-3, décembre 2021</i>	45 278
Chambre des communes Joly, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Aubé, S., Costello, D., Dadić, J., Jungic, O., Kinnear, J., Pepin-Hallé, V., Roy, S.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à Genève (Suisse) – Réunion reportée de la 12e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), 12-15 juin 2022</i>	2 746
<i>Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Développement international – Délégation canadienne à Liverpool (Royaume-Uni) – Réunion des ministres des Affaires étrangères et du développement du G7, 10-12 décembre 2021</i>	86 853
Chambre des communes Joly, l'honorable M., Sajjan, l'honorable H. S. Affaires mondiales Canada Aubé, S., Anstead, V., Benson, I., Costello, D., Mamdani, A., Marchuk, L., Todd, L., Wright, A.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à New York (États-Unis) – Réunion reportée de la 10e Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, août 2022</i>	2 916
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Munich (Allemagne) – Conférence de Munich sur la sécurité, 18-20 février 2022</i>	86 131
Chambre des communes Joly, l'honorable M. Affaires mondiales Canada Aubé, S., Hulan, H., Roy, S., Williams, E.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à Paris (France) – Conférence ministérielle de la Francophonie, 16 mars 2022</i>	18 516
Affaires mondiales Canada Hudon, I.	
<i>Délégation canadienne aux funérailles nationales du président d'Haïti (Jovenel Moïse) à Cap-Haïtien (Haïti), 22-24 juillet 2021</i>	4 746
Affaires mondiales Canada Rae, R.	
<i>Délégation canadienne à la cérémonie d'investiture présidentielle à Lima (Pérou), 27-29 juillet 2021</i>	10 291
Affaires mondiales Canada Currie, J., Oliphant, R.	
Total	4 011 594

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Affaires intergouvernementales, Infrastructure et Collectivités							
Bureau de l'infrastructure du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	14 300	595 181	7 026 247	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	29 675 159
Bureau du directeur général des élections							
Dépenses de programme.....	1	–	46 346	904 677	2 411 260	450 000	–
Commissariat aux langues officielles							
Dépenses du programme.....	1	–	22 025	154 217	964 929	382 103	–
Commission des débats des chefs							
Dépenses du programme.....	1	–	–	100	–	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes							
Dépenses du programme.....	1	–	–	30 743	276 569	–	–
Affaires mondiales							
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement							
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 488 375	8 171 117	84 882 567	11 366 196	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	33 141 375
Commission mixte internationale (section canadienne)							
Dépenses du programme.....	1	–	–	29 041	584 140	–	–
Investir au Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	1 714 578	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
Dépenses de fonctionnement	1	–	32 895	394 417	1 444 292	–	–
Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire							
Dépenses de fonctionnement	1	–	978 599	5 470 844	20 498 818	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	5 442 403
Commission canadienne des grains							
Dépenses du programme.....	1	–	45 738	337 586	200 643	–	–
Commission canadienne du lait							
Dépenses du programme.....	1	–	–	96 424	–	100 548	–
Anciens Combattants							
Ministère des Anciens Combattants							
Dépenses de fonctionnement	1	–	483 408	3 133 112	7 033 498	–	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)							
Dépenses du programme.....	1	–	–	48 369	391 343	57 207	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Dépenses du programme.....	1	–	14 600	147 588	800 813	–	–
Conseil du Trésor							
Secrétariat du Conseil du Trésor							
Dépenses du programme.....	1	–	1 069 004	2 705 355	2 263 500	13 400	–
Assurances de la fonction publique.....	20	–	–	24 255	–	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public							
Dépenses du programme.....	1	–	–	23 493	205 150	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement			
Commissariat au lobbying								
Dépenses du programme.....	1	–	3 500	33 082	155 645	–	–	
École de la fonction publique du Canada								
Dépenses du programme.....	1	–	24 478	636 380	2 847 042	–	–	
Conseil privé								
Bureau du Conseil privé								
Dépenses du programme.....	1	–	1 965 092	979 807	6 048 373	–	–	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports								
Dépenses du programme.....	1	–	24 714	241 814	1 295 268	120 000	–	
Bureau du commissaire au renseignement								
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 500	98 740	–	–	
Commission de la fonction publique								
Dépenses du programme.....	1	–	39 446	987 433	4 041 005	–	–	
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement								
Dépenses du programme.....	1	–	1 500	34 826	1 124 352	–	–	
Défense nationale								
Ministère de la Défense nationale								
Dépenses de fonctionnement	1	–	3 318 498	30 434 904	821 808 557	–	–	
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	55 985	–	
Subventions et contributions.....	10	32 446 569	–	–	–	–	–	
Centre de la sécurité des télécommunications								
Dépenses du programme.....	1	–	176 768	39 674 690	23 315 168	–	–	
Comité externe d'examen des griefs militaires								
Dépenses du programme.....	1	–	6 000	43 751	303 682	–	–	
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire								
Dépenses du programme.....	1	–	–	35 141	173 871	–	–	
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap								
Ministère de l'Emploi et du Développement social								
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 113 992	8 773 062	37 274 782	11 456 675	–	
Subventions et contributions	5	52 476 583	–	–	–	–	–	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail								
Dépenses du programme.....	1	–	–	500	201 700	84 671	–	
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	456 080	–	–	
Environnement et changement climatique								
Ministère de l'Environnement								
Dépenses de fonctionnement	1	–	835 603	8 238 934	27 111 238	–	–	
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	18 733 690	
Agence canadienne d'évaluation d'impact								
Dépenses du programme.....	1	–	19 493	160 112	2 792 836	–	–	
Agence Parcs Canada								
Dépenses du programme.....	1	–	724 257	4 016 616	–	–	–	
Femmes et Égalité des genres								
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres								
Dépenses de fonctionnement	1	–	11 000	230 839	2 113 857	–	–	

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Finances							
Ministère des Finances							
Dépenses du programme.....	1	–	17 940	828 500	5 051 107	1 306 210	–
Bureau du vérificateur général							
Dépenses du programme.....	1	–	13 048	74 218	3 178 919	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	3 376	75 329	2 386 558	408 324	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté							
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration							
Dépenses de fonctionnement	1	–	391 914	7 518 315	40 973 656	1 060 000	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	7 437 360
Commission de l'immigration et du statut de réfugié							
Dépenses du programme.....	1	–	70 300	1 442 388	10 972 136	–	–
Innovation, Sciences et Industrie							
Ministère de l'Industrie							
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 260 594	6 483 618	25 710 041	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	381 849
Agence canadienne de développement économique du Nord							
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 000	72 880	820 122	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique							
Dépenses de fonctionnement	1	–	40 381	642 094	2 944 748	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario							
Dépenses de fonctionnement	1	–	6 500	216 915	1 407 298	–	–
Agence spatiale canadienne							
Dépenses de fonctionnement	1	–	24 500	762 021	5 889 733	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	31 017 685
Commission du droit d'auteur							
Dépenses du programme.....	1	–	–	18 287	150 965	1 234	–
Conseil canadien des normes							
Paiements au Conseil.....	1	–	226 000	–	–	384 371	–
Conseil de recherches en sciences humaines							
Dépenses de fonctionnement	1	–	8 500	55 407	1 556 135	3 206 049	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie							
Dépenses de fonctionnement	1	–	4 409	7 087 649	2 704 934	734 117	–
Conseil national de recherches du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	351 821	3 816 912	17 770 911	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	29 633 835
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien							
Dépenses de fonctionnement	1	–	6 500	374 439	2 113 711	–	–
Statistique Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	5 540 179	9 978 871	31 413 741	5 195 046	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Report du budget de fonction- nement		
Justice								
Ministère de la Justice								
Dépenses de fonctionnement	1	–	153 606	4 899 513	27 423 358	–	–	
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale								
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale								
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 500	110 962	436 452	–	–	
Conseil canadien de la magistrature								
Dépenses de fonctionnement	5	–	–	5 740	103 982	–	–	
Bureau du directeur des poursuites pénales								
Dépenses du programme	1	–	25 027	983 837	9 655 610	–	–	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada								
Commissariat à l'information du Canada								
Dépenses du programme	1	–	2 500	84 886	470 844	87 703	–	
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada								
Dépenses du programme	5	–	12 649	238 930	1 047 027	–	–	
Commission canadienne des droits de la personne								
Dépenses du programme	1	–	16 500	212 106	1 214 091	200 000	–	
Registraire de la Cour suprême du Canada								
Dépenses du programme	1	–	10 276	293 483	1 243 620	–	–	
Service administratif des tribunaux judiciaires								
Dépenses du programme	1	–	72 333	650 415	2 681 029	661 094	–	
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs								
Dépenses du programme	1	–	31 300	360 061	3 963 564	–	–	
Parlement								
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement								
Dépenses de programme	1	–	–	4 953	166 554	–	–	
Patrimoine canadien								
Ministère du Patrimoine canadien								
Dépenses de fonctionnement	1	–	160 032	1 801 164	8 410 894	–	–	
Bibliothèque et Archives du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	–	48 358	1 298 344	4 062 823	–	–	
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	2 612 515	
Commission des champs de bataille nationaux								
Dépenses du programme	1	–	–	–	326 962	–	–	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes								
Dépenses du programme	1	–	19 910	420 536	3 167 735	–	–	
Musée canadien de la nature								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	–	–	99 363	–	
Musée canadien de l'histoire								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	–	–	120 295	–	
Musée des beaux-arts du Canada								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	–	–	45 670	–	
Musée national des sciences et de la technologie								
Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	–	–	55 987	–	

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Office national du film							
Dépenses du programme.....	1	–	4 846	411 237	1 789 420	–	–
Téléfilm Canada							
Paiements à la société devant servir aux fins prévus par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	1	–	–	100	–	–	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
Ministère des Pêches et des Océans							
Dépenses de fonctionnement	1	–	894 625	11 438 403	73 893 868	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	181 524 079
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord							
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord							
Dépenses de fonctionnement	1	–	782 741	1 495 410	17 450 820	110 800	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	123 129
Subventions et contributions.....	10	3 000 000	–	–	–	–	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique							
Dépenses du programme.....	1	–	3 000	–	1 082 882	–	–
Ressources naturelles							
Ministère des Ressources naturelles							
Dépenses de fonctionnement	1	–	6 131 259	4 715 663	27 040 074	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	1 400 894
Commission canadienne de sûreté nucléaire							
Dépenses du programme.....	1	–	238 777	262 114	1 754 829	–	–
Régis canadienne de l'énergie							
Dépenses du programme.....	1	–	6 837	524 111	2 890 857	338 029	–
Revenu national							
Agence du revenu du Canada							
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1	–	11 746 504	30 900 170	3 744 813	60 206 632	–
Santé							
Ministère de la Santé							
Dépenses de fonctionnement	1	–	19 850 642	9 042 954	47 820 153	10 898 914	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	2 343 231
Agence canadienne d'inspection des aliments							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	–	1 531 846	6 290 979	17 354 066	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	2 934 044
Agence de la santé publique du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	111 133	2 133 345	17 097 172	1 416 907	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	5 160 260
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés							
Dépenses du programme.....	1	–	2 500	112 409	445 644	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 125	88 635	2 896 565	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Sécurité publique							
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile							
Dépenses de fonctionnement	1	–	53 619	1 308 078	6 434 255	–	–
Subventions et contributions	5	–	–	27 628 756	–	–	–
Agence des services frontaliers du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	3 819 233	202 366 069	–	25 280 988	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	41 481	98 177	6 266	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	4 300	–	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	57 192	41 674	122 942	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	45 933	274 897	2 361 397	–	–
Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	814 147	1 100 025 687	83 698 486	47 161 723	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	48 454 462
Service canadien du renseignement de sécurité							
Dépenses du programme.....	1	–	16 643	17 925 637	33 295 943	–	–
Service correctionnel du Canada							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	–	2 125 639	67 865 040	96 919 136	3 333 334	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	39 659 773
Services aux Autochtones							
Ministère des Services aux Autochtones							
Dépenses de fonctionnement	1	–	66 422	5 477 325	34 257 822	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	1 467 363
Services publics et Approvisionnement							
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux							
Dépenses de fonctionnement	1	–	3 131 960	11 353 292	59 376 041	8 582 822	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	91 294	–	–	–
Commission de la capitale nationale							
Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	1	–	–	2 449 471	–	1 282 476	–
Services partagés Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	224 141	27 190 188	105 583 514	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	75 266 168
Transports							
Ministère des Transports							
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 848 627	5 652 290	37 247 477	5 728 386	–
Dépenses en capital.....	5	–	1 575 892	–	–	–	69 058 244
Office des transports du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	9 000	267 530	1 044 087	691 481	–
Total.....		87 923 152	79 019 675	1 704 996 740	1 956 898 975	202 813 948	585 467 518

Conseil privé

Bureau du Conseil privé

Traitements et indemnités aux ministres d'État

L'état suivant a pour but de présenter de l'information sur les traitements et indemnités aux ministres d'États. Cependant, il n'y a pas de traitements et indemnités aux ministres d'États pour l'exercice courant.

Emploi, Développement de la main d'œuvre et Inclusion des personnes en situation de handicap Ministère de l'Emploi et du Développement social

Paiements d'indemnités et frais d'administration ¹

(en dollars)

Description	Paiements d'indemnités ²	Frais d'administration ³	Total des paiements
Terre-Neuve-et-Labrador	3 359 053	1 059 613	4 418 666
Île-du-Prince-Édouard.....	426 662	148 799	575 461
Nouvelle-Écosse – Fédéral.....	15 588 513	4 806 641	20 395 154
Nouvelle-Écosse – Autre indemnité de la Société d'expansion du Cap-Breton.....	7 654 427	2 404 860	10 059 287
Nouvelle-Écosse – Indemnité de présomption automatique de la Société d'expansion du Cap-Breton	2 318 923	754 095	3 073 018
Nouvelle-Écosse – Indemnité de silicose de la Société d'expansion du Cap-Breton	119 770	36 470	156 240
Nouveau-Brunswick	8 539 553	2 018 698	10 558 251
Québec.....	22 876 909	5 107 346	27 984 255
Ontario.....	53 878 723	10 556 855	64 435 578
Manitoba.....	3 666 539	2 004 473	5 671 012
Saskatchewan.....	4 887 274	2 463 489	7 350 763
Alberta.....	22 032 000	5 079 337	27 111 337
Colombie-Britannique.....	30 324 913	12 650 000	42 974 913
Paiements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (article 7)	31 788	–	31 788
	175 705 047	49 090 676	224 795 723
Moins : recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des sociétés d'État	34 510 291	11 923 504	46 433 795
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères gouvernementaux	111 613 556	32 452 853	144 066 409
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts de l'assurance-emploi	136 670	36 330	173 000
	146 260 517	44 412 687	190 673 204
Dépenses nettes ⁴	29 444 530	4 677 989	34 122 519

¹ Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) » (se référer au sommaire du portefeuille ministériel de la section 11 du volume II).

² Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

a) les agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*); et

b) les employés des mines maintenant dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

³ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁴ Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2021-2022

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Anderson M D, Territoires du Nord-Ouest.....	160 800	5 889	154 848
Arnot D M, Saskatchewan ²	108 497	20 183	59 034
Ataullahjan S, Ontario.....	160 800	20 197	163 789
<i>Présidente de comité</i>	8 535	–	–
Audette M, Québec ²	108 497	–	125 815
Batters D, Saskatchewan.....	160 800	72 403	225 002
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 337	–	–
Bellemare D, Québec.....	160 800	4 137	200 611
<i>Présidente de comité</i>	3 824	–	–
Bernard W E T, Nouvelle-Écosse.....	160 800	1 669	220 859
<i>Vice-présidente de comité</i>	4 234	–	–
Black D, Alberta ²	93 800	31 266	129 743
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Black R, Ontario.....	160 800	57 478	179 757
<i>Président de comité</i>	3 960	–	–
Boehm P M, Ontario.....	160 800	4 097	206 219
<i>Président de comité</i>	8 501	–	–
Boisvenu P-H, Québec.....	160 800	41 557	149 069
<i>Vice-président de comité</i>	4 335	–	–
Boniface G, Ontario.....	160 800	22 763	180 570
<i>Présidente de comité</i>	4 711	–	–
Bovey P, Manitoba.....	160 800	44 183	217 289
<i>Vice-présidente de comité</i>	4 335	–	–
Boyer Y, Ontario.....	160 800	54	220 194
Brazeau P, Québec.....	160 800	16 053	192 504
Busson B, Colombie-Britannique.....	160 800	30 672	160 150
<i>Vice-présidente de comité</i>	4 285	–	–
Campbell L W, Colombie-Britannique.....	160 800	34 800	121 444
<i>Vice-président de comité</i>	4 420	–	–
Carignan C, Québec.....	160 800	23 463	233 820
<i>Vice-président de comité</i>	4 048	–	–
Christmas D, Nouvelle-Écosse.....	160 800	22 310	214 209
<i>Président de comité</i>	4 711	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	1 897	–	–
Clement B, Ontario ²	124 620	16 000	69 223
Cordy J, Nouvelle-Écosse ³	160 800	30 954	–
<i>Leader du groupe progressiste du Sénat</i>	–	–	567 521
Cormier R, Nouveau-Brunswick.....	160 800	36 661	156 252
<i>Président de comité</i>	8 535	–	–
Cotter B, Saskatchewan.....	160 800	28 096	208 603
<i>Vice-président de comité</i>	1 897	–	–
Coyle M, Nouvelle-Écosse.....	160 800	36 842	189 718
Dagenais J-G, Québec.....	160 800	25 238	205 730
<i>Vice-président de comité</i>	6 571	–	–
Dalphonf P J, Québec.....	160 800	20 475	224 709
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Dasko D, Ontario.....	160 800	32 957	184 526
Dawson D, Québec.....	160 800	18 411	125 126
<i>Vice-président de comité</i>	6 842	–	–
Deacon C, Nouvelle-Écosse.....	160 800	31 988	182 250
<i>Vice-président de comité</i>	4 200	–	–
Deacon M, Ontario.....	160 800	9 199	195 737
Dean T, Ontario.....	160 800	30 448	121 713
<i>Président de comité</i>	3 824	–	–
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard.....	160 800	35 613	205 634
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Duffy M, Île-du-Prince-Édouard ²	24 639	3 216	37 159
Duncan P, Yukon.....	160 800	54 225	215 171
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 337	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Dupuis R, Québec.....	160 800	1 120	136 463
<i>Vice-présidente de comité</i>	4 319	–	–
Forest É, Québec.....	160 800	11 903	186 217
<i>Vice-président de comité</i>	4 352	–	–
Forest-Niesing J, Ontario ²	107 200	12 696	105 554
Francis B, Île-du-Prince-Édouard.....	160 800	44 759	147 166
<i>Président de comité</i>	3 536	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 625	–	–
Frum L, Ontario ²	65 271	3 458	104 013
Furey G J, Terre-Neuve-et-Labrador ³	160 800	66 884	–
<i>Président</i>	64 800	–	818 988
Gagné R, Manitoba ³	160 800	37 013	–
<i>Coordonnatrice législative du représentant du gouvernement au Sénat</i>	42 000	–	132 024
Galvez R, Québec.....	160 800	33 945	231 634
Gerba A, Québec ²	108 497	9 004	82 368
Gignac C, Québec ²	108 497	7 638	76 477
Gold M, Québec ³	160 800	32 296	–
<i>Représentant du gouvernement au Sénat</i>	88 700	–	990 486
Greene S, Nouvelle-Écosse.....	160 800	16 451	232 820
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Griffin D F, Île-du-Prince-Édouard ²	154 748	41 687	204 616
<i>Présidente de comité</i>	4 711	–	–
Harder P, Ontario.....	160 800	1 293	180 638
<i>Vice-président de comité</i>	4 217	–	–
Hartling N J, Nouveau-Brunswick.....	160 800	28 455	116 235
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 337	–	–
Housakos L, Québec.....	160 800	15 584	223 988
<i>Whip adjoint de l'opposition</i>	3 100	–	–
<i>Président de comité</i>	8 467	–	–
Jaffer M S B, Colombie-Britannique.....	160 800	40 643	181 716
<i>Présidente de comité</i>	8 740	–	–
Keating J, Nouveau-Brunswick ²	53 600	16 500	59 550
Klyne M, Saskatchewan.....	160 800	15 132	225 361
<i>Président de comité</i>	3 994	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Kutcher S, Nouvelle-Écosse.....	160 800	23 527	199 598
LaBoucane-Benson P, Alberta ³	160 800	31 826	–
<i>Agente de liaison du gouvernement au Sénat</i>	12 700	–	172 290
Lankin F, Ontario.....	160 800	29 504	156 645
<i>Vice-présidente de comité</i>	1 897	–	–
Loffreda T, Québec.....	160 800	8 135	166 188
Lovelace Nicholas S M, Nouveau-Brunswick.....	160 800	5 662	89 978
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse.....	160 800	44 645	226 950
<i>Président de comité</i>	8 945	–	–
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador.....	160 800	24 966	230 632
<i>Président de comité</i>	8 637	–	–
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador.....	160 800	15 803	212 624
<i>Vice-présidente de comité</i>	4 217	–	–
Martin Y, Colombie-Britannique ³	160 800	24 030	–
<i>Leader adjointe de l'opposition</i>	26 500	–	300 709
<i>Présidente de comité</i>	3 107	–	–
Marwah S, Ontario.....	160 800	13 585	188 830
<i>Président de comité</i>	12 700	–	–
Massicotte P J, Québec.....	160 800	17 750	142 339
<i>Président de comité</i>	8 433	–	–
McCallum M J, Manitoba.....	160 800	38 323	225 940
McPhedran M, Manitoba.....	160 800	21 400	185 447
Mégie M-F, Québec.....	160 800	21 807	194 311
<i>Vice-présidente de comité</i>	1 541	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Mercer T M, Nouvelle-Écosse	160 800	28 137	122 565
<i>Président de comité</i>	4 711	–	–
Miville-Dechêne J, Québec	160 800	11 495	190 259
<i>Vice-présidente de comité</i>	4 200	–	–
Mockler P, Nouveau-Brunswick	160 800	4 722	216 704
<i>Président de comité</i>	8 774	–	–
Moncion L, Ontario	160 800	33 466	192 734
Moodie R, Ontario	160 800	31 074	178 256
Munson J, Ontario ²	45 819	10 438	59 896
<i>Vice-président de comité</i>	1 795	–	–
Ngo T H, Ontario ²	121 465	–	164 120
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Oh V, Ontario	160 800	25 200	222 287
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Omidvar R, Ontario	160 800	28 750	225 006
<i>Présidente de comité</i>	4 028	–	–
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 337	–	–
Pate K, Ontario	160 800	22 515	150 953
Patterson D G, Nunavut	160 800	41 174	230 401
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Petitclerc C, Québec	160 800	10 518	194 900
<i>Présidente de comité</i>	4 711	–	–
Plett D N, Manitoba ³	160 800	54 579	–
<i>Leader de l'opposition</i>	42 000	–	1 014 937
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick	160 800	1 074	203 138
<i>Présidente du caucus conservateur</i>	6 300	–	–
<i>Vice-présidente de comité</i>	4 234	–	–
Quinn J, Nouveau-Brunswick ²	124 620	21 991	99 656
Ravalia M, Terre-Neuve-et-Labrador	160 800	43 943	230 119
Richards D, Nouveau-Brunswick	160 800	22 731	115 758
<i>Vice-président de comité</i>	2 337	–	–
Ringuette P, Nouveau-Brunswick	160 800	37 977	176 468
<i>Présidente intérimaire</i>	18 094	–	–
Saint-Germain R, Québec ³	160 800	27 281	116 859
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 100	–	–
<i>Facilitatrice</i>	–	–	247 902
Seidman J G, Québec ³	160 800	13 420	–
<i>Whip de l'opposition</i>	7 300	–	307 685
<i>Présidente de comité</i>	8 535	–	–
Simons P, Alberta	160 800	25 077	218 834
<i>Vice-présidente de comité</i>	1 965	–	–
Smith L W, Québec	160 800	6 386	187 869
<i>Vice-président de comité</i>	6 757	–	–
Sorensen K, Alberta ²	108 497	16 691	43 396
Stewart Olsen C, Nouveau-Brunswick ²	51 439	112	75 023
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 015	–	–
Tannas S, Alberta ³	160 800	46 371	–
<i>Leader du groupe des sénateurs canadiens</i>	–	–	652 498
<i>Vice-président de comité</i>	6 554	–	–
Verner J, Québec	160 800	30 881	203 641
<i>Vice-présidente de comité</i>	1 846	–	–
Wallin P, Saskatchewan	160 800	30 805	228 382
<i>Présidente de comité</i>	3 755	–	–
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 337	–	–
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador	160 800	85 219	228 900
<i>Président de comité</i>	4 711	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	1 981	–	–
Wetston H, Ontario	160 800	958	184 789
<i>Président de comité</i>	4 711	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2021-2022 – fin

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de subsistance et de déplacement	Dépenses de bureau
White V, Ontario	160 800	1 590	126 118
Woo Y P, Colombie-Britannique ³	160 800	59 024	36 109
<i>Président de comité</i>	4 711	–	–
<i>Facilitateur (Ancien)</i>	–	–	739 874
Yussuff H, Ontario ²	124 620	31 116	111 849
Total	15 434 336	2 425 630	21 070 675

¹ Incluant les frais de subsistance dans la région du Parlement.

² Sénateurs et sénatrices qui ont été nommés, ont pris leur retraite, ont démissionné ou sont décédés au cours de l'exercice financier 2021-2022.

³ Depuis le 1^{er} avril 2017, le budget des dépenses de bureau des agents supérieurs est consolidé avec le budget des dépenses de bureau des sénateurs.

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Abouitaif Z	185 800	47 096
Aitchison S	185 800	63 881
Albas D.....	185 800	40 025
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 198	–
Aldag J.....	98 577	66 259
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 785	–
Alghabra L'hon O	185 800	40 465
Alleslev L	87 223	27 917
Allison D	185 800	40 592
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
Ali S	98 577	14 821
Amos W.....	87 223	8 159
Anand L'hon A.....	185 800	19 933
Anandasangaree G.....	185 800	49 349
Angus C.....	185 800	51 669
Arnold M.....	185 800	59 147
Arseneault R	185 800	52 538
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 785	–
Arya C	185 800	465
Ashton N.....	185 800	110 414
Atwin J	185 800	21 886
Bachrach T.....	185 800	76 457
Badawey V	185 800	49 749
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
Bagnell L'hon L	87 223	23 634
Bains P.....	98 577	13 548
Bains L'hon N	87 223	3 458
Baker Y	185 800	34 938
Baldinelli T.....	185 800	45 916
Barlow J.....	185 800	86 958
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 875	–
Barrett M	185 800	15 923
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	552	–
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	4 500	–
Barron L	98 577	38 430
Barsalou-Duval X	185 800	40 197
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 267	–
Battiste J.....	185 800	44 914
Beaulieu M	185 800	43 328
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 284	–
Beech T	185 800	34 247
Bendayan R	185 800	30 498
Bennett L'hon C.....	185 800	35 354
Benzen R	185 800	24 144
Bergen L'hon C.....	185 800	94 422
<i>Indemnité à titre de cheffe Opposition officielle</i>	14 519	–
Bergeron S.....	185 800	39 725
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 710	–
Berthold L.....	185 800	53 829
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 394	–
Bérubé S	185 800	63 614
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 391	–
Bessette L	87 223	2 988
Bezan J	185 800	85 358
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle</i>	3 182	–
Bibeau L'hon M-C	185 800	27 522
Bittle C	185 800	24 467
Blaikie D.....	185 800	17 102
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Blair L'hon B	185 800	40 329
Blanchet Y-F	185 800	88 604
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i>	62 900	–
Blanchette-Joncas M.....	185 800	53 029
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 301	–
Blaney L'hon S	87 223	10 986
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Blaney R.....	185 800	55 012
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition</i>	12 800	–
Block K	185 800	66 791
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	4 783	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	499	–
Blois K.....	185 800	40 347
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 751	–
Boissonnault L'hon R.....	98 577	50 086
Boudrias M.....	87 223	954
Boulerice A.....	185 800	35 676
Bradford V.....	98 577	31 994
Bragdon R.....	185 800	47 879
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Brassard J	185 800	39 672
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	6 830	–
Bratina B.....	87 223	10 874
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
Brière É	185 800	30 901
Brock L.....	98 577	46 543
Brunelle-Duceppe A	185 800	70 197
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 228	–
Calkins B	185 800	87 562
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i>	4 911	–
Cannings R	185 800	43 159
Caputo F	98 577	60 606
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 910	–
Carr L'hon J	185 800	63 524
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 026	–
Carrie C	185 800	28 662
Casey S.....	185 800	39 824
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 637	–
Chabot L.....	185 800	14 036
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 318	–
Chagger L'hon B.....	185 800	31 262
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	4 198	–
Chahal G.....	98 577	44 979
Chambers A.....	98 577	32 389
Champagne L'hon F-P	185 800	33 301
Champoux M.....	185 800	48 799
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 318	–
Charbonneau L	87 223	17 316
Chatel S	98 577	7 807
Chen S	185 800	31 397
Chiang P.....	98 577	21 821
Chiu K.....	87 223	27 946
Chong L'hon M.....	185 800	56 358
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 318	–
Collins C.....	98 577	23 747
Collins L.....	185 800	34 898
Cooper M.....	185 800	55 295

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Cormier S	185 800	19 161
Coteau M.....	98 577	18 330
Cumming J	87 223	48 291
Dabrusin J.....	185 800	22 026
Dalton M.....	185 800	84 163
Damoff P	185 800	50 740
Dancho R.....	185 800	46 233
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	4 404	–
Davidson S	185 800	42 435
Davies D.....	185 800	69 464
Debellefeuille C.....	185 800	30 808
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition</i>	12 800	–
Deltell G	185 800	38 588
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	39 206	–
d'Entremont C.....	185 800	53 923
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités plénières.....</i>	16 193	–
Desbiens C.....	185 800	60 166
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	4 301	–
Desilets L.....	185 800	34 178
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 301	–
Desjarlais B	98 577	32 131
Dhaliwal S	185 800	86 562
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 854	–
Dhillon A.....	185 800	32 647
Diab L.....	98 577	24 181
Diotte K.....	87 223	30 097
Doherty T	185 800	101 552
Dong H	185 800	25 957
Dowdall T.....	185 800	46 841
Dreeshen E.....	185 800	89 614
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	533	–
Drouin F	185 800	6 900
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Dubourg E	185 800	22 137
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 602	–
Duclos L'hon J-Y	185 800	42 366
Duguid T.....	185 800	46 317
Duncan E.....	185 800	39 575
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 566	–
Duncan L'hon K.....	185 800	5 028
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	3 819	–
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Gouvernement.....</i>	6 763	–
Duvall S.....	87 223	28 607
Dzerowicz J	185 800	24 014
Easter L'hon W	87 223	15 404
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
Ehsassi A	185 800	26 577
El-Khoury F.....	185 800	34 054
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Ellis N.....	87 223	19 891
Ellis S	98 577	42 540
Epp D	185 800	66 795
Erskine-Smith N	185 800	22 485
Falk R	185 800	72 535
Falk T	185 800	31 293
Fast L'hon E.....	185 800	73 599
Fergus L'hon G	185 800	8 210
Ferreri M.....	98 577	25 099
Fillmore A	185 800	42 897

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Findlay L'hon K-L	185 800	75 245
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 475	–
Finley L'hon D	20 977	–
Finnigan P	87 223	15 468
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
Fisher D	185 800	44 486
Fonseca P	185 800	28 670
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 095	–
Fortier L'hon M	185 800	1 087
Fortin R	185 800	28 925
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	619	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 267	–
Fragiskatos P	185 800	35 867
Fraser L'hon S	185 800	38 365
Freeland L'hon C	185 800	31 598
Gaheer I	98 577	18 822
Fry L'hon H	185 800	29 698
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	7 019	–
Gallant C	185 800	32 223
Garneau L'hon M	185 800	4 013
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 785	–
Garon J-D	98 577	20 148
Garrison R	185 800	53 972
Gaudreau M-H	185 800	44 114
<i>Indemnité à titre de présidente du caucus Autre parti d'opposition</i>	3 378	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 391	–
Gazan L	185 800	40 268
Généreux B	185 800	60 709
Genius G	185 800	80 322
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Gerretsen M	185 800	34 302
Gill M	185 800	126 645
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 284	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	5 769	–
Gladu M	185 800	39 908
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	4 783	–
Godin J	185 800	36 381
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 892	–
Goodridge L	98 577	65 314
Gould L'hon K	185 800	13 920
Gourde J	185 800	46 694
Gray T	185 800	57 890
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 391	–
Green M	185 800	32 531
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	619	–
Guilbeault L'hon S	185 800	24 129
Hajdu L'hon P	185 800	42 514
Hallan J S	185 800	75 428
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 925	–
Hanley B	98 577	64 644
Harder R	185 800	74 913
Hardie K	185 800	59 946
Harris J	87 223	5 010
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 391	–
Hepfner L	98 577	21 199
Hoback R	185 800	80 615
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 927	–
Holland L'hon M	185 800	57 720
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i>	18 984	–
Housefather A	185 800	5 827

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Hughes C	185 800	50 304
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers</i>	13 148	–
Hussen L'hon A	185 800	39 245
Hutchings L'hon G	185 800	49 493
Iacono A	185 800	6 737
Idlout L	98 577	91 407
Ien L'hon M	185 800	25 520
Jaczek L'hon H	185 800	24 271
Jansen T	87 223	31 548
Jeneroux M	185 800	87 531
Johns G	185 800	74 783
Joly L'hon M	185 800	22 740
Jones Y	185 800	120 470
Jordan L'hon B	87 223	23 535
Jowhari M	185 800	22 962
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 875	–
Julian P	185 800	48 070
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	18 100	–
Kayabaga A	98 577	22 451
Kelloway M	185 800	43 502
Kelly P	185 800	48 890
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 854	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Kent L'hon P	87 223	7 326
Khalid I	185 800	38 148
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	4 783	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 927	–
Khera L'hon K	185 800	36 591
Kitchen R	185 800	65 197
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 533	–
Kmiec T	185 800	50 596
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle</i>	4 783	–
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	2 684	–
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	2 693	–
Koutrakis A	185 800	34 645
Kram M	185 800	50 248
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 910	–
Kramp-Neuman S	98 577	20 782
Kurek D	185 800	95 302
Kusie S	185 800	73 229
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 318	–
Kusmierczyk I	185 800	38 690
Kwan J	185 800	47 091
<i>Indemnité à titre de présidente du caucus Autre parti d'opposition</i>	3 097	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 927	–
Lake L'hon M	185 800	60 989
Lalonde M-F	185 800	2 479
Lambropoulos E	185 800	26 216
Lametti L'hon D	185 800	35 380
Lamoureux K	185 800	44 084
Lantsman M	98 577	46 782
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 875	–
Lapointe V	98 577	16 258
Larouche A	185 800	14 765
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 301	–
Lattanzio P	185 800	8 046
Lauzon S	185 800	9 067
Lawrence P	185 800	45 288
LeBlanc L'hon D	185 800	28 696

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Lebouthillier L'hon D.....	185 800	35 337
Lefebvre P.....	87 223	12 019
Lehoux R.....	185 800	44 734
Lemire S.....	185 800	61 320
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 301	–
Lewis C.....	185 800	58 234
Lewis L.....	98 577	26 266
Liepert R.....	185 800	62 021
Lightbound J.....	185 800	29 254
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 819	–
Lloyd D.....	185 800	55 366
Lobb B.....	185 800	42 651
Long W.....	185 800	11 812
Longfield L.....	185 800	14 385
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Louis T.....	185 800	45 135
Lukiwski T.....	87 223	35 887
MacAulay L'hon L.....	185 800	56 625
MacDonald H.....	98 577	25 253
MacGregor A.....	185 800	52 269
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 583	–
MacKenzie D.....	185 800	16 985
Mackinnon L'hon S.....	185 800	771
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i>	14 105	–
Maguire L.....	185 800	77 328
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	552	–
Maloney J.....	185 800	24 689
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
Manly P.....	87 223	16 329
Marcil S.....	87 223	14 494
Martel R.....	185 800	54 127
Martinez Ferrada S.....	185 800	31 515
Masse B.....	185 800	42 034
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	2 391	–
Mathyssen L.....	185 800	43 126
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	3 097	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	2 391	–
May B.....	185 800	28 936
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
May E.....	185 800	39 210
Mazier D.....	185 800	88 927
McCauley K.....	185 800	118 896
McColeman P.....	87 223	20 505
McCrimmon K.....	87 223	–
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	4 783	–
McDonald K.....	185 800	59 405
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 602	–
McGuinty L'hon D.....	185 800	–
McKay L'hon J.....	185 800	31 393
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 568	–
McKenna L'hon C.....	87 223	285
McKinnon R.....	185 800	46 621
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
McLean G.....	185 800	83 394
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 905	–
McLeod C.....	87 223	35 311
McLeod M.....	185 800	48 293
McPherson H.....	185 800	64 876
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	2 391	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	3 097	–

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Melillo E.....	185 800	99 849
Mendès A	185 800	33 201
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente adjointe des comités pléniers</i>	12 897	–
Mendicino L'hon M	185 800	41 298
Miao W.....	98 577	39 586
Michaud K.....	185 800	79 163
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 404	–
Miller L'hon M	185 800	15 464
Monsef L'hon M	87 223	24 832
Moore L'hon R.....	185 800	29 688
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 267	–
Morantz M.....	185 800	27 122
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 927	–
Morrice M.....	98 577	26 618
Morrison R	185 800	119 031
Morrissey R	185 800	48 785
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 854	–
Motz G.....	185 800	92 078
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	310	–
Murray L'hon J.....	185 800	47 972
Muys D.....	98 577	31 016
Naqvi Y	98 577	6
Nater J	185 800	54 991
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 318	–
Ng L'hon M	185 800	31 729
Noormohamed T.....	98 577	33 852
Normandin C	185 800	32 430
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 284	–
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	5 769	–
O'Connell J	185 800	44 115
Oliphant L'hon R	185 800	32 949
O'Regan L'hon S	185 800	54 400
O'Toole L'hon E.....	185 800	6 728
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle</i>	74 445	–
Patzer J	185 800	94 758
Paul-Hus P.....	185 800	44 523
Pauzé M.....	185 800	27 617
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 301	–
Perkins R	98 577	34 561
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 910	–
Perron Y	185 800	42 960
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 267	–
Petitpas Taylor L'hon G.....	185 800	37 923
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement</i>	4 783	–
Plamondon L	185 800	20 115
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	2 391	–
Poilievre L'hon P	185 800	4 485
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Powlowski M.....	185 800	38 434
Qaqqaq M.....	87 223	26 186
Qualtrough L'hon C	185 800	77 344
Ratansi Y	87 223	10 676
Rayes A	185 800	51 271
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 391	–
Redekopp B	185 800	62 825
Regan L'hon G.....	87 223	16 374
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
Reid S.....	185 800	–
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle</i>	6 056	–
Rempel Garner L'hon M	185 800	69 554
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 750	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Richards B.....	185 800	60 464
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i>	28 188	–
Roberts A.....	98 577	28 565
Robillard Y.....	185 800	28 304
Rodriguez L'hon P.....	185 800	24 567
Rogers C.....	185 800	59 760
Romanado S.....	185 800	39 607
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	4 783	–
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Gouvernement</i>	5 936	–
Rood L.....	185 800	84 250
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 391	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Opposition officielle</i>	1 905	–
Rota L'hon A.....	185 800	19 302
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i>	88 700	–
Ruff A.....	185 800	24 843
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle</i>	4 783	–
Sahota J.....	87 223	24 163
Sahota R.....	185 800	29 220
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	4 783	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement</i>	4 198	–
Saini R.....	87 223	1 461
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 783	–
Sajjan L'hon H S.....	185 800	49 577
Saks Y.....	185 800	28 751
Samson D.....	185 800	33 632
Sangha R.....	87 223	5 853
Sarai R.....	185 800	65 046
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 751	–
Saroya B.....	87 223	14 083
Savard-Tremblay S-P.....	185 800	39 923
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 710	–
Scarpaleggia F.....	185 800	30 346
<i>Indemnité à titre de président du caucus Gouvernement</i>	4 783	–
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	8 602	–
Scheer L'hon A.....	185 800	70 690
Schiefke P.....	185 800	15 999
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 751	–
Schmale J.....	185 800	69 637
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 284	–
Schulte L'hon D.....	87 223	17 555
Seeback K.....	185 800	60 303
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 376	–
Serré M.....	185 800	39 529
Sgro L'hon J.....	185 800	38 114
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	8 637	–
Shanahan B.....	185 800	34 166
<i>Indemnité à titre de présidente du caucus Gouvernement</i>	5 084	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 391	–
Sheehan T.....	185 800	38 837
Shields M.....	185 800	78 359
Shin N.....	87 223	37 301
Shiple D.....	185 800	41 268
Sidhu M.....	185 800	21 940
Sidhu S.....	185 800	30 525
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 301	–
Sikand G.....	87 223	–
Simard M.....	185 800	68 413
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 284	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Simms S.....	87 223	41 328
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	4 783	–
Sinclair-Desgagné N.....	98 577	19 005
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	1 875	–
Singh J.....	185 800	46 933
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition.....</i>	62 900	–
Sloan D.....	87 223	27 199
Small C.....	98 577	47 422
Sorbara F.....	185 800	24 973
Soroka G.....	185 800	89 508
Spengemann S.....	185 800	12 896
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	8 637	–
Stanton B.....	87 223	21 420
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités plénières.....</i>	29 835	–
Steinley W.....	185 800	78 969
Stewart J.....	98 577	54 932
St-Onge L'hon P.....	98 577	19 691
Ste-Marie G.....	185 800	30 786
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	4 439	–
Strahl M.....	185 800	45 671
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 391	–
Stubbs S.....	185 800	61 801
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	2 391	–
Sudds J.....	98 577	–
Sweet D.....	87 223	28 518
Tabbara M.....	87 223	7 078
Tassi L'hon F.....	185 800	36 709
Taylor Roy L.....	98 577	21 689
Thériault L.....	185 800	37 578
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	5 901	–
Therrien A.....	185 800	37 261
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	4 490	–
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition.....</i>	18 100	–
Thompson J.....	98 577	33 291
Tochor C.....	185 800	71 054
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 910	–
Tolmie F.....	98 577	43 382
Trudeau Le très hon J.....	185 800	996
Trudel D.....	185 800	33 574
Turnbull R.....	185 800	12 172
Uppal L'hon T.....	185 800	87 773
Van Bynen T.....	185 800	13 579
van Koeverden A.....	185 800	23 434
Van Popta T.....	185 800	87 518
Vandal L'hon D.....	185 800	59 509
Vandenbeld A.....	185 800	3 982
Vaughan A.....	87 223	5 775
Valdez R.....	98 577	21 839
Vecchio K.....	185 800	58 736
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	3 819	–
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Opposition officielle.....</i>	6 763	–
Vidal G.....	185 800	56 914
Vien D.....	98 577	27 768
Viersen A.....	185 800	63 618
Vignola J.....	185 800	57 091
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	4 267	–
Villemure R.....	98 577	25 108
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 927	–
Virani A.....	185 800	41 696
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	310	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022 – fin

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Vis B.....	185 800	78 407
Vuong K.....	98 577	18 059
Wagantall C.....	185 800	55 678
Warkentin C.....	185 800	61 332
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	4 783	–
Waugh K.....	185 800	57 272
Webber L.....	185 800	66 289
Weiler P.....	185 800	51 378
Wilkinson L'hon J.....	185 800	39 292
Williams R.....	98 577	18 183
Williamson J.....	185 800	54 807
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 067	–
Wilson-Raybould L'hon J.....	87 223	61 443
Wong L'hon A.....	87 223	22 880
Yip J.....	185 800	24 261
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	1 875	–
Young K.....	87 223	19 475
Yurdiga D.....	87 223	40 641
Zahid S.....	185 800	39 858
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	8 602	–
Zann L.....	87 223	1 532
Zarrillo B.....	98 577	40 149
Zimmer B.....	185 800	122 575
Zuberi S.....	185 800	37 973
Anciens députés ²	–	4 574
Total.....	63 858 194	15 706 307

¹ Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct à la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »;
- les frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale liées à l'utilisation des avions de l'État;
- tous les frais de déplacement des députés engagés pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de cette section intitulé « Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

² Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2021-2022

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Amos W	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (Science).....	2 871
Anandasangaree G	Ministre des Relations Couronne-Autochtones	6 763
	Ministre de la Justice et procureur général du Canada	5 936
Badawey V	Ministre des Services aux Autochtones.....	5 936
Bagnell L'hon L	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (Agence canadienne de développement économique du Nord).....	6 763
Battiste J	Ministre des Relations Couronne-Autochtones	5 936
Beech T	Vice-première ministre et ministre des Finances.....	5 936
	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne et de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (C.-B.).....	6 763
Bendayan R	Ministre du Tourisme et ministre associé des Finances.....	5 936
	Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international.....	6 763
Bittle C	Ministre du Patrimoine canadien	5 936
	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	6 763
Brière É	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec).....	6 763
	Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé.....	5 936
Chiang P	Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion (Diversité et Inclusion)	5 936
Dabrusin J	Ministre du Patrimoine canadien	6 763
	Ministre des Ressources naturelles et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique	5 936
Damoff P	Ministre des Services aux Autochtones.....	6 763
	Ministre de la Sécurité publique	5 936
Drouin F	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	5 936
Duguid T	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique (Agence canadienne de l'eau)	6 763
	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	5 936
Ehsassi A	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (Innovation et Industrie)	6 763
Ellis N	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	6 763
Fergus L'hon G	Premier ministre, du président du Conseil du Trésor et de la ministre du Gouvernement numérique	6 763
	Premier ministre et de la présidente du Conseil du Trésor	5 936
Fillmore A	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	5 936
	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités	6 763
Fisher D	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	6 763
	Ministre des Aînés.....	5 936
Fragiskatos P	Ministre du Revenu national	5 936
Fraser L'hon S	Vice-première ministre et ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances.....	6 763
Gerretsen M	Leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat).....	5 936
Housefather A	Ministre du Travail	6 763
	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.....	5 936
Hutchings L'hon G	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural	6 763
Jones Y	Ministre des Affaires du Nord	6 763
	Ministre des Ressources naturelles et du ministre des Affaires du Nord	5 936
Kelloway M	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne.....	5 936
Koutrakis A	Ministre des Transports	5 936
Kusmierczyk I	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap	12 699
Lalonde M	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedDev Ontario et Langues officielles).....	6 763
	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	5 936
Lamoureux K	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales et du leader du gouvernement à la Chambre des communes.....	6 763
	Leader du gouvernement à la Chambre des communes.....	5 936
Lauzon S	Ministre du Développement économique rural	5 936
	Ministre des Aînés.....	6 763
Lightbound J	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	6 763
MacKinnon L'hon	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.....	6 763
Martinez Ferrada S	Ministre des Transports	6 763
	Ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion (Logement)	5 936
May B	Ministre de la Défense nationale.....	5 936
Naqvi Y	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile.....	5 936
O'Connell J	Ministre de la Santé	6 763
	Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités	5 936
Olyphant L'hon R	Ministre des Affaires étrangères	12 699

Parlement Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2021-2022 – fin

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Saks Y	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social.....	5 936
Samson D	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale.....	12 699
Schiefke P	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	6 763
Serré M	Ministre des Ressources naturelles	6 763
	Ministre des Langues officielles	5 936
Sheehan T	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedNor).....	6 763
	Ministre du Travail.....	5 936
Sidhu M	Ministre du Développement international	6 763
	Ministre des Affaires étrangères	5 936
Sorbara F	Ministre du Revenu national.....	6 763
Sudds J	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse.....	5 936
van Koeverden A	Ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse et du ministre du Patrimoine canadien (Sport).....	6 763
	Ministre de la Santé et de la ministre des Sports	5 936
Vandenbeld A	Ministre de la Défense nationale.....	6 763
	Ministre du Développement international	5 936
Vaughan A	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (Logement)	6 763
Virani A	Ministre de la Justice et procureur général du Canada	6 763
	Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique.....	5 936
	Total	484 606

Sécurité publique Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Administration centrale, Ottawa, Ontario.....	345 707 353	24 831 485	370 538 838
Administration régionale – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	32 563 155	194 783	32 757 938
Administration régionale – Ontario, Kingston, Ontario.....	35 529 943	724 817	36 254 760
Administration régionale – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	39 909 023	1 643 763	41 552 786
Administration régionale – Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	40 848 170	3 523 235	44 371 405
Administration régionale – Québec, Laval, Québec	35 081 678	539 288	35 620 966
Bureaux de district régionaux – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	33 832 992	567 206	34 400 198
Bureaux de district régionaux – Ontario, Kingston, Ontario.....	84 595 604	920 043	85 515 647
Bureaux de district régionaux – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	60 306 333	269 092	60 575 425
Bureaux de district régionaux – Prairies, Winnipeg, Manitoba	79 311 796	439 480	79 751 276
Bureaux de district régionaux – Québec, Montréal, Québec.....	71 318 159	3 075 105	74 393 264
Centre fédéral de formation, Laval, Québec.....	63 179 228	7 349 920	70 529 148
Centre Pê Sâkâstêw, Mâskwâcîs, Alberta.....	8 486 429	235 414	8 721 843
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan.....	49 435 369	2 265 533	51 700 902
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	51 342 494	880 200	52 222 694
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	8 277 317	–	8 277 317
Centre régional de traitement, Bath, Ontario	12 020 220	10 856	12 031 076
Collège régional de formation du personnel – Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	1 813 262	–	1 813 262
Collège régional de formation du personnel – Ontario, Kingston, Ontario	4 539 106	508 450	5 047 556
Collège régional de formation du personnel – Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	4 313 914	31 822	4 345 736
Collège régional de formation du personnel – Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	5 923 755	–	5 923 755
Collège régional de formation du personnel – Québec, Laval, Québec	5 150 936	90 775	5 241 711
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	60 963 762	3 022 142	63 985 904
Établissement de Bath, Bath, Ontario.....	51 764 760	9 132 741	60 897 501
Établissement de Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario.....	62 935 509	1 554 965	64 490 474
Établissement de Bowden, Innisfail, Alberta.....	67 199 910	2 947 443	70 147 353
Établissement de Collins Bay, Kingston, Ontario.....	75 167 460	3 982 240	79 149 700
Établissement de Cowansville, Cowansville, Québec	46 558 693	770 419	47 329 112
Établissement de Donnacona, Donnacona, Québec	54 413 502	1 363 007	55 776 509
Établissement de Drumheller, Drumheller, Alberta.....	60 169 889	6 172 939	66 342 828
Établissement de Grande Cache, Grande Cache, Alberta	41 596 604	439 918	42 036 522
Établissement de Joyceville, Kingston, Ontario	84 472 209	5 660 594	90 132 803
Établissement de Kent, Agassiz, Colombie-Britannique	56 062 125	1 555 426	57 617 551
Établissement de La Macaza, La Macaza, Québec	34 499 752	2 850 222	37 349 974
Établissement de la vallée du Fraser pour femmes, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	25 885 931	331 841	26 217 772
Établissement de l'Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick	48 717 892	3 420 096	52 137 988
Établissement de Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	43 149 445	7 613 632	50 763 077
Établissement de Mission, Mission, Colombie-Britannique	52 620 056	2 785 358	55 405 414
Établissement de Port-Cartier, Port-Cartier, Québec	43 153 365	1 442 829	44 596 194
Établissement de Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse.....	52 838 112	2 731 323	55 569 435
Établissement de Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba.....	81 622 378	6 177 386	87 799 764
Établissement de Warkworth, Campbellford, Ontario	54 344 392	2 599 151	56 943 543
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta.....	32 844 502	953 251	33 797 753
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta	56 535 295	833 397	57 368 692
Établissement Drummond, Drummondville, Québec	35 387 748	2 203 312	37 591 060
Établissement du Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique	67 218 939	650 982	67 869 921
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta	5 256 647	118 380	5 375 027
Établissement Joliette, Joliette, Québec.....	23 859 410	463 770	24 323 180
Établissement Millhaven, Bath, Ontario.....	56 328 660	6 959 479	63 288 139
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique	40 658 355	4 497 833	45 156 188
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse	26 969 071	1 586 820	28 555 891
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario	35 854 841	195 737	36 050 578
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique	15 847 737	1 391 663	17 239 400
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan	11 169 884	20 821	11 190 705
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan	9 106 507	3 048	9 109 555
Pénitencier de Dorchester (Centre de rétablissement Shepody), Dorchester, Nouveau-Brunswick.....	78 465 561	3 068 606	81 534 167
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario	1 007 299	93 796	1 101 095
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan.....	87 742 409	4 728 642	92 471 051
Village de guérison Kwîkwêxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique.....	8 330 336	4 551 815	12 882 151
Total.....	2 764 205 183	146 976 291	2 911 181 474

Section **12**

Comptes publics du Canada

2021-2022

Index

Index

	Page	
	Français	Anglais
A		
Acquisition de machinerie et matériel	185	181
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	181	177
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l' (états financiers)	8	32
Autres informations diverses	289	283
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	261	255
Avances à justifier	142	141
B		
Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers)	20	119
C		
Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers)	32	8
Commissions	262	256
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers)	45	44
Créances – radiations ou renonciations	137	137
D		
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres	287	281
Dépenses des cabinets des ministres	270	264
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	291	285
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme, (Bureau du directeur général des élections)	290	292
Détails des dépenses – 44 ^e élection générale (septembre 2021), (Bureau du directeur général des élections)	290	292
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Secrétariat du Conseil du Trésor)	298	311
E		
État des dépenses par établissement, (Service correctionnel du Canada)	322	310
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau payés en 2021-2022, (Sénat)	306	305
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2021-2022, (Chambre des communes)	310	295
États financiers des fonds renouvelables	7	7
F		
Frais d'études	264	258
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	284	278
Frais de déplacement et de séjour par commission	263	257
Frais de la dette publique	203	199
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunion internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	293	287
G		
Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers)	58	59
I		
Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	131	131
M		
Montants adjugés par une cour	228	224

Index – fin

	Page	
	Français	Anglais
O		
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers).....	68	21
Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers).....	79	69
P		
Paiements à titre gracieux.....	226	222
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	305	284
Paiements de réclamation contre l'État.....	210	206
Paiements de réclamation contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	209	205
Paiements de transfert.....	195	191
Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers).....	96	96
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2021-2022.....	148	147
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2021-2022.....	152	151
Pertes de fonds et de biens publics.....	145	144
Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	159	158
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2021-2022.....	146	145
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2021-2022.....	145	144
Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers).....	108	57
Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés.....	237	233
R		
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes.....	132	132
Revenus de placements.....	266	260
S		
Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers).....	110	108
Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers).....	121	86
Services professionnels et spéciaux.....	169	167
T		
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2021-2022, (Chambre des communes).....	320	293
Traitements et indemnités aux ministres d'États (Bureau du Conseil privé).....	304	309